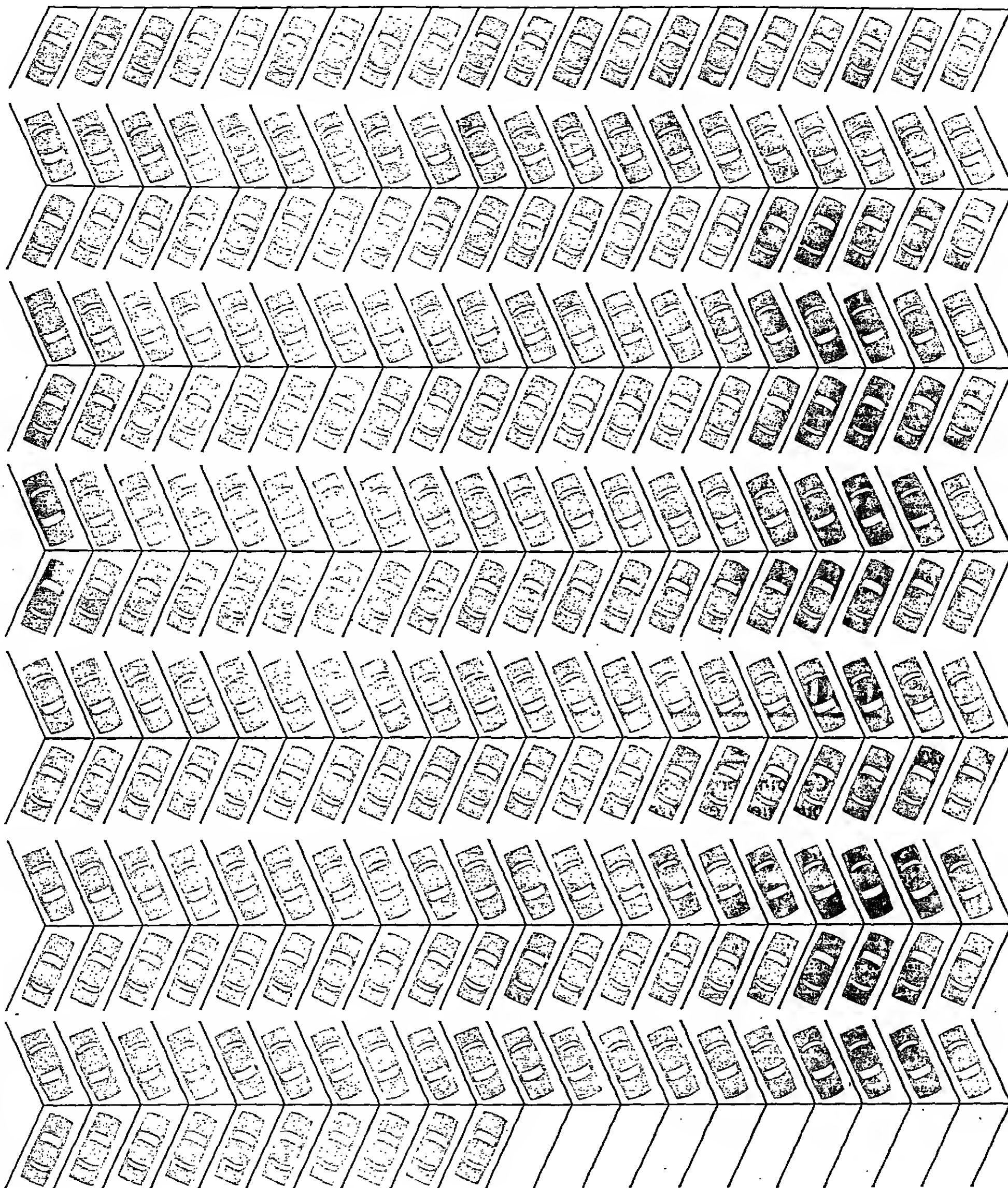


Costa-Rica
Rodrigo Carazo
le l'opposition de
sident de la Républ

conservateur issu du teni

A Paris, pour vous offrir davantage de voitures, Avis a changé de garage.



Le garage Avis Dupleix est transféré
5, rue Bixio. Paris 75007
(derrière les Invalides). Nouveau téléphone: 550 32 31.



Le nombre de voitures que peut contenir le garage Invalides est équivalent au nombre
de voitures que vous trouverez sur cette page: 250 exactement.
Le garage Invalides, c'est un plus grand garage pour mieux vous servir.

EUROPE

Roumanie

Un ouvrier témoigne de l'utilisation dans son pays de la psychiatrie à des fins politiques

Le Comité français pour la défense des droits de l'homme en Roumanie et le Comité des psychiatres français contre l'utilisation de la psychiatrie à des fins politiques ont organisé, lundi 6 février, une conférence de presse à Paris pour présenter M. Vasile Paraschiv. Cet ouvrier électromécanicien roumain a subi quatre internements psychiatriques successifs dans son pays, d'abord pour avoir démissionné du P.C. en 1968, puis pour avoir signé la lettre ouverte adressée à la conférence de Belgrade par l'écrivain Paul Goma et manifesté sa solidarité avec la Charte 77 des intellectuels tchécoslovaques des droits de l'homme.

Rafala, en mai dernier après un « traitement ambulatoire » pour « psychopatie paranoïaque, délire de persécution, psychose dépressive », a été réadmis à l'hôpital psychiatrique de la ville de Cluj. Il a été licencié de son travail « pour absence abusive ». Il entend néanmoins rentrer pour continuer sa lutte pour le respect des droits civiques « en indiquant aux autorités tous les abus et toutes les injustices » que ses compatriotes connaissent à sa connaissance.

Durant ses internements, il a eu à connaître de différents cas d'abus de la psychiatrie pour des motifs étonnants : tentative de passage illégal de la frontière, demandes de passeports d'émigration ou de voyages temporaires à l'étranger, refus de laisser sa fille épouser un militaire.

Les traitements subis sont semblables à ceux appliqués dans ces cas en U.R.S.S. et abondamment connus en Occident depuis l'affaire Plouchon. Mais, et précise le psychiatre Ion Vianu, qui vit actuellement en Suisse (le Monde, des 19 mars et 2 novembre 1977), il n'existe pas en Roumanie d'établissements spéciaux gérés par la police. Tous sont sous la gestion du ministère de la santé, mais la police intervient néanmoins.

Toutefois les psychiatres roumains ont rejeté la notion de « schiz-

ophrénie torpide », c'est-à-dire sans symptômes, inventée par leurs collègues soviétiques. Ils trouvent plus commodes des diagnostics classiques, mais les expertises légales sont faites avec peu de sérieux et sont très superficielles, sinon fantaisistes. Les conditions d'internement sont très dures, que ce soit à l'hôpital de Petru-Groza en Transylvanie, à celui de Poiana-Mare, dans la sud du pays, ou à celui de Sepoca, dans le district de Buzau. Enfin, l'écrivain Paul Goma a annoncé qu'un ingénieur de Timisoara, Fr. Holoc, après un internement abusif, a été relâché, mais doit se présenter deux fois par semaine à des séances de rayons X.

A. M. B.

Après l'arrestation du jeune pirate de l'air

L'AVION TCHÈQUE DÉTOURNÉ VERS FRANCFORT A REGAGNÉ PRAGUE

Francofort (A.F.P., Reuters). — L'avion tchécoslovaque de la compagnie C.S.A., qui avait été détourné vers Francofort au cours d'un vol entre Berlin-Est et Prague (nos dernières éditions datées du 7 février), a regagné Prague lundi soir 6 février. C'est un pilote tchèque de vingt-quatre ans, M. Ladislav Molnar, qui avait réussi ce détournement, en faisant croire à l'équipage qu'il possédait une petite bombe dans son bagage à main. Dès l'atterrissage à Francofort, il s'est livré aux autorités tchèque-allemandes. Il était en possession d'un visa lui permettant de séjourner en R.F.A. jusqu'au 15 février, mais il a déclaré aux autorités qu'il avait l'intention de se rendre en Allemagne fédérale. Il a été arrêté.

La police devait, d'autre part, démentir dans la soirée de lundi la rumeur selon laquelle cinq des quarante passagers (parmi lesquels on comptait trois Allemands de l'Est) avaient profité de cette occasion imprévue pour demander l'asile politique à la R.F.A. Lors du retour de l'avion à Prague, toutefois, on aurait observé qu'un couple et son enfant, qui voyageaient sur cet appareil, étaient restés à Francofort.

Union soviétique

LES MESURES CONTRE M. YOURI ORLOV ET ALEXANDRE GUINZBOURG SONT AGGRAVÉES

(De notre correspondant.)

Moscou. — Les services de sécurité soviétiques (K.G.B.) ont aggravé le chef d'accusation contre le physicien Youri Orlov, arrêté le 10 février 1976. Le lundi 6 février, on a annoncé à sa femme, Irina, au quartier général du K.G.B., à la prison de Loubianka, que l'enquête et la surveillance de l'espionnage et de la propagande antisoviétiques « pouvaient entraîner une peine de sept ans de camp. Au mois de juin dernier le K.G.B. avait dit à Mme Orlov que son mari était accusé de « diffamation de l'Etat soviétique », chef d'accusation moins grave, pour lequel il risquait trois ans de détention. Mme Orlov a déclaré à des correspondants occidentaux qu'aucune raison à ce changement ne lui avait été donnée (1).

M. Orlov, âgé de cinquante-deux ans, avait fondé en mai 1976 le groupe de surveillance de l'application des accords d'Helsinki. Il est gardé au secret depuis son arrestation. La détention préventive, qui en principe est limitée en Union soviétique à six mois, peut être prolongée de trois mois par décision du procureur et au-delà par décret du Soïvet suprême. Il semble que comme pour Anatoli Tchicharanski ce soit le cas pour M. Orlov.

Ainsi quelle portait un paquet destiné à son mari, l'historien Alexandre Guinzbourg, au secret à Kalouga (à 180 km de Moscou) depuis le 3 février 1978, sa femme Irina Jolkovskaya a été appelée chez le procureur, qui lui a annoncé que la période d'instruction concernant l'affaire de son mari était prolongée jusqu'au 3 mai. M. Guinzbourg est également accusé de « diffamation et de propagande antisoviétiques ». Membre du groupe de surveillance de l'application des accords d'Helsinki, M. Guinzbourg était avant son arrestation l'administrateur du Fonds d'aide aux prisonniers politiques et à leurs familles créé par Soljenitsyne.

DANIEL VERNET.

(1) Mme Orlov a aussi été priée de choisir un avocat soviétique pour son mari ; elle a refusé, disant qu'elle avait demandé à un avocat britannique, Mr John Macdonald, de se charger de la défense et annoncé sa décision aux autorités soviétiques.

ASIE

Corée du Sud

Le chef de l'Etat a cédé aux pressions de Washington dans l'affaire Park Tong-sun

M. Jaworski, conseiller de la « commission de l'éthique » de la Chambre des représentants, vient de déclarer que des membres du Congrès américain pourraient être prochainement accusés de « conduite criminelle » dans l'affaire des pots-de-vin versés à des personnalités américaines par M. Park Tong-sun, homme d'affaires sud-coréen.

Séoul. — Les employés de l'ambassade des Etats-Unis à Séoul ont mis plus de vingt-quatre heures à remballer tous les documents apportés il y a trois semaines, à titre de preuve, par les représentants du département de la justice américain chargés d'interroger M. Park Tong-sun, l'homme d'affaires sud-coréen accusé d'avoir versé des pots-de-vin à plusieurs membres du Congrès. A la suite des révélations faites au cours des interrogatoires qui ont duré en tout quatre-vingt-dix heures et ont été menées, à deux reprises, à l'aide d'une « machine à détecter le mensonge » du F.B.I., Séoul a fini par céder aux pressions américaines et a accepté que M. Park soit prochainement entendu par un comité du Sénat et de la Chambre des représentants.

La contenu des interrogatoires n'a pas été rendu public. M. Park Tong-sun, dit-on néanmoins de source américaine, a notamment reconnu avoir versé 200 000 dollars à l'ancien représentant de la Louisiane au Congrès, M. Otto Passman, ainsi qu'à un représentant de la Californie, M. Hanna. L'homme d'affaires a, d'autre part, révélé qu'il avait contribué financièrement à la campagne pour la réélection de M. Richard Nixon, en 1972, mais n'a ni versé de l'argent à l'ancien président Ford.

Aux termes de l'accord sur la procédure pour l'interrogatoire de M. Park, intervenu fin décembre entre Séoul et Washington, celui-ci ne devait témoigner que devant les tribunaux américains. Il se rendra d'ailleurs aux Etats-Unis pour le procès de M. Hanna, qui commence le 22 mars. Mais les Coréens s'étaient opposés à sa comparution devant les commissions du Congrès, qui risquaient de mettre en lumière les relations de l'homme d'affaires avec la C.I.A. coréenne et surtout avec le président Park.

Afin d'éviter de mettre le président Park en difficulté, l'administration

actuellement réfugié dans son pays. Ces déclarations ont été faites après l'interrogatoire de M. Park Tong-sun par des enquêteurs américains envoyés à Séoul. Contrairement à ce que désirait le chef de l'Etat sud-coréen, M. Park Tong-sun va prochainement témoigner devant des membres du Sénat et de la Chambre des représentants.

De notre envoyé spécial

avait apparemment accepté les conditions de Séoul. Le Congrès, qui avait violemment critiqué l'accord, a finalement eu gain de cause en jouant d'un argument de poids : depuis l'automne, il a en effet bloqué l'assistance militaire à la Corée du Sud, qui doit compenser le retard progressif des troupes américaines. Les Etats-Unis se sont engagés à verser, au cours des quatre prochaines années, 3 milliards de dollars en assistance militaire à Séoul.

L'aide militaire, le maintien du

soutien législatif des Américains, la détermination de l'image du régime du président Park aux Etats-Unis (surtout que celui-ci brigue, cette année, un nouveau mandat) : autant de facteurs qui ont poussé Séoul à céder aux pressions américaines sur plusieurs points. Non seulement sur l'affaire Park Tong-sun, mais également sur la question des droits de l'homme. Les signataires de la proclamation du 11 mars 1976, demandant un retour à la démocratie, ont été libérés. M. Kim Dae-jung, principal opposant au régime, qui a été récemment transféré de sa prison à l'hôpital, devrait, dit-on à Séoul, être libéré incessamment.

Les Américains préférés aux Français pour la construction de deux centrales nucléaires

Afin de se concilier les Américains, Séoul a d'autre part décidé, contre toute attente, d'acheter aux Etats-Unis deux centrales nucléaires. Pratiquement au moment où intervenait l'accord sur la procédure d'interrogatoire de M. Park Tong-sun, on apprenait dans les milieux diplomatiques que les Européens, et notamment la société française Framatome, avaient été exclus de l'appel d'offres lancé pour la construction des centrales Kori 3 et Kori 4 (le centrale Kori 1 a été mise en activité fin 1977 avec deux ans de retard), alors que, quelques semaines auparavant, les autorités coréennes donnaient encore toutes les assurances aux Français. La décision de Séoul devrait être formellement annoncée prochainement, mais on sait déjà que c'est Westinghouse, qui a construit Kori 1, qui emportera le contrat.

La complicité de Framatome ne semble pas en cause. Les Coréens ont simplement cédé aux exigences des Etats-Unis dont les constructeurs de centrales nucléaires traversent actuellement des difficultés. Caux-ci n'ont que deux centrales en chantier, alors que la capacité de production annuelle est de trente ; ils ont cessé leurs prix pour élever le marché. La banque d'import-export américaine annonce d'autre part qu'elle est disposée à financer la construction de quatre nouvelles centrales.

Les Américains fourniront eux-mêmes les éléments de centrales déjà construits qu'ils ne sont pas

parvenus à vendre. Incontestablement gênés envers les Français, auxquels ils souhaitent confier un autre projet nucléaire, les Coréens ont donné de nouvelles assurances en annonçant un appel d'offres d'ici deux mois.

Ces affaires montrent que Séoul est extrêmement préoccupée par le dégradation de ses relations avec Washington. Sur sa lancée, le Congrès exige maintenant que comparaisse devant ses commissions deux anciens ambassadeurs sud-coréens aux Etats-Unis, dont M. Kim Dong-jo, actuellement conseiller du président Park. Il semble difficile que Séoul cède sur ce point sans reconnaître implicitement les « connections » entre M. Park Tong-sun — qui, selon les Coréens, agissait pour son propre compte — et le gouvernement coréen.

Dans l'opinion publique, l'affaire Park Tong-sun, dont la presse ne rend compte que partiellement, provoque des réactions d'hostilité à l'égard des Etats-Unis. Les Coréens sont froissés dans leur nationalisme traditionnellement sourcilieux. Ils saluent avec joie l'accord de Washington, en signant l'accord du mois de décembre, qui théoriquement excluait l'intervention du Congrès. Le président aura quelques difficultés à expliquer à son opinion publique sa soudaine capitulation devant ce que l'on appelle à Séoul un « coup de force » de Washington.

PHILIPPE PONS.

CHINE

Frénésie d'achats à Pékin pour la fête du printemps

De notre correspondant

Pékin. — Une véritable frénésie d'achats règne à Pékin à l'occasion de la fête du printemps, nouvel en de calendrier lunaire traditionnel, qui tombe cette année le mardi 7 février. Certes, il s'agit de la plus grande fête de l'année, de celle pour laquelle les vacances les plus longues — trois jours — sont accordées. L'excitation est néanmoins beaucoup plus vive que l'an passé. Depuis plusieurs jours, la ville s'endort — ou plutôt essaie de s'endormir — au bruit des pétards, qui recommencent à claquer dès le petit matin. C'est un des articles qui se vend le mieux aux étalages provisoires installés sur les trottoirs dans les quartiers populaires.

Sous des guirlandes de lampes rouges — la souci d'économiser l'électricité et à la mi-entre parenthèses pour quelques jours — on fait la queue pour acheter pétards, biscuits, fruits et vin, qui sont traditionnellement partie de la fête.

Beaucoup plus nouveau, en revanche, est le rush sur d'autres rayons, sensiblement mieux garnis qu'autrefois. Des rangées de carcasses de porcs s'alignent sous l'éclairage intense d'une devanture en plein air. Un poissonnier expose deux squales de 2 bons mètres de long, trigriflés, mais enlairs. Parmi les bléens de consommation plus durables, on s'arrache des courbilles en sole et les écharpes. Les vendeurs sont impitoyables pour ne céder leurs marchandises qu'àux Pékinois identifiés comme

ta, la volaille, par exemple, n'est pas relâchée, mais il faut au moins justifier qu'on est de la capitale pour emporter son canard ou son poulet.

Apparemment, les Pékinois ne manquent pas d'argent. Les récentes augmentations de salaires expliquant, en partie, ce phénomène et d'autant plus qu'elles n'ont été appliquées qu'avec un retard, mais de façon rétroactive, à compter du 1^{er} octobre. Une bonne partie des salaires pékinois se sont aussi trouvés à la tête d'un « rappel » de cinq mois qui représentaient, suivant les cas, entre un demi-mois et près d'un mois de salaire normal. Le régime a fait un gros effort pour réduire les charges de la population et améliorer ainsi les budgets familiaux. Pour tout le monde, la taxe sur les bicyclettes a été supprimée depuis le 1^{er} janvier. Dans quelques cas, la crèche ou le jardin d'enfants sont devenus gratuits.

Le bon vieux temps

La frénésie d'achats a aussi des raisons psychologiques. Combien de Pékinois ont aujourd'hui le sentiment, à tort ou à raison, de revenir au bon vieux temps d'avant la révolution culturelle ? Ce phénomène s'accompagne de la résurrection des spectacles populaires d'il y a

L'AMBASSADEUR DU VIETNAM EN FRANCE DÉNONCE LES « PURGES SANGLANTES » AU CAMBODGE

Au cours d'une conférence donnée lundi 6 février, l'ambassadeur du Vietnam à Paris a fourni des précisions sur le plan de paix en trois points publiés dimanche par son gouvernement (le Monde du 7 février). Il s'est dit « optimiste » sur l'issue pacifique du conflit. M. Vo Van Sung s'en est toutefois pris avec vigueur au régime de Phnom-Penh : « L'opinion internationale, a-t-il dit, a bien remarqué que la situation très noire à l'intérieur du Cambodge est la conséquence d'une politique de répression sanglante et de purges systématiques. Les autorités khmères ne reconnaissent jamais leurs erreurs ; pour se maintenir au pouvoir, pour faire diversion, et pour masquer l'opinion, elles ont inventé cette prétendue opération vietnamienne ».

Interrogé sur la nature de ces « purges », M. Sung a précisé qu'elles avaient été effectuées « contre l'opposition », Phnom-Penh mène une « politique impopulaire », et il existe une « grande opposition » à « la politique de répression à l'encontre des aspirations légitimes du peuple cambodgien ».

M. Sung a aussi fourni des précisions sur « la garantie et la surveillance internationale » proposées par le plan vietnamien. On pourrait faire appel aux Nations unies, « à des pays non alignés ou des pays dont la liste serait déterminée par les deux parties ». La frontière devra être officiellement par un traité « sur la base du respect mutuel de la souveraineté nationale dans les frontières actuelles ». Mais si les deux parties reconnaissent, sur terre, le tracé de l'administration cambodgienne, il n'en est pas de même sur mer. Hanoi semble avoir modifié récemment sa position à ce sujet : M. Sung n'a pas fait allusion à la « ligne étiérée » et s'est contenté de dire que la frontière maritime « pourrait être l'objet de négociations ».

Phnom-Penh n'a pas encore fait connaître son point de vue sur le plan de paix de Hanoi. La radio cambodgienne a fait état, dimanche, d'une nouvelle attaque vietnamienne sur son territoire, appuyée par des blindés et de l'aviation ; lundi, c'est la radio vietnamienne qui a annoncé que quatre bataillons khmers avaient été repoussés.

● AUX NATIONS UNIES, le représentant vietnamien, M. Dinh Ba Thi, dont Washington a demandé le départ, l'accusant d'espionnage, s'est entretenu lundi avec M. Waldheim. Les représentants de pays socialistes ont fait part au secrétaire général de leur « inquiétude ». Interrogé à propos de cette affaire, M. Sung a dit qu'il ne croyait pas en la volonté de normaliser les relations diplomatiques entre les deux pays affichée par les Etats-Unis.

ONU

A Genève

Certains pays occidentaux voudraient étendre à l'Est la discussion sur les droits de l'homme

De notre correspondant

Genève. — A peine terminée la réunion des dix-huit experts du Comité des droits de l'homme des Nations unies, qui a examiné les rapports plus éducatifs les uns que les autres fournis par divers gouvernements sur la façon dont ils respectent ces droits (le Monde du 1^{er} février), le Palais des Nations a ouvert ses portes à la trentième session de la commission des droits de l'homme, composée non plus d'experts mais de représentants de trente-deux Etats désignés par l'Assemblée générale des Nations unies.

Commencée le lundi 6 février, ce débat (qui se prolongera jusqu'au 10 mars) devrait permettre aux délégués des Etats membres de se prononcer sur un ordre du jour en vingt-huit points, établi par M. Kurt Waldheim, secrétaire général des Nations unies. La lecture de ce document officiel surprend quelque peu : ni l'Argentine ni le Cambodge, ni le Kurdistan ni l'Ouganda (qui, l'an passé, fut membre de la commission) n'y figurent ; un voile aussi pudique qu'opaque recouvre, d'autre part, tout ce qui se passe dans les pays de l'Est comme dans ceux du tiers-monde (à la seule exception du Chili).

En revanche, la commission a décidé d'inscrire à son ordre du jour, en lui attribuant « un degré de priorité élevé », la « question de la violation des droits de l'homme dans les territoires occupés, y compris la Palestine ». Les violations des droits de l'homme en Afrique australe figurent également à l'ordre du jour de la commission, dont les prises de position auront influencé la plus de poids et les ne reflètent une sélectivité patente.

Il n'est pas exclu toutefois que les violations des droits de l'homme ailleurs qu'en Israël et en Afrique australe soient évoquées au cours de la session. Le nouveau directeur de la division des droits de l'homme de l'ONU, M. Théodore Van Boven, s'est en effet livré dès l'ouverture

de la réunion à ce qui ne peut apparaître que comme une critique sévère de l'activité passée de la commission, déclarant entre autres qu'« un certain degré d'indifférence s'était manifesté quant à la manière dont la commission réagissait aux allégations de violation des droits de l'homme », et qu'il ne pouvait plus être ignoré.

Le chef de la délégation des Etats-Unis, M. Edmund Mez-vinsky, a estimé pour sa part que la commission devrait démontrer son utilité en se penchant effectivement sur de vrais problèmes, sans appliquer deux poids et deux mesures. Il a notamment souhaité des débats publics sur la violation des droits de l'homme en Argentine, au Brésil, au Cambodge, en Guinée-Equatoriale et en Uruguay. Ce souhait pourrait être réalisé lors de la discussion du point douze de l'ordre du jour (« question de la violation des droits de l'homme où qu'elle se produise dans le monde ») au cours de laquelle les délégués des Etats membres et les représentants d'organisations non gouvernementales (Amnesty International, Ligue internationale des droits de l'homme, commission internationale de juristes, etc.) auront la possibilité d'intervenir.

La commission, qui, les années précédentes, s'était principalement préoccupée des violations des droits civils et politiques, a décidé de ne pas négliger pour autant les violations des droits économiques, sociaux et culturels. M. Kéba M'Baye, président de la Cour suprême du Sénégal, du 6 février à la présidence de la trentième session, a d'ailleurs affirmé qu'« il n'y a pas de différence entre un homme qui meurt de faim et celui qui meurt sous la torture ».

M. Jean-Claude Sover dirige la délégation française à la commission, où il remplace Pierre Ju-vigny, décédé l'an dernier.

ISABELLE VICHNIAC.

مكتبة من الأصل

INDE

Le gouvernement marxiste du Bengale veut faire de sa gestion un exemple national

De notre envoyé spécial

Calcutta. — « Le gouvernement du Front de gauche formé au Bengale-Occidental avec un soutien populaire massif est celui du peuple. Il recherche son aide pour distribuer les terres en surplus, protéger les droits de l'homme, maintenir la discipline dans les champs et les usines, les écoles et les collèges. Il appelle à la coopération la population pour construire un Bengale heureux et prospère ». En faisant passer cette publicité dans les journaux, le Front a-t-il voulu entretenir le tempo de son triomphe électoral ? Constitués pour l'essentiel du P.C.I. (marxiste) — indépendant de Moscou et de Pékin — d'un mouvement nationaliste progressiste et de petits groupes révolutionnaires, ce Front a conquis le pouvoir dans cet Etat de plus de cinquante millions d'habitants après avoir remporté, à la surprise même de ses dirigeants, les élections législatives provinciales en juin. La réaction populaire de rejet à l'égard du parti du Congrès, qui dirigea le gouvernement pendant plusieurs années consécutives, fut encore plus nette qu'aux élections nationales du printemps. Non seulement le Front enleva la quasi-totalité des sièges, mais le P.C.I. (M) obtint, à lui seul, la majorité dans l'Assemblée locale.

Pour la première fois, un mouvement communiste dirige pratiquement seul l'Etat le plus turmenté de l'Inde. Le Bengale a toujours été le foyer du communisme indien ; mais le P.C.I. — distinct du P.C.I. (M) et fidèle à Moscou — y a perdu, comme ailleurs, de l'influence depuis qu'il a soutenu le régime de Mme Gandhi. En revanche, défenseur des libertés démocratiques, très solidement implanté dans les milieux ouvriers et paysans, occupant une position marginale au sein du mouvement communiste international et, notamment, ne prenant pas parti dans la querelle sino-soviétique, le P.C.I. (M) est devenu, depuis

la consultation de mars, la force politique de gauche la plus importante. Son comportement serein au pouvoir, au Bengale, où il représente des classes qui jusqu'à maintenant dans le reste du pays en ont toujours été écartées de façon durable, s'inspire du souci d'étendre, à plus long terme, son influence nationale.

Ainsi bien les « marxistes », comme on les appelle, n'ont-ils pas porté, comme le craignait la bourgeoisie possédante (les dirigeants appartenant à la petite-bourgeoisie), la révolution dans la rue. Calcutta n'a jamais semblé aussi calme. Le changement d'équipe gouvernementale s'est même fait sans dépitement populaire. Les ministres travaillent d'arrache-pied, et nul ne met en doute leur honnêteté, alors que la corruption de certains de leurs prédécesseurs était notoire. Mais s'ils donnent l'exemple de la ponctualité, les fonctionnaires, eux, continuent à arriver au bureau au milieu de la matinée. L'administration à coup sûr ne semble pas mobilisée, sinon concernée, par la « révolution silencieuse » dont parlent les théoriciens du Front. « Le gouvernement, nous a dit un observateur, n'a pas nettoyé les écuries d'Augias. Il a conservé le même appareil administratif que le précédent cabinet. S'il tente de s'attaquer au laisser-aller, il risque de perdre le soutien populaire ».

Sans doute aussi le style feutré du nouveau gouvernement est-il marqué par la personnalité pondérée de son chef, M. Jyoti Basu. Avocat formé à Cambridge, esprit fin et cultivé, M. Basu n'a rien de commun avec les politiciens provinciaux à la tête d'autres Etats. Sa démarche politique semble plus celle d'un social-démocrate pragmatique que celle d'un révolutionnaire pressé de changer la société. Il connaît les limites d'une telle entreprise en Inde. Néanmoins, la gauche n'a pas perdu de temps pour lancer une action en profondeur dans l'agriculture.

Réforme agraire

« Le ralentissement des migrations rurales vers Calcutta — 150 000 à 200 000 personnes par an — nous dit le ministre des finances, M. Ashok Mitra, dépend de nos capacités à développer l'arrière-pays. Le gouvernement a accordé la priorité à cette tâche en y affectant 20 % des ressources ». Brillant économiste, passé lui aussi par l'Occident, M. Mitra n'est pas membre du P.C.I. (M), mais, précise-t-il, « sympathisant ». Est-ce pour gagner ses titres de noblesse qu'il a affiché un portrait de Marx dans son bureau ? Il ajoute :

« Pendant trente ans, les responsables du Congrès nous ont rebattu les oreilles en disant qu'ils faisaient une politique en faveur des pauvres ; celle-ci, constate-t-on, n'a pas changé leur condition ! » Le gouvernement s'est donc attaqué à certaines des causes de la misère en milieu rural en adoptant une réforme agraire visant à sauvegarder les droits des nombreux métayers du Bengale exploités par les propriétaires fonciers avec lesquels ils n'ont en général pas pu passer de contrat écrit. Ces métayers ne reçoivent

même pas la moitié de la récolte de la terre qu'ils cultivent et en sont parfois expulsés sans motif (des incidents de ce genre ont fait plusieurs victimes en 1977). Désormais, les propriétaires devront remettre un reçu aux métayers lorsque ceux-ci viendront acquitter leur fermage. Ce précieux papier constituera en quelque sorte une reconnaissance de leurs droits et pourra être utilisé pour demander les crédits qui leur sont actuellement refusés faute de garanties ou de solvabilité.

Désormais, si la réforme entre en vigueur, un propriétaire voulant reprendre possession de sa terre devra prouver que c'est pour la travailler lui-même ou avec sa famille et non pour la louer à quelqu'un d'autre à meilleur compte.

Les autorités veulent ainsi lutter contre les évictions arbitraires et les propriétaires absenteïstes. Selon le ministre de la terre et du revenu foncier, M. Benoy Chowdhury, un ancien syndicaliste paysan, principal artisan de la réforme, 4 % des gros propriétaires du Bengale contrôlent 40 % des terres cultivables tandis que 3,5 millions de paysans disposent de minuscules parcelles ou n'en ont pas du tout. C'est à eux que le texte de la réforme prévoit de

distribuer 0,7 million d'hectares situés sur les propriétés expropriées. Certaines de ces terres avaient déjà été redistribuées en 1960-1970 lorsque la gauche était au pouvoir dans l'Etat, avec des formations modérées. Mais, par la suite, des possédants en chertise avec le Congrès se les firent restituer.

M. Basu n'ignore pas qu'il se heurte de nouveau à forte partie. Au gouvernement central, les intérêts des riches cultivateurs — qui ont toujours exercé une grande influence — sont solidement représentés. Et il est symptomatique que le texte de la réforme attende depuis septembre l'aval de New Delhi, qui lui donnera force de loi. « Les marxistes », explique un journaliste indien, « s'attaquent au vieux socialisme des campagnes, à la source du pouvoir traditionnel. Ils savent qu'ils vont se heurter à de grandes difficultés et qu'il ne leur sera sans doute pas possible d'appliquer intégralement la réforme (si elle est acceptée). Mais s'ils parviennent à favoriser une prise de conscience de leurs droits chez les paysans, ce sera déjà une victoire considérable. Cela changera beaucoup de choses. Ils transforment à long terme la majorité à eux que les clients électoraux se trouvaient encore dans les masses paysannes ».

Souplesse à l'égard des milieux d'affaires

D'autre part, une certaine souplesse est de règle dans les rapports du gouvernement avec les milieux d'affaires. Le Bengale-Occidental compte une infrastructure industrielle importante mais archaïque, et les entrepreneurs sont généralement réservés à l'égard d'un Etat réputé pour son instabilité politique et son agitation sociale.

De fait, la branche syndicale du P.C.I. (M) en milieu ouvrier prône il n'y a pas longtemps la « lutte des classes » par des grèves longues et « dures ». Aujourd'hui ses responsables ont reçu l'ordre de tenir leurs troupes et de modérer leurs revendications. Il n'est pas question non plus de nationalisations. « Nous ne pouvons nationaliser sans l'accord du gouvernement central et aussi parce que nous n'avons pas les moyens d'accorder des indemnités », nous a expliqué M. Mitra. Mais il est clair que la gauche ne veut pas effaroucher les détenteurs de capitaux, les investisseurs publics étant très limités par l'insuffisance des crédits. Sa préoccupation paraît être de relancer l'activité économique, stagnante depuis de nombreuses années, afin de fournir quelques débouchés à

l'énorme masse des sans-travail et des sous-employés.

Aussi bien le gouvernement a-t-il fait des appels du pied aux grandes sociétés privées et habile l'examen des dossiers d'investissements en attente. Il s'est déclaré disposé à étudier les propositions de collaboration de firmes étrangères, ce qui a indisposé New Delhi, dont c'est la prérogative. Il accueille favorablement les crédits de la Banque mondiale pour certains travaux d'aménagement urbain à Calcutta. « Nous n'aimons pas les monopoles, mais ils existent. Ils doivent servir que nous sommes avec le peuple ; ils doivent adopter un autre type de rapports avec les travailleurs, sur lesquels nous avons une grande influence », nous a déclaré M. Basu. « Personne n'est inquiet dans le secteur privé, nous a assuré, d'autre part, M. S.V. Krishnan, directeur de l'organisme public chargé d'encourager les investissements privés, le gouvernement est plus fort et les industriels savent qu'il les protégera de faire ce qu'il lui plaît ». Mais cette politique est jugée par trop accommodante par les éléments radicaux du P.C.I. (M), dont M. P.D. Gupta, secrétaire général

du parti au Bengale, passe pour être le porte-parole. Homme de l'appareil, président du comité politique du Front, il a fait récemment un éloge remarqué de Staline.

Entre le dogmatisme marxiste et les réflexes conservateurs de New Delhi, la marge de manœuvre pour des réformes est étroite. Ainsi un certain réalisme conduisit-il M. Basu à ne pas engager la bataille sur les deux fronts — agriculture, industrie — à la fois, et à éviter l'affrontement tant avec l'extrême gauche qu'avec le gouvernement fédéral. Les marxistes, toujours divisés, ne constituent pas à l'heure actuelle une menace pour les membres du P.C.I. (M), mais ceux-ci n'en continuent pas moins de les considérer — avec les « communistes de droite » — comme leurs pires ennemis. Le P.C.I. (M) était depuis quelques mois au pouvoir, en mai 1968, lorsque des dissidents pro-chinois formèrent le P.C.I. (M.L.) — marxiste-léniniste — qui anima la révolte paysanne de

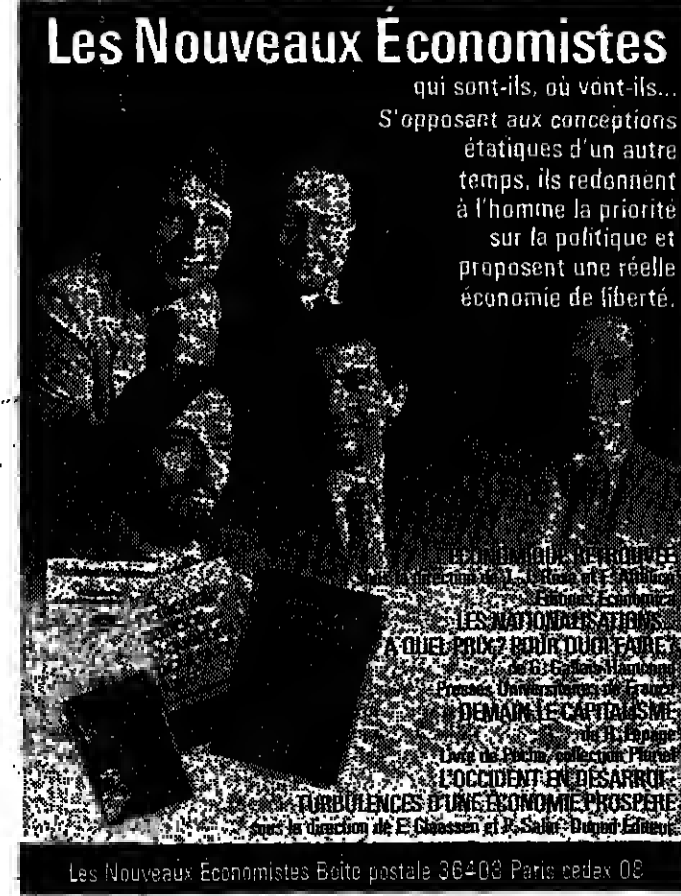
Naxalbari — d'où le nom de naxalisme — au nord du Bengale. Le nouveau gouvernement a libéré la majorité des prisonniers politiques, pour la plupart naxalistes, mais deux cents à trois cents d'entre eux, inculpés ou en cours de jugement, seraient encore en prison.

De nouvelles tensions entre groupes communistes empêchent le P.C.I. (M) d'établir un « sanctuaire » au Bengale au prix de quelques compromis. Le gouvernement central serait alors prompt à intervenir et à imposer son autorité — l'administration directe — en cas de désordre. La gauche veut éviter à tout prix de donner le prétexte à une telle intervention. Dans cet esprit, le gouvernement de Calcutta réclame une plus grande autonomie pour les Etats régionaux. S'il ne parvient pas à appliquer son programme, il pourra toujours dire que New Delhi lui a mis des bâtons dans les roues. C'est son calcul politique.

GERARD VIRATTE.

Les Nouveaux Économistes

qui sont-ils, où vont-ils... S'opposant aux conceptions étatiques d'un autre temps, ils redonnent à l'homme la priorité sur la politique et proposent une réelle économie de liberté.



Les Nouveaux Économistes Boîte postale 36-09 Paris cedex 08

Le jour où toutes les banques s'aligneraient...

...vous feriez bien d'aligner aussi vos besoins.

Ce jour-là, s'il arrivait... c'en serait fait de cet esprit de concurrence qui est l'oxygène du système économique. Le jour où il n'y aurait plus d'émulation et de concurrence entre les banques, l'uniformité deviendrait la règle.

Vous devriez aligner vos besoins et vos demandes selon des plans imposés. N'imaginer ou n'entreprendre qu'en fonction de possibilités déjà tracées.

Oublier le temps où chacun voyait son problème traité "sur mesure". Tout ce que l'existence de banques privées comme la nôtre vous garantit aujourd'hui.

CCF, Banque privée, notre rôle auprès de vous est irremplaçable, vous le savez.



CCF, 103, avenue des Champs Élysées 75008 Paris Tél: 720 92 00

Publi-Service

Le Monde

politique

LES DÉSACCORDS AU SEIN DE LA GAUCHE

M. Marchais : le P.S. doit accepter de discuter après le premier tour

A l'occasion d'une conférence de presse du P.C.F. M. Charles Fierman, membre du secrétariat, a présenté lundi matin 6 février le programme commun actualisé par les communistes qui est publié par les Editions sociales. Il a au passage, déclaré : « Depuis quelques jours se développent des manœuvres spéculatives contre le programme commun. Le C.N.P.F. donne à nos amis de la gauche, devant les travailleurs et leurs familles, ce qu'on appelle autrefois le « mur d'argent ». C'est le chantage. (...) Pour sa part, et en réponse aux questions des journalistes, M. Georges Marchais a indiqué que les déclarations de M. Fierman sur les ministères revendiqués par le P.C. « n'appellent aucun commentaire ». Interrogé sur les prises de position de M. Mitterrand et de M. Fabre, qui refusent toute négociation sur un gouvernement d'union de la gauche et, en ce qui concerne le président du M.R.G., sur le programme commun, entre les deux tours de scrutin (le Monde du 5-6 février), le secrétaire général du P.C.F. a indiqué :

« Cela confirme que le P.C.F. est bien le seul des trois partis à vouloir négocier. Cette situation donne tout son éclairage à ce qui s'est passé entre les élections municipales et le jour où M. Mitterrand a déclaré la table des négociations. L'acharnement qu'il met à ne pas vouloir discuter du programme commun justifie tout ce que nous avons dit. Le P.S. et le M.R.G. portent toute la responsabilité de la situation. (...) On peut obliger le P.S. à revenir à la table de négociation et à créer les conditions de la victoire. (...) Le P.S. abandonne la ligne qui est actuellement la sienne : pas de discussion. (...) M. Marchais a noté que ni le C.N.P.F. ni M. Mauroy n'ont eu de négociations entre les deux tours de scrutin (le Monde du 4 février).

Le secrétaire général du P.C.F. a également répondu à M. Mitterrand, qui avait déclaré n'avoir jamais abordé avec M. Marchais « la question de la composition d'un éventuel gouvernement de gauche ». « Je confirme très officiellement, a-t-il déclaré, que le problème de la composition d'un gouvernement de gauche n'a jamais été abordé avec M. Marchais. (...) M. Marchais, avec une lourdeur toute calculée, est venu financer qu'il n'y avait à première vue, il annonce qu'il veut l'entendre qu'il y aura des ministres communistes au gouvernement de la gauche. (...) Il faut que deux conditions soient remplies. La première, qu'il y ait un accord de désistement ; la deuxième, qu'il y ait accord sur un programme de gouvernement. (...) M. Georges Marchais s'est en effet tenu sur ces deux conditions à l'adresse, en quelque sorte, directement à M. Giscard d'Estaing, ce qui, à mon avis, semble démontrer que pour le moment, ce sont des paroles vides et que les communistes ne font rien de ce qu'il faudrait pour être dans un tel gouvernement. »

gouvernement de la gauche n'a été discuté dans son principe lors de l'élection présidentielle de 1974. C'est ce qui a été dit. Nous en avons discuté par la suite, mais la pression de la droite s'exerçait sur le candidat unique de la gauche pour lui faire dire s'il y avait des ministres communistes et combien. Nous étions convenus avec François Mitterrand que nous ne pouvions pas discuter sans réponses ces questions, bien qu'il n'appartienne pas au président de la République de composer le gouvernement.

« Nous étions tombés d'accord sur deux choses : le candidat réaffirmerait que le gouvernement serait composé à partir des trois formations qui soutenaient le programme commun, à égalité de droits et de devoirs ; j'avais toute latitude pour expliciter cette idée. J'ai dit que dans un gouvernement d'union de la gauche, il y aurait six à sept ministres communistes. J'ai mis mon propos n'a été démenti par Mitterrand. »

« J'ajoute qu'il n'y a aucune contradiction entre ce que nous disons et le nombre de voix que nous pourrions recueillir. Nous avons admis que le P.C. et le P.S. comptent chacun sept ministres. Sur les six ou sept restants, le M.R.G. en aurait eu quelques-uns, et nous étions d'accord pour associer quelques personnalités n'appartenant pas à l'une des trois formations signataires du programme commun. »

M. Marchais a précisé que, dans la discussion sur l'actualisation du programme commun, il n'avait pas été question de la composition du gouvernement mais uniquement des réformes de structures proposées par le P.C.F. Il a conclu :

« Entre les résultats du premier tour et la clôture des candidatures

il y a le temps de discuter pour bien actualiser le programme commun (1). Si le P.S. revient au programme commun de 1974, nous aurons plus de temps qu'il n'en faut pour actualiser. »

A la question : le P.C.F. peut-il envisager de se désister sans un accord sur un programme ?

M. Marchais a répondu : « Le mandat que nous avons, c'est de parvenir à un accord sur un programme. C'est un mandat impératif. »

(1) N.D.R. — Les candidatures pour le second tour devront être déposées avant le mardi 14 mars à minuit.

M. Mitterrand : les communistes doivent changer de ton et de manières

De nos correspondants

communistes, prenna ses responsabilités. (...) Réaffirmant qu'il n'était pas question de « bécotter » entre les deux tours d'une négociation qui n'a pas abouti lorsque l'on était moins pressé. M. Mitterrand a ajouté : « Il faut que le parti communiste accorde ses vœux. (...) Il ne faut pas rechercher un accord et verser son temps à admettre le P.S. Il n'y a pas dans la vie politique que les propositions. Il y a aussi la psychologie. Les communistes doivent changer de ton et de manières en ce moment. (...) Ils doivent, fondant leur démonstration sur des documents factuels, (...) »

« Je suis déjà dit et pour répondre à une expression de René Audier, je dirai : « Pas de bécotage de dernière minute. (...) En cas de victoire, mandatisés par le pays, nous aborderons l'ensemble des problèmes avec nos partenaires en vue de la constitution d'un gouvernement. »

Interrogé sur les déclarations de M. Ceyrac, M. Mitterrand a répondu : « Les instructions de M. Ceyrac ne font du bien. Chaque fois qu'il parle, on comprend mieux que le grand patron contrôle la politique économique de la France. (...) Il a toutefois regretté que le compagnon d'affolement qui risait de faire attribuer à la gauche la responsabilité de la crise du pays. (...) »

Enfin, à Cherbourg, il a expliqué que « l'union de coalition absurde, antihistorique, se forme

entre la droite et l'un de nos partisans de la gauche, celui qui doit rester, celui que nous attendons. Personne ne pourra raisonner de la même façon si, le 12 mars, nous avons sept millions de voix. Personne n'osera nous refuser la victoire et nous le décider. Les suffrages que nous nous donnerons le 12 mars serviront, le 19, à faire dire dans toutes les circonscriptions de France le candidat de gauche le mieux placé par nous. »

« Nous retirons nos candidats et nous ne demandons rien en échange. Ce ne sera pas l'objet d'une marchandage. (...) Cette conversation devrait être achevée mardi. On ne va pas se réunir dimanche à minuit pour faire l'actualisation du programme commun. (...) Il fallait s'y prendre plus tôt. On verra lorsqu'il s'agira de former le gouvernement de la gauche. Le parti communiste n'a pas l'intention de marchandiser les désistements. »

RUPTURE DE L'ALLIANCE ENTRE LE P.C.F. ET LE P.S. A CHARLEVILLE-MÉZIÈRES

(De notre correspondant.)

Charleville-Mézières. — A la suite du refus du groupe communiste du conseil municipal de Charleville-Mézières de voter le budget primitif de 1978, M. Jean Delautre, maire socialiste, a réitéré, lundi 6 février, leur détermination aux trois adjoints communistes. Le P.C.F. critique la majorité de 38,60 % de la charge fiscale.

Au cours de la séance, les élus communistes se sont opposés à plusieurs propositions de la majorité socialiste, notamment à la création de treize emplois municipaux nouveaux. Après une suspension de séance, les élus communistes, estimant ne pouvoir partager avec les socialistes leurs conceptions de la démocratie communale, ont annoncé qu'ils ne prendraient pas part au vote. Le budget a finalement été adopté par 20 voix et 13 abstentions.

M. Alain Krivine, membre du bureau politique de la Ligue communiste révolutionnaire (trotskiste), a déclaré, lundi 6 février, à Paris : « Le P.C. et le P.S. changent à la façon, s'apprêtent à gérer l'indivisible du vote pour les candidats « pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs » sera un vote utile, car il montrera au P.C. et au P.S. que des centaines de milliers de travailleurs ne sont pas prêts à accepter que l'on brade leurs revendications... »



(Dessin de KONK.)

La France en quête d'une majorité

(Suite de la première page.)

Le discours prononcé par M. Georges Marchais le 7 janvier devant la conférence nationale de son parti a jeté le trouble, y compris dans l'électorat communiste. Le fait de lier la décision sur les désistements à un pourcentage électoral à l'occasion du premier tour de scrutin a permis à M. Mitterrand de taxer ses partisans d'électoralisme. Or, l'objectif de M. Marchais était tout autre : s'adresser à ses militants pour les galvaniser. La direction du P.C.F. a l'habitude de fixer des objectifs concrets, qu'il s'agisse d'une souscription financière ou du nombre des adhérents. Quand M. Marchais a dit que 31 % des voix pour le P.C.F. au soir du 12 mars ce ne serait pas assez, il ne semble pas qu'il ait voulu dire plus que quand M. Paul Laurent appelle les communistes à construire un parti d'un million de membres.

Le rapport des forces avec le P.S. obéissant, bien sûr, les dirigeants communistes. Mais ils ne peuvent, par avance, décider si, pour eux, le bon résultat se situe à 22 %, 23 % ou 24 %. Le jugement qu'ils porteront sur leur pourcentage sera fonction du score qu'obtiendra le P.S.

Si le discours des dirigeants communistes vise à masquer l'aveu, c'est qu'il doit laisser ouvert l'éventail des options possibles à l'issue du scrutin. En juin et juillet les responsables du P.C.F. ont cherché à obtenir de leurs adhérents un partage de la réalité au soir du premier tour de scrutin. Ils n'ont pas obtenu ce qu'ils espéraient. Penché ont-ils repris les négociations « au sommet », en septembre, déjà, ils avaient en tête la rupture était inévitable. Peu importe. Ce qui compte, c'est que, dès lors que cette rupture est intervenue, elle signifie que les communistes ne se sentent pas des conditions de participation au gouvernement que les socialistes leur offrent. Cette position ne peut avoir changé puisque les négociations n'ont pas repris. Elle n'a

guère de chances de pouvoir se modifier entre les deux tours : d'abord parce que les partenaires n'auront pas le temps de discuter du programme au fond ; ensuite parce que rien ne laisse prévoir que le P.S. soit disposé à lâcher demain ce qu'il a refusé hier et, surtout, à accepter la constitution d'un gouvernement socialiste homogène.

La négociation sur les conditions d'une participation au pouvoir de deux partis de gauche ne pourrait guère se rouvrir qu'après le scrutin, après une éventuelle victoire électorale. M. Mitterrand et M. Marchais ne sont en mesure aujourd'hui d'affirmer qu'ils trouveraient alors un terrain d'accord.

Un coup de frein

Placé face à l'hypothèse d'une victoire électorale qui a de fortes chances de renforcer encore le poids politique de ses partenaires socialistes, le P.C.F. ne s'appelle sans doute pas de ses vœux. Si la gauche au soir du premier tour se situait globalement — donc en englobant l'extrême gauche et une fraction des écologistes — à un niveau oscillant autour de 50 ou 51 %, les communistes pourraient être tentés de donner le coup de frein qui lui interdirait d'être majoritaire en sièges dans la future Assemblée nationale. Il existe plusieurs dizaines de circonscriptions où le non-report de quelques centaines de voix communistes peut suffire à faire basculer la candidate socialiste. Une organisation comme le P.C.F. peut réaliser une telle opération même après avoir signé un accord de désistement national.

Il est en effet hautement improbable qu'un tel accord ne soit pas respecté à l'issue du premier tour. Les dirigeants du P.C.F. ont besoin, en toute hypothèse, de mettre à l'abri leur capital électoral. C'est-à-dire de faire élire leurs députés.

Une telle manipulation ne peut toutefois être envisagée que si elle ne porte que sur quelques milliers de voix. Or, au vu des sondages, les dirigeants communistes pensent que la gauche, toujours en comptant l'extrême gauche et une partie des écologistes, pourrait se situer à l'issue du premier tour autour de 54 % à 55 % des voix. Dès lors, sa victoire le 19 mars serait pratiquement inévitable. Le P.C.F. ne pourrait prendre le risque de se situer à contre-courant. Satisfait ou non, il devrait accompagner la vague jusqu'au bout. C'est pourquoi il adapte son discours.

C'est parce que la direction du parti communiste s'est précipitée à la poursuite du courant qui continue de porter la gauche qu'elle a été conduite à redéfinir sa propagande. Si le discours critique contre le P.S. « passe » sans réelle difficulté à la base du P.C.F. et dans son électorat, il n'en va pas de même de tout ce qui paraît remettre en cause la perspective d'une victoire électorale. Cette dualité de

THIERRY PIESTER.

LES DEUX HYPOTHÈSES DES SOCIALISTES

M. Maire et les nationalisations : nous sommes en avance sur les partis de gauche

« Si on nous dit que nous venons un peu tard par rapport au champ des nationalisations, nous pensons que, au contraire, nous sommes juste à l'heure pour définir les aspects concrets. Et même, nous sommes en avance sur les partis de gauche, plus occupés par le nombre des entreprises à nationaliser que par le contenu de l'opération », a déclaré M. Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T., en commentant devant la presse, le 6 février, les positions prises à ce sujet par le récent conseil confédéral (le Monde du 7 février 1978).

L'élaboration démocratique de la doctrine socialiste a été lente, a reconnu M. Maire, car tout était à faire sur un terrain où il n'y avait pas de précédent. Les conclusions de la centrale sont « à débattre », mais, selon le leader cégétiste, « beaucoup de travailleurs seront mobilisés, pas candidat du RUC (Rassemblement des usagers des services publics, des contribuables et des groupements de défense) dans la 6^e circonscription, contrairement à ce qui avait été indiqué par ce mouvement (le Monde du 1^{er} février).

VOSGES. — Le parti républicain a indiqué lundi 6 janvier que M. Hubert Malgrat, conseiller technique au cabinet de M. Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat au travail manuel, est le « seul candidat » de l'U.D.F. (Union pour la démocratie française) dans la première circonscription (Epinal). Lors de la publication de la première liste des candidats des formations non gaullistes de la majorité (le Monde du 15-16 janvier), M. André Boeur (rad.) était présenté comme candidat de cette union. M. Jean-Jacques Servan-Schreiber avait récemment confirmé la candidature de M. Boeur.

Pour justifier la préférence accordée à M. Malgrat, la P.R. fait état de « différences négociations », sans autre précision. Le député sortant de la circonscription est M. Marcel Hoffer (R.P.R.).

parce qu'ils se reconstruisent en elles. (...) Sur la planification et les structures des entreprises nationalisées, les cégétistes estiment avoir une compétence qui surpasse celle des autres forces » qui veulent représenter le pays.

La C.F.D.T. n'a pas l'intention de rencontrer les partis de gauche pour discuter de leur compétence. M. Maire, qui reste fidèle à son attitude antérieure : pas question d'établir un « programme commun syndical » ou d'amorcer des pré-négociations avec les partis qui, demain, pourront prendre les leviers de commande.

Prudente, la C.F.D.T. attend de voir quelle majorité sortira des urnes et comment sera constitué le gouvernement de gauche qu'elle espère intensément. Alors seulement s'engageront les discussions.

Dans l'immédiat, M. Maire se contente de souligner que les positions de la C.F.D.T. fassent leur chemin dans les partis et ailleurs. « Les progrès de l'idée d'autogestionnaire, dit-il, nous aident pas la plus efficace façon d'ouvrir une piste pour sortir des zozzies ent : le P.C. et le P.S. ?

Lorsque les dirigeants cégétistes rencontreront, la semaine prochaine, leurs homologues de la C.G.T. pour une « réunion de travail », il ne s'agira, selon M. Edmond Maire, Albert Merle, Jacques Moreau et Michel Rolant, que d'harmoniser les vues, les programmes respectifs, non de construire une plateforme revendicative unique.

La C.G.T. l'esté dernier, avait lancé un tel projet. Certains militants cégétistes y avaient également songé. M. Séguin et ses amis n'ont d'ailleurs pas été avares d'appréciations échauffées sur les positions prises par la C.F.D.T. et tout, récemment encore, par son conseil confédéral.

M. Maire empêche ces satisfactions, tout comme, en décembre, il avait enregistré sans commentaires les déclarations qu'avait faites M. Marchais en faveur de l'autogestion. Mais il n'a pas l'intention de faire un pas de plus. A la C.G.T., on pense maintenant qu'il y a peu de chances d'arriver, avant les élections, à un accord. — J. R.

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

stege

TECHNIQUES DE GESTION ET DIAGNOSTIC D'ENTREPRISE

DUREE : Session plein temps 23 jours dont une semaine résidentielle à Jouy-en-Josas

PARTICIPANTS : Cadres d'entreprises exerçant une responsabilité depuis plusieurs années.

OBJECTIFS :

- réactualiser ses connaissances,
- redéfinir sa fonction pour mieux la situer dans l'entreprise,
- comprendre les techniques des autres pour mieux participer à la vie de l'entreprise.

PROGRAMME :

Marketing - Production - Finance - Relations humaines - Méthodes de direction

Les techniques de direction sont approfondies grâce à un travail intensif entre les participants et les intervenants spécialisés, tous hommes d'entreprises.

PROCHAINES SESSIONS : 7 mars/31 mars - 9 mai/2 juin

CENTRE PARISIEN DE MANAGEMENT

stege

INFORMATIONS

79, avenue de la République

75011 PARIS - Tél. : 355.39.08

L.U.G.P. et le P.S.U.

président a Maurice B.

LES P.M.E. SOUS-ENTREPRENEURS AUX CANDIDATS EN QUÊTE SUR LES LIBERTÉS ÉCONOMIQUES

مكتبة من الأصل

La préparation des élections législatives

L'U.G.P. et le P.S.U. répondent à Maurice Duverger

A la suite de l'article de Maurice Duverger, l'autre pluralisme, (le Monde du 2 février) au sujet du retrait des candidats communistes au profit de l'Union des gaullistes de progrès et du P.S.U., nous avons reçu des mises au point de ces deux formations :

● M. Dominique Chagnoland, délégué national de l'U.G.P. :

« On peut regretter tout d'abord que M. Duverger semble accrédi- ter la thèse que nous sommes des compagnons de route du P.C.F. bien que « nous » ne parissions point avoir adhéré à la « ligne » de ce parti. Nous pensions que ce genre d'insinuations nous étaient réservées par d'autres. »

Quant au programme commun, nos candidats, lors des municipales, présentés sur des listes d'union de la gauche en ont soutenu les grandes options. Mais, en mai 1977, nous avons demandé à le signer afin de l'enrichir en participant à son actualisation. Le parti socialiste a refusé notre participation. Alors, c'est ce pas une singulière contradiction que de nous reprocher aujourd'hui de ne pas l'avoir signé ? Tout cela, M. Duverger semble l'ignorer. »

Nous servons même, écrit M. Duverger, à « disloquer l'Union ». Il est vrai que beaucoup considèrent comme une fatalité le fait que le P.S. soit, parait-il, toujours le mieux placé pour battre la « majorité ». Ce parti dégage cependant des circonscriptions pour le M.R.G. Cela, personne ne le lui reproche ! Les radicaux se plaignent d'ailleurs souvent du non-respect de leurs accords par le P.S. Il est utile de redire ici que nous sommes avec la gauche ni pour amoindrir sa dynamique sociale ni pour la briser, mais pour l'élargir. Nous représentons des gaullistes qui ne se reconnaissent plus dans la majorité actuelle. S'ils choisissent la gauche, sont-ils condamnés à adhérer au P.S. ou au P.C. ou au M.R.G. ? Sans doute au nom du pluralisme ! »

Nous avons prouvé à maintes reprises notre attachement à la gauche. Nous voulons qu'elle respecte notre identité dans son intérêt même et non dans celui d'un parti. Les candidats que nous présentons ne sont pas une « menace », une « manœuvre », dirigée contre tel ou tel parti de gauche. »

Nous aurions souhaité que tous les partis de gauche soutiennent des gaullistes de progrès dès le premier tour. Seul le parti communiste l'a fait ! Cela ne change rien à nos principes, à notre indépendance ; on sait bien qu'en aucun cas nos éventuels élus ne s'apparenteront, fût-ce parti communiste. »

« Tous les partis de gauche doivent se faire les champions du pluralisme et ne pas considérer les autres comme des suppléants. Bref, ne pas s'enterrer dans un « ghetto » dans une attitude sectaire tant reprochée à certains, jadis. C'est la seule manière de gagner. »

● M. Victor Leduc, membre du secrétariat national du P.S.U. :

« Le passé politique de cette organisation, celui de nombre de ses militants qui sont venus au P.S.U. et à l'autogestion à la faveur d'une lutte prolongée contre le stalinisme insupportable de l'assimiler à l'un de ces partis satellites des démocraties populaires qu'il cite. »

Faut-il rappeler à M. Duverger les termes des communiqués qu'a publiés le Monde et qui ne laissent place à aucune équivoque ni sur le caractère unilatéral de la décision du P.C.F. ni sur les divergences fondamentales de programme et de stratégie qui séparent le P.S.U. de ce parti. »

Le parti socialiste concède plusieurs dizaines de sièges aux radicaux de gauche, auxquels les sondages accordent un pourcentage d'intentions de vote moins important qu'à notre parti. »

Si le P.S. s'était joint au P.C.F., les formations minoritaires

LES P.M.E. SOUMETTENT AUX CANDIDATS UNE CHARTE SUR LES LIBERTÉS ÉCONOMIQUES

« Pour que vivent les P.M.E. », tel est le titre de la charte de la Confédération générale des petites et moyennes entreprises, présentée ce lundi 6 février par M. Léon Gingembre. Ce document de douze pages doit être soumis à tous les candidats aux prochaines élections législatives. Tout en réaffirmant leur « stricte neutralité », les P.M.E. estiment que le scrutin de mars prochain doit marquer « définitivement » notre société au plan économique. Aussi rappellent-elles les principes qui leur paraissent déterminants en matière de progrès économique et social, demandant-elles à tous les candidats de souscrire à quatre engagements : refuser toute nationalisation du crédit ; abolir les ordonnances de 1945 et rétablir la liberté totale des prix ; maintenir la liberté de gestion du chef d'entreprise et refuser l'autogestion ; refuser une planification autoritaire et faire reculer technocratie et bureaucratie. »

BIBLIOGRAPHIE

Deux « lettres » de René Andrieu et Régis Debray

Echange de correspondance : René Andrieu adresse une « Lettre ouverte à ceux qui se réclament du socialisme », Régis Debray écrit une « Lettre aux communistes français et à quelques autres ». Il était tentant de les réunir. Et pourtant, tout les sépare.

Du rédacteur en chef de l'Humanité, on attendait un exposé militant des thèses de son parti, et on n'est pas déçu : en fantasme discipliné, il charge au son du clairon. Régis Debray, directeur de rien, conseiller de personne, n'appartient à aucun parti : le seul auquel il ait jamais adhéré, c'est celui d'Andrieu et il l'a quitté en même temps que la France il y a dix ans, « échantonnant, dit-il, à réaliser ailleurs les idéaux qui m'y avaient conduit ». Révolutionnaire en sens, il trompe son attente en philosophant, nostalgique comme un joueur de flûte, tel musicien militaire, la musique de chambre.

Ce qui frappe dans ces deux « lettres », c'est que les mêmes mots, les mêmes rappels et les mêmes références y reviennent sans cesse, mais qu'ils n'ont pas, du tout, le même sens. Le livre de Régis Debray qui démonte les rouages de la machine et les mécanismes de pensée communistes, c'est au fond le mode d'emploi, le recueil de recettes de l'autre ouvrage. Et si le professeur Andrieu avait voulu offrir aux lecteurs de son ancien camarade un manuel de travaux pratiques et d'explication de textes, il n'aurait pas écrit autrement, dans ce style harmonieux qui sent le stendhalien. Sur le fond, tous deux se jugent d'une certaine manière « flous », tous deux ont « mal à la gauche », tous deux veulent

On s'écrit beaucoup dans la gauche

« changer la vie » et « changer le monde » ; cependant leur commun pessimisme de la raison, leur même désir de révolution, leur démarche et leurs objectifs ne sont pas seulement différents, mais diamétralement opposés. D'un côté, un exercice tactique brillant, de l'autre le soulèvement de l'histoire.

René Andrieu consacre neuf chapitres et cent quarante pages au pilonnage systématique des positions du parti socialiste, ce qui donne tout son sel au titre de sa lettre adressée non aux socialistes mais « à ceux qui se réclament du socialisme », peut-être indûment pour certains, du moins à ses yeux ; puis il expédie en deux chapitres et moins de trente pages leur commun adversaire de droite et les leaders qui, sans doute, chanteront. Tout y est : la rupture de l'union, « divine surprise » pour la droite, le S.M.C. et les nationalisations, la « main de Moscou » et le compromis historique, l'indépendance nationale et le passage à droite du P.S. Il y a même un chapitre entièrement consacré à citations qui, sous le titre « Un procès bien parisien », expose trois douzaines de journaux et de commentateurs en recourant à toutes les vieilles recettes bien connues. Celle de l'investiture gratuite : est « stupide », ce qui vous gêne, par exemple. Ou celle de l'ambiguïté : Jean Daniel et un ancien vice-président du patronat expriment-ils la même idée ? On constate : « Strange communauté de points de vue ». Puis on insiste : « Aucune preuve sérieuse ne permet

teur, la dynamique de division en sa faveur. »

Une remarque intéressante et éclairante : la rupture ne s'est pas produite n'importe où et n'importe quand. Elle est survenue dans un pays, la France, qui occupe « une position médiane, de médianité ou d'intermédiaire » entre « l'Europe protestante et fondamentaliste capitaliste du Nord et l'Europe latine ou méditerranéenne, virtuellement socialiste, du Sud » ; et aussi « à un moment rarement atteint dans la décomposition politique, morale, idéologique du bloc au pouvoir » avec « une classe dominante qui domine sans savoir pourquoi. Sans utopie, sans projet et même sans utopie ». Et il « suit libre le chapitre intitulé « Les cercles enchantés » qui démonte un à un les rouages : « une classe unie autour de son parti », « un parti uni autour de sa direction », « les partis unis autour du Parti », jusque au « cercle des cercles » : l'Autorité Suprême, où « la métaphysique de l'unité culmine dans la parti unique ».

« A quoi sert un parti ? », demande Régis Debray, qui répond : « A se tenir au chaud ». C'est bien là l'impression que donne le livre d'Andrieu. Quel de plus confortable en effet, que la bonne vieille camaraderie militaire, de plus douillet que la papote du régime, de plus facile à chauffer en changeant les vieux refrains qu'on antonne sans même y penser ?

PIERRE VIANSSON-PONTÉ.

* René Andrieu, « Lettre ouverte à ceux qui se réclament du socialisme », Albin Michel, 170 p., 27 F. * Régis Debray, « Lettre aux communistes français et à quelques autres », Seuil, collection Combats, 100 p., 35 F.

la Sécurité Routière vous informe

20 000 VIES SAUVEES EN CINQ ANS

De 1972 à 1977, le nombre annuel des tués sur les routes françaises a été ramené de 17 000 à 13 000 environ. De nombreuses vies ont donc été épargnées.

Si les pouvoirs publics n'avaient pas engagé une politique vigoureuse de sécurité routière, l'hécatombe aurait sans doute continué. En cinq ans, 20 000 vies humaines ont été sauvées et 30 milliards de francs économisés pour le pays.

Ces résultats sont largement dus à deux mesures qui ont demandé la coopération des usagers de la route et qui ont fait la preuve de leur efficacité :

- les limitations de vitesse
- l'utilisation de la ceinture de sécurité.

LA VITESSE C'EST DEPASSE

Depuis novembre 1974, les vitesses autorisées sont de 130 km/h sur les autoroutes de rase campagne, 110 km/h sur les routes à deux fois deux voies et les autoroutes urbaines, 90 km/h sur le reste du réseau.

Aujourd'hui l'essence coûte cher. La densité de la circulation augmente sans cesse. La voiture est de plus en plus considérée comme un simple moyen de transport. Rouler vite est devenu très dangereux. Pour toutes ces raisons, la vitesse c'est dépassé.

POURQUOI LES LIMITATIONS DE VITESSE ?

Dans tous les pays où une limitation de vitesse a été mise en œuvre et respectée, on a enregistré une réduction du nombre des tués et des blessés. Pourquoi ?

- parce que les risques d'accident sont moindres quand tous les véhicules circulent à des vitesses voisines,
- parce que réduire sa vitesse c'est réduire sa distance d'arrêt ce qui peut permettre d'éviter l'accident.



90

20 000 VIES SAUVEES EN 5 ANS. CONTINUONS

Notre prochain communiqué : la ceinture de sécurité

États-Unis Europe: le calumet de la paix

L'humeur des Européens

Vous n'avez rien à déclarer ?

La parole est à André Henry

Veillée d'armes contre l'alcoolisme

Dans le numéro de février de

30 JOURS D'EUROPE

La vie quotidienne de 260 000 000 d'Européens.

GRATUIT

Si vous voulez recevoir gratuitement 30 JOURS D'EUROPE pendant 3 mois envoyez ce bon

61, rue des Belles-Feuilles Paris 16^e

NOM _____

RUE _____

VILLE _____

81278

POLITIQUE

Le mouvement Démocratie chrétienne publie une seconde liste de candidats

Le mouvement Démocratie chrétienne qu'animent MM. Alfred Coste-Floret, ancien député M.R.P., et Pierre Guillaud de Bénouville, député app. R.P.R. de Paris, a rendu publique une seconde liste de candidats. Ces cinquante noms s'ajoutent aux quarante qui avaient été publiés en décembre dernier (le Monde du 14 décembre 1977). La Démocratie chrétienne apporte son soutien à M. Jacques Fouchier, député des Deux-Sèvres et vice-président du CNIP.

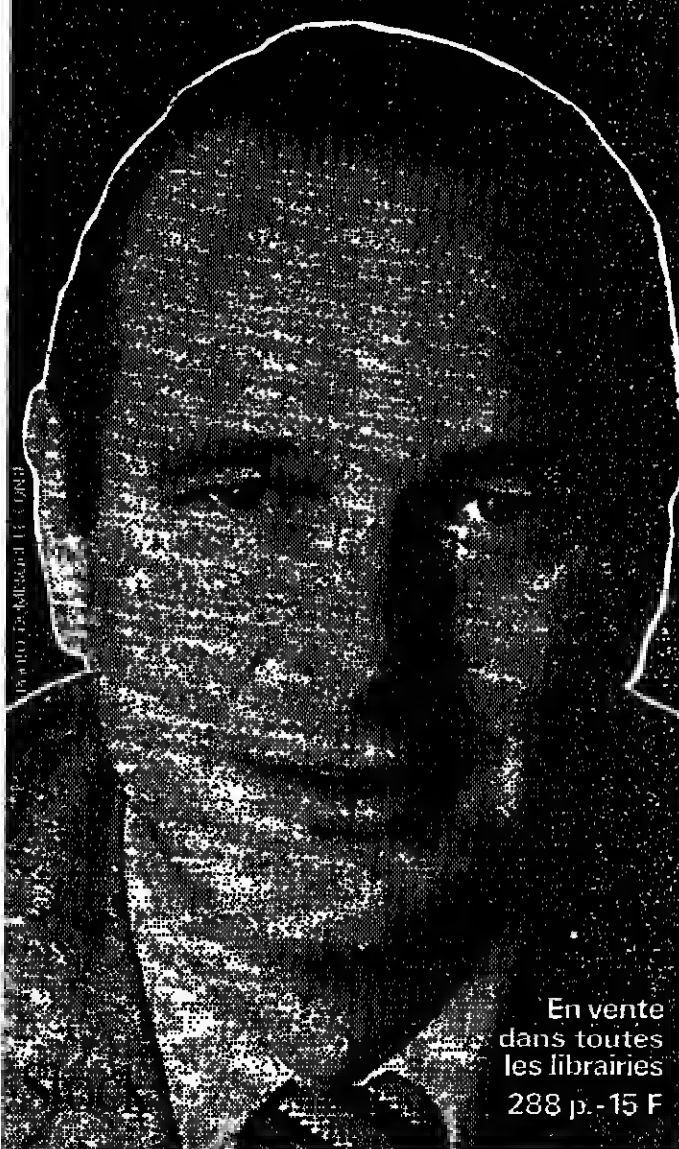
ALPES-MARITIMES. — M. Pierre Martin (1^{er}). ALPES - DE - HAUTE - PROVENÇE. — M. Pierre Schwartz (2^e).

L'ÉLECTION DES CONSEILLERS NATIONAUX DE MONACO EST VALIDÉE

(De notre correspondant.)

Le tribunal de première instance de Monaco a confirmé, lundi 6 février, la validité des élections du 15 janvier, qui ont porté au Conseil national les dix-huit candidats de la liste d'Union nationale et démocratique (le Monde du 2 février). Le parti socialiste monégasque, le Mouvement d'Union démocratique (MUD) et un candidat indépendant avaient demandé l'annulation des élections après la découverte, lors du dépouillement, d'une enveloppe « non officielle et maquillée », preuve évidente selon les plaignants d'un truquage du scrutin. Le tribunal a estimé que si la présence de cette enveloppe dans l'urne pouvait effectivement résulter d'une manœuvre frauduleuse destinée à favoriser la liste élue, elle pouvait tout aussi bien permettre à une liste battue de contester ultérieurement les résultats.

Jacques Chirac Discours pour la France à l'heure du choix



En vente dans toutes les librairies 288 p. - 15 F

Les cinquante candidates de « Choisir » défendent le « programme commun des femmes »

Le mouvement « Choisir » présente des candidatures féminines dans cinquante circonscriptions (nos dernières éditions du 7 février). Mme Gisèle Halimi, président du mouvement, candidate à Paris, a expliqué lundi 6 février à la presse qu'elle allait écrire aux partis politiques pour justifier cette décision : « Il n'y a pas de crise des candidatures féminines, mais simplement des candidatures qui ne trouvent pas les moyens de se faire élire. » Les candidates de « Choisir » fonderont leur campagne sur le « programme commun des femmes », qui sort en librairie le 8 février (1). « Nous ne sommes pas des marginales, des exilées, des fardées, nous sommes la plus grande masse de ce pays », a déclaré Mme Halimi.

Alpes-Maritimes : Mmes Thérèse Luciani (1^{er}); Michèle Ketz (4^e). Bouches-du-Rhône : Mme Cl. Perpet (2^e). Calvados : Mme Jacqueline Ritz (1^{er}). Côte-d'Or : Mme Jeanine Perrier (4^e). Hérault : Mme Marie-Noëlle Gaborde (1^{er}). Haute-Garonne : Mmes Jacqueline Fournier (3^e); José Fournier (7^e); Monique Fraile (2^e). Gironde : Mme Nadine Bordes (3^e). Landes : Mme Nadine Viot (2^e). Loire : Mme Michèle Riechoux (1^{er}). Oise : Mme Florence Montreynaud (3^e). Pas-de-Calais : Mme Irène Capras-Kuik (9^e). Pyrénées Atlantiques : Mme Eliane Komatitsch (1^{er}). Savoie : Mme Liliane Valère (1^{er}). Seine-Maritime : Mme Monique Pellé (6^e). Deux-Sèvres : Mme Georgette Cluzel (3^e).

Dans un numéro spécial du « Figaro » vendu dans les Hauts-de-Seine

« Le rôle que je suis appelé à jouer devient d'intérêt national »

écrit M. Hersant

Le Figaro est paru lundi matin 6 février dans la 6^e circonscription des Hauts-de-Seine (Neuilly). Futeau, député sortant, vice-président du CNIP, a écrit notamment : « De tels événements — qui osent aujourd'hui exclure cette hypothèse ? — peuvent assigner au Figaro d'être demain brusquement l'ultime moyen d'expression d'un mouvement très sublimement libre de la République, seul à l'Elysée, défendant pied à pied nos libertés. » Il est apparu à toutes les formations politiques de la majorité, sans aucune exception, pour lui M. Hersant, que le rôle que pouvait être appelé à jouer alors le directeur politique du Figaro devenait d'intérêt national, qu'il était utile, alors que toutes les forces opposées tentent d'abattre l'obstacle et de faire plier l'homme, que celui-ci fut un élu national sanctionné par le suffrage universel. « J'ai dépassé le temps des ambitions », a-t-il écrit. M. Hersant, ne se demande pas une sucrerie pour services rendus, je propose seulement qu'on ne me désarme pas à l'heure possible.

M. CHIRAC : nous n'avons pas de leçon à recevoir de M. Servan-Schreiber.

M. Jacques Chirac, qui effectue un voyage en Bretagne, a déclaré lundi 6 février à Brest, à l'adresse de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, président du parti radical : « Nous n'avons aucune leçon à recevoir de ceux qui parlent du changement comme les vieillards parlent des petites filles. » M. Servan-Schreiber avait exigé dans une interview à l'Express (le Monde du 7 février) que « l'Assemblée élue en 1973 était dominée par les forces conservatrices » et qu'elle avait « souvent bloqué l'élan que symbolisait M. Giscard d'Estaing ». M. Chirac s'est déclaré favorable au lancement d'un porte-avions à propulsion nucléaire. « La France, a-t-il dit, doit consacrer aux moyens modernes de défense une part plus importante de son budget, et elle doit pour cela revoir très substantiellement les moyens mis à la disposition de la marine nationale. » A Audierne, l'ancien premier ministre a annoncé qu'en cas de victoire électorale, son mouvement proposerait une loi d'orientation maritime. A propos de la pêche communautaire, il a affirmé : « La France ne peut demeurer dans une Europe où les engagements ne seraient pas respectés. Nous savons que nous sommes en état de guerre économique, alors il faut nous battre avec nos partenaires. Nous devons maintenir les droits historiques des pêcheurs dans les eaux de l'Europe et les droits des pêcheurs des pays étrangers. Nous devons nous entendre pour appliquer ensemble l'accord que la Grande-Bretagne a scabieusement refusé de signer. Il faut que la Grande-Bretagne pisse ou se retire. »

Dans la région parisienne Hauts-de-Seine : Mmes Catherine Dutilleul (3^e); A. de Corneille-Lavau (6^e); Marie Bodin (8^e); Monique Minaca (9^e); Suzanne Marchand (10^e); Michèle Zimmer (13^e). Paris : Mmes Martine Portnoe (2^e); Madeleine Paris (4^e); Annie-Claude Golsé (5^e); Geneviève Pastre (8^e); Hélène Mayer (9^e); Jeanine Berte (10^e); Y. André Bergerot (15^e); M. Thérèse Doumat (16^e); Gisèle Halimi (17^e); Madeleine Echier (18^e); La Seiglière (19^e); Nadine Olzer (21^e); Françoise Nioq (23^e); Geneviève Joffet (25^e); Christiane Guillerm (28^e). Seine-Saint-Denis : Mme Renée Wurmer (8^e). Val-de-Marne : Mme Danièle Le Bricquart (6^e). Val-d'Oise : Mme Simone Vidal (4^e). Seine-et-Marne : Mme Laurence Nguyen (5^e). Yvelines : Mme Liliane Breuil (6^e).

(1) Grasset, éd., 364 p., 39 F.

M. MITTERRAND ÉVOQUE LE CAS DE M. HERSANT

Lundi, dans la capitale normande où M. Hersant détient le monopole de l'information locale, M. Mitterrand a exprimé son sentiment sur le soutien apporté par M. Barre au propriétaire du Figaro, a-t-il annoncé, les lois et ordonnances qui existent, et avec lesquelles M. Hersant est en contradiction, seront appliquées. Il n'y a pas de meilleure arme pour apprécier la qualité de ce système que nous régit : M. Barre, venant après M. Chirac, plier le genou devant M. Hersant, c'est le symbole du pouvoir de l'argent, du pouvoir de la presse d'argent sur le pouvoir politique.

UN ARTICLE DE « L'APPEL »

Dans la revue gailliste L'Appel, de février, M. Paul Gélain évoque « le scandale des Hauts-de-Seine » et écrit : « La préparation des élections législatives a ramené dans le débat des méthodes parlementaires chevaleresques mais, dans le cas présent, le cynisme a dépassé les bornes. D'abord parce que le R.P.R. a lâché une candidate de sa propre formation (Mme d'Harcourt) : ensuite parce qu'il n'a fait pour M. Hersant, dont l'antigauillisme est notoire, et parce que de l'argent du monde des médias, a-t-il annoncé, les lois et ordonnances qui existent, et avec lesquelles M. Hersant est en contradiction, seront appliquées. Il n'y a pas de meilleure arme pour apprécier la qualité de ce système que nous régit : M. Barre, venant après M. Chirac, plier le genou devant M. Hersant, c'est le symbole du pouvoir de l'argent, du pouvoir de la presse d'argent sur le pouvoir politique. »

Libres opinions Le ministre et le colonel

par HENRI NOGUÈRES (*)

UN rendant compte de la conférence de presse tenue le 27 janvier au siège de la Ligue des droits de l'homme par le médecin-aspitant du contingent Jacky Mamou et des déclarations faites à Rennes, le 30 janvier, par le ministre de la défense, puis en publiant une mise au point de ce même ministre, le Monde a contribué à ouvrir un débat qui intéresse tous les citoyens de ce pays.

Un débat qui porte, comme l'a écrit clairement le Monde, « sur le point de savoir si le jeune appelé — comme l'a affirmé le ministre de la défense, à Rennes, — doit avoir achevé son service » pour pouvoir être candidat à un mandat parlementaire, ou s'il doit seulement « avoir satisfait aux obligations militaires ».

Le ministre de la défense, dans sa mise au point, déclare que « ce n'est pas l'autorité militaire ou le ministre de la défense qui a qualité pour apprécier la recevabilité d'une candidature à une élection ». Et de préciser qu'il appartient à l'administration préfectorale de la circonscription électorale en cause d'apprécier si les candidats remplissent les conditions prévues par la loi.

Lorsque la médecin-aspitant Mamou, soucieux de n'entreprendre ni la loi ni le règlement, et fait part à son chef de corps, par le vote hiérarchique, de ses intentions électorales, il n'a pas été invité à s'adresser au préfet. Il lui a été répondu qu'il devrait, pour donner suite à son projet, attendre d'avoir terminé avec son service militaire, le chef de corps ajoutant qu'il en traiterait ensuite s'il s'agissait d'une candidature à la présidence de la République.

Que l'on se garde de faire de ce colonel, au demeurant tort courtois, un bouc émissaire : il n'a fait que paraphraser une instruction du cabinet du ministre datée du 16 février 1977, publiée, sous le numéro 7000/DEF/00K, au Bulletin officiel des armées du 28 février 1977 et relative aux « modalités d'exercice des droits électoraux par les membres des forces armées ». Le cabinet du ministre de la défense précise, au paragraphe 3223, que, pour être candidat à une élection à l'Assemblée nationale, il faut « avoir définitivement (1) satisfait aux prescriptions légales concernant le service national actif, c'est-à-dire être libéré des obligations d'activité du service national, exempté ou dispensé ». Et de renvoyer à « l'article 3 de l'ordonnance numéro 58-598 du 24 octobre, portant loi organique relative aux conditions d'éligibilité et aux incompatibilités parlementaires ».

Quant à l'élection à la présidence de la République, elle fait l'objet, dans cette même instruction, d'un paragraphe 3214, dans lequel il est dit simplement que « les candidats doivent avoir satisfait aux obligations du code du service national », avec cette précision : « Cette condition est remplie par ceux qui, étant appelés sous les drapeaux pour accomplir leur service, ont défilé à cet appel. »

Ainsi, si l'on se contente de se référer, comme devrait pouvoir le faire sans risque un colonel, au Bulletin officiel des armées et à une instruction émanant du cabinet du ministre, il semble bien, en effet, qu'un appelé faisant son temps puisse être candidat à la présidence de la République — M. Alain Krivine l'a bien dit, — mais ne puisse être candidat à un siège de député. En somme, la seule circonscription qui soit à la mesure du premier bidasse venu, c'est, comme le dit modestement M. Giscard d'Estaing, la France tout entière.

La situation juridique est fort heureusement différente.

Il est hors de doute que, s'agissant d'une éventuelle candidature à un mandat parlementaire, l'article 3 de l'ordonnance du 24 octobre 1953 était beaucoup plus restrictif que l'article L. 45 du code électoral invoqué naguère par M. Krivine : ce qui paraît non moins douteux, c'est que, depuis la publication au Journal officiel du 28 octobre 1964, du décret n° 64-1087 du 27 octobre 1964, l'article 3 de l'ordonnance du 24 octobre 1953 est abrogé.

C'est, depuis lors, le seul article L. 45 qui s'applique indistinctement aux militaires du contingent, qu'ils soient candidats à la présidence ou, plus modestement, à un mandat législatif. Il n'est donc plus nécessaire d'avoir « définitivement » satisfait aux prescriptions légales, mais bien simplement d'avoir « satisfait aux obligations du code du service national », c'est-à-dire comme l'a judicieusement précisé le cabinet du ministre, étant appelé sous les drapeaux, d'avoir « défilé à cet appel ».

Il n'y a donc plus d'imbroglio juridique. Et, puisque le ministre de la défense s'en remet aux préfets — et, le cas échéant, au Conseil constitutionnel, sans lequel, il faut le rappeler, M. Alain Krivine n'aurait pu, finalement, être candidat... — tout va rentrer dans l'ordre républicain, y compris le colonel.

Il n'y a plus d'imbroglio, mais il reste — et les tribunaux en seront saisis — une singulière manipulation.

Car si le Bulletin officiel des armées d'est rétro, en février 1977, à une ordonnance de 1953, abrogée depuis 1964, et si le bulletin Actualités services, ou service d'information et de diffusion du premier ministre, a repris, en janvier 1978, les dispositions de ce même bulletin, c'est sans doute parce que celui-ci, après une longue période d'oubli, a curieusement fait sa réapparition dans l'édition de 1977 du code électoral — édition publiée, circonstance très aggravante — par le Journal officiel.

En somme, du colonel au ministre, tout le monde, dans cette affaire, en croyant l'ordonnance de 1953 toujours en vigueur, a été abusé par le Journal officiel.

Mais quel donc a abusé le Journal officiel ?

(*) Président de la Ligue des droits de l'homme.

(1) La responsabilité du roman revient au cabinet du ministre.

LA SUCCESSION DU COMTE DE PARIS

Aspect de la France du 2 février fait un large écho à un reportage photographique consacré par Point de vue et Images du monde au comte et à la comtesse de Paris (27 janvier).

Le comte de Paris rappelle à cette occasion les règles qui président aux mariages des princes de France et dont le respect conditionne le maintien de leurs droits dynastiques : il en résume que ne sont pas « dynastes », au sens de leur mariage, le prince Michel, marié à Mlle Béatrice Pasquier de Francien, et le prince Thibaut, marié à Mlle Marion Gordon-Orr. Mais s'étant réconcilié avec eux, le comte de Paris a donné à l'un le titre de comte d'Evreux et à l'autre le titre de comte de La Marche.

Mais l'objet de l'entretien publié par Point de vue est surtout la succession du comte de Paris. Ce dernier précise que son fils aîné, Henri, comte de Clermont, est séparé de sa femme, mais qu'il demeure l'héritier légitime.

Etant donnée la santé du fils aîné du comte de Clermont, François, c'est son jeune frère, le prince Jean, qui assurera après son père « les fonctions de chef

DANS LES CONSEILS RÉGIONAUX

● M. Edgar Faure réélu président du conseil régional de Franche-Comté. — M. Edgar Faure a été réélu, lundi 6 février, président du conseil régional de Franche-Comté. Il a obtenu au premier tour de scrutin 20 voix sur 34 votants. Les autres suffrages sont allés à M. André Bouloche, député (P.S.), maire de L'Unionville (10 voix), et au candidat du parti communiste, M. Jacky Druot (3 voix). Il y a eu un bulletin blanc.

● M. François Giacobbi, sénateur (M.R.G.), a été réélu à l'unanimité, lundi 6 février, président du conseil régional de la Corse. Le conseil régional comprend treize membres.

Prévisions législatives

LA REGION LAUTRE

XIV

FINISTÈRE : sept d

BIBLIOGRAPHIE

L'OUEST A GAUCHE de Marc Vion

مكتبة من الأصل

صحة من الاصل

POLITIQUE

XIV bis - BRETAGNE : la suprématie gaulliste contestée

« Le Monde » a publié, dans son numéro du 7 février, la première partie de l'enquête électorale sur la région Bretagne et analysé la situation dans les départements d'Ille-et-Vilaine et du Morbihan.

par ANNE CHAUSSEBOURG

élections législatives

D'UNE RÉGION A L'AUTRE

FINISTÈRE : sept députés R.P.R. sur huit

Celui des quatre départements bretons qui compte le plus de représentants à l'Assemblée nationale est aussi celui qui est montré, depuis le début de la V^e République, le plus favorable aux gaullistes, qui détiennent sept des huit sièges de députés. C'est cette suprématie que contestent centristes et giscardiens dans cinq circonscriptions, le principe de la candidature unique n'étant la règle que dans trois cas : peut-être même dans deux seulement.

Dans la première circonscription (Quimper), M. Marc Bécam, qui, avant d'entrer au gouvernement comme secrétaire d'Etat aux collectivités locales, siégeait parmi les députés apparentés au groupe U.D.R. - puis R.P.R., jouit à la fois du prestige que lui confère le fait d'avoir été élu en mars 1977 et d'une réputation de conciliant au sein de la majorité. Il ne sera pas facile pour M. Bernard Poincaré (P.S.), Albert Henot (P.C.), qui est professeur, et M. Alain le Dihan (P.S.U.), et Jean Guillemin (U.D.B.), de mettre M. Bécam en difficulté. Celui-ci, toutefois, n'a pas repris pour suppléant M. Jacques Guinebrehère, qui était devenu député de la circonscription lors de son entrée au gouvernement. Cette décision traduit un malaise certain entre les deux hommes.

Dans la deuxième circonscription (la huitième, Quimper), c'est M. Joseph Tanguy qui a été choisi par les formations de la majorité comme challenger du député national du P.S. pour les élections. Le P.C., qui a gagné la mairie de Concarneau à la tête d'une liste d'union de la gauche, a désigné M. Michel Le Lann, et l'U.D.B. M. Paul Chénégat. Ecologie 78 a investi M. Jean Moalic. Deux formations socialistes, le P.C.M.L.P. et le P.C.R.M.L., ont désigné un candidat commun, M. Jean-François Guézennec, menant une liste d'union.

C'est dans l'une des trois circonscriptions du département qui a été remisée en cause l'unité de candidature. Il est vrai que les scores impressionnants réalisés régulièrement dès le premier tour par M. Gabriel de Poulliquet (R.P.R.) avaient été déçus par ses concurrents.

En 1973, des ennemis de santé ont amené le député de Landerneau à se retirer au profit de M. Jean-Louis Gaudin, qui lui avait déjà succédé comme conseiller général du canton de Plabennec en 1973. Le changement a conduit M. Alphonse Arzel, président de la chambre d'agriculture, conseiller général et maire C.D.S. de Ploudalmézeau, à se présenter comme il l'avait déjà fait en 1973. Dans cette circonscription, P.C., P.S., et U.D.B. ont investi respectivement M. Guy Lizar, maire du Recq-Kerhuon, vice-président de la communauté urbaine de Brest, Roger Abalain et René L'Hostis.

Dans la quatrième circonscription du Léon (la cinquième, Landivisiau), P.C. et P.S. seront représentés par MM. André Le Gac et André Gaudin. En 1973, Antoine Gaudin (U.D.B.), aujourd'hui décédé, avait été réélu au second tour avec plus de 55 % des suffrages exprimés face à un socialiste et un réformateur. Son épouse se présente comme suppléante du candidat R.P.R., M. Charles Miossec, conseiller général. Ce dernier ne peut que profiter des divisions de l'« autre camp » de la majorité, qui se traduisent par la présence de Mme Marguerite Colin, médecin, épouse de M. André Colin (C.D.S.), président du conseil général et du conseil régional, sénateur, et de M. Huon de Penanster (P.R.), gendre de M. Christian Bonnet, maire de Plouvenet et directeur du journal le Paysan breton, organe lié à l'influence coopérative de Landerneau, et, enfin, Pierre Le Roy, chargé de mission au cabinet de M. Méhaignerie, ministre de l'Agriculture.

Comprenant une partie du Léon, conservateur, et une partie du Trégor, favorable à la gauche, la quatrième circonscription (Morbihan) a été longtemps marquée par l'influence qu'y a exercée l'ancien leader S.F.I.O., puis P.S.U., François Tanguy-Prigent, décédé en 1970. En 1973, il avait manqué, au second tour, à la candidature du P.S., Mme Marie Jacq - qui avait nettement devancé au premier tour M. Prat, ancien député P.S.U. - 144 voix sur 48 000 suffrages exprimés, pour battre le député sortant de la majorité, M. Pierre Lelong, alors U.D.B. Ce dernier, lors de sa nomination comme secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications, avait laissé son siège à M. Jean-Claude Rohel (P.R.), qui ne tenta pas de le reconquérir. Face à M. Rohel, le R.P.R. a désigné M. Jean Mazéas, qui a mené - sans succès - la liste de la majorité lors des élections municipales à Morlaix. Le P.C., qui compte depuis ce scrutin huit conseillers municipaux, a investi l'un d'eux, un instituteur de quatorze ans, M. Alain David, U.D.B., élu député. Le Lnc, adjoint au maire, le P.S.U., M. Marzin, et Ecologie 78, M. François de Beaulieu, Le Front national a retenu cette circonscription pour assurer sa présence dans le département, avec M. Jules Laurent.

« Enclavée française » en terre bretonne, la ville de Brest, comprise dans la deuxième circonscription, se prépare à vivre le second tour des élections municipales. Le scrutin du 12 mars donnera-t-il l'occasion à la majorité de prendre sa revanche ou confirmera-t-elle le succès remporté il y a un an par la liste d'union de la gauche ? La plupart des protagonistes de la bataille de 1977 se retrouvent en lice : M. Eugène Bécot, président de la fédération départementale du P.R., ancien maire de Brest, dont la liste avait obtenu plus de 20 000 voix, Michel de Bennetot (R.P.R.), député sortant de Châteaulin, qui figure sur la liste conduite par M. Lombard, sénateur, aujourd'hui radical, prédécesseur de M. Bécot à la mairie (qui en avait obtenu moins de 13 000), Francis Le Bié, nouveau maire socialiste, et deux de ses adjoints Louis Le Roux (P.C.) et Ronan Le Prohon (U.D.B.), tous trois élus sur des listes de gauche qui avaient eu 33 123 voix soit 33 % de mieux que la majorité absolue.

La simple arithmétique électorale donnerait peu de chances à la gauche. C'est ce qui a conduit M. Giscard d'Estaing qui était, au deuxième tour de l'élection présidentielle de mai 1974, de 53,56 % dans la ville de Brest, atteignant 54,04 dans l'ensemble de la circonscription. Les dix milliers d'électeurs qui se répartissent dans les trois autres communes de la circonscription sont généralement plus favorables à la majorité. Les quatre trois cent cinquante bulletins de vote émanant de Français de l'étranger dont l'inscription est contestée par la municipalité pourraient également peser.

Comme à Rennes, le vote du budget municipal sera un bon indicateur pour apprécier l'état des relations entre partenaires du programme commun, qui se sont dégradées récemment à propos de l'installation d'une crèche et d'une journée portes ouvertes organisée à la mairie, à laquelle le P.C. s'est plaint de n'avoir pas été associé.

M. Jean Green, R.P.R., qui avait remplacé Mme Suzanne Ploux, entrée au gouvernement en avril 1973, ne devrait pas perdre son siège dans la deuxième circonscription (Châteaulin) malgré la présence de M. Jacques Le Guyader-Despres (P.R.), maire de Châteaulin, Jean Hourmant, conseiller général centriste de Châteaulin-du-Paon, maire de Plouvenet-du-Paon, qui se présente sans investiture avec l'étiquette d'union de la majorité présidentielle, connu dans les milieux communistes pour avoir créé une association rivale du C.I.D.-UNAT, à la candidature de M. Fanch Morvan (U.D.B.).

S'ajoutent celles de M. M. Albert Guéré (P.S.), adjoint au maire de Crozon, et de M. Pierre Le Dihan (P.C.), conseiller général et maire de Carhaix.

Le député sortant de la septième circonscription, dont le chef-lieu Douarnenez a pour maire sortant M. Giscard d'Estaing, M. P.C. comme en 1973, est M. Guy Guernier, dont le nom, associé à la loi sur l'aide à l'enseignement libre, est l'initiateur, circule beaucoup en Bretagne. La menace pour M. Guernier ne vient pas tant de la gauche (qui, outre M. Mazéas, sera représentée par M. Erwan Guégan, P.S., et Jean-Alain Le Goff, U.D.B.), que de M. Pierre Stéphan, pharmacien, conseiller général (C.D.S.) et maire de Brest. Ce dernier était suppléant en 1973 du député sortant M.R.P., battu par un gaulliste, M. Gabriel Miossec, auquel M. Guernier avait succédé en 1973.

Cœur de la gauche en Bretagne, le département des Côtes-du-Nord apparaît comme celui où la possibilité de changement est la plus grande. Le scrutin de 1973 avait réservé à la majorité une - mais - surprise : la défaite de son leader, M. René Plevin, battu par un jeune socialiste, M. Charles Josselin. L'élection de l'ancien président du conseil de son fief de Dinan était le premier signe de la désaffection dont devaient être victimes, trois ans plus tard, les candidats de la majorité à l'occasion des élections cantonales. Devenue majoritaire au sein de l'Assemblée départementale la gauche désignait M. Josselin comme président. Les élections municipales ont confirmé le début de la majorité qui a notamment perdu Lannion et Guingamp, chefs-lieux de deux des trois circonscriptions qu'elle défend.

Dans celle de Lannion (la cinquième, la dixième), M. Pierre Bourdellès (C.D.S.), qui approche de soixante-dix ans, a désigné son dauphin : M. Yves Bonnot, entrepreneur, adjoint au maire de Perros-Guirec. Celui-ci se voit opposer un ancien député S.F.I.O. (de l'Indre), aujourd'hui R.P.R., M. Léon Soubhier, qu'un accident de voiture récent handicape, et M. Arbant, déjà candidat en 1973 comme réformateur. Déjà candidat du P.C. en 1973, M. Le Gageac avait devancé de plus de sept mille voix (sur plus de 58 000 suffrages exprimés) le candidat du P.S. Désigné par ce

Diversité à Saint-Brieuc Comme dans les deux précédentes circonscriptions, le résultat dans la première (Saint-Brieuc) dépendra, pour l'essentiel, des reports de voix à gauche au second tour. En 1973, M. Yves Le Fol, alors candidat du P.S.U., n'avait remporté le siège dont l'héritage de ce siège qu'il détient jusqu'à ce que son fils, M. Yves Le Fol, se présente, sept ans d'avance (sur plus de 73 000 suffrages exprimés). Au premier tour, le total des voix de gauche (l'union ouvrière et paysanne) s'élevait à six voix.

Aux élections municipales de 1977, M. Le Fol ne sollicitait pas le renouvellement d'un mandat qui, contre-t-il volontiers, le passionnait moins que celui de la mairie, non sans quelques réserves. Certains de ses militants, a désigné l'un de ses adjoints, M. Yves Dollo. Le P.C. a de nouveau fait confiance, comme depuis 1963, à son ancien secrétaire fédéral, M. Edouard Quempier, ancien adjoint de M. Le Fol dont la liste n'avait été

devancée que de quatre-vingt huit voix par l'équipe socialiste en mars 1977. L'U.D.B., qui était présente sur la liste de M. Quempier, sera représentée par M. Yves Quempier. Quant au P.S.U., il revendique en la personne de son candidat, M. Jacques Desmoulins, l'héritage de ce siège qu'il détient jusqu'à ce que son fils, M. Yves Le Fol, se présente, sept ans d'avance (sur plus de 73 000 suffrages exprimés). Au premier tour, le total des voix de gauche (l'union ouvrière et paysanne) s'élevait à six voix.

La diversité n'est pas la privation unique de la gauche : la majorité est, elle aussi, divisée. Si M. Hervé de Charette, directeur du cabinet du ministre du travail, a accepté de se retirer au profit d'un agriculteur, M. Sébastien Couapel (C.D.S.), et si M. François Froment-Meurice (centre gauche) a finalement renoncé à se maintenir, en revanche M. André Denquial, (radical) n'a pas manifesté de semblable intention. Conseiller général du canton de Lamballe, maire d'Andel, M. Couapel est susceptible de réaliser une bonne performance dans la zone rurale : les électeurs représentent un tiers des électeurs de la circonscription. Le choix de son suppléant, M. Pierre Ecobichon, directeur de l'école Saint-Charles, devrait lui assurer la sympathie des défenseurs de l'enseignement libre. Son principal concurrent, un professeur,

M. Jean Oassel, se console de ne pas avoir de mandat électif en assurant que « ce ne sont pas les notables qui font les élections ». Son principal rival, selon lui, réside dans l'implantation du R.P.R., dont il est secrétaire fédéral. Cette implantation avait valu à M. Tassel d'arriver en tête des candidats de la majorité en mars 1976 dans le canton de Saint-Brieuc. M. Maurice Mallargé sera le candidat du Front national.

Dans la deuxième circonscription (Dinan) où M. Yves Sabouret, ancien suppléant de M. Plevin, a renoncé à se présenter, M. René Benoit, professeur d'éducation physique, adjoint au maire de Dinan, était candidat unique de la majorité jusqu'à ce que le mouvement de M. Jacques Chirac, en réponse à ce que l'on a nommé le « front anti-R.P.R. », se décide à investir l'un des siens, M. Pierre Robert, notaire. Ce dernier vient d'avancer des raisons professionnelles pour expliquer son retrait. En revanche M. Gauthier, pharmacien, a confirmé sa candidature au nom de la démocratie chrétienne.

Ainsi représentée la majorité est-elle capable de faire la preuve que la victoire de M. Josselin en 1973 n'était qu'un « accident de parcours » imputable à l'âge et à quelques faux pas de M. Plevin ? Elle l'espère de l'avance de 3 804 voix (sur 33 710 suffrages exprimés) prise par M. Giscard d'Estaing sur M. Mitterrand en 1974. La démonstration sera difficile à faire, le député sortant pouvant compter sur un bon report des voix que Mme Christiane Nennot (P.C.) recueillera au premier tour.

La troisième circonscription (Loudéac) serait-elle la seule épargnée par les ambitions de l'opposition ? Aux élections cantonales de mars 1976, qui devaient donner l'occasion à Mlle Marie-Madeleine Dienesch de se faire élire à Plougonvellec, le P.S. conservait le siège qu'il détenait dans le canton de Loudéac et gagnait celui de Mur-de-Bretagne. Le P.C., déjà implanté à Rostrenen et Saint-Nicolas-du-Pélel, réussissait à l'autre extrémité de la circonscription, à enlever le canton de Collinée. L'élu, était M. Renault, qui défendait à nouveau, le 13 mars prochain, les couleurs de sa formation et aura pour suppléant M. Auguste Le Coent, ancien député. Quant au P.S., il a désigné son secrétaire fédéral, M. Didier Choix dont Mme Le Coent, conseillère générale de Mur-de-Bretagne, sera la suppléante. M. Jacques Piro, vingt-neuf ans, représentera Lutic ouvrière.

Après son départ du gouvernement, Mlle Dienesch s'était heurtée au refus de son suppléant, M. André Gion (apparenté R.P.R.) de se retirer. Elle n'avait donc pu tenter de retrouver son siège à l'occasion d'une élection partielle. Elle fera, cette fois, équipe avec M. Sohier, conseiller général de Merdrignac. Sa réélection lui vaudrait d'être la plus ancienne élue de Bretagne à siéger à l'Assemblée nationale.

BIBLIOGRAPHIE

« L'OUEST A GAUCHE » de Marc Vion

La progression continue de la gauche socialiste dans l'ouest du pays, depuis cinq ans, a retenu l'attention des observateurs. Rares toutefois étaient ceux qui prévoyaient que, dès les élections municipales de 1977, cette gauche enlèverait tous les grands centres urbains de la région et, par exemple, toutes les préfectures de la région des Pays de la Loire.

Marc Vion, originaire du pays chouan, a eu l'excellente idée de chercher à analyser en profondeur ce phénomène. Il a demandé à six journalistes locaux de l'aider à interroger sept des principaux maires, tous socialistes, du grand Ouest. Il s'agit de MM. Jacques Auxiette (La Roche-sur-Yon), Alain Chénard (Nantes), Edmond Hervé (Rennes), Francis Le Bié (Brest), Jean Monnier (Angers), André Pinçon (Laval) et Jacques Santrot (Poitiers).

Les entretiens se recoupent, bien sûr, mais le lecteur n'en ressent pas d'ennui. Les racines profondes de l'évolution apparaissent clairement. Elles sont bien résumées par M. Hervé, qui résume les phénomènes : la rupture avec le cléricatisme, l'industrialisation, l'urbanisation, l'étalement religieux a particulièrement retenu l'attention, car il constitue une donnée propre aux régions de l'Ouest. Parmi les sept maires retenus par Marc Vion, trois seulement - ceux d'Angers, de Brest et de Laval - sont des chrétiens imprégnés du socialisme personneliste d'Emmanuel Mounier, et pour M. Monnier et Le Bié, formés à l'école du syndicalisme

C.F.D.T. Les quatre autres élus, en revanche, se rattachent plus ou moins directement à la tradition incarnée par la S.F.I.O. et au combat laïc. Pour que la grille socialiste prenne, explique également M. Hervé, il convient à présent d'opérer la liaison avec la culture locale. Le P.S. déjà creusé politiquement, doit aider des populations déracinées par des évolutions brutales à reconstruire une communauté. C'est ce qui se sent plus ou moins consciemment les nouveaux maires interrogés, et c'est ce qui les conduit tous à placer au premier rang de leurs préoccupations la démocratie locale, la participation des citoyens.

Pour atteindre cet objectif, encore faut-il que les nouveaux élus sachent éviter les pièges du notabilisme. En tous cas, à juste titre, remarquer que l'absence d'un véritable statut des élus locaux, notamment en ce qui concerne les dédommagements financiers, ne favorise pas la déconcentration des responsabilités. Il est vrai en outre que le courant socialiste a toujours été attiré par le « municipalisme » : l'auteur note aussi, non sans une certaine inquiétude, la confiance aveugle des nouveaux élus dans la loyauté des électeurs « chrétiens de gauche ». On peut ajouter qu'ils affichent un optimisme équivalent quand ils sont interrogés sur les difficultés qui pourraient surgir dans leur coopération avec les communistes. T. P.

* L'Ouest à gauche, de Marc Vion, éd. Guy Anthier, 250 pages, 45 F.

LES DÉPUTÉS DE LA RÉGION DE 1958 A 1977

Dans ce tableau, les élus « gaullistes » avaient l'étiquette U.N.R. en 1958 et 1962, U.D. en 1967, U.D.B. en 1968 et 1973 ; les élus « modérés » étaient indépendants en 1958 puis républicains indépendants à partir de 1962 ; les « centristes » sont ceux du M.R.P. en 1958, du Centre démocratique en 1962, du P.D.M. en 1967 et 1968, du Centre démocrate ou du Centre démocrate et progrès en 1973.

	CÔTES-DU-NORD					FINISTÈRE					ILLE-ET-VILAINE					MORBIHAN					TOTAL BRETAGNE				
	58	62	67	68	73	58	62	67	68	73	58	62	67	68	73	58	62	67	68	73	58	62	67	68	73
Gaullistes	1	1	1	1	1	2	2	2	2	2	1	2	3	5	4	1	2	1	1	1	4	11	20	14	13
Modérés	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Centristes	3	4	3	3	2	2	2	2	2	2	3	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Socialistes	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
P.S.U.	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Non inscrits	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2

a) En 1962, M. Richeux, député 1967, Mlle Dienesch, apparentée à l'U.D.R., qui avait été précédemment élue comme M.R.P., puis Centre démocrate.
b) Parmi les élus M. Bonnet (P.R.), élu en 1958 comme M.R.P. et en 1962 comme Centre démocrate.
c) M. Le Pivert, élu comme P.S.U., a adhéré au P.S.
d) M. Plevin et Bourdellès avaient été élus comme Centre démocrate et P.D.M. M. Bourdellès réélu en 1973 comme C.D.P.
e) M. Charles.

TOUT SUR LES IMPOTS
Barème de l'impôt sur le revenu de 1977 - Comment remplir votre déclaration - les impôts locaux - etc... dans le GUIDE COMPLET 1978 du CONTRIBUABLE SALAIRE OU RETRAITE
qui publie le numéro
SPÉCIAL IMPOTS
de "LA VIE OUVRIÈRE"
l'hebdomadaire de la C.G.T.
• UN DOCUMENT UNIQUE EN FRANCE
• 1.600.000 EXEMPLAIRES VENDUS EN 1977
Demandez "LA VIE OUVRIÈRE" N° 1.749 daté du 6 FÉVRIER 1978 à ses diffuseurs ou aux militants C.G.T. de votre entreprise Le numéro : 6 F

DU LUNDI 6 AU SAMEDI 18 FÉVRIER
QUINZAINE DE LA MESURE INDUSTRIELLE
MADELIOS
PLACE DE LA MADELEINE - PARIS
pour ceux qui savent choisir

Un magistrat du tribunal de Lyon est enlevé par trois inconnus

Lyon. — Un magistrat, M. Noël Daix, premier juge au tribunal de grande instance de Lyon depuis le 1^{er} février, a été enlevé lundi 6 février, vers 19 h. 15, à l'angle des rues Carquillat et Lerondier, à quelques dizaines de mètres seulement de son domicile situé 8, rue Dominique-Peretti, dans le quatrième arrondissement

de Lyon. L'enlèvement a été commis par trois personnes agissant apparemment sans armes, qui se sont enfuies à bord d'un véhicule Renault 12 de couleur bleue et dont le numéro minéralogique 12328 GX 69 s'est révélé faux. Ce mardi, la R 12 a été repérée dans la Saône, un peu au nord de Lyon, et repêchée par des

pompiers. Des hommes-greouilles fouillaient le flanc.

En fin de matinée, toutefois, aucune information permettant de préciser les mobiles de cet acte ne semblait être parvenue aux palais de justice ou à la préfecture de police.

De notre correspondant régional

Dès que la confirmation de l'identité de M. Daix a été connue, la nouvelle a soulevé stupeur et émotion chez les magistrats lyonnais qui n'ont pas oublié l'assassinat, pendant un nuit du 3 au 4 juillet 1975, de leur collègue, le juge François Renaud, assassiné dans les locaux de son cabinet par deux personnes qui se sont enfuies à bord d'une Renault 12. Il a fallu en réalité plus de trois heures avant que ne soit établie avec une relative certitude, l'identité de la victime de

ce rapt. Trois personnes — dont deux jeunes gens du quartier de la Croix-Rouge — ont été arrêtées, le visage camouflé par des cagoules marron, sont descendus d'un véhicule et se sont précipités sur un passant, un quinquagénaire sortant d'une épicerie proche, une boîte d'œufs à la main. Une bousculade, des appels à l'aide, un témoin tentant vainement de s'interposer, et déjà la voiture dans laquelle le passant avait été poussé de force, dis-

Du rapt de M. Robert Magnan au meurtre de François Renaud

Plusieurs magistrats ont été, au cours des dernières années, pris en otage ou victimes d'agressions ; un seul d'entre eux, M. François Renaud, a été tué, à Lyon.

Le 10 avril 1972 : Christian Jubin, inculpé de meurtre, et Georges Segard, inculpé avec lui pour un hold-up, entendus ce jour-là au palais de justice de Paris par M. Robert Magnan, juge d'instruction, prennent celui-ci en otage grâce à la complicité d'Evelyn Segard, inculpée libre qui leur avait apporté des armes. Ils prennent également en otage d'autres personnes qui se trouvaient dans le bureau et demandent deux voitures. Les otages sont libérés durant la nuit dans le treizième arrondissement (Le Monde du 12 avril 1972).

Le 6 juin 1973 : M. Guérin, président du tribunal de Compiegne (Oise), est pris en otage au cours d'une audience par Jacques Mesrine, qui le relâche devant les grilles du palais avant de s'enfuir à bord d'une voiture qui l'attendait (Le Monde du 8 juin 1973).

Le 3 mai 1974 : M. Maurice Balaure, premier juge d'instruction à Paris, est attaqué dans son cabinet de justice par André Bodet, détenu pour une série de vols de voitures, qu'il entendait à titre de témoin dans une affaire de proxénétisme (Le Monde daté 6-8 mai 1974).

Le 29 mai 1974 : M. Gérard Rodière, substitut du procureur de la République à Saint-Pierre (de la Réunion), est enlevé à son domicile ; il réussit à s'échapper à ses ravisseurs qui sont arrêtés peu après.

Le 3 juillet 1975 : M. François Renaud, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Lyon, est tué de plusieurs balles

de revolver, alors qu'il regagnait vers 3 h. 45 son domicile situé dans le cinquième arrondissement de la ville (Le Monde du 4 juillet 1975). Ses meurtriers ne seront jamais arrêtés.

Le 8 juillet 1975 : au palais de justice de Paris, au début d'une audience de la quatorzième chambre correctionnelle, vers 13 h. 30, M. André Choquet, vice-président du tribunal de Paris et M. Antoine Michel, substitut, sont pris en otage par Jean-Charles Williquet et son épouse Martine, qui s'étaient introduites armées et déguisées en avocat dans la salle d'audience. Les deux otages seront retrouvés vers 15 heures attachés par les menottes au volant de la voiture qui avait servi à l'évasion, dans un parking du boulevard de Belleville (Le Monde du 10 juillet 1975).

Le 5 décembre 1977 : l'épouse d'un magistrat de Lyon, Mme Nicole Blanc-Jouvan, ainsi que sa femme de ménage, ont été rouées de coups par deux inconnus masqués qui avaient pu se faire ouvrir la porte de l'appartement en se faisant passer pour des employés des P.T.T. Plusieurs membres du parquet de Lyon avaient reçu peu avant des menaces et la police avait dû exercer une surveillance accrue de l'otage. M. Jacques Blanc-Jouvan, qui a participé à la dernière session d'assises du Rhône, avait reçu le 25 novembre deux pelles de prison fermée pour deux inculpés impliqués dans une fusillade (Le Monde du 7 décembre 1977). M. Daix, initialement chargé de ce dossier.

Faits et jugements

Deux jeunes gens interrogés après le double meurtre du Pas-de-Calais.

(De notre correspondant.) Lille. — Après le double meurtre de Méricourt-sous-Lens (Pas-de-Calais) que nous avons rapporté dans nos dernières éditions, deux jeunes gens sont interrogés par la police depuis lundi 6 février à 18 heures. Ils ont été conduits au commissariat de police d'Avion, dont dépend la commune de Méricourt.

Il était à peine 10 heures, lundi matin, quand des voisins ont découvert le drame qui venait de se dérouler au numéro 28 de la rue Camille-Desmoulins. Elles étaient écroulées d'avoir pu voir Mme Irène Sobon, trente-trois ans, conduite à l'école sa fille Sabine, cinq ans. La porte de la maison était ouverte, le poste de radio fonctionnait.

Un rez-de-chaussée, Mme Sobon, en robe de chambre, gisait sur le sol le visage taché de sang, portant des marques de strangulation ; à l'étage, le spectacle était plus horrible encore : le corps de la fillette flottait dans la baignoire. Le mari, M. Jean-Claude Sobon, trente-deux ans, qui dirige une entreprise, était absent. Il avait quitté son domicile à 8 heures et ne put être prévenu de la mort de sa femme et de sa fille unique qu'en fin de matinée, alors qu'il se trouvait sur son chantier. Boulevard, il revint à son domicile immédiatement et fut brièvement interrogé par les policiers.

MM. Gilbert Zemmour et Marc Francellet sont écroués.

M. Andréani, premier juge d'instruction à Paris, a fait écrouer, dans la soirée du 6 février, respectivement à la Santé et à Fleury-Mérogis, MM. Gilbert Zemmour et Marc Francellet après les avoir accusés d'extorsion de signature, de tentative d'extorsion de signature et de menaces de mort sous conditions (Le Monde du 7 février). Ils ont choisi pour défenseur M. Jeanne Ambre, du barreau de Lyon.

M. Francellet avait été détenu pour recel du 15 juillet 1973 au 17 septembre 1974 après le vol de 17 toiles de maîtres de la 24 avril 1972 au domicile du P.D.G. de la société d'assurance, inculpé le 23 octobre 1975 pour un recel de tableaux. Enfin, vol d'un an, M. Francellet avait été inculpé de fraude fiscale (Le Monde du 8 février 1977).

Aujourd'hui, c'est un certain René Juillet qui accuse les deux hommes de l'avoir soumis à un racket. M. Juillet doit être déféré ce mardi 7 février à M. Claude Francellet. Ce magistrat a été chargé, le 6 février, de l'information, ouverte le jour même contre X., par le parquet, pour les coups de feu tirés par M. Juillet le 31 novembre, à 3 heures du matin, au club l'Apostrophe, sur M. Claude Francellet, celui-ci gravement blessé, reste paralysé.

M. Zemmour a tenu à s'expliquer pendant près de deux heures devant le magistrat instructeur pour protester de son innocence. Il a déclaré que M. Juillet avait inventé cette histoire, parce qu'il lui devait de l'argent à l'occasion de la cession d'un bar.

Une paire de lunettes

L'identification devait être complétée peu après, à la fois par la greffière du magistrat et par l'opérateur qui avait vendu la paire de lunettes. Une visite de l'appartement de M. Daix opérée par le juge d'instruction, M. Jean-Marie Choquet, fonctionnaire des renseignements généraux, qui reconnut la paire de lunettes comme étant celle de l'un des voisins, M. Noël Daix, magistrat célibataire, vivant seul depuis la mort de sa mère, il y a quelques mois.

Une paire de lunettes

L'identification devait être complétée peu après, à la fois par la greffière du magistrat et par l'opérateur qui avait vendu la paire de lunettes. Une visite de l'appartement de M. Daix opérée par le juge d'instruction, M. Jean-Marie Choquet, fonctionnaire des renseignements généraux, qui reconnut la paire de lunettes comme étant celle de l'un des voisins, M. Noël Daix, magistrat célibataire, vivant seul depuis la mort de sa mère, il y a quelques mois.

L'identité de la victime, confirmée, les contrôles de police mis en place aussitôt après l'annonce de l'enlèvement furent renforcés sans pour autant permettre de retrouver la moindre trace des agresseurs. Faute d'éléments, toutes les hypothèses peuvent être retenues, encore que la maîtrise avec laquelle les ravisseurs ont pu se faire ouvrir la porte de l'appartement et des habitudes de leur victime qu'ils ont semblé afficher, laissent penser qu'il s'agit de malfaiteurs expérimentés.

Faut-il, sur ce point, tenir pour liée à l'enlèvement la présence, lundi à midi dans la cour d'un immeuble de la rue de la République, 1100, d'un jeune stationnaire, phares allumés, et sans doute depuis un temps assez long à en juger par la trace déposée sur les vitres ? Ce témoin a été fourni par M. Choquet, dont l'attention avait été attirée par les feux du véhicule allumés en plein jour.

On songe, bien entendu, en premier lieu à l'enlèvement dans la perspective d'un règlement de comptes comparable à celui dont avait été victime le juge Renaud. Mais M. Noël Daix, s'il a pu être victime d'un tel acte, en qualité de juge d'instruction, des fonctions similaires, n'a jamais traité de grandes affaires de banditisme de la nature de celles qui ont animé la vie lyonnaise ces dernières années.

On se rappelle pourtant que l'un des derniers dossiers traités par M. Daix concernait l'attaque dont avait été victime la femme d'un avocat général de Lyon, en qualité de juge d'instruction, des fonctions similaires, n'a jamais traité de grandes affaires de banditisme de la nature de celles qui ont animé la vie lyonnaise ces dernières années.

JEUNESSE

La municipalité de La Baule dénonce le contrat qui la liait à la M.J.C.

De notre correspondant

Nantes. — Un comité de soutien à la Maison des Jeunes et de la culture de La Baule vient de constituer en Loire-Atlantique, après la décision prise par le maire de la ville, M. Olivier Guichard (R.P.R.), de dénoncer le contrat qui liait la commune à la M.J.C. pour le financement du poste de directeur. Comme dans de nombreuses communes, le contrat précisait que la municipalité complèterait la participation versée par l'Etat au titre du FONJEP (Fonds de coopération pour la jeunesse et de l'éducation populaire). Cette participation de l'Etat était de 50 % en 1970. Elle n'est plus aujourd'hui que de 25 %.

C'est en se fondant sur ce « transfert des responsabilités de l'Etat sur la commune » que s'oppose M. Guichard pour dénoncer le contrat qui liait la M.J.C. à la municipalité. Il a été suivi par tous les élus à l'exception du seul conseiller socialiste. Le comité de soutien (C.F.D.T., C.G.T., syndicats d'enseignants, confédération syndicale du cadre de vie, partis de gauche et fédé-

La chancellerie justifie les fouilles de véhicules

Alors que de nombreuses organisations, notamment de policiers, ont déjà mis en cause la légalité des fouilles de véhicules organisées après la fuite d'Yves Maupetit et l'enlèvement du baron Edouard Jean Empain, M. Christian Le Garrec, directeur des affaires criminelles et des grâces au ministère de la justice a indiqué, lundi 6 février, que « les opérations de contrôles routiers, récemment effectuées dans la région parisienne, ont été décidées en accord avec les autorités judiciaires et administratives ».

Ces opérations, « assurant la coordination de l'action des services de la police nationale et la gendarmerie » ont été décidées de procéder aux opérations de contrôle, et d'effectuer de faits qui constituent simultanément des crimes flagrants, ou sens de l'article 53 du code de procédure pénale et des troubles graves à l'ordre public, a-t-il précisé.

Ces opérations ont consisté : 1) en la mise en place de barrages dans les conditions de l'article 1-4 du code de la route pour permettre la vérification des véhicules et le contrôle de l'identité de leurs conducteurs ; 2) en l'ouverture du coffre de certains types de véhicules limitativement désignés comme pouvant être utilisés, selon les renseignements recueillis, pour commettre les crimes ou délits à la suite de leurs auteurs.

L'ouverture du coffre, dans la majorité des cas, a été effectuée volontairement par le conducteur, à la simple demande d'un agent de la force publique. En cas de refus, il était procédé à cette ouverture par un officier de police judiciaire, conformément à l'article 56 du code de procédure pénale concernant les perquisitions et saisies applicables aux crimes et délits qui conduisent à la communication du ministère de la justice.

Pour sa part, le mouvement Droite et Démocratie estime que,

« partant d'un fait divers réglé par des moyens de police très classiques et d'un autre, certes révoltant, mais exceptionnel, surtout en raison de la personnalité de la victime, des membres du gouvernement ont cru devoir, à la veille de la consultation électorale, engager une campagne de propagande sur le thème de la violence de nature à inquiéter une population déjà fort préoccupée sur ce plan. (...) »

L'ENLEVEMENT DU BARON EMPAIN : une nouvelle photo ?

Les ravisseurs de M. Edouard Jean Empain auraient envoyé, selon France Soir, une nouvelle photo du baron. Celle-ci émanant d'un appareil à développement instantané, en couleurs, aurait été déposée dans la consigne automatique d'une gare parisienne. Ce document ferait apparaître le visage fatigué du baron Empain et sa main gauche ensanglantée. Mais le parquet général du tribunal de Paris dément cette information. « Les policiers n'ont rien reçu », indique-t-on au Palais de justice.

On ignore cependant, plus de quinze jours après l'enlèvement, si les ravisseurs ont formulé de nouvelles exigences. Les négociateurs ne voudraient pas, en tout cas, aller au-delà d'une somme fixée à 30 millions de francs. Quant aux policiers, ils estiment que le temps joue en leur faveur, car cela leur permet de recueillir des indices supplémentaires.

Actuellement, ils enquêtent à partir de deux sacs de laines déposés dans une consigne de gare en même temps que les éléments d'identification du baron Empain. Ces sacs portent la mention « Made in Germany ».

PRESSE

Aux États-Unis

« TIME » RACHÈTE LE « WASHINGTON STAR »

(De notre correspondant.)

New-York. — La revue Time a annoncé, le 3 février, qu'elle avait décidé d'acquiescer le Washington Star, quotidien publié dans la capitale américaine, pour la somme de 20 millions de dollars. Time fera ainsi doublement concurrence à Newsweek, puisque cette revue appartient à l'autre grand quotidien de Washington, le Washington Post.

Le Washington Post, qui a cent vingt ans, est une diffusion de 350 000 exemplaires les jours de semaine, et de 336 000 le dimanche. La diffusion du Washington Post est de 541 000 les jours de semaine, et de 762 000 le dimanche.

Time publie des revues comme Fortune, Sport Illustrated, Money, People. Avec le Star, il prend pied pour la première fois dans le monde de la presse quotidienne.

New-York. — Le Trib, quotidien du matin, lancé il y a un mois pour concurrencer le New York Times et le Daily News, dans l'espoir de se tailler une place entre la presse trop futile de l'un et celle trop véhémente de l'autre, est déjà en perte de vitesse. — L. W.

Un tribunal de Lyon accorde au « pigiste » la qualité de journaliste professionnel

De notre correspondant régional

Lyon. — Le tribunal d'instance de Lyon statueant en matière prud'homale vient de rendre un jugement qui condamne la société AIGLES (il) à payer à l'un de ses ex-collaborateurs, M. Raymond Huot, une somme de plus de 52 000 F. Correspondant à des rappels sur le salaire, la treizième mois et les congés payés, ainsi qu'à une indemnité pour « licenciement sans cause réelle ni sérieuse ».

Le tribunal, qui rappelle au passage que « dix ou douze collaborateurs de la rédaction (journalistes) ont été licenciés aux mêmes conditions », estimant que « les faits litigieux portent un préjudice direct à l'intérêt collectif de la profession », a ordonné le versement d'une somme de 500 francs au Syndicat français des journalistes (C.F.J.T.).

Embauché « oralement » le 1^{er} avril 1975 en qualité de « pigiste », M. Huot avait été licencié le 2 mai 1977 sans bénéficier d'aucune des mesures sociales reconnues en pareil cas aux « journalistes professionnels ». Mais M. Huot, ancien journaliste professionnel, est bien la question qui était posée au tribunal et à laquelle M. André Soulier, plaçant pour la société AIGLES, avait répondu négativement, estimant que ce collaborateur devait être rangé dans la catégorie des deux ou trois mille « correspondants » de l'agence ne pouvant revendiquer un statut de journaliste professionnel.

Ce sont en général des filles ou des garçons qui veulent se familiariser avec le métier de journaliste, avant d'être licenciés, chargés de petites commissions, souvent le samedi et le dimanche. Ils ne font pas œuvre de création intellectuelle. Payés au nombre de lignes pour un travail discontinu, ils ne peuvent prétendre avoir une occupation principale et régulière. Ils sont en fait libres et indépendants.

Pour son adversaire, M. Legard, M. Huot a fait office de « journaliste professionnel ». « Qu'importe qu'il n'ait pas eu de carte, avait-il expliqué à l'audience, celle-ci ne sert pas à créer la qualité mais à la prouver. » La société AIGLES, en employant régulièrement des « pigistes », engage une « sous-catégorie de collaborateurs » et commet une « fraude à la loi » en refusant notamment de leur assurer une « couverture sociale », avait-il insisté.

C'est cette argumentation qu'a retenue la juridiction pour condamner la société AIGLES. Dans les audiences, le magistrat, Mme Nicole Fossorier, estime que bien des points dans la manière dont M. Huot assurait sa colla-

boration démontrent l'existence d'un lien de subordination. Il résulte, dit le jugement, « de l'importance des programmes quotidiens, des horaires des manifestations et de l'état d'urgence des pigistes, que l'exercice de cette activité relève pour M. Huot d'une position principale dont il tirait ses ressources ».

Enfin, dit le jugement, la nature du contrat par lequel une entreprise de presse assure le concours d'un tiers et la nature des activités de ce dernier, ne sont déterminés ni par son mode de rémunération, ni par la qualification donnée à la convention par les parties, ni par la détention d'une carte professionnelle.

Conclusion du magistrat : « M. Huot (...) était un collaborateur de la rédaction, un journaliste professionnel et encore stagiaire, certes, mais lié à son employeur par un contrat de travail et assurant d'une façon générale des petites informations, rôle du rédacteur premier échelon, défini par la convention collective du travail des journalistes. »

(1) AIGLES (Agence d'informations générales, locales, économiques, sportives) emploie quatre cent quatre-vingt-huit journalistes professionnels dans la région Rhône-Alpes.

LETTRES

LE PRIX DES LIBRAIRES A JEAN NOLI

La Fédération française des syndicats de libraires a décerné son vingt-quatrième prix à Jean Noli pour son roman *La Grâce de Dieu*, publié par Julliard. Deux autres livres étaient en compétition : *Le Chien Tristram*, d'Alain Barillet (d'âge d'homme) et *Les Cornes sacrées*, de Roger Fournier (Albin Michel).

Les livres récompensés par le Prix des libraires atteignent des tirages importants en raison du soutien actif des professionnels.

RELIC

LE CARME DE

une attitude d

mentaire

Notre Dame de

de la divinité

PAR LE PAST

REVUE

4. 7. 1

COURS

psychan

Levante

Levante

Levante

Levante

Levante

Levante

Levante

Levante

Levante

Levante

Levante

Levante

Levante

Levante

Levante

Levante

Levante

RELIGION

LE MESSAGE DE CARÊME DE PAUL VI

«Partager est une attitude chrétienne fondamentale»

A l'occasion du début du carême, Paul VI a rédigé un message dans lequel on peut lire notamment : « Une fois de plus, le carême est revenu avec ses pressantes invitations / Temps qui nous rappellent du Christ, le carême, traverser Lui, nous rapproche les uns des autres. Le carême est un temps de communion, ce qui comporte aussi une mise en commun. »

« Les premiers chrétiens ont spontanément pratiqué le partage selon lequel les biens de ce monde sont destinés par le Créateur à la satisfaction des nécessités de tous sans exception. Le partage chrétien traduit dans les faits cette obligation naturelle, rendue infiniment plus pressante sous l'impulsion de la charité. »

« Partager, c'est donc une attitude chrétienne fondamentale. »

Les conférences à Notre-Dame de Paris

Le Père Bro parlera de la divinisation de l'homme

Pour la quatrième fois, le Père Bernard Bro assurera le cycle des conférences de carême à Notre-Dame de Paris. Ce vieux routier de la parole est le contraire d'un homme blasé. Il met à préparer ses sermons la même ardeur qu'à faire de l'alpinisme ou du ski. Et s'il lui arrive — tel est le cas aujourd'hui — d'avoir un soulagement, il dit : « J'attendais cela depuis trente ans. »

L'ancien directeur de la Vie spirituelle se plait dans la compagnie des mystiques et à articuler ses exposés aux titres elliptiques autour de citations fulgurantes : « Qu'importe que je doive manier la pioche en Sibérie pendant vingt ans. Faut une seule croix, une seule croix qui est restée en moi me m'abandonne » (Dostoevski). Ou : « Le désir de l'homme est sans remède » (Thérèse d'Avila). Ou encore : « Chrétiens, retournez aux catacombes. Votre religion est vaine : vos cérémonies modestes, vos petites assemblées, vos chants tristes, cela est balayé, il ne vous reste que la foi. Mais la vraie lutte commence là. »

Sous le titre général « Devenir Dieu », le Père Bro parlera six fois cinquante minutes dans ce qu'il appelle « ce grand parking spirituel » à Notre-Dame — « où il se passe quelque chose ». Deux intuitions, explique-t-il, l'ont guidé : 1) Que dire des sacrements, ces gestes quotidiens que l'Eglise propose pour signifier la distinction « de chrétien » ? 2) Comment confesser que c'est le Christ qui « me fait tenir debout » ? De Nietzsche, le prédicateur a retenu ce cri : « Si tu es un Dieu, comment supporter de ne l'être pas ? » Pour le devenir, il est deux méthodes, celle d'un Prométhée ou d'un Hitler qui aspire à devenir un tyran à l'importation quel prix ; celle du chrétien qui accepte dans l'humilité de recevoir d'un Autre le sens de sa vie, même s'il sait mal le désigner. L'Eglise d'aujourd'hui connaît l'épreuve du vide. Mais d'est-elle pas dans la nature de l'Eglise d'être désespérée ? se demande

«VIVRE EN COMMUNION» THÈME DES ENTRETIENS PROTESTANTS PAR LE PASTEUR CARREZ

Les entretiens protestants de carême seront assurés par le pasteur Maurice Carrez, professeur à l'Institut protestant de théologie, en l'église réformée de l'Annonciation (11, France-Culture les renseignements à partir du mardi 11 février et jusqu'au samedi 18 mars, de 18 h. 30 à 19 h. La conférence diffusée le 25 mars sera exceptionnellement prononcée le 22 mars (au cours du culte du vendredi saint) par le pasteur Daniel Atger.

Thème général : « Vivre en communion ». Dans un esprit oecuménique, le Père Rejzale, dominicain, participera à deux de ces entretiens.

(1) 18, rue Cortambert, Paris-19.

RÉVISION BAC 4^e, 2^e, 1^{re}, BEPC aux vacances de PAQUES dans la plus belle campagne de France, une école moderne

COURS PRIVÉ MINERVA
Château de l'Épine
36-CIRON - Tél. (54) 37-99-07
Documentation sur demande à :
COURS MINERVA, 4, avenue Verdun,
94 - Saint-Mandé - Tél. : 554-85-22.
Cours de vacances en août et sept.
Années scolaires de la 6^e
aux terminales A, B, C, D.

● L'Association « Avoir faim » qui a déjà organisé des jeûnes dans les mosquées et les synagogues invite à un nouveau jeûne le mercredi des Cendres, 8 février : réunion à Notre-Dame de Paris à 18 h. 30 avec le cardinal Marty (lecture du Coran, de la Torah, de la Bible, des Pères de l'Eglise).

● « Avoir faim », 21, rue du Chemin-Vert, 92400 Courbevoie.

● Le Père Serge Bonnet, dominicain, sera le prédicateur de Carême à la télévision sur TF1, à 11 heures, du 12 février au 12 mars, sur le thème : « La charité dans les luttes de la cité ».

Françoise Dolto
interpellée par Gérard Séverin

l'évangile au risque de la psychanalyse

35f

(Henri Fesquet - Le Monde)

jean-pierre delarge

L'activité des instituts de recherche sur l'enseignement des mathématiques menacée par les réductions de crédits

Près de trois cents personnes ont participé samedi 4 février, au centre universitaire Jussieu, à Paris, à un forum national pour la défense des instituts de recherche sur l'enseignement des mathématiques (IREM) et pour la formation continue des enseignants. Seule par l'ensemble des syndicats d'enseignants, par la C.G.T., la C.F.D.T. et le P.S., les responsables des IREM ont voulu tirer de nouveau la sonnette d'alarme. Avec l'Association des professeurs de mathématiques de l'enseignement public (APMEP), ils craignent que la décision prise à l'automne par le ministère de l'Éducation de réduire de 20 % les moyens des IREM (« le Monde » du 11 octobre 1977) et la limitation stricte des stages d'enseignants par une circulaire aux recteurs du 27 décembre 1977 ne compromettent l'avenir des instituts et, à travers eux, d'un type réussi de formation continue.

Les IREM sont en péril. Certains envisagent de cesser leur activité après les vacances de printemps, n'ayant plus les crédits nécessaires pour terminer l'année scolaire. Bien que la pression des enseignants candidats à leurs stages de formation et de recherche ne diminue pas (plus de huit cents pour moins de quatre cents places l'an dernier à l'IREM de Montpellier), leur budget annuel a été réduit de 20 %.

L'activité des IREM est financée à la fois par le ministère de l'Éducation et par celui des universités. Le premier accordé des crédits d'enseignement pour les enseignants et pour les stagiaires, il paie aussi leurs frais de déplacement. Le ministère des universités prend à sa charge le fonctionnement. À l'automne, le ministre de l'Éducation avait demandé aux recteurs de réduire de 20 % la participation de son ministère aux dépenses et, en décembre, il avait donné la même consigne pour les frais de déplacement. A son tour, le ministère des universités — alors secrétaire d'État — avait décidé de réduire de 20 % le budget de fonctionnement avec effet rétroactif au 1^{er} octobre 1977.

En tenant compte de l'erosion monétaire, c'est avec 70 % des crédits de l'an dernier que les IREM devraient travailler en 1978. Créés à partir de 1968, à raison d'un par académie, il en existe deux à Paris et dans l'académie de Rennes — les vingt-cinq IREM constituent un exemple pour la formation continue des enseignants. Leur tâche ne se borne pas à la mise à jour des connaissances pédagogiques et scientifiques des professeurs de mathématiques. Ils accueillent également les enseignants d'autres disciplines (économie, physique, technologie...) de tout niveau (du primaire au supérieur). Quelque quarante mille professeurs y ont effectué un stage depuis leur création. En plus de la collaboration d'enseignants de disciplines et de niveaux différents, l'originalité des IREM tient au lien

CHARLES VIAL

(1) Déclaration à la commission nationale des IREM le 22 décembre 1977.

ÉDUCATION

DANS LES LYCÉES ITALIENS

Le diplôme à coups de poing

De notre correspondant

Rome. — Deux épisodes déconcertants ayant pour protagonistes des « autonomes » viennent de révéler le désordre qui règne dans certaines écoles secondaires italiennes.

A Rome, le lycée Serpi, installé dans un quartier populaire, a été fermé pendant plusieurs jours : motif ? « Actes de violence et intimidations contre des enseignants ». C'est par miracle, en effet, que deux d'entre eux ont échappé à un attentat. L'année dernière, la salle des professeurs avait été incendiée, comme d'ailleurs l'automobile du proviseur, lequel reçut une paire de gilettes, puis plusieurs coups de bâton. Le vice-proviseur fut droité, lui, à un cocktail Molotov, qui ne provoqua pas de dégâts, mais son appartement « faillit brûler récemment ».

C'est un groupe d'une trentaine d'élèves — sur sept cents au total — qui sème la terreur. L'une de ses revendications est le « 6 garanti », c'est-à-dire une note minimale assurant à tous la réussite aux examens.

Procès public

Une telle « conquête » existe depuis trois ans à l'Institut professionnel Cesare Correnti de Milan, théâtre d'autres incidents. On ignore encore si un enseignant ne s'était rebellé contre cette pratique des élèves l'ont insulté et « jugé » publiquement. Deux journalistes, venus faire une enquête, devaient subir, à leur tour, un « procès ».

Cesare Correnti était considéré lors de son inauguration, en

1957, comme l'un des instituts professionnels les plus modernes d'Europe. Il abrite mille deux cents élèves, mais le tiers seulement assisteraient aux cours. Les autres — assurés eux aussi d'une note minimale — étaient souvent à l'extérieur ou peints dans des locaux, ils appartenaient généralement à des familles modestes de la périphérie milanaise.

La découverte du por aux roses n'a fait qu'exaspérer les « autonomes ». Ces contestataires présentent le « 6 politique » comme « la réponse à une école de classe, bourgeoise, qui pratique une sélection ». Ils méprisent le diplôme, mais le réclament comme un dû.

Devant l'inspecteur du ministère, dépêché de Rome, les élèves ont demandé la direction, un peu embarrassée, si elle était prête à poursuivre cette expérience de « libération ».

L'affaire fait grand bruit. En première page du Popolo, organe de la démocratie chrétienne, le ministre de l'Instruction publique, M. Francesco Maria Martelli, s'est officiellement prononcé contre le « 6 garanti » et y voyant une « illégitimité juridique et pédagogique » provoquée par une série d'indulgences permissives.

ROBERT SOLÉ

GRÈVE DANS LES TROIS LYCÉES DES HAUTS-DE-SEINE

Trois lycées des Hauts-de-Seine sont paralysés par un mouvement de grève, déclenché pour protester contre le projet de suppression de cent vingt postes d'enseignants dans le département, à la prochaine rentrée. Commencé le 30 janvier au lycée Joliot-Curie de Nanterre, le mouvement s'est étendu au lycée Rabelais de Meudon, puis au lycée de Rueil-Malmaison.

Au lycée Joliot-Curie de Nanterre, près de 90 % des enseignants ont cessé le travail à l'appel de l'intersyndicale, qui

groupe les sections affiliées à la FEN (SNT, SNES, SNFEP), à la C.F.D.T. (CGEN), et aussi les syndicats modérés comme le SNALC-C.G.C. et la C.N.G.A. Une délégation se rendra au rectorat de Versailles le 8 février. Les élèves ont, à plusieurs reprises, manifesté dans la ville.

Enseignants et parents d'élèves du lycée Rabelais de Meudon se sont rendus au rectorat le 3 février pour demander l'annulation des mesures prévues (suppression de six postes d'enseignants).

26, rue Remarque
75017 PARIS.
Tél. 227.50.42

VACANCES
ACTE LINGUISTIQUES
international

ANGLETERRE : Séjour familial (cours, activités...) Pâques-Eté
ALLEMAGNE : Séjour familial (cours, activités...) Pâques-Eté
U.S.A. : Été : séjour familial en Floride, Georgie.
En université : New-York, Boston.
U.S.A. : Une année scolaire.
MEXIQUE : Été : séjour familial (cours, activités...).

Nom Prénom
Adresse
Association Culturelle pour le Tourisme et les Echanges - N° 1667

50^{ème} anniversaire

PAQUES
Zones A et B
du 1^{er} au 17 avril
Zones C et D
du 5 au 24 avril

Parce qu'une
LANGUE
ETRANGERE
s'apprend sur place
venez avec nous en

ANGLETERRE
ECOSSE
ETATS-UNIS
ALLEMAGNE
ESPAGNE

OSFB

préparer le BEPC et le BAC dans
une ambiance agréable.

ORGANISATION SCOLAIRE FRANCO-BRITANNIQUE
43, rue de Provence - 75009 PARIS - Tél. 526-63-49

**N'éprouve
des difficultés
en mathématiques !**

**Pour le prix
d'une ou deux heures
de cours particulier
abonnez-le un an à
un périodique Vuibert.**

● pour la 3^e et la 2^e :
L'ÉDUCATION MATHÉMATIQUE

● pour la 1^{re} et la Terminale :
**JOURNAL DE
MATHÉMATIQUES ÉLÉMENTAIRES**

Documentation et spécimen gratuits
sur demande à :
Périodiques Vuibert
63, bd Saint-Germain, 75005 Paris

ENQUÊTE

CITÉS GÉANTES

MOSCOU: premiers embouteillages

par JACQUES AMALRIC

« FAIRE de Moscou une ville communiste modèle » : la formule est rituelle. On la retrouve aussi bien dans la bouche de M. Proustov, le maire de la ville, que dans celle de M. Gricheine, le chef de l'organisation du parti de la capitale. Le slogan, pourtant, n'est pas vide de sens : il traduit la volonté des dirigeants de faire de Moscou la vitrine, aussi accueillante que possible, du régime.

En ce sens, la capitale de l'U.R.S.S. est une énorme exception : la ville proprement dite, qui compte plus de huit millions d'habitants, bénéficie de la sollicitude toute spéciale des autorités. Que le touriste occidental qui y passe quelques jours ne s'y trompe pas : à bien des égards, Moscou présente une version extrêmement optimiste de la réalité soviétique. Les Soviétiques, eux, en ont bien conscience, qui déploient des trésors d'imagination pour tourner d'une façon ou d'une autre les règlements qui limitent strictement la possibilité de s'installer dans la ville.

L'attrait exercé par Moscou sur ceux qui n'ont pas le droit d'y résider explique qu'on n'aît qu'une idée imprécise de sa population : 7 millions et demi, dit-on officiellement. Il faut sans doute rajouter un bon million d'illégaux, d'après les responsables eux-mêmes, qui se reconnaissent parfois incapables de contrôler

la croissance de cette métropole, comme le voulait pourtant le plan directeur de la ville mis au point en 1971. Qu'on en juge à partir de quelques chiffres : la population, qui n'aurait dû atteindre que 5 millions en 1980, dépassait déjà les 6 millions. Et le chiffre de 7 millions et demi, aujourd'hui annoncé officiellement, n'aurait dû être atteint, selon les planificateurs, qu'à la fin de cette décennie.

Cette croissance, souvent désordonnée, est plus difficile à contrôler qu'on pourrait le croire : comment détecter les centaines de milliers d'illégaux qui vivent à Moscou sans retourner dans les méthodes policières non sélectives d'autrefois ? Beaucoup de ces clandestins vivent dans une apparence de légalité, grâce à un mariage en blanc ou à de faux papiers. Les autorités municipales n'encouragent-elles pas elles-mêmes cette croissance en facilitant de nombreux passe-droits en faveur de ceux qui acceptent d'exercer pendant quelques années un métier « difficile » ? Garçons et filles de la campagne viennent ainsi sur les chemins de la capitale ou dans la milice, contre la promesse de se voir attribuer un permis de résidence. Car Moscou, qui ne sait plus que faire de ses habitants et qui les rejette de plus en plus dans de très lointaines banlieues, manque tout de même de bras.

pas allé sans graves conséquences pour le paysage urbain : si les Moscovites construisent beaucoup, ils ont aussi beaucoup détruit. Le « massacre » continue encore dans le centre de Moscou, tribut payé non seulement à des besoins sociaux évidents mais aussi à une conception toujours solennelle et pompeuse de l'architecture : en quatre ans, ce sont des rues entières du vieux Mos-

cou qui ont été rasées pour le centre de la restauration par rapport à celui de la construction préfabriquée. L'argument serait plus convaincant si les terrains ainsi dégagés étaient consacrés à des immeubles d'habitation. Bien souvent, tel n'est pas le cas et la préférence va à des bâtiments administratifs. C'est ainsi que le centre de Moscou risque de se vider de ses habitants, comme cela se produi-

ture pour le Moscovite des lointaines banlieues : très souvent, même si son travail ne l'exige pas, il devra gagner le centre de Moscou, puisque ce sont les magasins du centre qui sont le mieux approvisionnés en produits indispensables. Un effort est certes fait pour parvenir à une meilleure distribution, mais de très nombreux quartiers de la grande périphérie sont encore complètement négligés. Une construction toutefois pour ces lointains banlieusards : s'il

dernières sont déjà envahies par les cabanes de fortune construites par les heureux propriétaires d'automobiles pour y stocker leur précieux trésor pendant les mois d'hiver. Des protestations peuvent alors se faire entendre : parfois ce sont les alres de jeux des immeubles qui sont supprimées et transformées en petits « bidouillages ».

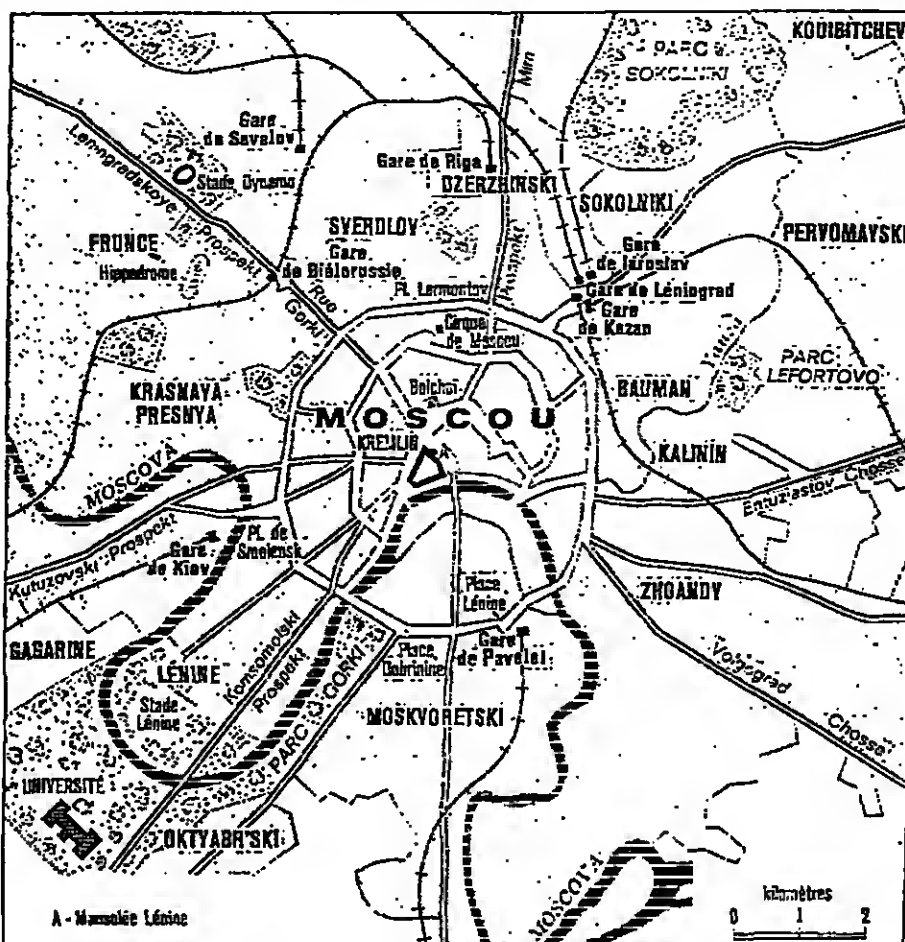
Malgré tous les inconvénients que présente la possession d'une voiture à Moscou, la tendance n'est pas près de s'inverser. Le choix fait il y a maintenant plus de dix ans serait difficile à remettre en cause même s'il se révélait beaucoup plus onéreux que prévu — y compris en vies humaines, car le taux des accidents est beaucoup plus élevé à Moscou qu'à Paris pour autant qu'on puisse le savoir. On ne sent en tout cas aucune volonté de freiner l'essor de l'automobile individuelle. Bien au contraire, le but officiel étant de faire « aussi bien » (c'est-à-dire aussi mal) qu'à l'Ouest. Sans doute est-ce pour cette raison que le prix des taxis, déjà en nombre tout à fait insuffisant, a été froidement doublé l'an dernier, au point de les rendre inaccessibles à bon nombre de Moscovites.

De l'avis officiel, automobiles et camions sont la source principale de la pollution de l'air à Moscou. Le faible taux d'octane du combustible utilisé et le manque d'entretien de la plupart des véhicules sont sans doute en cause. Il n'empêche : cette pollution va à l'encontre des efforts déployés pour épurer l'air de la capitale en transformant tous les usages polluants des industries les plus polluantes qui s'y trouvent encore et en protégeant avec transparence chaque espace vert, ce qui n'avait pas toujours été le cas dans le passé.

L'Etat palera

Les tâches de la municipalité de Moscou — le comité exécutif du soviet de Moscou, pour être exact — sont beaucoup plus lourdes que celles d'une de nos municipalités : non seulement elle assure les services publics habituels, mais c'est elle également qui gère l'énorme fonds local de la capitale, qui a en charge la totalité des institutions culturelles, qui est responsable des transports en commun (particulièrement bon marché) sans parler bien sûr des tâches traditionnelles comme l'entretien de la voirie, ce qui est un autre problème que l'Etat dans un pays où la neige tombe pendant quatre mois.

Le Moscovite, pourtant, ne connaît aucun problème d'argent. La crise des finances municipales n'est pas d'actualité sur les bords de la Moskova, où pourtant les impôts locaux n'existent pas. Quelle est la clé de ce mystère ? Tout simplement, la municipalité est aussi responsable de toutes les entreprises commerciales installées sur son territoire : non seulement celles qui sont traditionnellement déficitaires, comme les transports en commun, mais aussi les restaurants, les magasins, les services : en tout genre. Les industries de la capitale contribuent également au budget, qui est encore complété par une constante subvention du gouvernement. Au total, c'est d'une vingtaine de milliards de nos francs dont dispose la municipalité et la somme sera sans doute encore augmentée les prochaines années pour faire face aux énormes frais entraînés par les Jeux olympiques de 1980 : non seulement renforcement des installations sportives, mais aussi du secteur de la restauration et du secteur hôtelier, déjà nettement insuffisants pour satisfaire les besoins. L'Etat palera ce qu'il faudra payer, à condition, bien entendu, qu'il soit simplement répondu M. Kossyguine à un interlocuteur étranger qui se préoccupait de savoir comment les finances locales viendraient à bout de tous ces travaux.



Pénurie de logements

Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que le problème du logement soit un des plus aigus. D'autant plus que la question fut superbement ignorée par Staline, qui ne se préoccupa que de renforcer le potentiel industriel de la ville, même après les destructions de la guerre. Depuis Khrouchchev, la frénésie de construire ne s'est pas assoupie, mais l'offre reste encore bien en deçà de la demande : cent vingt mille appartements par an ne permettent pas de résorber le retard ; on estime à un bon quart la fraction de la population moscovite encore condamnée à vivre dans des appartements communautaires, dont le principe n'est même plus défendu par les plus zélés idéologues. La promiscuité y est proportionnée à l'importance et dégrade en d'innombrables conflits aussi bien entre les familles qu'à l'intérieur. Même au pays du socialisme scientifique, il est très difficile de partager à trois ou quatre familles, toilettes, lavabos, cuisine, voire réchaud à gaz. Et cela d'autant plus que les appartements communautaires sont toujours ceux des immeubles les plus vieux, les plus délabrés, qui manquent du confort élémentaire. Cette pratique commence d'ailleurs à être dénoncée dans certaines revues spécialisées comme une importante source de la criminalité dite « passionnelle ».

Le but proclamé du régime est aujourd'hui d'offrir moyennant un loyer presque symbolique — égal à environ 5 % du salaire — un appartement individuel à chaque famille sur la base de 9 mètres carrés par personne de plus de cinq ans. Surface

dérisoire ? Seuls le penseront ceux qui n'ont jamais vu le profond sentiment de joie et de libération de tel ou tel couple, abandonnant après une longue attente la pièce commune de l'appartement des parents, il campait souvent avec un bébé, pour s'installer dans un modeste deux-pièces-cuisine. Qu'importe alors si le nouveau logement se trouve à plus d'une heure de Moscou, si la ligne d'autobus n'a pas encore été prolongée jusqu'au nouveau bloc, si les planificateurs, à moins que ce ne soient les constructeurs, ont oublié de prévoir les services et les magasins élémentaires. Tous ces inconvénients, la qualité médiocre du nouvel immeuble, ne pèsent pas lourd par rapport à la cohabitation forcée.

Il existe une seconde solution — bien plus onéreuse, — pour se loger : acheter un appartement dans un immeuble coopératif. Relativement nouvelle, la formule se développe de plus en plus. L'Etat y trouve son compte, puisqu'il ne doit rien investir. Le Soviétique qui a réussi à acquiescer 6 ou 8 mille roubles aussi, car ces immeubles, mieux finis que ceux construits par l'Etat, bénéficient souvent des meilleurs emplacements. Il est possible, d'autre part, grâce à cette formule, de dépasser les normes de surface habituelles. Les résidents illégaux n'ont accès, bien sûr, ni à la première formule ni à la seconde : ils en sont réduits soit à sous-louer une pièce pour un prix très élevé, soit à se faire héberger par quelque parent.

L'énorme effort de construction déployé depuis vingt ans n'est

ce que nous avons littéralement vu disparaître sous les bulldozers des démolisseurs. Rues de vieilles isbas, mais aussi rues bordées de ces maisons à deux ou trois étages peintes en cercle, si typiques du Moscou du début du siècle. Toutes les occasions sont les prétextes des bons : si le vieux quartier de l'Arbat a été évincé au moment du cinquantenaire de la Révolution pour le couper irrémédiablement en deux par l'avenue Kalinine, le premier voyage présidentiel de Nixon à Moscou avait été précédé par une opération « nettoyage » à proximité du Kremlin, au cours de laquelle des dizaines de maisons ont été rasées. D'où la plâsterie de bien des Moscovites, sur Nixon, « premier architecte de l'Union soviétique ».

Même aujourd'hui, les exemples de destructions inutiles — plus de vingt mille immeubles ont été rasés entre 1970 et 1974 — abondent. Les officiels soviétiques les justifient en invoquant le coût

depuis longtemps dans tant de villes occidentales, avec les graves conséquences que l'on sait. Le besoin de prestige, de paraitre, à la fois les mêmes conséquences que les intérêts des promoteurs immobiliers entraînent là-bas. Le Moscovite moyen, tout comme le Parisien moyen, en fait les frais : des frais qui se comptent par des heures passées chaque jour dans les transports en commun. Inconvenient supplé-

ment aussi coupés des loisirs culturels — théâtres, cinémas et salles de musique sont encore concentrés au cœur de la ville — « ne sont bien souvent qu'à quelques minutes des merveilleux jardins qui entourent Moscou : le ski de fond à la portée de tous en hiver ; les randonnées, les pique-niques et la cueillette des champignons (ce n'est pas une activité de dictionnaire, en Russie) en été et en automne.

Place à la voiture individuelle

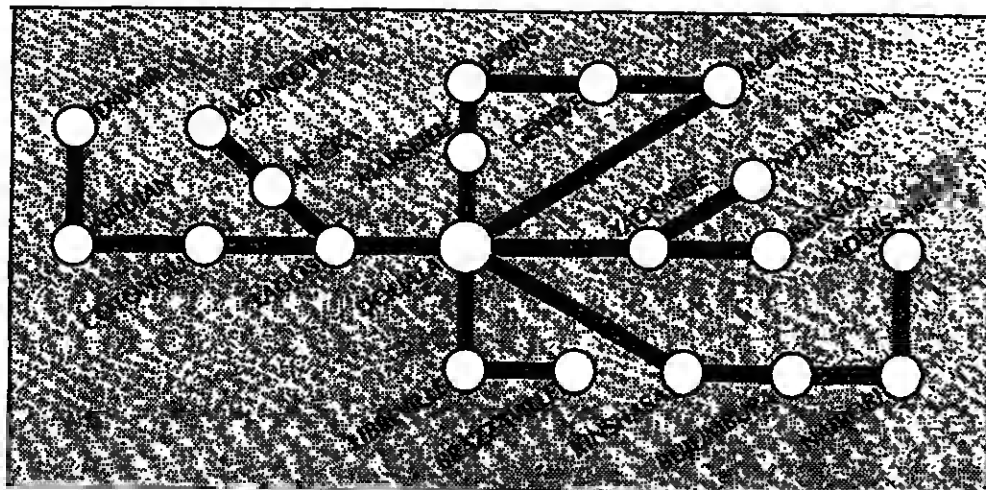
Comme les Occidentaux, les Moscovites n'échappent pas non plus au problème des transports. Le métro, dont la construction fut supervisée pendant les années 30 par le jeune Khrouchchev et qui figure en bonne place dans tous les prospectus de l'Intourist, n'a pas résolu tous les problèmes en dépit de ses stations, qui ne vont pas sans rappeler certains décors du Bolchoï. Avec 180 kilomètres d'un certain nombre de blocs beaucoup plus espacés qu'à Paris, il s'agit plus, en fait, d'un train souterrain que d'un métro classique. Son emploi n'évite pas le recours aux autobus et aux trolleybus, car il ignore des zones entières de la ville. Aux heures de pointe, l'armée de l'un comme de l'autre relève de l'exploit sportif. Rien de nouveau, sauf les froids de l'hiver russe, qui rendent redoutable l'attente de l'autobus providentiel, et extrêmement confortables la possession d'une automobile.

L'automobile, pourtant, va lui aussi se venger de plus en plus. Khrouchchev avait voulu éviter ce cancer à la société soviétique. Après de longs débats, au début des années 60, il avait fait valoir ses idées : non à la voiture individuelle, oui à la location de voitures, en fonction des besoins et à des prix raisonnables. L'expérience fut un fiasco et deux ans après la chute de M. K. un autre K. Kossyguine celui-là, faisait passer à l'Union soviétique le parti de la voiture individuelle. Les résultats, si modestes soient-ils, se font déjà sentir dans la capitale, dont le parc privé

compte plus de trois cent mille véhicules : les embouteillages existent déjà à Moscou, à certaines heures, considérablement aggravés par une meute de camions, tout aussi dangereux que pollueurs, et dont les trois quarts présentent cette caractéristique de circuler à vide. Sans doute une méthode de privatisation des biens de l'Etat.

Déjà, pour faciliter la circulation, un certain nombre de blocs d'immeubles ont été sacrifiés sur l'autel de l'élargissement ou sur celui de l'élargissement. Effort presque aussi vain que dévastateur dans le centre de la ville, dont les rues étroites et concentriques ne pourront jamais, de toute façon, accueillir une circulation automobile intense. Quant aux norias de camions qui allongent souvent, manifestement hors de propos, le cœur de la ville, ils ne bien été interdits, mais leur nombre ne diminue pas pour autant. Autre prix à payer pour ce choix de la voiture individuelle : l'Etat devra, tôt ou tard — et le plus tôt sera le mieux — investir pour réaliser des parkings souterrains dans le centre de la ville et des garages dans les zones résidentielles. Ces

Maintenant l'Afrique a son métro aérien.



Un métro qui dessert la Côte-d'Ivoire, l'Empire Central-Africain, le Congo, le Sénégal, le Nigeria, le Gabon, le Tchad, le Burundi, le Kenya, le Togo, l'Éthiopie, le Ghana, le Libéria, le Bénin, le Zaïre.

Et toutes les villes importantes du Cameroun. L'aérodrome international de Douala assure les correspondances avec l'ensemble de ces destinations.

Arrivé de Paris ou Marseille sur Boeing 707 Intercontinental de Cameroon Airlines, vous continuez sur Boeing 737 ou twin-otter de Cameroon Airlines.

Quand on apprécie une compagnie aérienne, autant aller jusqu'au bout avec elle.

Surtout quand ses vols sont fréquents et que les horaires sont aussi confortables que les avions.

Avec, en plus, des hôtesses dont le sourire est renommé dans toute l'Afrique.

(1) Départ les lundis, mercredis et samedis. Durée de vol : 6 h 20 (avec repas, cinéma, musique, etc.).

VOYAGEZ EN BONNE COMPAGNIE.

CAMEROON AIRLINES

12, rue des Capucines 75009 PARIS - Tél. (01) 45 41 07 / 45 41 08 / 45 41 09

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.
Gérants : Jacques Favre, directeur de la publication, Jacques Savignat.

Imprimerie du Monde, 5, rue de Valenciennes, PARIS-11.
1978

Reproduction interdite de tout article, sous accord avec l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications : n° 5437.

Ne laissez pas vos yeux se fatiguer

Les verres STUDIO T, nouvelle exclusivité Leroy, améliorent votre vue et reposent vos yeux. Existent dans toutes les puissances, en simple et double foyer, et s'adaptent sur toutes les montures.

LEROY OPTICIEN

104, Champs-Élysées, 147, rue de Rennes, 27, bd St-Michel, 11, bd du Palais, 18, bd Hausmann, 127, Fg St-Antoine, 158, rue de Lyon, 5, place des Terres, 30, bd Barbès

هكذا من الأصل

Le Monde DE LA MÉDECINE

L'HYPERTENSION ARTÉRIELLE

Nouveaux regards sur une ancienne maladie

Il est peu de maladies qui soient, au plan du diagnostic, aussi facilement reconnaissables que l'hypertension artérielle. Tout bilan médical comprend la mesure de la pression du sang dans les artères, qui suit un rythme pulsatoire en fonction du rythme cardiaque : la « tension » est qualifiée par un chiffre « haut » correspondant à l'éjection ventriculaire (systolique) et un chiffre « bas » d'expansion systolique (diastolique).

On parle d'hypertension artérielle à partir d'une pression systolique constante supérieure à 16 cm de mercure, le chiffre diastolique ne devant pas dépasser, en principe, 9,5 cm de mercure. La pression artérielle est une variable physiologique qui est donc largement influen-

cée par les conditions ambiantes et l'activité, et ses chiffres peuvent varier normalement de 3 à 4 cm de mercure dans la journée sans traduire d'état anormal. En pratique, seul le chiffre systolique peut traduire un état pathologique : trop élevé, il exprime un travail trop intense de la pompe cardiaque, ou des résistances anormales en périphérie. Franchement abaissé, il est la traduction d'un état de « choc », toujours temporaire, qui peut nécessiter un traitement d'urgence.

Symptôme, puisqu'elle est le reflet du bon fonctionnement du système cardio-vasculaire, l'hypertension est aussi une maladie dont on se préoccupe avec un intérêt tout récent.

On lui attribue, en effet, un rôle causal dans de nombreuses maladies graves et fréquentes (angine de poitrine, crise cardiaque, accidents vasculaires cérébraux, insuffisance rénale, artérite...), qui représentent, au total, la principale cause de mortalité dans tous les pays industrialisés.

Longtemps considérée comme la conséquence d'une simple surcharge liée à l'athérome, l'hypertension a bénéficié de connaissances récentes de la physiologie des récepteurs cellulaires, qui a permis la mise au point de nouveaux médicaments efficaces et relativement bien tolérés. Mais cette nouvelle approche d'une très ancienne maladie n'est sans doute encore qu'à l'aube de ses possibilités, comme l'expliquent ici le professeur Philippe Meyer et le professeur Maxwell. De son côté, le professeur Funck-Brentano fait le point sur les aspects cliniques de cette maladie, en insistant en particulier sur la manière dont la responsabilité de la surveillance peut être transférée du médecin vers le malade.

Dr J.-F. LACRONIQUE

L'influence de l'inné et de l'acquis

DANS toutes les espèces animales évoluées, des systèmes de régulation assurent une assez grande stabilité de la pression artérielle, ce qui est essentiel à la vie, puisque l'irrigation sanguine des divers tissus de l'organisme est ainsi maintenue constante.

Il existe deux modes de régulation. Le premier concerne les artères, qui peuvent se contracter sous l'influence de diverses hormones. L'élévation de la résistance périphérique qui en résulte augmente la pression artérielle. Les principales substances contractant les artères sont l'angiotensine (hormone produite par la rénine qui est synthétisée par le rein) et les catécholamines sécrétées par les terminaisons des nerfs dits sympathiques, et les glandes médullaires.

La seconde régulation concerne le volume du sang circulant à l'intérieur des artères, qui dépend lui-même de la quantité de sodium (sel) présente dans l'organisme ; celle-ci dépend de l'activité fonctionnelle du rein qui est modulée par une hormone, l'aldostérone, élaborée par les glandes corticosurrénales. La production d'aldostérone est elle-même augmentée par l'angiotensine qui apparaît ainsi capable de réguler le contenant (par constriction artérielle) et le contenu (par réabsorption de sodium déclenchée par l'aldostérone) du système artériel.

Ces deux types de régulation sont particulièrement développés et efficaces dans l'espèce humaine qui s'est adaptée à un environnement terrestre où le sodium est rare, et qui est la seule espèce à avoir adopté la position verticale prédisposant à l'abaissement de la pression artérielle. L'hypertension artérielle n'apparaît pas de manière spontanée chez l'animal, si bien que l'on peut suggérer que l'hypertension artérielle de l'homme est « facilitée » par ses puissants systèmes régulateurs. Le mécanisme commun final de toutes les variétés d'hypertensions artérielles chroniques est une constriction des artères périphériques qui augmente évidemment la pression du sang contenu dans le système artériel.

Quelques indications chirurgicales

Certaines hypertensions sont clairement explicites. Ce sont les hypertensions résultant d'une augmentation considérable, manifeste et préférentielle d'un des systèmes régulant la pression artérielle normale. Certaines affections du rein et des artères rénales augmentent la production d'angiotensine, la baisse tensionnelle spécifique produite par l'injection d'antagonistes de cette hormone au niveau de ses récepteurs permet aujourd'hui facilement leur diagnostic. Des tumeurs, généralement bénignes des glandes médullaires (dénommées phéochromocytomes) déterminent une hypertension artérielle, souvent paroxystique, par une hypersecretion de catécholamines. Enfin, des tumeurs également bénignes des glandes corticosurrénales, produisant en excès de l'aldostérone, induisent une hypertension artérielle par la rétention de sel qui en résulte (syndrome de Conn).

Ces variétés d'hypertensions artérielles sont rares. Elles doivent néanmoins être recherchées systématiquement, surtout chez le sujet jeune, car elles peuvent être guéries par la chirurgie.

par les professeurs
PHILIPPE MEYER (*)
et M. H. MAXWELL (**)

En réalité, ces hypertensions artérielles d'origine rénale et d'origine surrénale s'effacent en pratique devant des hypertension artérielles ne relevant apparemment ni de l'une ni de l'autre de ces causes. Ces hypertension artérielles, dénommées hypertension artérielles essentielles, sont de très loin les plus fréquentes, et représentent au moins 80 % des cas de la pratique médicale courante. Leur cause précise est encore indéterminée, mais on peut au moins évoquer aujourd'hui un certain nombre d'hypothèses pathogéniques, ce qui n'était pas le cas il y a quelques années.

● Le rôle du sodium. — L'hypothèse la plus plausible est que l'hypertension artérielle relève d'une rétention modeste de sodium chez des sujets qui y sont sensibles pour des raisons génétiques. Le rôle hypertensif du sodium, pressenti dès 1904 par les cliniciens français Ambard et Benjerd, a été affirmé ultérieurement par de nombreuses observations épidémiologiques, expérimentales et cliniques, principalement faites par des scientifiques anglo-saxons. Sur le plan épidémiologique, un parallélisme remarquable apparaît entre la fréquence de l'hypertension artérielle dans diverses populations et la consommation alimentaire de sodium : l'hypertension artérielle atteint 40 % des habitants du nord du Japon qui consomment près de 30 grammes de sel par jour, et est pratiquement inconnue chez les Esquimaux et chez les tribus primitives (aborigènes, Mélanésiens et Polynésiens) qui en consomment moins de 4 grammes par vingt-quatre heures. Sur le plan expérimental, on peut facilement provoquer une élévation de la pression artérielle chez de nombreuses espèces animales soumises à un excès de sodium alimentaire.

Enfin, les observations cliniques démontrent qu'une réduction de l'hypertension artérielle est souvent obtenue par un régime alimentaire pauvre en sodium ou surtout par des diurétiques qui augmentent son excrétion urinaire.

L'adjonction de sel à l'alimentation remonte à l'Antiquité, où le travail a été plus souvent récompensé par un cadeau de sel que par de l'argent. Le mot salaire en témoigne. Cette coutume correspond à une satisfaction gustative et non à un véritable besoin physiologique.

Il faut insister sur le fait que la consommation moyenne de sel dans les populations occidentales est de 10 à 15 grammes de sel par jour, ce qui correspond à mille fois plus que ce qui est ingéré par un animal sauvage de grande taille.

Le mécanisme par lequel l'excès de sel, trop modéré pour provoquer des crises, engendre une hypertension artérielle est encore incertain, mais semble néanmoins consister en une augmentation de la réactivité des artères aux substances humérales vasoconstrictrices, angiotensine et catécholamines et surtout en une activation du système nerveux végétatif.

● Le rôle du système nerveux. — Un premier argument en faveur du rôle du système nerveux est que nombre de médicaments antihypertenseurs efficaces diminuent son activité. Un deuxième

argument, plus démonstratif, est représenté par l'augmentation fréquente des catécholamines plasmatiques dans l'hypertension artérielle, très récemment mise en évidence par des techniques délicates. L'augmentation de ces amines pressives est modérée, mais suffisante pour provoquer la constriction de certaines artères, en particulier des artères rénales.

● Le rôle de l'hérédité. — L'apparition de l'hypertension artérielle essentielle paraît procéder aussi de facteurs génétiques. La fréquence de l'hypertension artérielle humaine dans certaines familles a été établie depuis longtemps par les cliniciens. Les expérimentateurs ont réussi, par ailleurs, à démontrer le rôle de l'hérédité chez l'animal où l'hypertension artérielle n'existe pas spontanément, mais où elle peut être provoquée par recombinaisons successives de sujets dont la pression artérielle est à la limite supérieure de la normale. Les animaux obtenus après une dizaine de croisements sont hypertendus dès leur naissance. Des observations encore plus nombreuses, cependant, que l'hypertension artérielle génétique de l'animal pourrait être liée à une augmentation de l'activité des nerfs sympathiques qui serait elle-même secondaire à des anomalies de la synthèse des catécholamines dans certaines parties du cerveau (hypothalamus antérieur et région bulbaire).

Anomalies héréditaires

L'hypertension artérielle humaine résulte donc de la conjonction de facteurs artériels et d'anomalies héréditaires. Le facteur exogène principal paraît être une consommation excessive de sel. Le sodium ne joue cependant pas un rôle exclusif puisque l'hypertension artérielle n'atteint pas également tous les sujets consommant la même quantité de sodium. Les facteurs endogènes paraissent essentiellement représentés par une augmentation de l'activité des mécanismes régulateurs qui se sont mis en place progressivement au cours de l'évolution de l'espèce humaine. Ces processus ont assuré la stabilité de son « milieu intérieur » (selon la conception de Claude Bernard) dans un environnement infiniment moins salé que le mer primitif des premiers stades de la vie sur Terre. Ils lui ont surtout permis, fait évolutif suprême et unique dans le règne animal, de s'adapter à la position verticale. Le système nerveux sympathique a joué un rôle déterminant dans cette dernière évolution. L'augmentation de la consommation de sodium ne provoque une hypertension artérielle que chez les sujets génétiquement prédisposés, c'est-à-dire sans doute chez ceux qui peuvent activer leur système nerveux sympathique sous l'influence du sodium. Cela doit être lié à une ou plusieurs anomalies héréditaires des enzymes contrôlant la synthèse des catécholamines cérébrales.

Cette hypothèse, cohérente avec les plus récentes acquisitions de la chimie du système nerveux central, autorise l'espoir, pour l'avenir proche, de nouveaux traitements de l'hypertension artérielle plus efficaces et mieux tolérés que ceux dont on dispose aujourd'hui.

(*) Professeur à la faculté de médecine Necker (Paris), directeur de laboratoire INSERM-C.N.R.S.

(**) Professeur de médecine en clinique, université de Californie (Los Angeles), ancien professeur associé à la faculté de médecine Necker-Rufans malades.

Une immense population de patients

LA France compte plus de six millions d'hypertendus permanents auxquels s'ajoute un nombre presque équivalent de sujets dont la pression artérielle s'élève provisoirement au-dessus des valeurs considérées comme physiologiques à l'occasion de surmenage ou d'émotions. Le nombre des hypertendus fluctue dans de notables proportions selon les valeurs de pression artérielle maxima et minima choisies, comme seul de normalité. Mais peu importe en définitive qu'il y ait cinq ou six millions d'hypertendus permanents ou qu'il y en ait dix millions.

La population des hypertendus est de toute manière immense. Quand on sait les menaces qui pèsent sur elle, les risques d'insuffisance cardiaque, de détérioration cérébrale et d'insuffisance rénale qu'elle encoure, on ne peut qu'être étonné qu'elle n'ait pas, jusqu'ici, plus sérieusement retenu l'attention.

Cette négligence prolongée n'est que le reflet de la résistance des médecins et des malades à reconnaître la gravité de l'hypertension artérielle. Il existe encore un nombre non négligeable de médecins qui ne mesurent pas systématiquement la pression artérielle de tous les malades qu'ils examinent, ou qui, découvrant l'hypertension, négligent de la traiter. Mais, surtout, alors que le développement d'un cancer chez un patient l'oblige à transférer entièrement sur son médecin la responsabilité de sa maladie, on ne peut que s'étonner que l'on ne sache pas de longue date l'hypertension et qu'il, néanmoins, a vécu bien au-delà de ses quatre-vingts ans ? Ce phénomène de « non adhésion » à l'hypertension survit paradoxalement aux campagnes de « détection précoce de l'hypertension qui ont été menées dans plusieurs pays anglo-saxons.

Et pourtant, la gravité de l'hypertension n'est aujourd'hui contestée par personne. Une statistique de la Life Insurance Actuarial Society, publiée en 1973, montre qu'une hypertension très modérée (120/80 mm Hg mesurée sur une population d'hommes de trente-cinq ans diminue leur longévité de dix-sept ans par rapport à ceux dont la pression artérielle est rigoureusement normale. On compte, d'autre part, en France environ deux cent mille morts par an dues à des maladies cardio-vasculaires, qui, presque toutes, à un moment de leur évolution, s'accompagnent d'hypertension. Ce chiffre est le double du nombre annuel des morts par cancer.

La prévention, cette panacée souvent abusive de la médecine

par le professeur
FUNCK-BRENTANO (*)

contemporaine, possède cependant la ses meilleurs atouts. On dispose, en effet, d'un moyen simple et économique de détection précoce : la mesure de la pression artérielle. On connaît des traitements sûrs qui ont fait la preuve de leur action et de leur innocuité : les médicaments hypotenseurs. Mais pour que la prévention soit efficace elle exige la participation active - de tous les membres du corps de santé, les malades, les omnipraticiens, les médecins hospitaliers.

La vulgarisation du tensiromètre

La prise de conscience par les malades de l'intérêt qu'ils doivent attacher à la mesure de leur pression artérielle est la condition première de la maîtrise de l'hypertension. Le « terrisme médical », fort des années enregistrées dans la prévention du cancer, est la méthode la plus généralement employée. Elle consiste, par voie d'affiches, de presse ou par les ondes, à montrer les risques de l'hypertension. Cette approche ne paraît pas acceptable. Elle crée un climat dramatique qui rend le malade incapable d'assumer sa maladie sans sombrer dans l'angoisse. Elle l'invite à transférer entièrement sur son médecin la responsabilité de sa maladie alors que la plupart des hypertendus peuvent être aisément contrôlés par le malade lui-même, guidé seulement par son médecin vers des mesures diététiques et médicamenteuses simples qui ne perturbent pas l'équilibre de sa vie socio-professionnelle. La participation du patient au soin de son état est le plus facilement acquiescent et le plus durablement acquis si le patient connaît l'habitude de mesurer lui-même sa pression artérielle, comme beaucoup ont déjà pris l'habitude de connaître leur poids en se pesant. Les tensiromètres faits pour être utilisés par des patients, dont il existe déjà quelques modèles, devraient alors être simplifiés. Mais le plus grand obstacle à la maîtrise de l'hypertension par le malade lui-même, guidé seulement par son médecin vers des mesures diététiques et médicamenteuses simples qui ne perturbent pas l'équilibre de sa vie socio-professionnelle, est la difficulté de la mesure de la pression artérielle à domicile.

Le support naturel du contrôle de ce fluide social, qu'est devenue l'hypertension artérielle est formé

par l'ensemble des omnipraticiens. C'est à eux que revient toujours, en définitive, la charge de soigner la population. S'ils négligent encore souvent l'hypertension, c'est qu'ils en connaissent mal les schémas évolutifs. Ils sont volontiers partagés entre un optimisme excessif qui les conduit à ne rien faire et à un pessimisme également excessif qui les incite à confier les malades aux spécialistes, alors que l'immense majorité d'entre eux se situent entre ces deux pôles, dans leur propre zone d'action. La participation des omnipraticiens à la détection et au traitement de l'hypertension serait facile à obtenir s'ils avaient les moyens d'élaborer eux-mêmes les schémas d'exploration et de traitement en fonction de leur propre expérience et de celle des médecins hospitaliers. Les programmes de formation permanente mis en œuvre par les omnipraticiens eux-mêmes devraient, à l'avenir, favoriser ce projet.

Les progrès dans le traitement de l'hypertension artérielle sont appliqués tout d'abord en milieu hospitalier, sous le contrôle de spécialistes. Aussi l'hôpital public est-il le lieu naturel d'initiation des programmes d'éducation des malades et des médecins de l'hypertension. Il ne s'agit pas d'empêcher dans l'hôpital un secteur spécialisé et efficace de détection et de traitement de l'hypertension, mais bien au contraire d'ouvrir largement l'hôpital aux malades et aux médecins. Les uns et les autres pourraient ainsi échanger leurs expériences et profiter des derniers apports du progrès dans un domaine polysyllabique auquel sont associés néphrologues, cardiologues, neurologues, endocrinologues et psychologues.

(*) Professeur de néphrologie à la faculté de médecine Necker-Rufans malades, Paris.

LIVRES

* APPROCHE CLINIQUE DE LA PSYCHIATRIE, par le professeur P. SCHERRER. Simey Éditions, 241 p., 69 F.

Chargé de l'enseignement de la psychiatrie à la faculté de médecine de Dijon, psychiâtre des hôpitaux, le docteur Pierre Scherrer a consacré son œuvre à l'étude clinique et au traitement des maladies mentales.

Les progrès considérables permis par la découverte des neuroleptiques (ou médicaments de l'esprit) ont accru encore le champ des psychothérapies, de contact et de soutien, chez des malades devenus conscients grâce à la chimiothérapie.

L'imbrication de cette double approche, soutien psychologique et chimiothérapie, sous-tend toute la réflexion de Scherrer, pour ce premier ouvrage d'une série de trois volumes, par l'auteur des « Journées d'enseignement d'Autismes », qui s'agissent de la psychiatrie de l'adolescent, de troubles mentaux des adolescents, des femmes enceintes ou des jeunes, de la schizophrénie, de l'obsession, de la paranoïa ou des psychoses manico-dépressives, les exposés limpides et humains des cas cliniques choisis à titre d'exemple montrent bien comment s'établit pour le malade mental le piége de l'interaction entre l'instabilité chimique et l'environnement.

L'auteur déplore que les futurs médecins ne reçoivent pas la formation qui leur permettrait d'aborder ces patients, dont le traitement constitue une part importante de leur tâche quotidienne, et dont il est devenu possible de soigner considérablement la souffrance.

La remarquable clarté de son livre, son ouverture d'esprit, ne peuvent que les y aider, et la clarté est particulièrement rare en ce domaine, dernier refuge des affrontements idéologiques ou des confusions idéologiques.

Dr R.-L.

EN LIBRAIRIE AUJOURD'HUI

Jean Bernard
de l'Académie française

l'Espérance
ou le nouvel état de la médecine

Le sang, le cœur, le cancer, le rêve,
par un grand savant
qui s'adresse au public le plus vaste

Buchet/chastel

Libres opinions

LA SANTÉ FICHÉE

par le docteur GÉRARD BLES (*)

Une publication récente dans une revue de consommateurs d'un « banc d'essai de l'angine rouge » (1) n'a pas été sans provoquer de remous, tant dans la presse que dans le milieu médical. Certains commentateurs, d'un côté ou de l'autre, ont enté d'émotions la portée de l'événement. De l'hyperbole au dantesque, rien n'a manqué.

La ton du compte rendu lui-même de l'enquête est incontestablement plus modéré, plus « paisible », sa subjectivité moins trépassante. Encore que le commentaire du « banc d'essai » (pièce de touche de l'aspiration à l'objectivité dans la consommation moderne) commence à proclamer que les patients, « laissés dans l'ignorance et dépossédés de leur corps » par un médecin qui « refuse tout dialogue et s'enferme dans l'erreur », ne doivent plus se laisser « déposer, par les techniques et un certain pouvoir médical, de leur bien le plus précieux : la santé ». Un tel préluce évoque plus, malgré tout, le procès d'intention ou le précha de guerre sainte que le protocole expérimental.

Malgré l'essentiel n'est peut-être pas là. Ni même dans la procédure (encore un, et toujours en préface) de la médecine à l'acte, qui vient à la somme toute comme un cheveu sur la soupe. Mais d'abord et avant tout, à mon sens, dans l'enseignement que l'on peut tirer de la demande qu'exprime cette démarche — et dans tout ce qu'elle a de contradictoire.

Une demande à l'égard de quoi ? des médecins ? de la médecine ? Explicitement (et en préface) de la médecine à l'acte, qui vient à la somme toute comme un cheveu sur la soupe. Mais d'abord et avant tout, à mon sens, dans l'enseignement que l'on peut tirer de la demande qu'exprime cette démarche — et dans tout ce qu'elle a de contradictoire.

Le dogme de la médecine et la médecine elle-même, de la médecine à l'acte, qui vient à la somme toute comme un cheveu sur la soupe. Mais d'abord et avant tout, à mon sens, dans l'enseignement que l'on peut tirer de la demande qu'exprime cette démarche — et dans tout ce qu'elle a de contradictoire.

La demande du malade au médecin n'est-elle pas en définitive, de sujet à sujet, la demande de celui qui souffre à celui qui est censé avoir l'expérience des voies de sa guérison ? Et une expérience, c'est toujours un savoir acquis, mais aussi réfracté au travers de l'histoire de celui qui sait.

Les assertions d'ordre médical qu'avance le rédacteur du *Qua choisir* ? comme évidentes, avérées, ne le sont pas... L'expérience de l'enseignement (celle des enseignants, celle du praticien (les cas anecdotiques qu'il a connus, la sécurité d'un malade qu'il ne connaît pas, la conscience d'une responsabilité, etc.), modulent les réponses possibles, qui ne sont pas antagonistes, mais bien plutôt diversifiées à partir d'un « noyau » commun. Surtout l'écueil, ce qui est dénoncé ici comme superflu ou accessoire devient à l'occasion, voire exigible.

Doit-on déplorer de telles « variantes » ? Il nous semblerait surtout déplorable qu'elles puissent ne point apparaître — et l'un des problèmes actuels de la médecine, de l'omnipraticien, est de procurer au futur praticien, à l'issue de son cycle de formation universitaire, cette première expérience quotidienne, éclairée de l'expérience de l'autre (celle du maître du stage), qui lui permette ainsi parfois de « diverger ».

Le commentateur de l'essai insiste par ailleurs, à juste titre, mais non sans paradoxe, sur l'importance du relationnel dans l'acte médical : cela est tout à fait fondamental — et va contribuer au premier chef à faire varier les réponses. Le vécu de la maladie et du médecin par le sujet et le vécu du sujet malade par le médecin vont modifier, parfois profondément, le résultat final de l'échange. Confiance, agressivité, anxiété, d'un côté ; prudence, sûreté de soi, besoin de comprendre, de l'autre, vont par exemple moduler la relation. Il est vrai que certains médecins font dans le laconisme dominant (et plus facilement peut-être à l'hôpital qu'au cabinet). Il est vrai aussi que certains malades ont besoin de cette certitude du savoir, prenant tout essai d'explication pour de l'indécision. La vérité, là encore, est relative : chacun n'a pas besoin du même type de médecin. Et à un malade donné, chaque médecin ne peut répondre de la même manière. C'est bien pour cela que la libre choix demeure pour nous la fondation même d'une médecine humanement valide !

En tout cas, ici, le relationnel, une fois reconnu en son importance, inquiète : à la dira aussitôt la nécessité de « critères objectifs ». Au fond, il faut un médecin qui cause — mais qui cause pour dire la loi, une loi idéologique pour tout dire, qui plus est, qui coûte la même chose possible.

Je ne pense pas, en soulignant ces ambiguïtés, dénoncer une bévue, mais bien mettre en évidence la contradiction même de l'acte médical : c'est-à-dire la réalité. La loi serait de reconnaître ces ambiguïtés — ou de prétendre y échapper. Le sort serait de soutenir que la vie et les relations interpersonnelles sont choses simples, ou qu'il faudrait l'être — ou de le laisser croire. L'indémontable est de condamner implicitement tel ou tel, désigné explicitement, au nom d'une rigueur qu'on ne s'applique pas à soi-même.

Il est vrai, au demeurant, que le dialogue s'impose entre les professionnels et les usagers de la médecine, dans et hors le cabinet médical, que l'éducation sanitaire est un devoir social et d'abord celui du médecin — que la précaution doit se soucier, en ses prescriptions, de leur résultat individuel, mais aussi de leur poids collectif.

Ce n'est pas en cessant — à tort, de façon éprouvée — la confiance entre professionnels et usagers qu'on favorisera un dialogue essentiel. À ce train, bien au contraire, au travers d'affrontements où une riposte aussi défensive qu'agressive ne peut qu'étouffer tout désir de compréhension réciproque, on en arrive vite au « ban de décès » d'une médecine à la mesure de l'homme.

(*) Secrétaire général de la Confédération des syndicats médicaux français.

(1) *Qua choisir* n° 126, février 1978 : « Face à face médecins-malades ».

WA CHOU TSE

L'ACUPUNCTURE ET L'AMOUR

(Applications pratiques de l'inn et du yong à l'art des coresses) En vente à la librairie Médiane, 21, rue de l'Écrite-de-Saint-Germain, 75006 Paris ou expéd. franco contre la somme de 45 F aux Éditions WA CHOU TSE, B.P. 3405, 75222 Paris Cedex 05 - C.C.P. Paris 9376-04 R.

le PALAIS DE LA DÉCOUVERTE

présente une exposition

DÉCOUVERTE DE LA CARDIOLOGIE

du 27 septembre 1977 au 23 avril 1978

réalisée avec le concours de

« LA FONDATION NATIONALE DE CARDIOLOGIE »

Films - N° spécial de cardiologie, franco : 6,50 F

Avenue F.-D. Roosevelt - 75008 PARIS.

Système de gestion automatisée de la médecine infantile

« GAMIN » suscite encore de nombreuses critiques après quatre années de fonctionnement

La crainte d'un fichage généralisé de la population à partir de l'informatique est plus aiguë encore lorsqu'il s'agit d'enfants qui seraient ainsi catalogués une fois pour toutes. Pour cette raison, la mise en place, il y a quatre ans, par les pouvoirs publics d'un système de Gestion automatisée de la médecine infantile (GAMIN) avait fait l'objet de nombreuses réserves.

L'information insuffisante, le caractère éparpillé des textes organisant ce système, l'absence de certaines garanties dans le projet initial ont alors rendu possibles toutes les rumeurs.

De nombreuses organisations ont pris position contre le système GAMIN : aux États généraux de la petite enfance, les 20 et 21 janvier, Mme Noëlle Dewavrin, déléguée R.P.R. à la condition féminine, s'est prononcée, elle aussi, contre cette formule. Pourtant, le système GAMIN semble, sur le terrain, faciliter grandement le travail des équipes de P.M.I. (Protection maternelle et infantile), et celui des épistémologues, tout en apportant, sur le plan des libertés, de solides garanties, renforcées récemment par le vote de la loi sur l'informatique.

Le système GAMIN a été rendu possible par la loi de 1970, qui prévoit des examens médicaux obligatoires pour tous les enfants résidant en France, huit jours, neuf mois et vingt-quatre mois après la naissance. Ces examens donnent lieu à l'établissement par le médecin traitant de certificats de santé contenant des renseignements d'ordre médical et social. Conformément au système GAMIN, depuis 1974, ces certificats doivent être adressés aux services de P.M.I. pour (aviser le délégué précoce des affections invalidantes et leur traitement. L'information au niveau régional de ces informations, réalisée d'ores et déjà dans trente-cinq départements, couvrant 50 % de la population, devrait conduire, d'après les auteurs de ce système, à une meilleure connaissance épidémiologique et à une planification plus rigoureuse des équipements.

Ces objectifs sont-ils atteints ? Sur le plan statistique, les données recueillies dans les centres

régionaux d'informatique hospitalière (I.C.R.H.I.) sont presque exhaustives : près de 92 % des médecins en moyenne envoient les certificats de santé du huitième jour. Les oppositions émanent des uns de praticiens inquiets d'un éventuel fichage de la population, les autres de ceux qui se méfient — et depuis toujours — de tout développement de la médecine publique. Le plupart des statistiques du ministère de la santé estiment que le faible pourcentage des opposants (8 %) ne saurait remettre en cause la validité des résultats obtenus.

La possibilité pour les médecins-chefs de P.M.I. d'obtenir par l'ordinateur les fiches des enfants à risque amène-t-elle la qualité du travail social ? Une enquête récente de l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS) apporte à cette question une réponse nuancée.

Le degré d'efficacité de ce système pour le suivi des enfants semble varier tout d'abord en fonction des départements :

• Dans les départements urbains à forte mobilité, les fiches constituent des bouillons d'essai pour orienter le travail des équipes de P.M.I.

• Dans les régions rurales, où les enfants sont bien connus des travailleurs sociaux assez nombreux, les fiches informatisées n'apportent guère de renseignements nouveaux.

L'utilité du système GAMIN varie aussi en fonction de l'âge des enfants : les certificats de neuf et vingt-quatre mois sont, en l'absence de toute autre source d'information, et sont, plus attendus par les équipes que les certificats de huit jours ; ces derniers ne sont reçus par les médecins de P.M.I. que plus de trois semaines après l'examen médical alors que les certificats de naissance sont envoyés par la mairie quelques jours après l'accouchement, apportant rapidement de nombreux renseignements.

La gestion informatisée des fiches, dont le coût unitaire est de 5,80 francs par an, ne couvre pas encore tous les départements : toute extension du système devrait donc tenir compte des données recueillies par l'enquête de l'IGAS.

Enfin, toujours d'après cette enquête, la réalisation du système GAMIN semble avoir été indirectement porteuse d'une amélioration du travail des médecins de ville. Le fait même de remplir un *check-list* recensant les risques auxquels s'expose l'enfant oblige le praticien à un

auto-contrôle et le conduit même quelquefois à se recycler. Tous les risques sont-ils définis avec une rigueur suffisante ? À cet égard, certains critères (le trouble de la vision, la débilité mentale) pourraient être affinés, d'autres critères sociaux (sur la nationalité ou le célibat de la mère) pourraient être supprimés. Dans l'entourage de Mme Simone Vall, on affirme être très attentif à ces critiques adressées au contenu des certificats qui devront être revus très prochainement, après une concertation avec les professionnels de la santé.

Des critiques plus radicales ont été adressées à ce système, notamment par les médecins du Syndicat de médecine générale et par de nombreuses sections C.F.D.T. On lui a ainsi reproché de ne pas remettre en cause un ordre social qui rend les enfants des milieux défavorisés plus exposés que les autres. C'est là, simplement, souligner l'ambiguïté de tout travail social, qui, confronté aux causes de la maladie, ne peut guère y remédier.

Certains, d'autre part, ont évoqué la volonté technocratique de l'État, dès la naissance, des classes de la société considérées comme dangereuses, posant ainsi le problème des garanties apportées par le système GAMIN en matière de libertés publiques.

De nombreuses précautions ont été prises par l'administration. Ainsi, le médecin en chef de P.M.I. est-il notamment délié de toute obligation hiérarchique, à l'égard du préfet, pour la gestion du fichier. Ces certificats

dans chaque direction départementale de l'action sanitaire et sociale (D.D.A.S.S.) sont détruits après un délai qui n'excède jamais deux ans, et l'information recueillie par ordinateur est bannie lorsque l'enfant atteint l'âge de six ans.

À ces précautions, qui tendent à rendre le système parfaitement étanche, s'ajoutent très prochainement deux séries de mesures : la suppression de la case « numéro national d'identité » qui subsiste sur les certificats, même s'il est recommandé de ne pas la remplir, et l'application de la loi « Informatique et libertés », qui prévoit un droit d'accès des familles au fichier par l'intermédiaire des médecins traitants, et des sanctions pénales pour les informaticiens qui détourneraient tout ou partie des renseignements manipulés.

Malgré tout, des risques subsistent : la destruction des fiches n'est pas, d'après l'IGAS, toujours assurée dans les délais voulus. De plus, le transfert vers les centres régionaux de toute cette information multiple les intermédiaires, les transferts et, donc, les risques. Au ministère de la santé, on s'interroge sur la possibilité de dissocier les deux objectifs du système GAMIN : l'exploitation statistique des résultats serait anonyme, et les fiches nominatives resteraient au niveau des D.D.A.S.S. dans des fichiers manuels, pour le seul travail social. Une telle solution, plus coûteuse, limiterait certainement les possibilités de détournement.

NICOLAS BEAU.

LA GRIPPE : LE DERNIER GRAND FLÉAU DE L'HUMANITÉ.

De l'homme à l'animal et de l'animal à l'homme le virus se transforme.

LE GOTHIQUE : UNE ÉCONOMIE DE BOIS.

Le volume de pierre déplacé par les maîtres-d'œuvre gothiques est supérieur à celui des pyramides.

et des articles sur les fourmis, la sismologie, la géométrie cristalline, l'orchéologie, la biologie moléculaire, les jeux mathématiques, les expériences d'amateur.

POUR LA SCIENCE

édition française de SCIENTIFIC AMERICAN

FÉVRIER N°4 en vente chez les marchands de journaux

Un langage commun pour les médecins et les biologistes

guide des examens de laboratoire

P. KAMOUN - J.P. FREJAVILLE

500 examens sélectionnés

Quels examens demander ? Les techniques de prélèvements, quelles informations attendre ? Comment les discuter, les interpréter et les exploiter ?

réf. 1072 pages - 195 F

flammarion médecine-sciences

20 rue de vaugirard - 75006 paris

IDE DE LA MEDEC
decine infantile
breuses critique
ctionnement

L'ACTUALITE SCIENTIFIQUE

L'ENERGIE SOLAIRE EN INDE

De l'hypothèse d'école à la réalité

Le congrès de la Société internationale d'énergie solaire vient de réunir, à New-Delhi, deux cents participants représentant une cinquantaine de pays. Il avait pour thème : « Le soleil : future source d'énergie de l'homme ». Sans apporter d'éléments très nouveaux, cette grande rencontre a surtout mis l'accent sur les applications pratiques de l'énergie solaire, en particulier dans les régions rurales des pays en voie de développement. Nation hôte, dont l'enseignement annuel est très important, l'Inde fournissait un exemple représentatif des possibilités d'utilisation de l'énergie solaire.

Dispersées entre plusieurs instituts ou sociétés industrielles, les recherches indiennes dans ce domaine, reconnues au général, sont d'un excellent niveau. Mais les réalisations sont pour le moment limitées à la production d'eau chaude pour des immeubles collectifs — hôpitaux, écoles, hôtels — et à différents matériels (chauffage pour serres, alimentaires, ventilateurs, pompes et cuisinières solaires, etc.) ayant un caractère expérimental et rudimentaire, et s'inscrivant d'un souci d'économie.

A première vue, de nombreux usages pourraient être faits de l'énergie solaire dans les villages où vivent encore les trois quarts de la population et qui, dans deux cas sur trois, ne disposent pas de l'électricité. Il y a dix ans, a souligné un participant au congrès, l'application de l'énergie solaire à l'agriculture était considérée comme une hypothèse d'école. Aujourd'hui, les pompes solaires d'irrigation se multiplient : leur technique, leur fiabilité et leur puissance sont en constante amélioration. En Inde, où 32 % seulement des terres cultivées sont irriguées, la production agricole pourrait y gagner, et l'ampleur des besoins à satisfaire permet de penser, estiment certains experts, que les pompes solaires seront, dans quelques années, d'un coût compétitif par rapport aux techniques en usage actuellement (manuelle, traction animale, électrique ou mécanique). Les Indiens travaillent à la mise au point de pompes d'une puissance de 2 à 5 chevaux. Ils étudient aussi l'emploi de l'énergie solaire pour le séchage et la conservation de céréales agricoles.

Disons, d'autre part, que ces dernières années, une grande expérience avec les fermentateurs — utilisant les matières animales et humaines — pour la production de gaz à usage domestique. Plusieurs dizaines de milliers de ces appareils ont été installés dans des fermes. Ce système, qui existe déjà à des millions d'exemplaires en Chine, permet une utilisation rationnelle de la biomasse — actuellement brûlée dans les appareils de cuisson populaire au prix d'une grande pollution atmosphérique — pour la production de gaz, tout en fournissant une quantité importante de déchets pouvant être récupérés comme fumure.

Le fonctionnement de ces appareils mis en place depuis la « crise de l'énergie » est cependant freiné dans le nord du pays par les basses températures nocturnes en hiver (jusqu'à un minimum de plus de 4° C) qui compromettent la fermentation bactériologique ; d'autre part, leur vulgarisation se heurte à des difficultés socio-économiques. Comme les pompes à irriguer, les fermentateurs — dont

le prix varie, selon la taille, entre l'équivalent de 1.300 à 24.000 francs — ne peuvent être achetés que par des agriculteurs prospères seuls en outre à disposer d'animaux en nombre suffisant pour fournir la « matière première ». Une approche communautaire permettra-t-elle de surmonter ces difficultés ?

Techniques étrangères et techniques indiennes

Ce n'est que dans cet esprit aussi que pourront être installées de petites centrales électriques solaires pouvant répondre aux besoins multiples des villages. Plusieurs participants ont déclaré qu'il devait être possible d'amortir de tels investissements à moyen terme. C'est en tout cas à la réalisation d'unités de ce genre que les Indiens accordent actuellement la priorité.

En revanche, ils n'envisagent pas pour le moment d'utiliser les systèmes solaires de chauffage ou de climatisation, qui, de l'avis de certains experts occidentaux, représenteront l'utilisation dominante de l'énergie solaire dans l'avenir. La climatisation pourrait, pourtant, améliorer la productivité dans les services administratifs et les usines, pendant la majeure partie de l'année.

L'énergie solaire offre enfin un champ nouveau à la coopération avec les pays industrialisés : les Etats-Unis, fortement représentés au congrès de New Delhi,

ont proposé leur assistance par la voix du président Carter lors de sa récente visite en Inde. L'Allemagne fédérale, également très active, installe en Inde un générateur de 10 kW. La France, qui avait envoyé à New Delhi une trentaine de personnes, a amorcé une collaboration scientifique qui est appelée à porter sur la réalisation en commun d'un prototype de petite centrale, sur les systèmes thermodynamiques des pompes à eau, les photopiles et les faisceaux solaires.

Il n'est pas certain cependant que ces échanges conduisent dans l'immédiat à l'achat de techniques étrangères sophistiquées, car, pour l'énergie solaire comme dans d'autres domaines, les Indiens s'efforcent de mettre en œuvre leurs propres technologies, même si cela doit conduire leur pays à prendre un certain retard.

Enfin, la politique actuelle indienne est de développer toutes les sources d'énergie disponibles, et ce n'est que depuis peu qu'un plus grand intérêt est porté à l'énergie solaire. Celle-ci, indique un spécialiste, ne devrait pas représenter plus de 5 à 8 % dans le bilan énergétique national à la fin du siècle. Ce qui devrait néanmoins entraîner de notables changements dans les modes de production et de vie en milieu rural pour peu que les retenu- c s sociologiques, et somme toute politiques, ne se révèlent pas insurmontables.

GERARD VIRATTE

AUX TERMES D'UN NOUVEAU ACCORD

Les Français auront plus facilement accès aux banques américaines de données chimiques

Un accord a été signé, mardi 21 janvier, à Paris, entre l'American Chemical Society (A.C.S.) et le Centre national de l'information chimique (CNIC), une association qui est représentée au Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.), l'Union des industries chimiques, deux associations s'occupant de documentation automatique en chimie, le ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat, le secrétariat d'Etat à la recherche et le ministère des universités. Cet accord donne au CNIC le monopole en France de l'exploitation des Chemical Abstracts, la plus importante banque mondiale de données sur la chimie.

Cette opération est la première conséquence concrète des travaux menés par un groupe de travail sur les problèmes des réseaux et systèmes d'information scientifique et technique en France, présidé par M. Pierre Aigrain, ancien directeur général à la recherche scientifique et technique. Une autre conséquence sera la mise en place, dans les mois qui viennent, d'un ordinateur IRIS-80, qui sera un « serveur centralisé » permettant la consultation des principales banques de données scientifiques et techniques mondiales. M. Jacques Sourdis, secrétaire d'Etat à la recherche, a indiqué, mardi 21 janvier, que compte tenu de ces décisions et des mesures anciennes les dépenses de l'Etat dans ce domaine devraient s'élever à 75 millions de francs pour les cinq ans qui viennent.

L'accès aux banques de données, souvent informatisées, est devenu une nécessité vitale pour les chercheurs scientifiques du monde entier : c'est pour eux un moyen de savoir où se trouvent leurs collègues — et souvent rivaux — dans leurs recherches ; de retrouver, dans le maquis des journaux scientifiques, les articles qui peuvent les intéresser ; ou, considérant que, dans les domaines scientifiques et techniques, sont chaque année publiés environ un million et demi de documents intéressants.

Dans la plupart des domaines : chimie (400 000 documents par an), médecine (300 000), agriculture (200 000), biologie (200 000), les Etats-Unis, qui ont été à la tête de l'utilisation des possibilités de l'ordinateur, disposent, aujourd'hui, d'une avance considérable qui, dans le cas particulier de la chimie, confère un monopole : c'est du monde entier que les scientifiques interrogent ces fichiers géants installés sur

le sol américain. Cela peut, notamment dans le cadre de laboratoires travaillant pour une société commerciale, poser des problèmes de confidentialité : la nature des questions posées par un chercheur peut donner des indications sur l'avancement de ses travaux.

L'accord conclu avec l'A.C.S. permettra d'y remédier et de faire passer le rôle factuel à l'utilisateur : pour interroger un ordinateur américain, il en coûte actuellement environ 600 francs de l'heure (1). Le même service, assuré par des installations basées en France, coûtera à peu près deux fois moins.

Selon les termes de l'accord, le CNIC a pour la France l'exclusivité de l'exploitation des Chemical Abstracts pour un montant de 6 millions de francs (sur un budget annuel d'environ 100 millions de francs) ; et il mettra à la disposition de l'A.C.S. un logiciel spécialement adapté aux besoins des chimistes, mis au point par le professeur Dubois, de l'université Paris-VII.

L'ordinateur « serveur » sera géré par une société de services dont la structure, qui reste à déterminer, devra être prochainement arrêtée. Son domaine d'action ne se limitera pas à la chimie : par le biais d'accords de licence avec les banques de données internationales, il pourra s'étendre à la biologie, l'agriculture, etc. L'opération coûtera environ 10 millions de francs par an (après un investissement du même ordre), pour un chiffre d'affaires possible de plus de 20 millions de francs en 1982.

XAVIER WEEGER.

(1) Le coût de mise au point d'une banque de données est d'environ 100 millions de francs.

senna selection

Ingénieurs informaticiens débutants France/Etranger

SEMA, société de conseil, d'études et d'ingénierie, recherche pour sa division informatique plusieurs ingénieurs débutants ou ayant un à deux ans d'expérience en informatique de gestion, analyse et programmation. Les candidats retenus seront responsables au sein d'une équipe, de travaux d'analyse et du suivi de la réalisation des programmes ou affectés à des postes d'assistance technique auprès des clients de la Société. Ces postes conviendront à des ingénieurs diplômés grandes écoles (X, ECP, Mines, INSA, ENSI, etc.). Les candidats devront être disponibles pour des déplacements ou des détachements en province ou à l'étranger. Pour certains, une première affectation dans un pays en voie de développement est envisagée. Ecrire à C. Reynaud, à Montrouge. (Réf. 10175M)

directeur du marketing

Nord

Un important groupe français en expansion recherche le directeur du marketing de plusieurs de ses filiales du Nord. Rattaché au directeur général, assisté de collaborateurs, il élaborera et proposera une stratégie de développement des activités en fonction des besoins de la clientèle. Sa mission comportera des études de marchés et des réalisations concrètes. Ce poste, en cours de création, convient à un candidat âgé de 35 ans au moins, diplômé d'une Grande Ecole (HEC, X, Mines, Centrale...) ayant acquis en entreprise une solide expérience de direction marketing. Homme d'études, doué d'un sens du dialogue, il sait aussi faire preuve de créativité. Montant un dynamisme certain, il possède une autorité de compétence. La rémunération est attractive. Le poste est à pourvoir à Lille. Ecrire à C. Beauvillain, à Lille. (Réf. 5025M)

responsable département installations électriques

150.000 F

Une entreprise générale en plein développement, liée à un groupe important, recherche le responsable de sa branche installations électriques qui compte 200 personnes et atteint un CA de 25 MF. Sa mission consistera à gérer d'une façon autonome l'activité du département répartie sur 3 domaines d'intervention, dont 45 % concerne le secteur public de la région parisienne. La croissance actuelle et les objectifs de la D.G. permettant d'envisager le doublement du CA avant 5 ans. Ce poste conviendrait à un ingénieur Grande Ecole (Centrale, Supélec, A.M.), 35 ans minimum, ayant au moins 5 ans d'activité commerciale et de travaux dans une entreprise d'installations électriques ou de TP. Cette mission peut s'accompagner d'une personnalité réaliste, efficace, ouverte à une certaine dose de groupe. Au sein d'un service à la tête d'une équipe de 10 personnes. Ecrire à C. Reynaud, à Montrouge. (Réf. 7047M)

directeur général

150.000 F

Une entreprise française créant et distribuant des produits grand public, dont le siège et les installations sont réunies en Bourgogne, est arrivée au niveau de développement qui requiert la création d'un poste de Directeur Général. La structure existante est celle d'une PME, le CA 1978 a été profitable, la croissance prévue est importante. Pour une gestion équilibrée, une innovation marketing orientée vers le grand public et une animation commerciale, ont besoin d'un responsable et d'un animateur dont la maturité et l'autonomie sont affirmées, ayant acquis un très bon niveau d'expérience en gestion, créativité et articulation de la stratégie, doué des qualités d'organisateur concret et de vendeur. Ecrire à G.R. Besson, à Montrouge. (Réf. 5012M)

directeur commercial

140.000 F

Une société d'engineering internationale recherche un directeur commercial pour le Nord et l'Est de la France. Rattaché au directeur de délégation régionale, il est assisté par cinq ingénieurs technico-commerciaux qu'il supervise. Chargé d'établir le plan commercial et le budget prévisionnel, il organise, participe, coordonne, et exploite les actions de la force de vente. Informé de l'évolution des marchés, il veille aux liaisons avec les ingénieurs d'affaires. Le candidat souhaité, âgé de 35 ans au moins, est un ingénieur diplômé (Ponts, Centrale, A.M.), ayant une formation commerciale complémentaire. Il possède l'expérience opérationnelle d'une branche industrielle. Sa personnalité reflète un esprit ouvert et méthodique, un sens développé de l'analyse et de la synthèse, une capacité à susciter l'action. Perspective d'avenir de manager. Résidence en Métropole Nord. Ecrire à C. Beauvillain, à Lille. (Réf. 5027M)

chef des ventes électro-ménager

130.000 F

Important fabricant allemand, leader en Europe dans le secteur Electro-Ménager, cherche un Chef des Ventes pour développer la vente de ses fabrications sur le marché français. Le produit permet de proposer à moyen terme un important accroissement des ventes. En liaison avec le Directeur Commercial, il aura pour mission d'intensifier son action commerciale auprès des grossistes existants et d'augmenter le nombre des points de vente. En outre, il sera chargé de mettre en place et d'animer une équipe de plusieurs vendeurs régionaux. Le candidat, âgé de 35 ans minimum, de formation commerciale supérieure, disponible pour de fréquents déplacements, devra posséder une expérience confirmée de la branche Electro-Ménager. La connaissance de l'allemand est souhaitable. Ecrire à L. de Menthon, à Montrouge. (Réf. 5720M)

chef de service administratif et comptable

120.000 F

Une société spécialisée dans la production et la distribution de produits alimentaires et installée dans la proche banlieue Nord-Ouest recherche son Chef de Service Administratif et Comptable. Sous l'autorité du Président-Directeur Général, il aura la responsabilité d'une équipe d'une dizaine de personnes chargées des missions de comptabilité générale, analytique, clients, et des traitements informatiques. En particulier, il aura à effectuer les procédures de mécanisation sous-traitées. Ce poste conviendrait à un cadre, 30 ans minimum, niveau DECS, possédant une expérience réussie dans une entreprise moyenne de produits de grande consommation de préférence. Il devra en outre posséder suffisamment de compétences et de potentiel personnel pour accéder à moyen terme au niveau Directeur dans la holding, compte tenu de l'évolution rapide du groupe. Ecrire à J. Chelavoux, à Montrouge. (Réf. 8967M)

responsable développement

120.000 F

Une AGENCE FRANÇAISE DE PUBLICITE polyproduits, en croissance importante orientée sur des spécialités et pouvant faire état de bons résultats, recherche un nouveau collaborateur pour un poste en création. Intégré dans l'équipe de direction, il prospectera des entrées une cible déterminée de clients potentiels en majorité parisiens. Cette démarche commerciale, en liaison avec les services techniques, le conduira à garder l'initiative dans la gestion de cette clientèle et à étendre son champ d'action dans d'autres secteurs. On souhaite une personne d'un fort tonus et d'une bonne crédibilité dans un milieu d'hommes de marketing et de chefs d'entreprises, capable de participer à l'élaboration d'un plan de campagnes publicitaires. Documentation sur demande. Ecrire à G.R. Besson, à Montrouge. (Réf. 9022M)

chef de produits

Paris

Helena Rubinstein structure son équipe Marketing et crée un nouveau poste de Chef de Produits. A partir de la stratégie mondiale de la firme, il sera plus spécialement chargé d'adapter et de concevoir les actions spécifiques au marché national (promotions, PLV, publicité, etc.). Pour ce faire, il disposera d'un budget dont il sera entièrement responsable, en particulier sur le plan du respect de la rentabilité. Son action s'étendra aux liaisons avec la production (prévisions, planning, stocks, etc.). Ce poste s'adresse à un jeune HEC, ou équivalent, possédant une expérience similaire de trois ans minimum dans l'industrie de la parfumerie ou de la mode. La rémunération offerte doit motiver des candidats à potentiel élevé. La pratique courante de l'anglais est indispensable. Ecrire à L. de Menthon, à Montrouge. (Réf. 6718M)

Adresser votre CV, avec une courte lettre manuscrite, aux Consultants de Senna-Selection :

52126 MONTRouGE - Centre Metra, 16-18, rue Barbès	Tél. (01) 657 13 00
55000 LILLE - Forum, 43, rue Gustave-Delory	Tél. (20) 51 55 52
69006 LYON - 29, cours Vitton	Tél. (78) 89 25 52
13008 MARSEILLE - 9, place Félix-Berret	Tél. (91) 54 33 08



senna

Conseil, Etudes, Ingénierie
INFORMATIQUE, MARKETING
ORGANISATION, FORMATION

MEDECIN

Un laboratoire franco-américain (250 millions de chiffre d'affaires, 200 personnes) recherche un médecin chargé des expérimentations.

Il assurera les relations avec les experts, l'élaboration des protocoles et le suivi des expertises sur plusieurs gammes thérapeutiques.

Ce poste conviendrait à un médecin ayant acquis deux à trois ans d'expérience de la fonction au sein d'un laboratoire pharmaceutique, désireux de travailler dans une petite équipe et d'avoir une progression de carrière rapide.

Une bonne maîtrise de l'anglais constituera un atout.

La rémunération sera fonction des compétences actuelles du candidat.

Envoyer C.V., photo récente, rémunération actuelle sous la référence

802 117/M (à mentionner sur l'enveloppe).

Le secret absolu des candidatures est garanti par

BERNARD KRIEF CONSULTANTS

1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06



LA GRIPPE:
RNIER GRAND-DEU
DE L'HUMANITE

A GOTHIQUE:
ECONOMIE DESOIS

POUR LA
SCIENCE
SUIVANT
AMERICAN

mentales et les maladies
ns du laboratoire

Coupe-nuit

C'EST PAS TROP LEON ?

PENSES-TU ! POUR UN PLAISIR QUI FAIT DU BIEN !

Buvez Vichy Saint-Yorre

UN PLAISIR QUI FAIT DU BIEN !

Coupe-nuit

(Suite de la page 19.)

Ainsi les gens auraient-ils besoin de parler pour les autres, et aux autres, parce que notre monde tient leurs aventures individuelles, leurs goûts, leurs idées pour insignifiantes. Que vous importe après tout le train de 0 h. 14 que ce cheminot de banlieue fait entendre quelquefois à Saint-Bris, comme ça, pour le plaisir, et n'est-ce pas exhibitionnisme gratuit que l'appel de ce mari qui envoie sur les ondes l'enregistrement qu'il a fait du dernier accouchement de sa femme?

Un peu irrité peut-être par ce débordement sentimental et incongru de banale humanité sur fond culturel, vous poussez la touche France-Inter. Là aussi, on se parle par téléphone et de minuit trente à 3 heures du matin. Le ton est différent. Volontairement consolateur, à la fois plus romantique et plus réaliste. L'entretien peut déboucher sur des gestes de soli-

darité entre auditeurs. Le verbe se fait rencontre. Un monsieur à la voix de fausset s'étonne que son interlocutrice — cette jeune femme séduisante, assise dans un studio de Radio-France — n'aime pas beaucoup le cinéma italien. Ce cinéphile relève à peine d'un chagrin d'amour. Il le dit, puisqu'il est enfin admis que les passions homosexuelles peuvent être aussi intenses et douloureuses que les romances entre homme et femme. L'hôtesse de la nuit à Radio-France s'appelle Macha Berenger. C'est une belle comédienne de théâtre et de télévision qui compose des chansons et écrit des poèmes. Sa voix met des sonorités tropicales dans le haut-parleur. On a la sensation d'entendre une noïade aux chairs dorées qui a planté son micro-parasol sur une plage bohémiennne. Elle n'accepte que cinq appels chaque nuit et sait éconduire les dragueurs ou les désœuvrés équivoques, empêtrés dans leurs phantasmes sexuels. Tendre

mais pas câline, proche mais inaccessible, accueillante à tous mais attentive à chacun, c'est la Vénus des sans-sommeil à laquelle des habitués téléphonent parfois de Floride pour dire bonne nuit.

Vous faites la moue. Ces paroles nocturnes qu'écoutez les plantons de parking, les routiers, les policiers de garde et les membres de ces cent quarante métiers de nuit qu'a recensés Macha Berenger ne sont, pensez-vous, que les exhibitions spontanées — encore que sélectionnées — de gens atteints d'une « distanciation » du « moi », las de refouler leurs angoisses, de dissimuler leurs besoins affectifs, désirant prouver et se prouver leur existence?

Vous qui avez à qui parler, qui revenez du théâtre avec une femme parfumée, qui êtes accueilli chez vous par votre chien. Vous pour qui un livre est une évasion organisée, non la compensation d'une absence, la musique une émotion choisie

et programmée, non — il bruit à la surface du silence. Vous qui trouvez dans votre agenda, en cas de pépin, au moins trois numéros de téléphone d'amis sûrs. Vous pour qui la part de soleil est plus large depuis toujours que la part d'ombre, que pouvez-vous savoir des autres, de ceux qui n'ont ni votre force, ni votre chance, ni votre arguël ? L'isolement, l'axe recherché par ceux que la vie sollicite trop, e t, pour ceux qu'elle cubille, entravés dans leurs complexes ou leur timidité, un désert stérile. Voilà pourquoi peut-être ils veulent se raconter la nuit, à l'abri des regards et des curiosités à des milliers d'inconnus.

Leur répondre, Macha et Genoveva vous le diront, est à la fois exaltant et éprouvant. J'attends la nuit où le plus las des deux téléphonera à l'autre pour demander à son tour une minute de bienveillante attention.

MAURICE DENUZIERE.

Clin d'œil

Le printemps aux semelles

LES chaussures de printemps que nous avons pu voir dans les collections de couture la semaine dernière se trouvent déjà dans les boutiques des grandes marques. En gros, elles se divisent en deux genres : talons bas ou très haut perchés, et ce pour tous les styles de tenues. Ainsi Charles Jourdan pour Christian Dior, Balmain pour Lanvin et Saint-Laurent. Andrea Pieter pour Lapidus et Mancini pour Givenchy et Scherrer utilisent-ils les mêmes types de fines lanières tressées et des bracelets encerclant la cheville. Les talons de 10 centimètres donnent une cambrure particulièrement féminine aux ensembles à pantalons. Les escarpins sont plutôt arrondis du bout et profilés, avec des détails rétro repris aux vamps hollywoodiennes.

En dehors de ces extrêmes, les chaussures de printemps suivent

les tendances de la mode sportive avec un renouveau des chaussures de marche à l'aspect solide et confortable en cuir aéré, perforé, et tressé. Les « Salomé » ont des brides montantes sur le cou de pied et des talons bas, parfois légèrement compensés. Les modèles d'été sont destinés aux sports de plein air, cyclisme ou bateau, à semelles de latex ou à l'asphalte. Les adeptes de mocassins, délaissés ces dernières saisons, apprécieront leur retour en modèles de couleur à petits talons bas, à porter avec des collants ou des soquettes, en peaux suédées de tons pâles, parfois en contraste de cuir mat et brillant.

Les grandes marques de chaussures françaises se vendent bien au Japon, ce qui les amène à commercialiser aussi à Paris les tailles 24, jusqu'ici très difficiles à trouver.

NATHALIE MONT-SERVAN.



(Dessin de MARCO.)
FFISTER : sandale à effets de mini-tresses de cuir ou de serpent, à forme arrondie et talon croulé de 4 centimètres. 4, rue Cambou et 56, rue de Four.
SAINT-LAURENT : sandale haut perchée à bracelet noué autour de la cheville. Dans les boutiques de la marque et chez Bally.
VILLON : bottes ultra-souples à bout arrondi en biseau pour le confort du pied. 54, rue Bonaparte.
CHRISTIAN DIOR : sandale à découpe et bride sur le côté, talon de 4 centimètres. 30, avenue Montaigne et dans les magasins Charles Jourdan.
LANVIN : escarpin de chevreau ou à talon rouge pour le soir. En vente chez Bally.

LOIN DES SOMMETS, NOS PRIX

Femme :
Anorak col tailleur,
100 % polyamide,
100 f.
Pantaski,
60 % viscose,
40 % polyamide,
100 f.

Homme :
Ensemble anorak
et salopette,
100 % polyamide,
250 f.

Enfant :
Anorak
100 % polyester,
le 8 ans
150 f
Pantaski
60 % viscose
40 % polyamide
le 8 ans
75 f.



Galeries Lafayette

Hausmann - Montparnasse - Belle-Epine

encore plus douces...

Lentilles de contact souples

On ne les sent plus sur l'œil

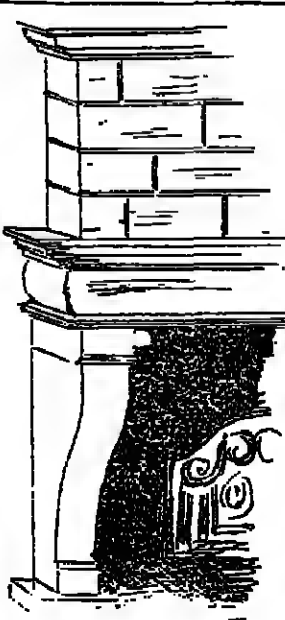
Un pas considérable vient d'être franchi dans la technique des lentilles de contact : fabriquées dans une nouvelle matière souple et perméable à l'eau (donc aux larmes et à l'air), spécialement destinées aux yeux sensibles, elles apportent une solution parfaite aux problèmes de tolérance. Elles sont encore plus agréables à porter et encore plus invisibles...

Essayez YSOPTIC



80, Bd. Malesherbes
75008 PARIS Tél. 522.15.52

Documentation et liste des correspondants
français et étrangers sur demande.



CHEMINÉES TOUS STYLES

Réalisation
et création de
TOUS MODÈLES
SUR MESURES

BRICHER Maurice

1, boulevard de Chempigny
SAINT-MAUR - 886-22-06

R.M. 836 73.75.04

SPENCER
de Mori

UNE PREMIERE SU
Cousons

مكتبة من الأصل

DU TEMPS

DORMIR. DESSINER. JOUER...

Les enfants sont dans leur chambre

Dormir, dessiner, jouer... ces activités qui remplissent la vie d'un enfant se déroulent dans « sa » chambre. S'il est petit, ses parents l'ont aménagée selon leurs goûts ; s'il est plus grand, il a, sans doute, donné son avis. Dans tous les cas, cette chambre est un territoire privilégié, dans les limites duquel l'enfant vit, s'exprime, découvre au fil de ses premières années.

En matière d'habillage, les boutiques enfantines sont nombreuses et offrent toutes les solutions. En revanche, pour l'aménagement de la chambre et l'environnement quotidien de l'enfant, les bonnes adresses sont plus rares.

Sous le signe de la tortue « Tortax », personnage d'une bande dessinée pour enfants, une boutique de linge junior vient de s'ouvrir, au 12, rue de la Tourneville, face au pont de l'Archevêché. Tout le linge, pour la lit et la toilette, présenté ici est français, du dessin original d'Auguste à la fabrication. Sur du tissu de pur coton bleu, rose, vert, jaune, franc, vert doux ou blanc, s'inscrivent les aventures de Tortax qui aiment les draps et les bavoirs de bureau ou de lit d'enfant (60 à 70 francs la paire). Tortax à sa toilette est imprimé sur des serviettes en douce éponge bicolore, de mêmes couleurs que les draps, et sur des draps de bain bien longs dans lesquels les enfants aiment s'enrouler ou sur des capes où amitiouiller bébé après sa toilette.

Les animaux de la chambre, ont des projets : un nouveau personnage (un chien aventurier) qui tiendra compagnie à Tortax et des décors réalisés sur mesure pour la chambre d'enfant. Ces compositions inédites seront peintes soit directement sur le mur, soit sur un panneau à accrocher, soit même sur les meubles existants dans la chambre.

C'est dans un esprit totalement différent que Yolanda Led., conçoit la décoration d'enfant. Antiquaire de métier, elle vient de quitter le domaine du meuble ancien traditionnel pour se consacrer à l'antiquité pour enfants. La situation de sa boutique se prête à cette activité un peu insolite : une impasse déserte, bordée de jardins, et comme voisine la cour des Moines.

Elle a découvert et rassemblé ici des meubles créés jadis pour les enfants et qu'elle a remis en état : une berceuse, une table à langer, un petit fauteuil montagnard, un berceau d'époque Napoléon III dont le dossier, en fer laqué blanc et la flèche qui le surmonte ont été garnis de tissu. Des chaises hautes, pour bébé, sont en chêne avec assise peinte (de 400 à 500 francs) et de petites chaises basses ont été laquées de blanc et capitonnées d'un tissu frais de Canovas : 200 francs. Une commode d'enfant, en pin, a été habillée avec un lit 1900 à motifs croisés et boutons de cuivre. Une armoire provençale en tannée, d'un côté, une penderie et quelques tiroirs et, de l'autre, une porte vitrée faisant voir l'intérieur tapissé de tissu et garni d'étagères. Pour compléter le décor d'une chambre « rétro », Yolanda Led. accroche aux murs des gravures enluminées et des paysages naïfs.

Changement d'ambiance, et de quartier, pour découvrir dans un onzième arrondissement en mutation la boutique « Minimom » où volent des jouets, du mobilier, du linge et de la vaisselle pour enfants. Des lits superposés, au pin naturel, ont des dossiers à

barreaux formant échelles ; ils peuvent se dissocier et former, plus tard, des lits indépendants (950 francs les deux, sans literie).

Des tables de chevet et une commode, de mêmes lignes douces sans angles agressifs, complètent l'aménagement de la chambre. Une bonne sélection de linge propose des draps et tapis pour berceaux, petits et grands lits d'enfant (avec une création « maison », imprimée d'une tête paysanne en vert vif), des couettes avec leurs enveloppes et des couvertures tissées à la main. Un astucieux sac à suspendre, en tissu orné d'un oursin, est doté d'une poche au sommet (pour glisser les jouets) et d'une fermeture à glissière à la base pour les sortir. Et pour prendre son repas, assis sur un petit canapé de rotin devant une table ronde, un plateau en plastique blanc à alvéoles et goblets, style « avion », s'accompagne de couverts à manches roses dragées ou bleues.

JANY AUJAME

* Tortax, 12, rue de la Tourneville, 75005 Paris. — Yolanda Led., 1, impasse Minimom, 12, avenue Raymond-Poincaré, 75016 Paris. — Minimom, 31, rue Faldorber, 75011 Paris.

A l'ardoise

EXPOSITIONS DANS LES GRANDS MAGASINS

Aux Galeries Lafayette, le « Festival de l'officine » est classé par thèmes sportifs, pop, romantiques, fantastiques, etc., jusqu'au 25 février.

« Orient-Expo » se tient au Printemps, du 8 février au 4 mars, ainsi que dans les succursales périphériques et les principales filiales de province. On y trouve, pour la première fois, des « santos », statues des Philippines, en bois sculpté, des meubles anciens et modernes, ainsi que des bibelots de Chine, du Japon, de Corée du Sud, d'Inde, du Vietnam, de Hongkong et de Thaïlande.

A la Samaritaine, le « Hollande » se présente, du 8 février au 4 mars, des faïences de Delft, des porcelaines de Gouda, des porcelaines de Sèvres, des bicyclettes, des biscuits, des fromages, des bocaux de moules, arrosés de bières et de genièvre.

LES BONS COMPTES

Le carnet de comptes « Mon budget », réalisé par les éditions de l'Épargne, fête son vingtième anniversaire. Si le format s'est un peu agrandi, la présentation groupe toutes sur une double page mensuelle les dépenses courantes du foyer, celles d'équipement et de renouvellement, les charges fixes et le bilan du mois. En fin de livret, quatre tableaux permettent de récapituler les dépenses et recettes de l'année.

La partie centrale du carnet de comptes est un opuscule, que l'on peut détacher, consacré à des conseils pratiques. Cette année, sur le thème « vivre mieux les uns avec les autres », ce sont les relations humaines qui sont abordées sous l'angle du respect, de soi et envers autrui.

* Mon budget 78, 12,50 F. Editions de l'Épargne, 12, rue de la Harpe, 75004 Paris. — G.O.P., Paris 5 901 98.

MOUCHOIRS « INHALANTS »

On connaît les mouchoirs imprégnés d'eau de toilette sous emballage étanche, distribués dans les avions. Utilisant le même principe, Orbel vient de lancer des mouchoirs « inhalants », destinés à soulager les nez bouchés par le rhume de cerveau et à faciliter la respiration (en sachets de dix, en vente dans les pharmacies).

Les mères d'enfants turbulents apprécieront les « tampons secours », pansements imbibés de désinfectants, pour nettoyer les plaies superficielles.

LE SPENCER de Mori

L'ensemble à pantalons noir et à veste courte est une des tendances les plus importantes des collections de couture, à silhouette féminine cambrée, juchée sur des sandales à hauts talons.

MORI : interprétation de cette ligne en sweater du col de moine blanc et pantalon fado-perceux de moine crépés noirs de Ruco.

RECTIFICATIF. — Nous avions, dans nos éditions datées 1^{er} février, malencontreusement attribué à Bonne Mori un dessin qui appartenait à la collection Paton. Revenons sur œuvre à la couturière.



(Dessin de MORI)

UNE PREMIÈRE SUR LE PETIT ÉCRAN

Cousons cousines

L'UNE sait coudre, l'autre pas. Elles sont assises côte à côte devant une table de coupe et l'une apprend à l'autre à monter une fermeture sur une jupe à volants. Aline Prébois, celle qui sait, et dont la mère fut couturière chez les grands couturiers, travaille à 100 Idées. Monique Périaud a été professeur d'anglais. Si elle ne sait pas coudre, elle sait faire comprendre et expliquer. La couturière et la pédagogue sont les actrices et les productrices d'une série intitulée Cousons cousines.

Cette série de douze émissions d'une durée de trente minutes chacune sera projetée à partir du vendredi 10 février. Un guide pratique de cent pages reprendra en détail les émissions (on pourra se le procurer moyennant la somme de 15 F dans les merceries). L'ensemble du projet a été conçu par le Centre national de documentation pédagogique.

« Nous nous adressons à celle qui ne sait pas et nous souhaitons lui donner l'envie de réaliser de petites choses pas chères, déclare Aline Prébois. Mais, en même temps, chaque modèle possède une astuce technique qui devrait intéresser celle qui sait. » En douze leçons, on pourra se confectionner une garde-robe de base. Huit modèles ont été prévus : jupe en trois versions — droite, en biais, à volants — et robe. Les quatre autres vêtements peuvent être portés indifféremment par les femmes et par les hommes : ce sont un gilet, un peignoir, un blouson et une cape.

La technique enseignée est légère. « Nous avons éliminé les bêtises, les pincées et les boutonnières, déclare Aline. Pour les finitions, nous nous bornons au biais et à la tresse. » Chaque émission apporte des notions nouvelles et complémentaires ainsi que des conseils généraux. Organiser son travail par exemple. Regrouper les opérations — épinglage, couture à la machine, repassage — permettront en effet à la femme d'utiliser au mieux le temps morcelé dont elle dispose.

Le dialogue entre les deux cousines est très naturel. Les émissions sont vivantes et les moyens utilisés pour expliquer sont nombreux : dessin animé du vêtement ou dessin tout court. Aline prend volontiers son stylo et son bloc pour illustrer un détail. Les gros plans sur des mains adroites qui posent une fermeture ou qui assemblent des volants ont un impact décisif. Une restriction cependant : certains calculs semblent donnés un peu rapidement.

Aux femmes maintenant de prendre l'initiative. Sa débrouilleront-elles quand elles se retrouveront seules ? C'est là toute la question. Mais le guide est prévu pour leur venir en aide. De toute façon, Aline et Monique souhaitent connaître leurs réactions.

Fl. B.

* Chaque émission sera diffusée deux fois par semaine à partir du 10 février, une fois le vendredi, à 14 h. 25, sur TF1, une fois, le dimanche, à 10 h., sur A2.

VOTRE CONFORT... entièrement payé par mensualités

CHAUFFAGE COMPLET

CUISINE DE VOS REVES



Installé tout de suite avec le "CONTRAT GLOBAL CHARO"

CHAUFFAGE

CONCEPTION, étude thermique, conseils en isolation et en énergies, etc. Devis gratuit. EQUIPEMENT, sélection rigoureuse des plus grandes marques. INSTALLATION, par personnel hautement qualifié, sans gêne ni dommage pour vous. GARANTIE, avec le Contrat Global Charo, entretien et assurances comprises pendant six ans. CREDIT PERSONNALISE, de 2 à 6 ans et même un FINANCEMENT COMPLET. Exemple : une mensualité à la commande, une mensualité au début des travaux, une mensualité en fin de travaux et le solde entre 24 et 72 mensualités.

CUISINE

CONCEPTION, conseils de décoration, redistribution intelligente de l'espace, aménagement de chaque détail. Devis gratuit. EQUIPEMENT, sélection des plus belles fabrications modernes ou rustiques. INSTALLATION, électricité, carrelage, plomberie, ébénisterie entièrement réalisée en 8 jours. GARANTIE, avec le Contrat Global Charo, entretien et assurances comprises pendant 5 ans. CREDIT PERSONNALISE, de 2 à 6 ans et même FINANCEMENT COMPLET. Exemple : une mensualité à la commande, une à la fin des travaux et le solde entre 24 et 60 mensualités.

Pour en savoir plus, remoyez vite le bon ci-dessous au CENTRE D'INFORMATION CHARO (exposition permanente) 63, avenue Parmentier, 75011 Paris. Tél.: 355.44.22

BON DE DOCUMENTATION GRATUITE

Je désire obtenir des renseignements plus complets par votre technicien régional sur le CONTRAT GLOBAL CHARO me donnant droit à un DEVIS GRATUIT, et une documentation couleur.

CHAUFFAGE ☐ CUISINE ☐ Mettre une croix dans la (ou les) case(s) choisie(s)

NOM _____ Prénom _____

Profession _____ Tél. _____

Adresse _____

ARMAG ASSURE

le rangement à vos mesures

personnalisé armoires, bibliothèques secrétaires, meubles par éléments, lits relevables tous bois, tous styles toutes dimensions longue crédits catalogue N° 29 gratuit

l'armoire universelle

148, av. Emile ZOLA PARIS XV. 575 23 20 26 av. de la Div. LECLERC ANTONY. 237 48 00

1978: les non-pelliculeux auront la majorité.

Shampooing anti-pelliculaire

ACTIV



Ça marche, c'est prouvé.

Lisez la VRAIE critique de « la Mouette », de Tchekhov à l'Atelier :

« A l'Atelier, le charme presque inexprimable de la Mouette a, magiquement, une fois de plus, agi sur nous. Et c'est le pur miracle de Tchekhov... »
JEAN-JACQUES GAUTIER (« Le Figaro »)
« Il faut entendre Pierre Michaël auquel cette représentation fournira l'occasion d'un triomphe... »
FRANÇOIS CHALAIS (« France-Sol »)
« A l'Atelier, dans une distribution excellente, et équilibrée, la Mouette module une plainte douce, grave et convertie. Il faut prêter l'oreille : cela en vaut la peine... »
DOMINIQUE JAMET (« Journal du Dimanche »)
« Pas de petits rôles chez Tchekhov. Pour le jouer il faut une troupe. Nous l'avons. D'où le coulé du spectacle... »
HENRY RABINE (« La Croix »)
« Marie-Hélène Breillat est ici remarquable. Que la Mouette Breillat vole longtemps place Charles-Dullin... »
JAN MARA (« Minute »)
« Une mise en scène qui n'étouffe pas les acteurs, un théâtre qui les laisse vivre, c'est reposant, parfois... »
MATTHIEU GALEY (« Quotidien de Paris »)
« Judith Magre est née pour être Arkadina, l'actrice, elle en a l'élégance, l'ironie, la violence et l'intelligence. Prenez vos billets ! Allez à l'Atelier du côté de chez Tchekhov ! »
FRANÇOIS TUDEAU (« Pariscope »)
« Tout est exactement en place dans cette représentation... »
ROBERT KANTERS (« L'Express »)
« Une musique de chambre où chacun est à sa place, on joue la partition et on ne se permet aucune licence, c'est ce parti qu'a pris Pierre Franck et qu'il a parfaitement réussi... »
PHILIPPE TESSON (« Le Canard enchaîné »)
« Un des signes de la justesse de la mise en scène de Pierre Franck est que l'on rit comme le souhaitait Tchekhov... »
GEORGES LERMINIER (« Le Parisien Libéré »)

CALENDRIER DES ORGANISATEURS DE CONCERTS

Max VAN EGMOND haryon Jacques BOOGAART Mélodies du temps de ROEMEN SALLE GAYEAU Mardi 7 février à 20 h 30 (P.c.) Valmédée.)	ELISE des OULETTES Dinastie 12 février à 17 heures (Kiesgen.)	J.-J. KANTOROW violin ENSEMBLE 12 violin solo : Ph. Bide MOZART œuvre pour violon et orchestre Le Concertone La Symphonie concertante Diverfamento K. 251 LES CONCERTS COLONNES présentent Orchestre Symphonique de R.-T. Luxembourg Direction : Louis DE FROMENT Soliste : Michael RUDY Pratkeff - Bachmann - Debussy
KIRKPATRICK le 7 et 8 Bach le 11 : Mendels., Chopin Rameau, Bach, Scarlatti SALLE GAYEAU Mardi 7 et Samedi 11 février à 21 heures (Kiesgen.)	MUSIQUE VIENNOISE et Andras ADORJAN (Violine) Anne QUEFELLE (Piano) SALLE GAYEAU Mardi 7 et Mercredi 8 février à 18 h 45 (Valmédée.)	THEATRE du CHATELET Dimanche 12 février à 18 h 30 (P.c.) Valmédée.)
BUCHBINDER Béatrice du pianiste DU DOLF HAYDN, SCHUBERT, Liszt Par C. Y. P. R. E. M. SALLE PLEYEL Mardi 7 et Mercredi 8 février à 20 h 45 (Valmédée.)	KATSARIS Décret des CONCERTS LAMOREUX de SAINT-EUSTACHE Dir. J.-C. BERNÉDE Messe du Couronnement Mozart SALLE PLEYEL Mardi 7 et Mercredi 8 février à 20 h 30 (P.c.) Valmédée.)	DIXTUEUR DES CONC. LAMOREUX œuvres de : Haydn - Mozart - Schubert Beethoven - Frutkeff SALLE PLEYEL Mardi 7 et Mercredi 8 février à 20 h 30 (Kiesgen.)
Orchestre de chambre JUVENTIA Dir. : Henri NAFILYAN Sol. : Patrice FONTANAROSA violin DACH - NAFILYAN Salle de Sonates PIEDDE FOURNIER JEAN FONDA Schubert - Brahms Britten - Beethoven SALLE PLEYEL Mardi 7 et Mercredi 8 février à 21 heures (Kiesgen.)	CLÉLIA VITAL, violon. Nella MAISSA, piano GUTHRIE - SCHUBERT DEBUSSY - L. FILIPE PIGES SALLE PLEYEL Mardi 7 et Mercredi 8 février à 20 h 30 (P.c.) Valmédée.)	QUATUOR A CORDES JEAN-NOËL MOLARD 14 : Mozart, Schubert, Haydn 15 : Bach, Haydn SALLE PLEYEL Mardi 7 et Mercredi 8 février à 20 h 30 (Dandele.)
ENSEMBLE A VENT MAURICE BOURGUE Schubert, Haydn, Mozart, Beethoven SALLE PLEYEL Mardi 7 et Mercredi 8 février à 20 h 30 (P.c.) Valmédée.)	THEATRE des CHAMPS-ÉLYSÉES Jeudi 8 février à 21 heures (Dandele.)	JEAN-CECILE POMMIER Haydn, Beethoven Schubert, Chopin SALLE PLEYEL Mardi 7 et Mercredi 8 février à 20 h 30 (Dandele.)
TRIO HAYDN (Violine) Haydn, Brahms, Mendelssohn SALLE PLEYEL Mardi 7 et Mercredi 8 février à 20 h 30 (Dandele.)	LES COULEURS DANS L'HARMONIE 10 séances publiques d'interprétation pianistique par M. A. G. A. TAGLIAFERRO 1 ^{re} série : 7 au 21 mars les mardi et vendredi et jeudi 23 mars, à 20 h 30 2 ^e série : 25, 28 avril et 5 mai, à 20 h 30 (P.c.) Valmédée.)	LES COULEURS DANS L'HARMONIE 10 séances publiques d'interprétation pianistique par M. A. G. A. TAGLIAFERRO 1 ^{re} série : 7 au 21 mars les mardi et vendredi et jeudi 23 mars, à 20 h 30 2 ^e série : 25, 28 avril et 5 mai, à 20 h 30 (P.c.) Valmédée.)

GRAND REX (VF) USC ERMITAGE (matinées VF, soirées VO)
en VF : USC GODELINS - ROTONDE - MISTRAL - MAGIC CONVENTION
USC ODÉON - USC GARE DE LYON - NAPOLÉON
en VF : VERSAILLES Cyrano - SAINT GERMAIN C2L
LE PERREUX Palais du Parc - MONTREUIL Météo - CRÉTEIL Arlet
ARGENTEUIL Gamma - ENGHIEN Hollywood - PANTIN Carrefour
SARCELLES Flanerie - AULNAY Parisor - ORSAY Ulys
LA VARENNE Paramount

WALT DISNEY
PRODUCTIONS
présente
LA COCCINELLE
à
MONTECARLO
TECHNICOLOR

MAISON DES ARTS
ET DE LA CULTURE ANDRÉ-MALRAUX
Place de l'Hôtel-de-Ville - 94000 CRÉTIL
Tél. : 899-96-50

BALLET : Jeudi 16 février, à 20 h. 30
CLIFF KUTER DANCE COMPANY

THEATRE : Vendredi 17 et samedi 18 février, à 20 h.
Shakespeare : « LE ROI LEAR »
par le Théâtre Populaire Romand

VARIETES : Dimanche 19 février, à 15 h. 30
MIREILLE et son petit Conservatoire de la chanson
VARIETES : Mardi 22 février, à 20 h. 30
MARIE-PAULE BELLE

MUSIQUE : Vendredi 24 février, à 20 h. 30
L'OPÉRA NORMALE DE MUSIQUE DE PARIS
Gérard GLATIGNY et Remy LOUMBOZO (pianistes)
présentés par Pierre PETIT

CONCERTS
Radio France

LENY
ESCUDERO
à partir de vendredi 10
au T.B.B. : 603.60.44

ORCH. NATIONAL DE FRANCE

Philippe ENTREMONT
BACH - WEBER - STRAVINSKY
Chor. d'orchestre et solistes
MOZART, R. STRAUSS

MUSIQUE AU PRÉSENT

VARESE - NUNES
DARASSE - MACHE
Ensemble instrumental du NOP
Dir. : J.-P. Izquierdo
et Gilbert Amy

MUSIQUE DE CHAMBRE

HAYDN - MENDELSSOHN
PRIN - ALEXANDER
Trio Haydn de Vienne, Quatuor
de percussion de Paris,
A. Rügner
Ensemble instrumentale
Direction : Alexandre NYRAT

ORCH. NATIONAL DE FRANCE

THEATRE des CHAMPS-ÉLYSÉES
Mardi 7
et Mercredi 8 février
à 20 h 30
Dir. : Gerd ALBRECHT
Sol. : Joseph SUK
BYRON - MARTINI - JANACEK

NOUV. ORCH. PHILHARMONIQUE

Dir. : John Poole
Soliste : Jacques VANDEVILLE
PURCELL - LECLAIR
HAENDEL - RAMEAU

PRESTIGE DE LA MUSIQUE

DEBUSSY - RAVEL
M. D. HANDELMAN, M.-C. JAMET,
S. KRUYSEN, D. LARDE, R. LEE
DUQUET VIA NOVA, J. GOUVIER

ORCHESTRE PHILHARMONIQUE DE VIENNE

Dir. : L. BERNSTEIN
BEETHOVEN
Symphonies n° 2 et 3

PERSPECTIVES DU XX^e SIÈCLE

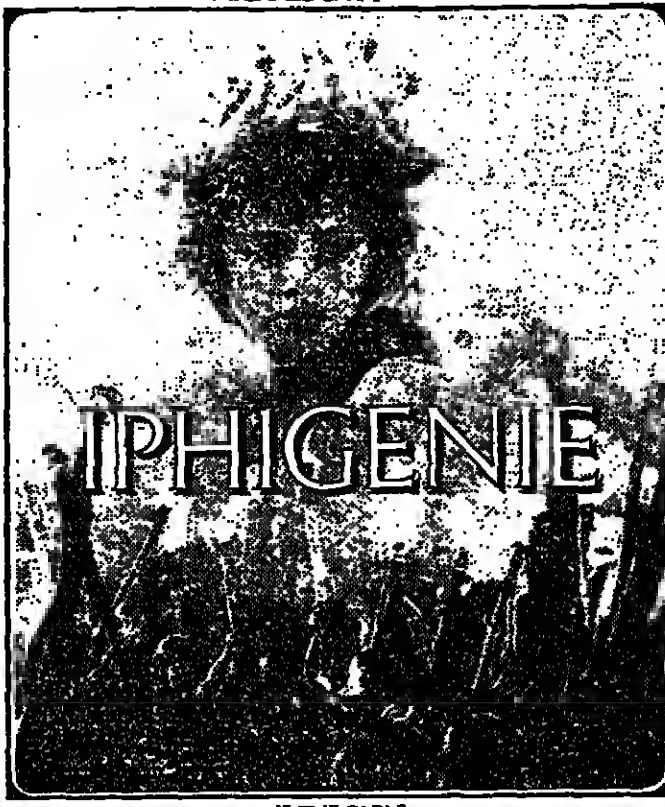
Journal
SERGE NIGG
10 h : Répétition publique
16 h 30 : Concert-Résumé
20 h 30 : Concert
Webern - Jolivet
Nigg - Scriabine
Nouvel. Direct. Philharmonique
Marie SOUSTROT

Location : RADIO-FRANCE, Salles et Agences

MERCREDI

Cacoyannis a fait le plus beau film que j'aie jamais vu.
Eugène IONESCO

IN FILM DE
MICHAEL CACOVANNIS



IRENE PAPAS
COSTA KAZANDZIS - COSTA CARLAS

TATIANA DUMANOIS
ANALYSE DE MONT THÉODORIS - COSTA KAZANDZIS - MICHAEL CACOVANNIS (PRODUCTIONS) - COSTA CARLAS (DISTRIBUTION) - UN PRODUCTION GREEK FILM CENTRE - DISTRIBUEE PAR LES ARTISTES ASSOCIES

15 REPRÉSENTATIONS EXCEPTIONNELLES 7-21 FÉVRIER

QUATRE A QUATRE



Pièce québécoise de
Michel Garneau - mise en
scène de Gabriel Barran
Inhabituel, très attachant,
acteurs québécois excellents.
Michel Garneau « L'Express »
Une soirée rare.
Caroline Alexander « L'Express »
Brave, amusante et générale.
Jean-Pierre Lémonard « L'Humanité »
Gorgé d'humour.
Michel Grey « L'Aurore »
Tout à fait remarquable.
Jean-Jacques Gaudier
de l'Académie Française « Le Figaro »
Une réussite.
Mathieu Galey « Le Quotidien de Paris »

théâtre de la commune d'Aubervilliers - 833.16.16

Barbara présente
Ce soir
Première
Barbara
accompagnée par
ROLAND ROMANELLI
Tous les soirs 21h - Matinée Dimanche 14h30
(relâche Dimanche soir)
LYMPIA
LOCATION AU THÉÂTRE DE 11H. A 22H.
DANS LES AGENCES, PAR TÉLÉPHONE : 742.25.49

Les films nouveaux

[illegible][illegible]

LE RETOUR DE L'ENFANT PRO-
DIGUE (Alg.-Egypt. v.o) : Palais
des Arts, 3^e (272-62-88), H. sp. :
Studio Logos, 5^e (033-26-42).

SECRETE ENFANCE (Pr.): 14-
juillet-Bastille, 12- (357-90-61).
14-Juillet-Bastille, 12- (357-90-61).
LA 7^e COMPAGNIE AU CLAIR DE
LUNE (Pr.): Collette, 3- (159-
29-45). Fraenza, 3- (770-33-88).
TENDRE POULET (Pr.): Res., 2-
O.G.C. Opéra, 3- (134-
80-32). O.G.C. Opéra, 3- (134-
71-08). Bretagne, 3- (223-57-07).
Normandie, 3- 1350-41-18). Paramount
- Opéra, 3- (1073-34-37).
O.G.C. Gare de Lyon, 12- 1343-
17-02-23). Normandie, 3- (1707-12-23).
Mairie Convention, 15- (823-20-30).
Paramount-Orléans, 14- (540-45-91).
Muret, 16- (228-98-75).
Paramount, 16- (228-98-75).
Moulin - Roue, 16- (208-24-23).

SPECTACLES POUR ENFANTS
(du 8 au 15 février)

Centre Pompidou, mer. 14 h : Ciné-surprises
 L'ancien au Nouveau
 Carré, musé. Emile-Chautour
 1277-48 h, mer., sam., dim.
 15 h 30.
 Mariengette Du Luxembourg
 (12-48 h), mer., sam. et dim.
 14 h, 15 h et 15 h 30 : Pinocchio
 (séances suppl. le 12 et le 15, à
 16 h 30).
 Café d'Edgar (326-13-58), mer. 14 h
 et 18 h : sam., 15 h : Ombi pour
 Ombi.
 Cartoucherie, Théâtre du Soleil
 (374-88-50), lundi, mardi, ven.,
 sam., 20 h 30 : sam., dim., 15 h 30 :
 David Copperfield.
 Le 20 :
 Les Contes de Maupassant, mer., sam.,
 15 h. Sur le pont d'Arcole
 Musée des Arts et Métiers (260-33-14)

Laïs des glaces (807-9-93), mer.
 13 h : le Pays des galipètes.
 Le grand complot (808-10-20), tous les
 jours, à dim. 15 h : Histoire du
 petit lapin Robespierre.
 Théâtre Adyar (526-12-30), mer.
 Jeudi, ven. 14 h 30 : Filbert et la
 tante (marionnettes); Jeudi, mardi,
 15 h : Les deux gendres.
 Théâtre d'Annamite, Vincennes
 (782-19-40), mer. sam. dim., 15 h :
 le Roman de Renart.
 Théâtre de Boulogne (878-33-47),
 mer. 14 h 30 et 20 h 30 : le
 malin.
 Théâtre des Bonifas - Parisiens
 (073-04-23), tous les jours, 14 h 30,
 et sam. et dim. : le Médecin mal-
 gré lui.
 Théâtre de Néaumontais (271-10-61),
 Jeudi, ven. 14 h : Don
 Juan.

LES TEXIGANES MONTENT AU CIEL
(325-71-02) : Sinopanrama, 14°
(325-30-50).

UNE JOURNÉE PARTICULIÈRE (15°
42-61) : J. O.G. Denon, 6° (325-
42-61).

UNE NAÏVE HISTOIRE (Fr.) : Saint-
André des-Arts, 6° (325-43-18).

UN MOMENT D'ÉGAREMENT (Fr.) :
Richelieu, 2° (323-56-70) ; Montpar-
nasse, 83° (544-14-27) ; Marguab-
le, 6° (359-82-82) ; Gaumont-Sud 14°
(351-51-10) ; Clichy-Païda, 14° (522-
77-10).

LA VIE DEVANT SOI (Fr.) : Studio
Renaud, 14° (323-38-58) ; Pa-
ramount-Marsyas, 2° (742-93-32) ;
Paramount-Alcyon, 6° (359-69-34).

VOYAGES EN CAPITAL (Fr.) : Clyn-

POUR ENFANTS
(5 février)

Théâtre Mogador, mardi, mer., jeudi,
14 h. 30 : Phédre ; ven., 14 h. 30 :
les Trouvailles de Joseph.
Théâtre Montparnasse (335-57-55),
à 10 h., et sam. et dim., 14 h. 20 :
la Parole de Maître Pathelin.
Théâtre Neufchatel (332-02-87), mar.,
et sam., 14 h. 30 : le Point sur
l'histoire suppl. les 9, 10, 11, et
14 h. 30.
Théâtre Paris-Nord (222-43-12), à 11 h.
soir. et lunol. 20 h. 45 ; dim., 13 h. :
les Francs et les Kés (cinéma).
Théâtre de la Plaine (37-12-09),
lund., 14 h. : Dom Juan.
Théâtre la Tanière (337-74-38), mar.,
14 h. 30 et 15 h. 15 ; 15 h. 15 h.
le Très Étrange Cas de Pupin
et Trompille.

Chéneca. Le label Chéneca a été attribué par le secrétariat d'Etat à la culture : (chéneca) la Chéneca Barry Lyndon, Mary Poppins, les Aventures de Bernard et Bianca, les Aventures de Robin des Bois. D'ailleurs, c'est noté : (admettons) le fond de lair du Crabe-Tambour. Marian County U.S.A., Padre Marcos, New York-New York, Kansas (dans l'Etat de l'Ohio), unele, Saint Graal, Diabolo mentha, Sina, Entrens dans la danse, Brancaleno a'en va-là croles-les, c'est évident, encore Isin, Barbutous, Anga-barbutous, Miroir, Chinois encore un effort, Africa dans les villes, Préparez vos moonchouh, l'Annux, Julie, Julie, Julie, tout, zibigenda, le Roi de bouc, zibigenda.

MARDI

CHAÎNE 1 : TF 1

20 h. 30. Variétés : le Carnaval des carnavaux, réal. A. Delarive.

21 h. 30. Spécial élections législatives 1978 : M. Jean-Pierre Fourcade, membre du bureau national du P.R., face à M. Michel Rocard, membre du secrétariat national du P.S.

22 h. 30. Émission littéraire - Plaine nacre, de P. Sipriot.

Avec M. M. Michel Constantinides (pour d'Histoire de la Russie d'Amérique et le « Alaskan », Fernand Gravelle (le « Méditerranée », Alain Carpentier (les « Pyrénées In-

23 h. 40. Journal

18 h. 25, Dessin animé; 18 h. 40, C'est la vie; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres; 19 h. 45, Jeu : Les six jours d'Antenne 2; 20 h., Journal.

Enfin paru ! **DES CHIFFRES et DES LETTRES**
Comme à la télé, jouez entre vous et contre les candidats de l'émission.
en vente chez votre marchand de journaux

20 h. 30, Les dossiers de l'écran. Téléfilm : Loulie Ju. La naissance d'un roi, d'A. Astruc, d'après P. Murray Kendall, avec D. Manuel, D. Gelin, F. Bercé (rediffusion).

Paul Murray KENDALL

**LOUIS
XI**

Le
**LIVRE
de
POCHE**

FÉVRIER

22 h. Débat : Les conspirations d'un dauphin
Avec **J.M. Michel Mollat** et **Philippe Gontier** (maître (professeur à la Sorbonne), **Joaquín Fuster** (directeur général des Archives nationales), **Michel Pernas** (professeur à la faculté de Nancy), **Pierre-Roger Guéhen** (professeur à la faculté de Saint-Étienne) et **Mme Régine Bernadot** (historienne).

23 h. 30. Journal.

CHAÎNE III : FR 3

18 h. 35. Pour les jeunes : 19 h. 5. Emission régionale : 19 h. 40. Tribune libre : l'Union des Français de bon sens ; 20 h. Les jeux.
20 h. 30. FILM (westerns, policiers, aventures)

21 p. 55. Journal; 22 n. 10. Magazine Réus-
site : La surveillance des avalanches.

FRANCE-CULTURE

18 n. 30. Genération ; 19 : le Myxomatose Com-
plète, de G. Le Rouge ; 19 n. 33. Dicoctes : Ce qu'il
former veut dire ;

20 n. Dialogues franco-britanniques : Syndicat

FRANCE-MUSIQUE

18 h. 2. *Musiques* magazine; 19 h. *Jazz time*
19 h. 15. *Le grand musical* de Clara Shani; de Paul
Chopin. Mandéroul; 20 h. 15. *Le grand*
20 h. 30. *Cycle symphonique* au Direct. du Grand
auditorium... Nuneval Orchestra philharmonique O.
Radio-Prosa; dir. R. Rivine, avec M. Frager
pianiste; a. Leconte II. a. Coverture, et a. Coverture Sou-
plane a. 3 an ut mizour, opus 37 (Boethoven)
Symphonie a. 3 an ut mizour mizour, a. Rhénas a.
Symphonie a. 3 an ut mizour mizour, a. Rhénas a.
Feynaga shoor; 23 h. 15. *Nouveaux talents*,
première édition; 0 h. 5. *Pagayaga shoor*

EXCLUSIF:

Les deux meilleurs avions vers les deux Amériques.

CONCORDE

En diminuant de moitié la durée du vol, Concorde permet non seulement de gagner un temps précieux, mais aussi de mieux supporter le décalage horaire et d'arriver en forme à Rio, Caracas, Washington, New York.

BOEING 747

Le long-courrier subsonique le plus spacieux vous emmène dans les meilleures conditions de confort vers New York, Chicago, Los Angeles, Houston, Montréal, Toronto, Mexico, Caracas, Rio, Bogota, Lima, Quito, Santiago, Copenhague, Manaus, São Paulo, Buenos Aires, Montevideo.

Vers les deux Amériques, seule Air France vous propose uniquement les deux long-courriers les plus performants.



AIR FRANCE

Le monde plus proche.

MERCREDI

CHÂINE I : TF 1

11 h. Emission pédagogique; 12 h. 30. Jeu. Réponse à tout; 11 h. 45. Skel : Sialom spécial dans le Saint-Gervais; 12 h. 30. André première; 12 h. 45. Les 1000 questions; 13 h. 30. Les 1000 crédits; 17 h. 15. Sur deux routes; 18 h. 15. A la bonne heure; 18 h. 25. Pour les petits; 18 h. 30. L'île aux enfants; 18 h. 55. Feuilleton : La passion; 19 h. 10. Les mariages pour les femmes; 19 h. 20. Hier, maintenant et demain; 19 h. 55. Tirage du Loto; 20 h. 30. Journal.

20 h. 30. Dramatique historique : Les amours sous la Révolution (Quatre ans dans une prison, de J. Chabreau, révisé par J. Chabreau). *Présenté par les prisons : le général de Beauchamp, ancien Delphine de Custer, tandis que Josephine (de la prison) de la prison de la prison. Un seul des quatre sera prôné.*

21 h. 55. Série sociologique : Hommes et sociétés (L'adaptation, des Andalus à Paris), de J. Mousseau. réal. E. Guillon.

Présenté par les raisons des migrations et le personnel des migrants maritimes

22 h. 50. Journal.

CHAÎNE II : A 2

13 h. 35, Magazine régional; 13 h. 50, Feuilletton : Les dessous du ciel (rediffusion); 14 h.

Aujourd'hui, madame L'humour au féminin ;
 16 h. 35, *Le grand bal de la République*, de
 France, en direct de Naples ; 16 h. 35, *Un sur-
 cing* ; 17 h. 15, *Accord parfait* ; 18 h. 25, *Isabelle*
 et ses amis ; 18 h. 40, *C'est la vie* ; 18 h. 55, *Jeu* ;
 19 h. 15, *Les deux frères* ; 19 h. 45, *Jen* ; *Les*
septs jours d'Anne 21 h. 20, *Journal* ;
 22 h. 30, *Margazine* - *Cartes sur table* .
 M. Jacques Chirac, président du R.P.R., maire
 de Paris, sera l'invité principal de Jean-
 Eliekkabet et Alain Duhamel ; 21 h. 40, *Feuille-
 ton américain* - *Racines* ;
 22 h. 40, *Journal* .

CHAÎNE III - FR 3

18 h. 35, *Pour les jeunes* ; 19 h. 5, *Emissions*
régionales ; 19 h. 40, *Tribune libre* . Le centre
 des démocrates sociaux ; 20 h. *Les Jeun* .

INA : LA GREVE CONTENUE D'une c

● L'attribution par les forces de police des grévistes occupant le centre de l'Institut national de l'audiovisuel (INA) de Ruy-sar-Madame au *Monde* du 22 février, a suscité les protestations de la Fédération nationale des syndicats du spectacle, de l'action culturelle et audiovisuelle et de la Fédération S.N.T. de Radio-France, qui ont déclaré que les grévistes de l'INA, les personnels C.G.T. et C.F.D.T. de TF1 et Antenne 2 n'ont pas diffusé les programmes de ces chaînes le lundi 7 février de 17 heures à

[illegible]

8 FÉVRIER

20 h 30. FILM (un film, un auteur) : SOU-
DAIN, LETTE DERNIERE, de J.-I. Mankiewicz
(1958), avec E. Taylor, M. Clift, K. Hepburn,
M. McCambridge, A. Dekker (Rediffusion).

Pour chercher de la mémoire, de sa niche
le secret de la mort de son fils, un riche
industriel s'attarde à chercher la cause d'un
crucifix par un chrétien. Mais celui-ci
prophétisait la venue d'un traître.

Admirable adaptation de la pièce de
prophéties de Tennessee Williams. Expon-
sément de la mise en scène et prestations
acteurs.

22 h 20. Journal.

22 h 35. Ciné-regard : Hollywood U.S.A., de
C. Laporte, réal. M. Minault (l'honneur lui

FRANCE-CULTURE
13 h. 30, Solistes : R. Geminiani et R. Rundnitsky ;

[illegible]

aîne visions espagnole et suisse romande seront également présentes. D'autre part, l'Institut national de l'Herminette, association de

16 au 18 février, une rencontre
sur le thème : « Télévision, outil
de création. »

tribunal et débats

MARDI 7 FÉVRIER.
— **M. Georges Marchais**, secrétaire général du P.C., est interrogé sur R.M.C., à 19 heures.
— **M. Jean-Pierre Fourcade**, président des clubs Perspectives et Réalités, est opposé à **M. Michel Rocard**, membre du secrétariat national du P.S., au cours du

magazine « Special elections legis-
latives », sur TF 1, à 21 h. 30.

des sociétés de la principauté de Midi pendant l'hiver 1968-69, nous (je tenais-vous du 10 et 19 février). Au cours de la soirée, au 15 au 11 février) de l'écran à l'écran de la télé- vision publique (le 10 et 19 février). Les réalisations des télé-

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DENANDES D'EMPLOI	43,00	49,19
IMMOBILIER	10,00	11,44
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

LA LIGNE	La ligne	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	24,00	27,45
DENANDES D'EMPLOI	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Une importante entreprise de T.P. (C.A. 1 Milliard - Effectif 5 400) recherche pour l'un de ses Services basé dans le NORD de la FRANCE et spécialisée dans les travaux de FORAGE et de FONDATIONS SPECIALES

ingénieur mécanicien

pour lui confier la responsabilité de la gestion et du contrôle d'utilisation de l'important parc de matériel du Service. Conseiller technique des ingénieurs de travaux (adaptation aux clients et rotation des engins), il devra également élaborer, puis proposer une "politique" et une "stratégie" d'ENTRETIEN et RÉPARATION efficaces et rentables pour l'entreprise.

Agé au minimum de 30 ans, de formation supérieure Mécanicien (A.M., I.C.A.S.I., I.D.N. ou équivalent) il devra posséder une première expérience des Travaux, une bonne connaissance du matériel T.P. et de son utilisation. Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 415 M au :

Cabinet Jean-Claude MAURICE
Conseil en Gestion du Personnel
42, rue Legendre - 75017 PARIS



DIRECTEUR D'AGENCE DE PUBLICITE

intégrée au sein de l'entreprise

Si vous êtes à la fois un spécialiste de la communication, un animateur d'équipes et un bon gestionnaire et que vous cherchez à développer votre carrière, Texas Instruments peut répondre à votre attente.

LA COMPAGNIE : Texas Instruments, reconnue pour sa capacité d'innovation dans le domaine de l'électronique Grand Public et Professionnel, neuf usines en Europe, des techniques de montage constante depuis sa fondation.

LA FONCTION : Directeur de l'agence intégrée de publicité pour le Sud Europe reportant au Directeur Européen du Marketing.

Elle comporte la gestion des problèmes de communication pour toutes les divisions de Texas Instruments, la direction de l'atelier d'arts graphiques et les relations avec les sous-traitants, agences imprimeurs, etc.

L'EXPERIENCE : cinq à huit ans d'expérience en marketing, publicité et relations extérieures. Une parfaite maîtrise de l'Anglais et du Français. Une connaissance des techniques d'arts graphiques et le bon sens nécessaire à la gestion financière seront des critères de sélection.

LA FORMATION : un diplôme d'ingénieur (en électronique de préférence) complété par une formation Marketing de type MBA devrait permettre une adaptation plus rapide dans la Société.

Poste à pourvoir à Villeneuve-Loubet (Nice).

Ecrire avec C.V., photo, prêt de salaire et date de disponibilité sous réf. ECOM/278/41 à Madame LE GUET - T.J.F. Boite Postale No 5 06270 Villeneuve-Loubet.

SAVAM

(Soissons)

Premier Spécialiste français en transports volumineux

DIRECTEUR COMMERCIAL

recherche un
- une formation commerciale et des contacts avec la clientèle
- une expérience de haut niveau
- de l'animation et de la syndication des activités
- commerciales et d'exploitation (50 personnes).

Ce poste conviendrait à un candidat de formation commerciale expérimentée (ESSEC, Sup. de Co., 30 ans minimum) qui, à défaut d'avoir acquis une expérience dans le milieu des transports, aurait exercé plusieurs années un rôle de négociateur dans une société de services.

Référence 13.070 M

ASSISTANT A LA DIRECTION DU PERSONNEL

Outre la responsabilité de la gestion du personnel collaborateur (450 personnes), sa mission s'étendra aux domaines des relations sociales et des communications dans l'entreprise. Ce poste conviendrait à un candidat ayant acquis une première expérience d'un service du personnel ou sein d'une unité de production.

Référence 13.071 M

Tous les dossiers seront traités confidentiellement. Ecrire avec C.V. détaillé et rémunération actuelle, en précisant la référence du poste, à Solange MONTEIL, plein emploi 10, rue du Mail - 75002 PARIS.



emplois internationaux

European Organization for Nuclear Research
Organisation Européenne pour la Recherche Nucléaire

EXPERTS EN LOGICIEL

pour sa division des Données et Documents qui utilise un grand nombre de mini-calculatrices telles que PDP 11, MODCOMP, HP 21 MX, NORD 10, etc. dans des systèmes en ligne destinés aux expériences de physique et pour la transmission des données.

Les candidats choisis seront appelés à aider les groupes expérimentaux dans les travaux de planification et de programmation de petites et moyennes calculatrices digitales pour l'acquisition et l'analyse de données ainsi qu'à développer des programmes utilisateurs d'intérêt général et à veiller à la bonne marche des programmes de système.

Nous recherchons de jeunes universitaires ayant un diplôme en informatique, physique, mathématiques ou ingénierie et quelques années d'expérience pratique appropriée ainsi qu'une bonne connaissance de l'anglais. Pour les formulaires de candidature, prière d'écrire à l'adresse suivante, en mentionnant la référence DD-MS/OL-78/1 :

Chef du Personnel, CERN, 1211 Genève 23, Suisse.



INGENIEURS

Nous sommes une société qui compte parmi les 1000 entreprises Françaises de rang international. Notre force : 5.000 spécialistes dans les disciplines de la conception, l'étude et la réalisation de systèmes d'automatisation industrielle.

Notre département International-Technical-Services, leader européen qui fait appel aux techniques les plus modernes de l'automatique et de l'informatique est en croissance constante, c'est pour en renforcer les effectifs que nous recherchons des INGENIEURS et des TECHNICIENS SUPERIEURS.

Ils superviseront le montage des ensembles de contrôle et de régulation, ils planifieront et conduiront les essais des boucles de régulation, ils assisteront le personnel d'exploitation à la mise en service des unités de production.

Ils auront de solides connaissances en engineering d'instrumentation et d'automatismes; ils maîtriseront la mise en exploitation des procédés industriels. Nous souhaitons une connaissance complémentaire des systèmes d'analyse industrielle en continu, notamment en chromatographie, et des systèmes de régulation conduits par microprocesseurs.

Les postes, qui exigent des déplacements continus à l'étranger aux conditions intéressantes, seront confiés à des ingénieurs ayant 8 à 10 ans d'expérience de chantier acquise en unités de traitement du pétrole et de ses dérivés, en unités chimiques et autres complexes industriels automatisés.

ADAPTATION AUX TECHNOLOGIES NOUVELLES ET RECYCLAGE DES CONNAISSANCES ASSURES



Ecrire avec C.V. et prétentions d'envoyer à COMSIP ENTREPRISE Direction du Personnel - B.P. 305 92506 Neuilly-Malmaison Cedex

emplois internationaux

Le Monde présente cette rubrique dans ses pages d'annonces (lundi, mardi et mercredi).

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

TRÈS IMPORTANTE STÉ DE SERVICES GRANDE VILLE DE L'OUEST

CADRE PERSONNEL

Il devra :

- prendre part à la gestion dynamique du personnel en équipe avec le Directeur du Personnel et ses collaborateurs immédiats ;
- participer à l'élaboration des différentes politiques de gestion et à leur application ;
- prendre part particulièrement en main la gestion informatique du personnel qui est à mettre en place, ainsi que les questions administratives.

Il aura :

- une formation générale de base de niveau supérieur ;
- une bonne connaissance du droit du travail ;
- une expérience confirmée (3 ans environ) de la gestion du personnel, et si possible diversifiée ;
- une très solide pratique de la gestion informatique ;
- un goût et un sens prouvé de la négociation.

Envoyer C.V. détaillé, lettre de motivation, photo récente et prétentions au Directeur du Personnel, 75002 PARIS (sema réf. 2289).

Discrétion absolue et réponse assurée.

Fabricant de compresseurs et groupes frigorifiques (3 usines en Europe) recherche POUR LYON

CHEF SERVICE METHODES

Membre de l'équipe de Direction, sa tâche principale sera la définition, l'analyse, l'organisation de l'ensemble des processus de fabrication ainsi que leur mise en œuvre.

Ce poste requiert de solides connaissances pratiques en outillage, machines-outils, organisation des productions, usinage et montage moyennes séries.

Il convient à un ingénieur Centraie, AM, ENSEM ou à un autodidacte ayant une expérience professionnelle d'environ 10 ans.

Anglais ou allemand souhaité. Envoyer C.V. détaillé, rémunération actuelle à Any ASTIC, sous référence 29215 (M) plein emploi 49, rue du Petit-Henri - 69002 LYON.

Importante Société Nationale recherche pour son laboratoire des études bio-médicales :

● INGENIEUR CHIMISTE ou Universitaire (docteur trois ans) ou moins de 10 ans, avec l'expérience de la recherche en chimie bio-médicale.

● INGENIEUR CHIMISTE ou Universitaire (docteur trois ans) ou moins de 10 ans, avec l'expérience de la recherche en chimie bio-médicale.

● BIOCHIMISTE (niveau maîtrise), moins de 10 ans, avec l'expérience de la recherche en chimie bio-médicale.

● RADIOCHIMISTE (niveau maîtrise), moins de 10 ans, avec l'expérience de la recherche en chimie bio-médicale.

Adresser C.V. à ORIS/PAM, Centre de Recherche, 11, rue de la République, 92000 BAGNOLET-BOULEVARD.

Bureau d'Etudes Techniques LYON

TECHNICO-COMMERCIAL commercialisant fabrication papier.

Adresser candidature avec C.V. détaillée à HAVAS, Lyon, n° 5374.

Groupes européens, leader dans la recherche scientifique, recherche des spécialistes en AMÉNAGEMENTS HOTELIERS.

Chargé de l'étude et du suivi des projets d'aménagement hôteliers, de préparation et de distribution des repas et d'équipements hôteliers.

Nous demandons : - Esprit d'équipe, dynamisme, sens des contacts ; - Allemand lu et parlé ; - Formation assurée en R.F.A. ; - Rémunération motivante et intéressante ; - Statut cadre.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions à HAVAS, 57011 METZ, sous n° 1.762.

Cabinet expert compt. B.D.R.H. recrute chef de mission (coi. 360). Le candidat aura G.E.C.S. 2^e et exp. C.A. sans contact avec le client. Il sera libre au plus tard la 1-7-78. Rémunération fonction cadre. Lettre man. C.V. et photo à EUROSO, n° 3.429, 2, rue Breteuil, 13001 MARSEILLE 1^{er} France.

La ville de CHALON-S-SAONE est amenée à pourvoir deux postes d'animateurs. Leur travail sera orienté essentiellement en direction des jeunes : pré-adolescents et adolescents. Sal. brut : 3.300 F. grille fonction communale. Formation : I.U.T. C.A.P. A.S.E. école d'animateurs ou d'éducateurs. Adr. cand. et C.V. à l'Union locale des M.J.C. 14, rue du Général-Guissart, 71100 CHALON-S-SAONE, avant le 25 février.

ORGANISME PUBLIC recherche système IBM. DOS Connaissances : C.I.C.S., GLI souhaitées. Adresser C.V. lettre manuscrite photo et prétentions à H 9135 Havas Bordeaux.

CREDIT HOTELIER COMMERCIAL et INDUSTRIEL spécialisée dans le financement des investissements des P.M.E., recherche pour sa délégation régionale Centre à ORLÈANS

ATTACHÉ COMMERCIAL

Clientèle P.M.E. et relations bancaires.

IL FAUT :

- une formation Out finances comptabilité ou BTS gestion ;
- une expérience des contacts commerciaux ;
- une mobilité sur 2 départements (permis V.I. exigé).

Solide formation aux études de crédit assurée par un siège rémunéré de 2 mois à Paris. Salaire 1^{re} année : 45.000 F ; 2^e année : 50.000 F ; 3^e année : 55.000 F + indemnités frais de voiture.

Adr. candidature avec photo : AL PUIG, Orléans Régional, C.H. - 16, rue Adolphe-Cressin 45010 ORLÈANS

Trane Air Conditioning

Société TRANE Fabrication de matériel de conditionnement d'air recherche pour sa direction technique :

un ingénieur d'étude produit

rattaché au responsable de la division et assisté d'une équipe de dessinateurs. IL SERA CHARGÉ :

- De la conception d'une gamme d'équipement de conditionnement d'air à partir de matériel déjà fabriqué par la maison mère Américaine.
- Du suivi des programmes de développement des nouveaux produits.

Ce poste conviendrait à un jeune ingénieur diplômé, ayant de bonnes connaissances en électricité et en mécanique avec une spécialisation ou une expérience dans le domaine de la climatisation.

Bonne connaissance de l'anglais nécessaire. Envoyer C.V., photo et prétentions à :

Société TRANE Département des Relations Sociales B.P. 127 - 88004 EPINAL Cedex

Important Cabinet de Conseils Juridiques

recherche pour LILLE, NANCY, PÉRIQUEUX ROANNE, BRIVE, POITIERS

JURISTES

Formation universitaire droit des sociétés. Expérience professionnelle antérieure ou au cabinet indispensable.

Ecrire n° 48.019 - CONTEXTE Publiété, 20, avenue de l'Opéra, Paris (1^{er}), qui transmettra.

Contrôller F 130.000

Un Important groupe international déjà solidement implanté en France crée une nouvelle filiale de production spécialisée dans la carrosserie Industrielle (CA pour la première année : F 20 millions).

Le Directeur Administratif et Financier que nous recherchons sera étroitement associé au démarrage de la société. Basé près d'Orléans et rattaché au Directeur Général, il aura pour première mission de mettre en place tous les systèmes et procédures de comptabilité et de gestion, en les harmonisant avec ceux des autres filiales européennes. Avec l'aide d'une équipe qu'il formera, il assurera la bonne marche financière et comptable de l'entreprise au fur et à mesure de son développement. Il sera également responsable du personnel.

Le candidat aura 30 ans minimum, une formation supérieure et de solides connaissances comptables, ainsi qu'une première expérience acquise au sein d'une direction financière d'une société internationale. La pratique courante de l'anglais est impérative. Le salaire annuel de départ pourra atteindre F 130 000 pour un candidat d'excellent niveau.

Adresser C.V. détaillé sous réf. M.8801 à INCRETE, Tour Maine Montparnasse 33, av. du Maine - 75755 Paris cedex 15 Discretio absolue.

CONSEILS JURIDIQUES

recherche pour LILLE, NANCY, PÉRIQUEUX ROANNE, BRIVE, POITIERS

JURISTES

Formation universitaire droit des sociétés. Expérience professionnelle antérieure ou au cabinet indispensable.

Ecrire n° 48.019 - CONTEXTE Publiété, 20, avenue de l'Opéra, Paris (1^{er}), qui transmettra.

Contrôller F 130.000

Un Important groupe international déjà solidement implanté en France crée une nouvelle filiale de production spécialisée dans la carrosserie Industrielle (CA pour la première année : F 20 millions).

Le Directeur Administratif et Financier que nous recherchons sera étroitement associé au démarrage de la société. Basé près d'Orléans et rattaché au Directeur Général, il aura pour première mission de mettre en place tous les systèmes et procédures de comptabilité et de gestion, en les harmonisant avec ceux des autres filiales européennes. Avec l'aide d'une équipe qu'il formera, il assurera la bonne marche financière et comptable de l'entreprise au fur et à mesure de son développement. Il sera également responsable du personnel.

Le candidat aura 30 ans minimum, une formation supérieure et de solides connaissances comptables, ainsi qu'une première expérience acquise au sein d'une direction financière d'une société internationale. La pratique courante de l'anglais est impérative. Le salaire annuel de départ pourra atteindre F 130 000 pour un candidat d'excellent niveau.

Adresser C.V. détaillé sous réf. M.8801 à INCRETE, Tour Maine Montparnasse 33, av. du Maine - 75755 Paris cedex 15 Discretio absolue.

INGENIEUR ANALYSTE

recherche pour LILLE, NANCY, PÉRIQUEUX ROANNE, BRIVE, POITIERS

JURISTES

Formation universitaire droit des sociétés. Expérience professionnelle antérieure ou au cabinet indispensable.

Ecrire n° 48.019 - CONTEXTE Publiété, 20, avenue de l'Opéra, Paris (1^{er}), qui transmettra.

Contrôller F 130.000

Un Important groupe international déjà solidement implanté en France crée une nouvelle filiale de production spécialisée dans la carrosserie Industrielle (CA pour la première année : F 20 millions).

Le Directeur Administratif et Financier que nous recherchons sera étroitement associé au démarrage de la société. Basé près d'Orléans et rattaché au Directeur Général, il aura pour première mission de mettre en place tous les systèmes et procédures de comptabilité et de gestion, en les harmonisant avec ceux des autres filiales européennes. Avec l'aide d'une équipe qu'il formera, il assurera la bonne marche financière et comptable de l'entreprise au fur et à mesure de son développement. Il sera également responsable du personnel.

Le candidat aura 30 ans minimum, une formation supérieure et de solides connaissances comptables, ainsi qu'une première expérience acquise au sein d'une direction financière d'une société internationale. La pratique courante de l'anglais est impérative. Le salaire annuel de départ pourra atteindre F 130 000 pour un candidat d'excellent niveau.

Adresser C.V. détaillé sous réf. M.8801 à INCRETE, Tour Maine Montparnasse 33, av. du Maine - 75755 Paris cedex 15 Discretio absolue.

INGENIEUR ANALYSTE

recherche pour LILLE, NANCY, PÉRIQUEUX ROANNE, BRIVE, POITIERS

JURISTES

Formation universitaire droit des sociétés. Expérience professionnelle antérieure ou au cabinet indispensable.

Ecrire n° 48.019 - CONTEXTE Publiété, 20, avenue de l'Opéra, Paris (1^{er}), qui transmettra.

Contrôller F 130.000

Un Important groupe international déjà solidement implanté en France crée une nouvelle filiale de production spécialisée dans la carrosserie Industrielle (CA pour la première année : F 20 millions).

Le Directeur Administratif et Financier que nous recherchons sera étroitement associé au démarrage de la société. Basé près d'Orléans et rattaché au Directeur Général, il aura pour première mission de mettre en place tous les systèmes et procédures de comptabilité et de gestion, en les harmonisant avec ceux des autres filiales européennes. Avec l'aide d'une équipe qu'il formera, il assurera la bonne marche financière et comptable de l'entreprise au fur et à mesure de son développement. Il sera également responsable du personnel.

Le candidat aura 30 ans minimum, une formation supérieure et de solides connaissances comptables, ainsi qu'une première expérience acquise au sein d'une direction financière d'une société internationale. La pratique courante de l'anglais est impérative. Le salaire annuel de départ pourra atteindre F 130 000 pour un candidat d'excellent niveau.

Adresser C.V. détaillé sous réf. M.8801 à INCRETE, Tour Maine Montparnasse 33, av. du Maine - 75755 Paris cedex 15 Discretio absolue.

INGENIEUR ANALYSTE

recherche pour LILLE, NANCY, PÉRIQUEUX ROANNE, BRIVE, POITIERS

هكذا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE - 10 février 1978 - page 27

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

COMMUNICATIONS INTERNES
RELATIONS SOCIALES

GBS Conseils S.A.

Filiale du Groupe H&L and Knowlton,
l'un des premiers cabinets mondiaux spé-
cialisés dans les problèmes de communica-
tion humaine,
recherche des

CONSULTANTS

capables de s'intégrer à une équipe dyna-
mique.

Leur expérience et leur formation doivent
leur permettre de nous aider à renforcer
nos services dans le domaine des relations
sociales et de mieux conseiller les direc-
tions générales avec lesquelles nous coopé-
rons.

5 à 10 ans d'expérience dans ce domaine
sont essentielles.

Les candidats retenus, parlant parfaite-
ment l'anglais, auront la possibilité
d'accéder rapidement à des responsabilités
importantes au sein du Groupe.

Prérez d'adresser votre C.V. sous pli confi-
dential à :

Patrick Gschwind, Président du Directoire,
GBS Conseils S.A.,
9, avenue Bugeaud, 75116 Paris.

Nous sommes :

UN IMPORTANT GROUPE INTERNATIONAL

7.000 personnes - C.A. 1 300 Millions de Frs

spécialisé dans la fabrication de matériels électriques et électroniques industriels (HT-MT-BT)

Nous recherchons :

Dans le but de renforcer et de dynamiser notre réseau commercial :

2 DIRECTEURS D'AGENCE

- l'un basé à PARIS (réf. 010),

- l'autre à LYON (réf. 011).

Responsable vis-à-vis du siège de la réalisation
des objectifs définis par la Direction Commerciale.

Ils seront chargés :

- de l'animation de l'équipe de vente de
l'agence (10/15 personnes),
- de l'administration commerciale et de
la gestion de l'agence.

Ces postes demandent une solide expérience
d'ingénieurs d'affaires ou d'une fonction technico-
commerciale en électrotechnique.

La connaissance du marché parisien ou lyon-
nais de la basse tension sera très appréciée.

2 INGÉNIEURS ÉLECTROTECHNIQUES (PARIS)

ou équivalent.
possèdent une bonne expérience dans l'application
technique et la vente des machines tournantes,
et si possible introduites :

- Pour l'un (réf. 012) : dans les chan-
nières navales et ports maritimes,
- Pour l'autre (réf. 013) : dans l'indus-
trie lourde, la pétrochimie.

Ils seront chargés de la promotion et de la vente
de gros matériels électriques (générateurs, mo-
teurs, etc.), dans leurs applications maritimes et
terrestres. Anglais indispensable.

Nous offrons :

POSTES STABLES, TRÈS BIEN RÉMUNÉRÉS, ET PLEINS D'AVENIR POUR CANDIDATS DE VALEUR.

Tous ces postes demandent une disponibilité aux déplacements de courte durée.

Différents stades d'adaptation aux matériels concernés seront organisés.

Veuillez adresser votre C.V., prétentions et aspirations professionnelles,
au N° 8546 « le Monde » Publiété, 5, rue des Héros, 75427 Paris-9.

DISCRETION ASSURÉE. IL SERA RÉPONDU À TOUTES LES CANDIDATURES

PS Conseil

CONSEIL EN MARKETING

Paris

Offices du Commerce Extérieur français - Cet
organisme gouvernemental a été créé pour promouvoir et
développer les exportations françaises. Grâce à son
équipe de conseils en marketing opérant tout depuis le
siège à Paris que dans dix sept bureaux à l'étranger, cet
organisme offre à l'industrie française une assistance dans
le domaine des exportations. Le bureau de Paris couvre
l'ensemble du marché français et fonctionne depuis neuf
ans. Le candidat retenu travaillera au sein d'une petite
équipe dynamique et sa mission consistera à aider l'impor-
tation des produits français en France par des études de
marché (correspondance écrite et téléphonique ainsi que
contacts directs sur le terrain). Il devra également assister
les exportateurs français dans l'établissement et la mise en
œuvre de plans et de stratégies de vente pour ce marché.
Le candidat idéal sera âgé de 25 ans minimum, diplômé
d'études commerciales et aura une expérience de trois ans
au moins de marketing, des études de marché ou dans la
vente de produits de grande consommation, acquises sur
le marché français. Il devra être parfaitement bilingue
anglais-français. Le salaire de départ, de l'ordre de
70.000 francs, sera fonction de l'âge, de l'expérience, et
des qualifications du candidat retenu.

Adresser C.V. sous référence B/5639M à :

PS CONSEIL

8, rue Balzac - 75782 Paris Cedex 16

et transmettre

Société Filiale
d'un puissant groupe national
de distribution de Gaz
Recherche pour son Département
Marchés Froid en expansion
ATTACHE TECHNI-
COMMERCIAL DE HAUT
NIVEAU - PARIS

Age minimum : 30 ans
Formation : secondaire + B.T.S. Froid
si possible

Expérience commerciale exigée (et technique
souhaitée) : Branche Froid, conditionnement
d'air ou distribution Appareils Ménagers
frigorifiques (Grandes Marques)
Rémunération : 75 000 F + voiture
Adresser curriculum vitae détaillé + photo
sous référence 71059 B à

BOURSE SECTE

Boite Postale 222 R B
63000 CLERMONT-FERRAND
CEDEX

GRUPPE BOSSARD

emplois régionaux

emplois régionaux

emplois régionaux

emplois régionaux

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE
BRANCHE MÉTALLURGIE
située dans une région touristique des
VOSGES
recherche

pour sa direction informatique

INGÉNIEUR-ANALYSTE

Il sera responsable des études et de la
programmation et assurera la supervision
d'une équipe de programmeurs. Le ma-
tériel utilisé est un IBM 370/125 devant
être remplacé prochainement par un
370/138.

Ce poste conviendrait à un ingénieur di-
plômé ayant reçu une formation complé-
mentaire en informatique de gestion et
possédant une expérience pratique des
études dans le domaine de la production,
de l'organisation et de la comptabilité.
Le candidat retenu devra posséder de
bonnes qualités d'animation d'une
équipe de travail.

De bonnes connaissances en anglais sont
nécessaires.

Les candidats intéressés enverront leur
C.V. photo et prétentions s/réf. 6098 à
P.LICHAU SA - BP 220 - 75063 Paris
cédex 02 qui transmettra.

Importante Société Industrielle
recherche pour son USINE
NORD DE LA FRANCE

ADJOINT

CHEF DE SERVICE

ENTRETIEN

spécialité Électrique

Formation Ingénieur ou équivalent.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. détaillé
sous réf. 29272 (M), à HAVAS CONTACT
49, rue du Président-Henri, 69002 LYON.

C.I.T.I.M.A.M.

Service Informatique des Calvados de Matinée
Société Agréée de Midi-Pyrénées
pour la réalisation d'importants projets sur un
C.I.L. - E.B. 06/20 - 2° étage des Bâtes de Douces
à l'aide d'un réseau de 100 terminaux.
recherche

4 INGÉNIEURS-
ANALYSTES

diplômés et expérimentés

12 PROGRAMMEURS

diplômés IUT ou APPA, maîtrisant le langage
COBOL.

Lieu de travail : MONTAUBAN.

Adr. C.V. photo et prétentions s/réf. 8.817 à
C.I.T.I.M.A.M., 550, route de Monclar-de-Quercy,
82017 MONTAUBAN CEDEX.

CONTROLEUR
DE BUDGET
(Futur
directeur d'usine)

80.000 F/an

Nord/Pas-de-Calais

Rattachée à un Groupe multinational, nous sommes
une Société française importante (C.A. 900 millions)
qui fabrique et commercialise des produits de grande
consommation.

Nous recherchons pour l'une de nos usines alimen-
taires, un contrôleur de budget, destiné, dans un
deuxième temps, à diriger cette usine (300
personnes).

Le candidat aura 30 ans au moins, une formation
de base technique (mécanique, agronomie ou
chimie) complétée par l'I.C.G. ou l'I.A.E.. Une
expérience de la Direction d'une équipe ou d'un ser-
vice (atelier de fabrication ou bureau d'étude) ainsi
qu'une bonne pratique de l'anglais sont indispensa-
bles.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération
actuelle sous la référence 80198/M (à mentionner sur
l'enveloppe).

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, RUE GANTON 75763 PARIS CEDEX 05

ENTREPRISE GÉNÉRALE BATIM. INDUSTRIEL
A OSSATURE MÉTALLIQUE (Rég. ORLÉANS)

CONTROLEUR DE GESTION

Mission : Sous l'autorité de la direction générale
il a en charge la mise au point et l'optimisation
permanente de l'organisation administrative et
comptable, la préparation et le contrôle des
budgets de frais fixes et l'analyse des résultats
des chantiers. Il a directement sous sa respon-
sabilité la cellule informatique (IBM 32 -
trois personnes). Homme d'organisation de solide
expérience (au moins 10 ans minimum), il a acquis une
très bonne connaissance du contrôle budgétaire
et de l'analyse de gestion. Connaissance appré-
ciée de l'analyse programmation.

Adresser curriculum vitae, photo et prétentions à

ORLET

136, avenue du Général-de-Gaulle,
92522 Neuilly-sur-Seine, sous numéro, 200.116.

CONSEILS FISCAUX

Sont recherchés par important cabinet pour

LILLE, NANCY, POITIERS

STRASBOURG, ANGOULÊME

- Sens des contacts humains ;
- Goût du travail en équipe indispensable.

Situation géographique stable et d'avenir.

Discretion assurée.

Envoyer C.V. 48.018 - CONTESSE Publiété,
20, avenue de l'Opéra, Paris 1^{er}, qui transmettra.

TEXAS INSTRUMENTS
FRANCE

DIVISION DES SEMI-CONDUCTEURS

• Si vous êtes à la recherche d'un métier
passionnant,
• Si vous voulez travailler pour une multinationale
dont la croissance s'est toujours confirmée et
diversifiée,
• Si vous êtes ingénieur électronicien et que la
technique est pour vous un support indispen-
sable et non une fin,
• Si vous voulez valoriser vos connaissances en
les approfondissant et en les diversifiant,
vous répondez alors au profil que nous cherchons
à PARIS ou à LYON, pour la fonction d'

INGENIEUR
COMMERCIAL

Veuillez écrire
avec C.V., photo et
prétentions, et date de disponibilité
sous la réf. 504 278-22
à Madame LE GUET
T.J.F. - Boite Postale No 6
06270 VILLENEUVE-LOUBET

ALUMINIUM PECHINEY

recherche

pour ses établissements de Province

(ALPES - PYRENEES)

JEUNES CADRES ADMINISTRATIFS

pour la FONCTION PERSONNEL

Débutants ou ayant déjà 2 ou 3 ans
d'expérience.

Formation supérieure : Droit, Sciences Po,
HEC...

Dans un premier temps ils occuperont les
fonctions d'Adjoint au Chef des Services
Administratifs et du Personnel d'un des
établissements de la Société.

Après plusieurs années d'expérience ils
pourront se voir confier la responsabilité
des Services Administratifs et du Personnel
d'un des établissements ou être orientés
vers d'autres fonctions.

Large possibilité d'évolution de carrière
dans le cadre du Groupe PECHINEY -
UGINE - KULHMANN.

Adresser C.V. détaillé à DRP ALUMINIUM
PECHINEY - 23, rue Balzac 75008 PARIS.

ANNONCES CLASSEES

TELEPHONEES :

296-15-01

MERLIN GERIN

recherche

électroniciens (niveau V)

pour postes

CHEFS de CHANTIERS

de mise en service

Spécialité : réglage, mise au point et contrôle
d'équipements électroniques.

Fonction : Encadrement et animation d'équipes
de techniciens de réglage et de mise en service sur
Chantiers métropoles, relation avec les équipes
d'essais du client.

Formation : niveau BTS - connaissances en élec-
tronique de mesure - analogique bas niveau.

Expérience : 1 à 2 ans sur chantier.

Adresser C.V. détaillé à MERLIN GERIN (JFP 15)
83 X - 38041 GRENOBLE Cedex.

La filiale d'un Groupe Textile lance depuis
environ 2 ans une chaîne de magasins fran-
chisés pour la décoration de la maison.
Afin de faire face à son développement, elle
souhaite renforcer l'équipe existante en mettant
en place un collaborateur capable d'animer le
chaîne par une politique dynamique et inno-
vatrice. Elle crée donc le poste de

CHEF DE PRODUIT H. ou F.

Textiles d'Ameublement

Responsable du choix des lignes de produits, il
sélectionne les collections pour les magasins ;
participe à la définition de la politique
(couleur, prix, image de marque...), étudie de la
concurrence, synthétise des informations sur les
tendances de la mode en liaison avec un bureau
de style extérieur, recherche et sélection de four-
nisseurs français et étrangers, achète.

Il faut une formation commerciale supérieure,
e ans d'expérience minimum, acquise en qualité
d'acheteur en centrale d'achat, ou de chef de pro-
duit textile, ou encore de responsable de collection.
La connaissance de l'anglais est indispensable.

Résidence : région du Nord.

Adresser C.V., photo et prétentions s/réf. 2.333 à
D. JALBERT
65, av. Kléber - 75115 PARIS
Discretion assurée.

DIRECTEUR TECHNIQUE

DOUBS - 120.000

L'entreprise fabrique des boîtiers de montage pour des
Sociétés Françaises et étrangères. Bien que jeune, c'est
l'une des premières dans son domaine. Pour coor-
donner son ensemble de production (B.E., outillages,
fabrications) soit 240 personnes et la rendre encore
plus performante, elle recherche un ingénieur Méca-
nicien, de plus de 32 ans, ayant une très bonne pra-
tique des fabrications grandes séries en mécanique de
précision, gestionnaire averti et ayant dirigé des
effectifs similaires.

26 rue Marbeuf 75008 Paris vous
adressera note d'information et
dossier de candidature sur de-
mande. Référence 860 M.

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	43,00	48,19
IMMOBILIER	10,00	11,44
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAL	60,00	61,62

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCHEREES	La ligne col.	T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	24,00	27,45
IMMOBILIER	5,00	5,72
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Un CRÉMET INTERNATIONAL employant 22 000 personnes dans 10 ministères, dont 1220 en MANAGEMENT CO-OUTRENTY recherche pour renforcer son équipe basée à Paris :

INGENIEUR EN CHEF

- spécialité en logistique et gestion de production pour élaborer et améliorer les systèmes automatisés en logistique, planification et contrôle des matières au sein d'entreprises françaises et multinationales ;
- Il faut déjà avoir acquis 5 ans d'expérience en qualité de chef de projet pour la réalisation de la mise en place de grands systèmes informatiques de : gestion production, transport et distribution. (Réd. 10.69-30)

INGENIEUR CONSEIL

- Pour participer dans les missions de conseil ci-dessus. Il faut avoir acquis 2 ans d'expérience dans la pratique des systèmes informatiques de gestion des matières. (Réd. 10.69-30)

Ces postes s'adressent à des ingénieurs diplômés de grandes écoles : X, E.C.P., avec M.B.A. ou l'équivalent et pratiquant couramment l'anglais.

La possibilité est offerte à ces candidats d'élargir leur expérience en travaillant dans des équipes pluridisciplinaires nationales et internationales.

Il est prévu un bon niveau de rémunération pour des candidats de qualité.

Les personnes intéressées envoient lettre manuscrite, C.V., photo (récemment prise) et références au : CRÉMET INTERNATIONAL, 3, av. Percier, 75008 Paris.



CÉRALIMENT-LU BRUN

recherche POUR SON DEPARTEMENT LOGISTIQUE

UN CADRE responsable de la centrale d'approvisionnement

Expérience minimum requise : 5 ans en matière d'approvisionnement et de gestion de stock produits finis, de préférence dans le secteur de la distribution alimentaire. Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo à la Direction du Personnel et des Relations Sociales B.P. 16 - 91201 ATHIS-MONS.

Société appartenant à un groupe important exploitant un SREVEZ dans le domaine photographique recherche :

INGENIEUR ELECTROTECHNICIEN un BON TECHNICIEN

Le candidat devra avoir :
— Connaissances électroniques, esprit d'équipe, imagination, capable d'être un atelier de fabrication. Connaissances en mécanique et/ou chimie appréciées.
Faire offre à n° T. 02.960 M., REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Beaumour, PARIS-20.

etap

TRÈS IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS 8.000 PERSONNES - SECTEUR EN DÉVELOPPEMENT RECHERCHE POUR PLUSIEURS DE SES FILIALES (1.000 PERSONNES)

DIRECTEUR DU MARKETING RESPONSABLE DEVANT LE DIRECTEUR GÉNÉRAL

- Il crée et dirige un service central chargé d'un ensemble d'études et de réalisations concrètes visant à l'amélioration et à la promotion des produits et services du groupe.
- Ce poste peut convenir à un candidat :
• E.C.P. ou équivalent ;
• ayant une très solide expérience du marketing à un niveau de direction, acquise dans une entreprise ;
• ayant à la fois des qualités d'homme d'études et d'un homme de terrain ; et de contact.

Poste : LILLE.
Ecrire sous référence FR 280 AN.

SOCIÉTÉ FRANÇAISE TRÈS DYNAMIQUE ET EN FORTE EXPANSION - SPÉCIALISÉE DANS LES ÉTUDES ET LA GESTION HOSPITALIÈRES RECHERCHE :

JEUNE CONTROLEUR DE GESTION

H.E.C., E.S.S.E.C., E.S.C. OU ÉQUIVALENT ayant environ 2 ans d'expérience en contrôle de gestion ou audit.

Il aura un rôle de conseil et de contrôle auprès de plusieurs établissements hospitaliers (déplacements à prévoir).

La réussite dans ce poste peut permettre d'accéder à moyen terme à des postes opérationnels. Connaissance de l'anglais nécessaire.

Poste : Grande ville OUEST FRANCE.
Ecrire sous référence TM 333 AN.

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE FRANÇAISE RECHERCHE POUR SA DIVISION ÉQUIPEMENTS POUR L'INDUSTRIE AUTOMOBILE :

INGENIEUR CHEF DES VENTES AUX CONSTRUCTEURS

RATTACHÉ À LA DIRECTION GÉNÉRALE, il sera chargé :
• des négociations avec les constructeurs ;
• du développement du chiffre d'affaires et des marges dégagées ;
• de l'évolution des produits ;
• des achats des matières premières.

POSTE INTÉRESSANT POUR UN INGENIEUR ayant bonnes connaissances en mécanique, expérience des produits de série et des problèmes commerciaux, témoignant de solides qualités de contact et de gestionnaire.

Poste basé à PARIS.
REMUNERATION 120.000 F
Ecrire sous référence UN 334 CM.

écrire en précisant la référence 4, rue Massenet 75016 PARIS discrétion assurée

DESKEL FRANCE MACHINES-OUTILS - COMMANDE NUMÉRIQUE, CENTRES D'USINAGE - ÉLECTRO-ÉROSION PARIS RECHERCHE POUR SECONDER SON DIRECTEUR :

CADRE TECHNICO-COMMERCIAL

poste intéressant et stimulant pour TECHNICIEN USINAGE :
bonne expérience pratique machines-outils ; méthode en atelier, commercial ; si possible connaissance numérique.

QUALITÉS COMMERCIALES MARQUÉES, capable recevoir client, élaborer et négocier offres et assurer relations avec clientèle internationale.

CONNAISSANCE DURANT ALLEMAND INDISPENSABLE.

Stages formation MUNICH prévus.
Ecrire sous référence FI 330 AN.

UN DES PLUS IMPORTANTS GROUPE INDUSTRIELS FRANÇAIS RECHERCHE POUR UNE DE SES FILIALES :

SYSTÈMES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS DOMAINE INTERNATIONAL - PARIS

INGENIEUR COMMERCIAL

pour assurer analyses marché, prospection et négociations à haut niveau MONDE ENTIER.

Ce poste d'avenir peut convenir à INGENIEUR DIPLOMÉ TÉLÉCOMMUNICATIONS ou formation française en étrangère équivalente (nationalité indifférente), connaissance parfaite français, anglais, ayant quelques années expérience études développement ou réalisation systèmes dans domaine des télécommunications et si possible expérience commerciale France et étranger.

Situation impliquant nombreux déplacements étrangers.
Ecrire sous référence OH 329 AN.

IMPORTANT ORGANISME D'ÉTAT (ÉTUDE ET RÉALISATION DE SYSTÈMES INFORMATIQUES TEMPS RÉEL DE HAUTE PERFORMANCE) RECHERCHE POUR PARIS :

DEUX JEUNES INGENIEURS GRANDE ÉCOLE

(E.S.E. - E.N.S.T.A. - I.N.P.G. - ... OPTION AUTOMATISMES)

DANS LE CADRE DE PETITES ÉQUIPES, ILS PARTICIPERONT À LA CONCEPTION, LA RÉALISATION ET AUX ESSAIS DE SYSTÈMES DE HAUTE TECHNICITÉ.

Ces postes actifs nécessitant des qualités d'initiative et d'autonomie intéressent des candidats débutants ou quelques années d'expérience (asservissement, conduite de processus industriels) : électrons de pointe et à des projets présentant un réel intérêt technique.

Ecrire sous référence RE 331 AN.

etap

TOTAL COMPAGNIE FRANÇAISE DES PETROLES

En raison du développement de ses activités notamment dans le secteur EXPLORATION - PRODUCTION LA COMPAGNIE FRANÇAISE DES PETROLES recherche des :

JEUNES INGENIEURS

GRANDES ÉCOLES (Centrale, Polytechnique, ENSTA, Mines, Sup. Elec, Ponts et Chaussées, A & M).

Des postes seront proposés dans les familles professionnelles suivantes : forage, production, services généraux, techniques marines. Les candidats ayant un goût réel pour les activités de chantier pratiqueront la langue anglaise.

Ils seront disposés à de fréquentes missions à l'étranger et envisageront même une expatriation en famille.

Si ces perspectives vous intéressent, envoyer votre C.V. manuscrit + photo au Service Recrutement 5, rue Michel Ange 75781 Paris Cedex 16, sous référence 78006.

PS Conseil

Un des tout premiers groupes industriels français recherche pour sa holding située à Paris un :

JEUNE CADRE ORGANISATION GESTION FILIALES

70.000 F
Dépendant du Service Organisation de gestion des filiales, il participera à des interventions ponctuelles auprès des filiales réparties sur tout le territoire français en matière d'organisation administrative et de gestion (à moyen terme (3 ans environ), des responsabilités opérationnelles lui seront confiées au sein d'une d'une des filiales (contrôle de gestion, secrétariat général, etc.). Le candidat recherché est titulaire de l'un des diplômes suivants : H.E.C., E.S.C., E.S.S.E.C., Sciences Po + D.E.S. Il a acquis en entreprise une expérience d'un ou deux ans. Il est disponible pour de fréquents déplacements.

Adresser C.V. sous référence A/238 M à :

PS CONSEIL

8, rue Bellini - 75782 Paris Cedex 16

Discrétion assurée

CENTRE DE FORMATION recherche pour compléter son équipe :

UN ANIMATEUR

pour réaliser des sessions de formation centrées sur les TECHNIQUES DE FABRICATION DU LIVRE. Cet animateur devra avoir assuré des responsabilités effectives dans les différents domaines de la fabrication du LIVRE.

(chef de fabrication, secrétaire d'édition) et avoir par sa participation à des sessions de formation une sensibilité en matière de psychologie des adultes en formation.
Ecrire avec curriculum vitae au n° T 03.002 M à : REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Beaumour, Paris (20).

MANAGERS JUNIOR

pour prendre très rapidement la direction soit de son département immobilier et urbanisme soit de son département services, produits grand public et industriels. Une expérience en profondeur des études et du conseil en marketing et le sens du management sont nécessaires pour réussir à ce poste. La rémunération sera fonction de l'expérience et des objectifs financiers et commerciaux qui seront fixés en commun avec les candidats retenus. Envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions à : PLAIN CHAMPS sous réf. 2241, 5, rue du Helder 75009 Paris

GROUPE INDUSTRIEL RECHERCHE chef comptable

Le poste :
An siège social (Paris 17)
Mission :
Piloter les travaux comptables des 6 filiales. Assurer la centralisation et établir les comptes sociaux. Effectuer déclarations et règlements sociaux et fiscaux. Établir les comptes mensuels, la comptabilité analytique et préparer les budgets. Préparer le traitement des données par informatique, en contrôler les résultats et la mise en forme.
Le candidat :
Age 35 ans environ
Niveau :
D.E.C.S.
Expérience :
Avoir tenu et dirigé la comptabilité de plusieurs sociétés industrielles dans un même groupe sous tous aspects (trésorerie, analytique, budget, centralisation). Avoir exploité les techniques informatiques de comptabilité.
Rémunération :
Environ 100.000 F.
Envoyer C.V. et photo à HAVAS CONTACT, N° 74381, 156, bd Haussmann, 75008 Paris

Le candidat devra posséder l'expérience de plusieurs années du commerce international et marchés européens et africains. Connaissance parfaite anglais. Il assurera, sous l'autorité du Directeur Commercial, le développement des ventes et sera responsable de son budget.
Ecr. avec C.V. et prêt à O.P.G. Conseil n° 2.488, 40, rue de Lille, 75007 PARIS, qui transmettra.

SOCIÉTÉ DE PRODUITS CHIMIQUES RECHERCHE RESPONSABLE DEPARTEMENT EXPORTATION

Le candidat devra posséder l'expérience de plusieurs années du commerce international et marchés européens et africains. Connaissance parfaite anglais. Il assurera, sous l'autorité du Directeur Commercial, le développement des ventes et sera responsable de son budget.
Ecr. avec C.V. et prêt à O.P.G. Conseil n° 2.488, 40, rue de Lille, 75007 PARIS, qui transmettra.

ingénieur, directeur technique adjoint

Un des premiers fabricants français de matériels de conditionnement de l'air de renommée mondiale, cherche pour son siège en banlieue ouest un INGENIEUR ÉLECTRICIEN. Il est l'adjoint direct du directeur technique pour tout ce qui concerne la recherche-développement : création de nouveaux produits, amélioration des produits existants (B.E. essais, proto., qualité, fiabilité). Son expérience : B.E., fabrication, recherche en aérodynamique. Des compétences en asservissements, en froid industriel et la connaissance de l'anglais sont souhaitées.
Ecrire à G. BARDOU, réf. 3319 LM.

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'ÉTUDES ET DE CONSTRUCTIONS DE CHAUDIÈRES POUR CENTRALES THERMIQUES ET NUCLÉAIRES SITUÉE À VÉLIZY (78)

RECHERCHE

INGENIEUR D'AFFAIRES

Chargé de la responsabilité technico-commerciale de la réalisation de chaudières pour centrales thermiques à l'étranger. Le poste peut convenir à un :

INGENIEUR DIPLOMÉ GRANDES ÉCOLES (Mines - E.C.P. - E.N.S.A.M.)

Pouvant justifier d'une :

EXPÉRIENCE DE 5 A 10 ANS

de gestion technico-commerciale de projets à l'étranger

Très bonne pratique de l'ANGLAIS indispensable

Env. C.V. et prétentions sous réf. L137, à SWEET'S, B.P. 289, 75424 PARIS, CEDEX 09, qui transmettra.

Société Multinationale Secteur Alimentaire recherche le

RESPONSABLE: Etudes, Statistiques

AU SEIN D'UNE CELLULE MARKETING 25 ans minimum, homme ou femme issu d'une école supérieure de commerce, il possède une bonne pratique de l'anglais ; il est souhaitable qu'il ait une première expérience dans un service marketing.

Il aura la responsabilité de :
• l'analyse des ventes (prévisions, préparation et présentation de rapports mensuels et annuels) ;
• l'analyse des panels ;
• l'analyse des études de marché.
Il est souhaitable que ce candidat ait le goût de l'analyse, et beaucoup d'aisance dans les relations et dans la communication.

Lieu de travail : PARIS 8ème.

Le poste implique de courts déplacements en France et à l'étranger.

Adresser C.V., photo et salaire actuel sous référence 7763 MP à Jorja DUJOUR, Cabinet Claude VITTE, 30, rue Croix des Petits Champs, 75001 PARIS.

POUSSET-UCIAT
JEUNE CADRE -
PARTEMENT
DES BREVETS

HAVAS
recherche des
CHIEFS
DE PUBLICITÉ
JUNIORS

analyste
programme
ingénieurs

GIE
Envoyer C.V. au n° 20
rue de la Paix 75002
Paris ou Personnel, Tél.
01-47-11-88-88

مكتبة من الأصل

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENCIA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,32

ANNONCES CLASSEES

	La min. col.	T.C.
ANNONCES ENCADREES	24,00	27,45
OFFRES D'EMPLOIS	5,00	5,72
DEMANDES D'EMPLOIS	20,00	22,88
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENCIA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Importante société d'études et de conseil en marketing recrute pour l'un de ses clients un :

CHEF DE PRODUITS SENIOR et un DIRECTEUR COMMERCIAL Parfumerie alcoolique

Leur expérience approfondie dans ce type de produits et dans les circuits de distribution parfumerie sélective et food doit leur permettre, en liaison avec la Direction du Marketing, de définir et de réussir les lancements de produits prévus pour 1978 et 1979.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions à : PLAIN CHAMPS sous réf. 2242, 5, rue du Helder 75009 Paris.

HAVAS

Pour son département Havas Régies recherche

UN JEUNE CHEF DE PUBLICITE

Chargé de la vente d'espace d'un grand quotidien régional, le candidat devra être titulaire d'un diplôme d'Etudes Supérieures. Une bonne connaissance de la Publicité, du Marketing et de la presse est indispensable. Une première expérience de la fonction serait appréciée.

La rémunération sera fonction de l'expérience acquise. Le poste est à pourvoir à Neuilly.

Adresser C.V., photo et prétentions à : Mr Sibold (Ref.38), la Direction des Relations Humaines - 136, av. Ch.-de-Gaulle, 92522 NEUILLY-SUR-SEINE.



HAVAS CONTACT

Pour notre division industrielle nous recherchons

RESPONSABLE MARKETING et ANALYSTE DE GESTION

réf. 258

Profil : Ingénieur Mécanicien-chimiste et formation complémentaire ISA ou INSEAO et anglais courant - expérience commerciale souhaitée.

rôle : • recherches, études des marchés nouveaux et compléments des gammes de produits existants • études financières clients • prévisions, ventes et livraisons • élaboration suivi budgets, analyse rentabilité, informations sur commandes - facturation par département.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions à : Direction du Personnel

ALFA-LAVAL

62/70, r. Y. Tourgueneff 75380 BOUGIVAL

TRAVAUX PUBLICS DESPECIALITES

SOCIETE EN EXPANSION recherche

Jeunes Ingénieurs de Chantiers

pour ses départements :

- FORAGES (hydrauliques, miniers, pétroliers) A.M. de préférence. Basé au siège à Paris mais déplacements nombreux et de courte durée (1 à 3 jours) sur toute la France réf. 18M368F

- TRAVAUX SOUTERRAINS Centrale, Mines, ETP. Grande disponibilité individuelle et familiale pour affectations sur chantiers de moyenne ou longue durée (de 3 mois à 3 ans) en France réf. 18M368TS

- INJECTIONS-SONDAGES Centrale, Mines, ETP, Hydraulique. Grande disponibilité individuelle et familiale pour déplacements en France de quelques mois à quelques années réf. 18M368IS

Situations d'avenir.

Adresser C.V. et prétentions en précisant la référence 69, rue de Monceau 75008 PARIS

Centre de Psychologie Appliquée



CSS France

Filiale de NATIONAL CSS leader mondial du TIME SHARING recherche pour faire face à son développement

DIRECTEUR DES VENTES

Il anime l'équipe d'ingénieurs commerciaux; en collaboration avec le Directeur Général, il définit les objectifs et en suit la réalisation.

(Réf. M 6167 D)

INGENIEUR COMMERCIAL

Au sein d'une équipe performante, il développe et gère une clientèle à laquelle il propose un «produit» de qualité exceptionnelle.

(Réf. M 6167 E)

Pour ces deux postes, une expérience dans notre domaine est attendue. La rémunération et les perspectives de carrière mériteront des personnes de valeur.

Adresser C.V. complet sous la référence choisie à F. Sanchez. Chaque dossier traité confidentiellement ne sera transmis à CSS, qu'avec l'accord du candidat.

egor

8 rue Meyerbeer, 75009 Paris

Dans le domaine du Bâtiment nous occupons une des toutes 1ères places parmi les entreprises françaises

Nos besoins en cadres de haut niveau sont permanents pour répondre aux impératifs de notre expansion tant en France qu'à l'étranger. Aujourd'hui nous souhaitons intégrer au sein de notre siège social un

CADRE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

C'est un homme âgé d'environ 32 ans, de formation supérieure économique, juridique et financière.

Une première expérience l'aura familiarisé avec les techniques de gestion et d'administration d'une entreprise.

Intervenant dans une première phase au sein de la Direction Financière, il se verra confier peu à peu des missions au sein du Groupe et à terme sera affecté dans l'une de nos filiales à un poste de synthèse, type Secrétariat Général.

La connaissance du Bâtiment et la pratique de l'Anglais sont des atouts supplémentaires.

Si vous pensez être l'homme que nous cherchons :

Adresser C.V., photo et prétentions sous réf. n° 3194 à :

COFAP

20, rue de Châteaufort 75010 Paris

PS Conseil

TECHNICIEN SUPERIEUR TELECOMMUNICATIONS

80.000 F

Une importante société internationale, assurant la conception et la réalisation de réseaux de télécommunications spécialisés à usage privé, recherche un technicien supérieur qui sera chargé de l'installation et de la maintenance d'équipements terminaux (multiplexeurs, modems, télé-imprimants...). Ce poste s'adresse à un candidat âgé de 25 ans minimum, doté d'une bonne formation technique de base, et pouvant justifier d'une expérience de plusieurs années dans le domaine des télécommunications, notamment dans les mesures de circuits, la mise en place et l'entretien de terminaux de transmission (téléphonie télex, transmission de données). La candidate n'est pas, mais il est souhaitable qu'elle soit, bilingue en français et en anglais. De solides connaissances en anglais sont indispensables. Statut cadre.

Adresser C.V. sous référence A/237M à :

PS CONSEIL

8, rue Bellini - 75782 Paris Cedex 16

Discrétion assurée

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ELECTRONIQUE

recherche un

CHEF DE BUREAU D'ETUDES ET DE DESSIN

POSITION III A ou III B

Ecrire avec C.V. + photo et salaire actuel sous n° 48.198. CONTEXTE Publicité, 20, avenue de l'Opéra. 75004 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS

crée une filiale spécialisée dans la commercialisation des équipements destinés aux INDUSTRIES PETROLIERES

recherche

CADRE DIRIGEANT

Avant une expérience approfondie du secteur et capable de traiter des affaires importantes sur un plan international.

Discrétion absolue.

Envoyer C.V. détaillé à :

REGIE-PRESSE

n° T 002906 M, 85 bis, rue Beaumour, PARIS (20) qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'ETUDES ET DE CONSTRUCTIONS DE CHAUDOIERES POUR CENTRALES THERMIQUES ET NUCLEAIRES

SITUÉE A VELIZY (78) recherche

TECHNICIENS SUPERIEURS CONFIRMES

Chargés de la mise en route de :

- chaudières, brûleurs, équipements auxiliaires, matériels thermiques divers.

EXPERIMENTES dans la conduite ou la mise en route d'installations comportant des équipements thermiques.

• Connaissance de l'ANGLAIS appréciée.

• Déplacements : durée et fréquence variable.

Ad. C.V. et prêt, sous la réf. 1.150 à EWEERTS, B.P. 289, 75124 PARIS CEDEX 09, qui transmettra.

RESPONSABLE DE LA PUBLICITE

160/180.000 F

Nous souhaitons doter aujourd'hui une nouvelle dimension à la fonction Publicité et créer un poste qui aura pour rôle de définir et de mettre en place notre politique d'image.

Nous appelons à un groupe industriel important et notre diversité fait que nous pourrions nous efforcer vers une meilleure homogénéisation de nos actions.

Vous avez l'expérience de la gestion et du contrôle d'un budget important et vous avez l'habitude de coordonner l'action des agences et des services décentralisés.

Bien sûr, vous êtes imaginatif, créatif, vous savez imposer vos idées et vous faites la preuve d'une expérience réussie dans une entreprise industrielle à structure internationale.

Nous espérons avoir avec vous un entretien simple et détendu pour vous donner de plus amples informations quant à l'idée que nous nous faisons du poste.

Merci d'adresser votre C.V. sous référence 3607 à :

INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE

28, av. de Messine 75008 PARIS

à qui nous avons confié cette recherche.

JEUNE ENTREPRISE EN TELEPHONE

à BOULOGNE-SUR-MER, recherche son

RESPONSABLE APRES-VENTE

du département AUTOCOMMUNICATEUR

Ce poste pourrait convenir à A.T.P. ou ingénieur autodidacte ayant une expérience d'au moins 5 ans dans la téléphonie. Connaissances de la communication électronique indispensables. Ad. C.V. et prétentions à JEP CONTINENTALE, sous la réf. 82/6, 179, avenue Victor-Hugo, 75116 PARIS, qui transmettra.

Importante entreprise de T.P. (Travaux d'Hydraulique et Génie Civil)

C.A. 1 Millard - Effectif 5 400 - recherche pour son Bureau d'Etudes à PARIS

ingénieur d'études

DE HAUT NIVEAU

Agé d'environ 35 ans, diplômé d'une Grande Ecole Polytechnique - Paris - Mines ou équivalent, possédant plusieurs années d'expérience acquise dans une entreprise de T.P. soit sur d'importants chantiers, soit en Bureau d'Etudes.

Dans un premier temps, il devra étudier différents projets tout en découvrant l'entreprise et en s'y intégrant : des perspectives réelles d'évolution peuvent être envisagées dans un stade ultérieur.

La connaissance de l'anglais est également très souhaitée.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous référence 417 M au :

Cabinet Jean-Claude MAURICE

Conseil en Gestion du Personnel

42, rue Legendre - 75017 PARIS

COFAP 20, rue de Châteaufort 75010 Paris

GROUPES INDUSTRIEL EN PUISSANTE EXPANSION

recherche

ANIMATEUR DE FORMATION

Il aura l'entière responsabilité de stages commerciaux, administratifs, de relations humaines, etc.

Ce poste, basé à Paris, nécessite de courtes mais fréquentes déplacements en province.

Nous demandons une formation supérieure (psychologie, P.S.C., etc.) et une première expérience professionnelle acquise en Conseil ou en Entreprise.

Pour un premier contact, écrire avec C.V. et photo à n° 3.560.

COFAP 20, rue de Châteaufort 75010 Paris

PS Conseil

COMPTABILITE ANALYTIQUE

Une entreprise française dont le siège administratif est à Châteaufort, filiale d'un groupe international, recherche un Collaborateur pour son service Comptabilité Analytique. Il sera essentiellement responsable, sous l'autorité du chef de service, de la comptabilité matières primaires comprenant contrôle des demandes d'achat, des factures, des stocks, analyse des coûts d'approvisionnement et des écarts. Ce poste conviendrait à un(e) candidat(e) âgé(e) d'environ 25 ans, même débutant, possédant un DUT de gestion ou équivalent, apte à exploiter les informations sur ordinateur. Les qualités de contact seront essentielles. La rémunération annuelle de départ sera de l'ordre de 45.000 francs.

Adresser C.V. sous référence A/240F à :

PS CONSEIL

8, rue Bellini - 75782 Paris Cedex 16

Discrétion assurée

Importante Société de construction mécanique (6 000 personnes).

BANLEUE OUEST, filiale d'un puissant groupe international recherche

ingénieur production

DE HAUT NIVEAU

Agé au minimum de 35 ans, de formation supérieure (Ingénieur A.M. ou équivalent) ayant acquis une solide expérience de la Direction d'ateliers et de la gestion industrielle, si possible dans le cadre d'unités importantes de fabrications mécaniques ou de chaînes de montages de moyennes séries. Le candidat devra s'intégrer rapidement dans l'établissement afin de prendre à terme la responsabilité de l'ensemble de la production de l'usine.

Connaissance de l'anglais souhaitée.

Envoyer C.V. détaillé photo et prétentions sous la référence 430 M au :

Cabinet Jean-Claude MAURICE

Conseil en Gestion du Personnel

42, rue Legendre - 75017 PARIS

Leader européen dans sa branche - effectif 2000 personnes - plusieurs unités de production - plusieurs filiales de vente à l'étranger dont une aux U.S.A. en expansion régulière - 35 % export - recherche pour PARIS

directeur de division

Ingénieur diplômé Grande Ecole A.M., ECP, SUPELEC ou équivalent

35 ans minimum

Le poste est vivant, complet et enrichissant.

Entièrement responsable des résultats de sa division le Directeur aura :

• à définir les objectifs commerciaux France et Export

• à prendre en charge la politique des produits, le suivi et le contrôle de leur mise au point

• à assurer un contrôle rigoureux de sa gestion.

Véritable manager d'une affaire moyenne, autonome, mais intégré à une solide équipe de Direction, jeune, entreprenante et très soudée il disposera de l'appui des services fonctionnels de la société.

COFAP 20, rue de Châteaufort 75010 Paris

Adresser C.V. et prétentions sous réf. 48.103 65, avenue Kléber 75116 PARIS.

ANNUAIRE
INDUSTRIEL
DES PRODUITS

général adjoint

DSM France
CREDIT MANAGER JUNIOR

Filiale Société Américaine
coordonateur
ventes
et marketing

فكرنا من الأصل

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	T.C.
ANNONCES ENCADREES	24,00	27,45
OFFRES D'EMPLOI	5,00	5,72
DEMANDES D'EMPLOI	20,00	22,88
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Filiale spécialisée d'un important groupe industriel (métallurgie)
un des leaders dans sa branche, plusieurs usines recherche pour PARIS

INGENIEUR
ou HEC, SUP. de CO, ESSEC, ...
35 ans minimum, pour assurer, après période de formation au contact de la clientèle, la fonction de

CHEF DE PRODUITS

Le poste est à créer pour des produits métallurgiques de pointe (transmission destinée à une clientèle industrielle Bâtiment et Industrie très variée, automobile, électroménager, etc.). C.A. pour ces produits 350 M dont 40 % exportation. Nombreux voyages de courte durée en France et à l'étranger.

Poste exigeant de bonnes connaissances de gestion, du marketing des produits industriels, le sens des responsabilités, et une forte participation personnelle au sein d'une petite équipe de direction jeune. Anglais courant indispensable. Allemand souhaitable.

Ecrire avec C.V., photo et présent. n°/réf. 2.325 M à 68, avenue Kléber, 67115 PARIS. Direction assurée.

CORT

Société spécialisée dans l'achat, l'équipement et le vente de terrains pour la réalisation de lotissements, recherche

INGENIEUR

pour assurer la responsabilité de l'ensemble des aspects techniques :

- conception des opérations en fonction des règles d'urbanisme ;
- études (V.R.D., assainissement) ;
- consultation des entreprises et passation des marchés ;
- contrôle des travaux effectués.

Le développement rapide de la société permettra de faire évoluer le poste vers la fonction de Directeur Technique.

L'homme que nous recherchons est un ingénieur (ENPC, ECP, ETP) ayant 5 ans d'expérience professionnelle en Bureau d'études et direction de travaux.

Pour un premier contact, adresser C.V. et photo sous références 3535 à

COFAD 20, rue de Chabrol 75010 Paris 10

ECOLE D'INGENIEURS
de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris
(E.S.I.E.E.)

recherche

RESPONSABLE DE DIVISION

- Pour constituer et diriger une équipe pluridisciplinaire dans les domaines :
Electrotechnique, électrotechnique, Electronique de puissance, Chaleur et thermodynamique.
- Pour assurer des activités d'enseignement et de recherches.
- Formation de base ingénieur électroicien.
- Expérience industrielle d'au moins 3 ans.
- Anglais très souhaitable.

LIEN DE TRAVAIL PARIS.

Adresser C.V. et présentations à
E.S.I.E.E. département programmes et méthodes,
11, rue Falguère - 75015 PARIS.

Importante société de CONSTRUCTION MECANIQUE
filiale d'un puissant groupe international recherche pour son usine située en BANLIEUE OUEST (2 000 personnes)

ingénieur gestion industrielle

ayant pour mission de programmer l'ordonnement et le lancement des fabrications de l'usine dont il aura et contrôlera l'ensemble de la production. Ce poste de haut niveau (responsabilités actuelles et d'évolution possible) peut convenir à un homme âgé de 30 ans au minimum, diplômé d'une école d'ingénieurs (I.N.P.S.A., etc.), et justifiant d'une expérience réussie de la GESTION DE LA PRODUCTION acquise au préalable dans le cadre de la fabrication mécanique de moyenne série. Envoyer CV détaillé, photo et présentations sous référence 431 M au :

Cabinet Jean-Claude MAURICE
Cabinet de Gestion du Personnel
42, rue Legendre - 75017 PARIS

ROWNTREE MACKINTOSH

Groupes International Chocolaterie Confiserie (Smarties, Muts, Quality Street, Kit Kat, After Eight, Mellow, Chocobon, Lavin) dans le cadre de son expansion en France crée le poste de :

secrétaire général adjoint

Il sera appelé à assister le Secrétaire Général dans ses différentes attributions :
- coordination de tous problèmes afférents aux structures juridiques des sociétés françaises du Groupe ;
- organisation et suivi des C.A. et A.G. ;
- contrôle des différents contrats et documents à caractère juridique ;
- gestion des assurances et des risques ;
- représentation du Groupe auprès d'organismes extérieurs ;
- constitution et tenue du centre de documentation, etc.

Agé de 30 ans minimum, de formation supérieure (ex : Droit - Sciences Politiques), le candidat retenu devra nécessairement avoir acquis une expérience de plusieurs années dans une fonction analogue au sein d'une entreprise internationale et s'exprimer parfaitement en anglais (écrit et oral).

Lieu de travail : Marne-la-Vallée, 15 km Paris de Beauvais par A4.

Adresser C.V., détaillé, photo et présentations à :
J. Houbert, ROWNTREE MACKINTOSH S.A., 77420 NOISEL.

TELIC

RECHERCHE POUR SA DELEGATION COMMERCIALE PARIS

INGENIEURS

TECHNICO-COMMERCIAUX

Ces futurs collaborateurs seront affectés au Service PROSPECTION COMMERCIALE PARIS.

Missions :

- Assistance à la vente près des installateurs (examen des problèmes particuliers, établissement des devis, participation aux négociations avec les clients, aspects techniques, argumentaires, etc.).
- Prospection commerciale (diffusion des informations sur les produits, détection des affaires potentielles, contact direct et négociations avec les Administrations et grands organismes).

Profil :

Les candidats devront justifier :

- d'une expérience réelle dans le domaine des négociations commerciales pour des systèmes de haute technologie ;
- d'une bonne connaissance technique du matériel téléphonique ou de la mini-informatique ou par-informatique ;
- d'un esprit de synthèse (évolution de leur secteur).

Ad. C.V., prêt. + photo à TELIC S.A., Délégation Commerciale Paris, 88, av. Daumesnil, 75012 PARIS.

FILIALE FRANÇAISE D'UNE AFFAIRE ALLEMANDE

recherche

pour augmenter sa force de vente en France

TECHNICO-COMMERCIAL

dynamique, ambitieux et décidé à implanter une nouvelle marque dans son marché.

Pour la vente dans les collectivités, le secteur hospitalier, paramédical et extra-hospitalier d'une gamme de pansements spéciaux internationallement connus.

Des connaissances du milieu hospitalier et médical sont indispensables.

Un stage de formation en R.F.A. est assuré.

Rémunération fixe FF 4.000 + prime objectif + commissions + remboursement de frais.

Notre maison mère en R.F.A. est un des 3 fabricants de pansements les plus importants en Europe, par ailleurs connu également pour ses produits non tissés et rubans adhésifs.

Ecr. avec C.V., photo, n°/réf. 732.883 M. à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris, qui te.

JEUNE CHEF de PROJET INFORMATIQUE

Service Informatique (PARIS)
d'un Grand Groupe Chimique Français
dispose d'un 370/158/05 - VS 1
et travail avec IMS

recherche

INGENIEUR Grandes Ecoles de préférence ayant acquis 2 ou 3 ans une première expérience informatique dans un environnement grand système ou à défaut ingénieur débutant.

2 postes de

CHEFS PROJETS sont proposés :

- 1) à dominante fonctionnelle, application d'aide au contrôle du crédit clientèle.
- 2) à dominante technique, développement d'une application commerciale sous IMS.

Ecrire n° 48.450, CONTEXTE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, PARIS-1er, qui transmettra.

DSM France

Filiale « trading » d'un groupe chimique européen
40 personnes explosives recherche

UN CREDIT-MANAGER JUNIOR

25 ans minimum
2 à 3 années d'expérience dans le crédit aux entreprises. Répondra à la direction financière qui l'assistera.

Profil du poste :

- Analyser et évaluer la situation financière des clients (sur données et par contacts directs) ;
- Appréhender le risque financier et définir les lignes de crédit à accorder ;
- Gérer et suivre le portefeuille de clients en ce qui concerne les encours qu'il aura définis ;
- Organiser les procédures à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs définis ci-dessus ;
- Instruire les événements contentieux ;
- Et, bien sûr, mener toute négociation nécessaire avec les clients.

Profil du candidat :

- Connaissances comptables, juridiques, économiques et bancaires précises (BSCS, BTE, IUT, ...).
- Aptitude à la négociation ;
- Esprit commercial ;
- Savoir s'organiser, créer, et prendre des initiatives responsables ;
- Connaissance de l'anglais appréciée.

Evolution sur 2 à 3 ans au poste de crédit manager senior pour un candidat de valeur.

Envoyer C.V., photo et présentations à :
Mme AIGRIS Marie-Béatrice, 512 DSM France, 5, rue Louis-Lejeune - 92128 MONTROUGE.

SOURIAU

DIVISION AUTOMOBILE

recherche dans le cadre de son expansion

2 COLLABORATEURS EXPERIMENTES DANS LE DOMAINE DE L'EXPORT

Réf. n° 1 :

UN SEDENTAIRE EXPORT

RESPONSABLE :

- du suivi de l'action des vendeurs ;
- de la coordination des politiques de marketing ;
- de l'exploitation des rapports de visites des vendeurs ;
- de la prospection.

ANGLAIS POSTERIEUREMENT APPRECIÉ.

Réf. n° 2 :

UN RESPONSABLE DE ZONE

CHARGE :

- de l'animation d'un réseau de ventes ;
- de la prospection et du suivi des clients.

ANGLAIS INDISPENSABLE.

Env. C.V. manuscrit, prêt., photo en précisant la référence à SOURIAU, 11, rue Gallieni, 92100 BOULOGNE.

SOCIÉTÉ ÉLECTRONIQUE TECHNIQUES AVANCÉES

Banlieue SUD-EST, recherche

RESPONSABLE grand projet ou INGENIEUR D'AFFAIRES

INGENIEUR Grande Ecole, expérience minimum de 5 ans et connaissances des matériels embarqués souhaitées.

Il est responsable de la coordination et du suivi du développement d'équipements spatiaux embarqués de haute technologie.

Les techniques mises en œuvre relèvent de l'électronique logique et analogique, de l'optique et de la mécanique.

Les projets sont à traiter au niveau système.

Adresser C.V. et photo à n° 48.128, CONTEXTE Publ., 20, avenue de l'Opéra, PARIS-1er, qui transmettra.

IMPORTANT SOCIÉTÉ COMMERCIALE
recherche pour PARIS

ASSISTANT (E) DU CHEF DU PERSONNEL

LE POSTE :

- gestion du personnel (1.200 personnes) ;
- liaisons comptables et informatiques ;
- études diverses ;
- participation à la formation continue.

LE (LA) CANDIDAT (E) :

- bonne formation, Droit du travail, Relations humaines ;
- expérience 2 à 5 ans dans Service du Personnel avec gestion et législation sociale.

POSTE LIBRE IMMÉDIATEMENT.

Ecrire avec photo, présentations et C.V. détaillé à :
M. MAPPEL, B.P. 208, 75026 Paris Cedex 11.

Filiale Société Américaine
Produits de Grande Consommation - nouvellement implantée en FRANCE recherche son

coordonateur ventes et marketing

Le candidat retenu sera parfaitement bilingue anglais-français, devra justifier d'une expérience dans cette activité sur le terrain en particulier : activité promotionnelle, encadrement, etc.

Être âgé de 27 ans minimum.

Le poste est basé à PARIS et comporte de nombreux déplacements en Province.

Il sera responsable de la coordination et de l'animation de nos distributeurs.

Excellentes possibilités d'avancement.

Le salaire est de l'ordre de 90 000 F.

Ecrire sous n° 60367 HAVAS CONTACT 186 Bd Haussmann 75008 Paris.

POUR UNE ENTREPRISE
Spécialisée PERMETTEURS MÉTALLIQUES à un très haut degré de performance

NOUS RECHERCHONS UN HOMME DE CONCEPTION

CE RESPONSABLE D'UNE ÉQUIPE D'UN BUREAU D'ÉTUDE

FORMATION INGENIEUR OU EQUIVALENT

deviser au point les produits, suivre les prototypes et les essais en laboratoire. Une polyvalence d'aptitudes est recherchée.

Envoyer C.V. manuscrit, photo (ret.) et présentations sous réf. n° 1.217 à :

Centre de Psychologie et d'Efficacité
17, rue des acacias - Paris 17°

FABRICANT EQUIPEMENTS AUTOMOBILE
PROCHE BANLIEUE NORD-OUEST PARIS

recherche

INGENIEUR LIAISON CONSTRUCTEURS

Formation A.M. ou équivalent, Expérience milieu constructeurs automobile appréciée.

Ce cadre sera responsable des relations étroites avec les services études et achats des constructeurs.

Déplacements courts durée France et étranger.

Anglais indispensable, allemand souhaité.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo, présentations sous n° 23456 B

17, rue du Docteur Leca 94300 VINCENNES sur Seine

Important Groupe de Bâtiment
et de Travaux Publics de taille internationale recherche

cadre administratif

Il sera responsable de la gestion du 1% (logements et prêts)
- choix des objectifs et des organismes, en liaison avec la Direction Générale ;
- gestion et contrôle de l'utilisation des fonds.

Ce poste implique le goût des contacts (relations avec le personnel et avec les organismes collecteurs, animation des commissions).

L'expérience d'un poste similaire en Entreprise est indispensable.

Pour un premier contact, adressez CV manuscrit à CONTEXTE Publicité 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 sous référence 48.232 qui transmettra.

LEADER DE L'EMBALLAGE POLYSTYRENE EXPANSÉ
recherche pour sa Direction générale

DIRECTEUR MARKETING-EMBALLAGE

ayant une expérience emballage

Il sera principalement chargé de :

- Suivre l'évolution des marchés et des techniques ;
- Proposer une politique nationale ;
- Animer et contrôler l'application de la politique ;
- Servir personnellement les affaires nationales.

Adresser candidature avec C.V., photo à :
76002 PARIS.

55, rue d'Amsterdam - 75008 PARIS.

IMPORTANTE ENTREPRISE DE CONSTRUCTION
recherche pour Siège PARIS

CHEF DU SERVICE JURIDIQUE

Placé sous l'autorité du Directeur Administratif et Financier

IL AURA EN CHARGE :

- l'ensemble des problèmes administratifs, juridiques et de propriété immobilière, en particulier préparation des conventions et accords ;
- connaissance des contrats internationaux ;
- élaboration des dossiers de réclamation ;
- suivi des expertises et affaires judiciaires, et rôle de conseil.

Longue expérience dans T.P. ou construction et pratique de l'anglais exigées.

Ad. C.V. daté, avec photo et prêt. à n° 48.094, CONTEXTE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er, q. m.

nucléaire ingénieur-projet

De formation Arts & Métiers ou équivalent, vous avez au moins 5 ans d'expérience dans l'industrie de grandes installations (pétrochimie, sidérurgie ou mieux encore nucléaire) dans le domaine des fluides.

Cette expérience vous a permis d'acquérir de solides connaissances des équipements tels qu'échangeurs, réservoirs, pompes, robinetterie.

Nous vous offrons la coordination technique des systèmes et équipements auxiliaires d'un flot nucléaire.

Ce poste vous est proposé par une puissante Société d'ingénierie.

Vous serez intégré à une équipe projet, travaillant à l'exportation.

Cela implique une bonne maîtrise de l'anglais.

Poste basé à Paris avec déplacements de courte durée à l'étranger.

Adresser C.V., photo et présentations n°/réf. 5750 à : P.L.CHAU S.A. - B.P. 220 75063 Paris cedex 02 qui transmettra.

REPRODUCTION INTERDITE

demandes d'emploi demandes d'emploi

CADRE SUPÉRIEUR, 38 ans

Spécialiste VENTE et ABONNEMENTS
Disponible pour poste à responsabilité commerciale
ou de gestion dans
la PRESSE
en région parisienne.
Ecrire n° 6.531 à "Le Monde" à Publi-
té, 5, rue des Italiens, 75247 PARIS-9^e, qui transmettra.

CADRE 44 ANS AYANT assumé responsabilités

ATTACHÉE DIRECTION COMMERCIALE
pour dirigé SERVICE PUBLICITE - PROMOTION
MARQUE CONVOYE
Formation et expérience secrétaire direction,
B.T.S. Publicité 77 - Anglais courant, espagnol in,
recherche Société susceptible utiliser tout ou
partie ses qualifications.
Ecr. Mme GALEY, 37, rue de la Plaine, 75020 Paris.

CADRE TECHNIQUE et COMMERCIAL

30 ans. Expériences électro-technique (engineering
et électronique) (Sst d'import-export)
Directeur adjoint dans cette dernière société.
Tous bons notions d'Anglais (royale USA et UK).
Excellentes références professionnelles.
Recherche poste à responsabilité
dans P.M.E. Paris ou banlieue Est.
Ecrire n° 2.282 à "Le Monde" à Publi-
té, 5, rue des Italiens - 75247 PARIS (9^e), qui transmettra.

CADRE SUPÉRIEUR

50 ans, licencié droit, I.C.G., I.S.A.,
Anglais et Italien courants
20 ans expérience bancaire approfondie
Pratique : Direction et gestion d'entreprise,
Finances, Comptabilité, Trésorerie, Juridique,
Droit des sociétés, etc.
Recherche : Direction générale, Direction financière
ou administrative, Secrétariat général.
Libre rapidement.
Ecrire n° 2.282 à "Le Monde" à Publi-
té, 5, rue des Italiens - 75247 PARIS (9^e), qui transmettra.

JEUNE FEMME, 36 ans

Licence d'anglais, D.U.T., comptabilité, finances,
anglais, espagnol commercial, anglais courant.
10 ans d'expérience dans comptabilité générale
et analytique, informatique de gestion, secrétariat
de direction, administration générale,
déclaration, paie, import-export, etc.
Recherche poste stable à responsabilité
dans la région parisienne (sauf Nord).
Ecrire n° 2.023.03 à "Le Monde" à Publi-
té, 5, rue des Italiens - 75247 PARIS (9^e).

JEUNE CADRE F.

Dynamique, grande expérience négociations
internationales et collectives.
- ANGLAIS - ALLEMAND.
Recherche poste DIRECTION SERVICE EXPORT
ou similaire à développer ou à créer.
Ecrire n° 2.282 à "Le Monde" à Publi-
té, 5, rue des Italiens - 75247 PARIS (9^e).

NATIONALITÉ SYRIENNE - ÉTABLI AU LIBAN

COMMERÇANT, 47 ans
dynamique technico-commercial 10 ans exp. banc.
20 ans expérience textiles et matières
textiles. Connaissance des langues : ARAB, ANGLAIS, ITALIEN.
CHERCHE SITUATION EN FRANCE
Voyageur dévoué commercial pour M.O. et IT.
Nombres connaissances : Syrie, Liban, Arabie saoudite, Yémen, Nord, Italie.
LIBRE FIN JUIL
Ecrire n° 3.251 à "Le Monde" à Publi-
té, 5, rue des Italiens - 75247 PARIS (9^e).

ASSISTANTE DE DIRECTION

5 ans de références références
COMMERCIAL, GESTION, PRO-
DUCTION, etc. des langues : ARAB, ANGLAIS, ITALIEN.
Ecrire n° 2.282 à "Le Monde" à Publi-
té, 5, rue des Italiens - 75247 PARIS (9^e).

INGÉNIEUR

Systèmes électroniques
SUP. ELEC. 34 ANS
Expérience professionnelle
Responsable prod.
Ecrire n° 2.282 à "Le Monde" à Publi-
té, 5, rue des Italiens - 75247 PARIS (9^e).

DIRECTEUR GÉNÉRAL

ADJOINT
32 ans d'exp. E.O.C.
GÉNÉRALISTE
AVES POLYVALENCE DAT-
TUBATIONS D'EAU
GROUPE BANCAIRE
MANAGEMENT STES
FUSANT PRODUITS PHAR-
MACIQUES
RESEAU COMMERCIAL
Direction administrative,
comptable, budgets, gestion,
négociations, etc.
Ecrire n° 2.282 à "Le Monde" à Publi-
té, 5, rue des Italiens - 75247 PARIS (9^e).

PARIS - PROVINCE

INDUS. ALIMENTAIRE
E.N.S.B.A.N.A., 33 ans, mana-
ger, microgestion, gestion,
contrôle qualité, ch. empl.
Ecrire n° 2.282 à "Le Monde" à Publi-
té, 5, rue des Italiens - 75247 PARIS (9^e).

INGÉNIEUR CIVIL

des MINES
Ecr. n° 2.282 à "Le Monde" à Publi-
té, 5, rue des Italiens - 75247 PARIS (9^e).

ING. INFORMATIEN

32 ans, exp. ch. constructeur
informatique, formal. compl.
Génie logiciel, ch. empl.
Ecrire n° 2.282 à "Le Monde" à Publi-
té, 5, rue des Italiens - 75247 PARIS (9^e).

ARCHITECTE D.P.L.O.

31 ans, ch. empl. EC. CARRE
71, rue Sévres, Paris (16^e)
Ecr. n° 2.282 à "Le Monde" à Publi-
té, 5, rue des Italiens - 75247 PARIS (9^e).

L'immobilier

appartements vente

Paris

Rive droite

PROPRIÉTAIRE VEND

SUR JARDIN

MONCEAU

DANS PRESTIGIEUX

1) DUPLEX 130m2

2) APPTS

R. DE PRONY

MONCEAU

MARAI

BUTTES-CHAUVENT

2 PCE LIBRE IMMÉDIATE

VRAI MARAI

BOULAINVILLIERS

16^e - 330 m2

12^e - 60 m2

12^e - 60 m2

12^e - 60 m2

12^e - 60 m2

12^e - 60 m2

12^e - 60 m2

12^e - 60 m2

12^e - 60 m2

12^e - 60 m2

12^e - 60 m2

12^e - 60 m2

12^e - 60 m2

12^e - 60 m2

12^e - 60 m2

12^e - 60 m2

12^e - 60 m2

12^e - 60 m2

12^e - 60 m2

12^e - 60 m2

12^e - 60 m2

12^e - 60 m2

12^e - 60 m2

12^e - 60 m2

12^e - 60 m2

12^e - 60 m2

12^e - 60 m2

12^e - 60 m2

12^e - 60 m2

12^e - 60 m2

12^e - 60 m2

12^e - 60 m2

12^e - 60 m2

12^e - 60 m2

12^e - 60 m2

12^e - 60 m2

12^e - 60 m2

12^e - 60 m2

12^e - 60 m2

12^e - 60 m2

12^e - 60 m2

12^e - 60 m2

12^e - 60 m2

12^e - 60 m2

12^e - 60 m2

12^e - 60 m2

12^e - 60 m2

12^e - 60 m2

12^e - 60 m2

12^e - 60 m2

12^e - 60 m2

12^e - 60 m2

12^e - 60 m2

12^e - 60 m2

12^e - 60 m2

12^e - 60 m2

PROVINCE

MEUSE

TELESCI

MEUSE

TELESCI

MEUSE

TELESCI

MEUSE

TELESCI

MEUSE

TELESCI

MEUSE

TELESCI

MEUSE

TELESCI

MEUSE

TELESCI

MEUSE

TELESCI

MEUSE

TELESCI

MEUSE

TELESCI

MEUSE

TELESCI

MEUSE

TELESCI

MEUSE

TELESCI

MEUSE

TELESCI

MEUSE

TELESCI

MEUSE

TELESCI

MEUSE

TELESCI

MEUSE

TELESCI

MEUSE

TELESCI

MEUSE

TELESCI

MEUSE

TELESCI

MEUSE

TELESCI

MEUSE

TELESCI

MEUSE

TELESCI

MEUSE

TELESCI

MEUSE

TELESCI

MEUSE

TELESCI

MEUSE

TELESCI

MEUSE

TELESCI

MEUSE

TELESCI

MEUSE

TELESCI

MEUSE

TELESCI

MEUSE

TELESCI

MEUSE

TELESCI

PROVINCE

MEUSE

TELESCI

MEUSE

TELESCI

MEUSE

TELESCI

MEUSE

TELESCI

MEUSE

TELESCI

MEUSE

TELESCI

MEUSE

TELESCI

MEUSE

TELESCI

MEUSE

TELESCI

MEUSE

TELESCI

MEUSE

TELESCI

MEUSE

TELESCI

MEUSE

TELESCI

MEUSE

TELESCI

MEUSE

TELESCI

MEUSE

TELESCI

MEUSE

TELESCI

MEUSE

TELESCI

MEUSE

TELESCI

MEUSE

TELESCI

MEUSE

TELESCI

MEUSE

TELESCI

MEUSE

TELESCI

MEUSE

TELESCI

MEUSE

TELESCI

MEUSE

TELESCI

MEUSE

TELESCI

MEUSE

TELESCI

MEUSE

TELESCI

MEUSE

TELESCI

MEUSE

TELESCI

MEUSE

TELESCI

MEUSE

TELESCI

MEUSE

TELESCI

MEUSE

TELESCI

Immobilier (information)

Allo!

525.25.25

Information

Logement

je cherche

un appartement...

Oui, nous en avons

40.000

à vous proposer.

Centre Etoile

49, avenue Kléber, 75116 Paris 525.25.25

Centre Nation

45, cours de Vincennes, 75020 Paris 371.11.74

Centre Mairie

210, avenue du Maine, 75014 Paris 539.22.17

Locations Sans Achat

OFFICE DES LOCATAIRES

18, rue de Valenciennes, 75013 Paris

Locations Sans Achat

OFFICE DES LOCATAIRES

Le Monde

régions

DES VILLES SOUS LE VENT DE LA CRISE

Aucune ville de France n'est épargnée par le ralentissement de l'économie, mais ses conséquences sont différentes selon la capacité de résistance de chaque région. Après Nîmes (« le Monde » du 18 janvier) et Poitiers (« le Monde » du 19 février), voici Blois, dont la proximité de Paris constitue à la fois une chance et un handicap.

Blois. — De la somptueuse place du Château, les touristes frileux descendent les rues escarpées qui s'entrelacent dans la vieille cité du bord de Loire, ville moyenne par excellence. Dans l'entée de l'hôtel, un des cinq qui sont ouverts sur les neuf « double étoile, nouvelle norme », une pancarte annonce : « Les chambres sont payables d'avance ». C'est la règle ici. Méfiance, malchance aussi ! Au petit déjeuner (facturé 8 francs), le pain était rassis. L'histoire froissée avec assés de plastique comme à l'hôtel.

Ne vaut-il pas mieux changer de refuge ? Allons, il ne reste hélas que des chambres exigues on donnant de plain-pied sur le garage. Et au prix fort. Dommage car, même en hiver, on vient de loin pour admirer l'un des plus célèbres châteaux de la Loire. Quelques 400 000 visiteurs, tout au long de l'année. C'est bien pour une ville de 50 000 habitants.

Mais Blois a aussi son boulevard de l'industrie, loin du château, dans la zone industrielle. Les hangars modernes de Roto-Diesel, dont le siège social est en Grande-Bretagne, abritent la production de pompes à injection d'automobiles. C'est une des rares entreprises à dépasser les quinze cents salariés et à embaucher. Paradoxalement, la crise énergétique a favorisé une

forte expansion. Non loin de là, s'élèvent les ateliers de SEV-Marchal, ceux de l'imprimerie Cino del Duna, ou encore les silos de deux grandes coopératives agricoles, où l'on ne fait guère que remplacer les partants. Mais Climax-France, une firme multinationale, vient d'annoncer le transfert de son siège social et l'ouverture d'un deuxième hall de production : trois cent quatre-vingt emplois supplémentaires sont prévus pour fin 1978.

Sur la zone industrielle ouverte en 1954, les usines ont, depuis 1971, créé quelque huit mille cinq cents emplois nouveaux. Comme aime le souligner M. Pierre Sudreau, député et maire (tr.) : « Nous avons été les premiers à annoncer, dès 1971, la crise que nous connaissons et à prendre des mesures en conséquence ». Ainsi s'est-on mis sur pied le Comité d'action économique du Loiret-Cher (CODAC). De même, une deuxième zone industrielle, dans la périphérie de Blois, a été aménagée sur le territoire de la commune rurale de Vineuil, qui perd ses agriculteurs mais gagna sept cents emplois.

Paris n'est qu'à deux heures de train ou d'autoroute de Blois. Pénitôt que de concentrer à Blois l'essentiel de l'activité économique du département, la municipalité et le CODAC, dont l'animateur, M. Troussat, préside également la chambre de commerce et d'industrie, souhaitent depuis toujours un développement harmonieusement réparti. L'ouverture d'unités de production dans les bourgs y maintiendrait l'activité et freinerait l'exode rural dans ce département, que d'ailleurs on ne peut pas dire d'être un produit de tout sans du riz et des olives.

L'expansion industrielle de Blois, étonnante réussite en ces

BLOIS OU LES RISQUES DE LA TRANQUILLITÉ

De notre envoyée spéciale

dernières années de crise, n'est cependant pas sans nuages. M. Troussat ne cache pas les difficultés et note que la plupart des emplois créés sur la zone industrielle sont peu qualifiés. Les sièges sociaux, par conséquent les centres de décision, ne se sont que rarement décentralisés à Blois dans la foulée des usines. Enfin, à côté du courant d'activités nouvelles, mille cinq cents emplois ont disparu depuis 1971.

Deux entreprises de mécanique ont récemment fermé leurs portes. À Air-Equipement, la conversion difficile d'une partie de la production aéronautique depuis trois ans a entraîné des réductions d'horaires et d'effectifs. Chez Perrine-Guyot, une imprimerie passée depuis 1977 sous le contrôle du groupe Daniel, il ne s'agit plus tellement de réductions d'horaires et d'effectifs, mais surtout d'obtenir les reclassements nécessaires et le maintien des avantages acquis. Débrayages quotidiens, manifestation le jour où le premier ministre est venu présenter son programme.

Drôle de ZUP...

Moins grave que dans d'autres régions, le chômage atteint dans l'arrondissement de Blois la population active. Son niveau a toutefois plus que doublé en quatre ans, frappant principalement les femmes et les jeunes. Les demandes d'agréement de nourrices se multiplient. Un revenu d'affectation pour beaucoup de femmes.

Grâce aux visites ministérielles, M. Barre en décembre, Mme Veil le 8 février, Blois, la ville d'un programme, s'est mise à occuper brutalement le haut du pavé politique à la veille des élections. Conservera-t-elle sa tranquillité ?

seul moyen d'interrompre la durée du chômage qui s'allonge. Les mutations agricoles du Perche ou de la Sologne se poursuivent, et de la petite Beauce jusqu'aux aires de chasse privées appartenant à d'industriels fortunés, tel l'empereur Bokassa, les prix de la terre s'envolent. Alors les jeunes ruraux émigrent vers Paris ou Blois.

Jean-Paul, vingt et un ans, est un de ceux-là, devenu mécanicien après une formation de plâtrier. Il habite au foyer de jeunes travailleurs situé dans la ZUP, cette autre ville de Blois, sans contact ou presque avec le chef-lieu du département. Peu de distractions au foyer, où les visites dans les chambres sont interdites. Pas de sorties dans la ZUP « hostile à force de vide et de béton », ni dans le centre-ville. « On alterne en dehors de quelques cinémas », Jean-Paul passe sa semaine à attendre le week-end pour retourner au village natal. Drôle de ZUP... Les appartements, souvent bien agencés mais mal isolés, ont connu ces derniers temps des hausses brutales de charges locales : 30 % d'abord, puis deux ans après 80 %, pourcentage ramené à 30 % à la suite d'une protestation des comités de locataires. Depuis décembre dernier ceux-ci ont entouuré un autre cheval de bataille : la hausse de 20 % en moyenne des loyers locaux.

Dans cette nouvelle cité, les magasins sont rares et les transports en commun insuffisants. Une seule crèche collective. Les demandes d'agréement de nourrices se multiplient. Un revenu d'affectation pour beaucoup de femmes.

Grâce aux visites ministérielles, M. Barre en décembre, Mme Veil le 8 février, Blois, la ville d'un programme, s'est mise à occuper brutalement le haut du pavé politique à la veille des élections. Conservera-t-elle sa tranquillité ?

DANIELLE ROUARD.

Languedoc-Roussillon

IL FAIT FROID SUR LA LOZÈRE

DES PAUVRES DANS LA TOURMENTE

M. François Petrucci, de Chastanier (Lozère), nous écrit :

Les dernières chutes de neige qui ont couvert le nord de la Lozère et une partie de l'Ardèche m'ont fait découvrir d'un coup ce que vaut un département pauvre.

Nous sommes restés cinq jours privés d'électricité et une semaine bloquée dans la neige. Nous avons manqué de bouillottes, de pétrole, de pain, mais ce n'était pas grave. Je suis un des seuls jeunes à habiter mon hameau et, très normalement, je me suis inquiété des vieux à treize ans on agit mais à quatre-vingts on attend. J'attends le saut à posséder un réservoir à main et il a servi à la communauté. Il n'y avait plus de moulin à café à main, mais on a bu des tisanes. Le cinquième jour on a commencé à cuire le viande des congelateurs réchauffés et on a eu le lait pour ne pas le jeter. Quelle horreur ! Jeter du lait alors que tant en ont besoin.

Je pense que nous n'avons pas à nous plaindre, mais j'avoue que nous avons eu peur lorsque les premiers hélicoptères que nous avions aperçus ne descendaient que pour mieux nous filmer ; lorsque des avions militaires manœuvraient à haute altitude brûlant inutilement un carburant et un argent dont nous avions besoin.

Nous étions désemparés, et l'attention qu'on nous portait

n'avait qu'un seul but : distraire le reste de la France de ses problèmes.

Que les gouvernements aient le pudeur d'être discrets lorsqu'un petit bout du monde souffre et qu'aucune décision n'est prise quant à la façon de l'aider ! Nos gendarmes que nous aimons n'ont aucun véhicule capable de se déplacer sur la neige, et si l'hélicoptère résout bien des problèmes, il ne les résout pas tous. Les cinq hélicoptères basés à Mende pour la circonstance ne se sont pas déplacés parce que le plafond était trop bas.

Il faut insister auprès de nos députés-majors pour que nous ne fassions pas la guerre l'hiver sinon on retire de plus s'ajoutera à celles que nous connaissons.

Aucun radio n'a diffusé de conseils qui nous auraient réconfortés, qui nous auraient fait penser que, même habitant les plateaux granitiques du département, nous étions quand même autre chose que des curiosités que l'on photographie l'été au hasard des vacances.

Ces quinze jours vécus dans des circonstances pénibles m'ont fait penser au fait que la Lozère n'était dépeuplée que parce qu'on ne l'avait peut-être pas trop à ce qu'elle se civilise...

Provence-Alpes-Côte-d'Azur

A LA BASE DE CUERS

Les dirigeables sont sans abri

Il n'a pas fait le bruit, en s'écroulant, des pavillons de Baltard, mais avec lui aussi une époque a disparu. Il n'avait certes pas l'élan de la cathédrale de Chartres, mais, comme elle, on le voyait surgir de la plaine à des dizaines de kilomètres. Il laisse un vide.

Deux fois plus long que Notre-Dame, le hangar aux dirigeables de la base aéro-navale de Cuers-Pierrefeu (Var) avait été construit pour abriter un « monstre de l'air » et une aventure : le fameux *Diamant*, remis par les Allemands après la première guerre mondiale, qui battit le record mondial de tenue en l'air (106 heures) avant d'être posé en large de la Sicile avec cinquante-huit hommes à bord.

« Le squelette d'une baleine »

On vit à Cuers d'autres monstres : en 1929 le *Grif* von Zepplin, courrier d'Amérique du Sud, vint y réparer des avaries subies au large des Baléares. Il s'y trouvait un peu comme chez lui dans la mesure où le hangar géant avait été monté avec des éléments provenant eux aussi d'Allemagne.

Restait le *Méditerranée*. Edifié à cinq moteurs, c'était beaucoup, 210 mètres de long, c'était énorme, mais 120 km-h de croisière, c'était bien peu. Depuis mai 1971, on a vu apparaître peu à peu dans la plaine de Cuers un squelette de gigantesque baleine, puis s'entasser au sol 1 300 tonnes de

feraille, 2 200 mètres cubes de briques et de béton, 1 300 mètres carrés de vitrage.

Au moment où disparaît ce monument aux « plus légers de l'air », on repère à l'arrière des dirigeables. La pénurie d'énergie aidant, on dénombre quelque trente projets : allemands, soviétiques, américains et français. S'ils voient le jour, les « monstres » d'hier feront alors figure de nains. Des 685 000 mètres cubes du *Diamant*, on passerait à 950 000 mètres cubes pour le *Pégase* (projet C.N.R.S.), tandis qu'*Airfloat* atteindrait 1 340 000 mètres cubes pour une longueur de 400 mètres. Belles perspectives pour de nouveaux hangars. A Cuers, le dernier, le second, disparaît en 1980.

JEAN RAMBAUD.

Un tunnel pour le Mercantour ou pour l'Echelle

M. Genoves, coprésident français du comité franco-italien des transporteurs routiers internationaux, nous écrit :

Nous avons appris, par votre journal, que le rapport de l'ingénieur général Levret du ministère de l'équipement, retenu le tunnel de l'Echelle pour la liaison Piémont-Provence Côte d'Azur. Cette décision a été prise sans consulter les professionnels et sans consulter les Italiens, évidemment... Pour faire un tunnel, il faut être deux. Or les Italiens ont

TÉMOIGNAGE

L'arrière-pays défiguré

Pour que l'arrière-pays de la Côte d'Azur, hélas défiguré, ne connaisse pas le même sort, les pouvoirs publics prennent de saines mesures de sauvegarde. C'est ainsi que le site caractéristique de la chaîne dite des « Bacons », qui s'étend de la vallée du Var à celle du Loup, devra compter aux entreprises immobilières d'envergure qui s'apprêtent à s'en emparer.

Un décret en Conseil d'Etat du 5 octobre 1976 a classé une partie de ce site. Mais cette mesure, reconnue insuffisante, ne fait pas disparaître les menaces qui pèsent sur l'autre partie de la chaîne.

L'extension du classement a, par suite, été décidée, notamment sur le territoire de la commune de Tourrette-sur-Loup, pittoresque village médiéval dominé par des cornets et des plateaux dont certains, tel « le Caïre », mar-

quent de leurs traits encore sauvages le fond du paysage aperçu depuis la Côte. Une procédure, édictée par la loi du 2 mai 1930 sur la protection des sites. Il a été procédé à l'enquête réglementaire et, pendant un an, il est formellement interdit de modifier l'état des lieux et leur aspect.

Or, une opération immobilière tendant à la construction au Caïre d'une centaine de villas avec piscines s'est dessinée et se précise à tel point qu'une violation de l'interdiction légale des travaux importants de viabilité, qui modifieraient profondément l'aspect des lieux, ont été entrepris, en toute hâte, par des particuliers, postérieurement à la décision du préfet.

Il est d'intérêt public de mettre fin de toute urgence à ces manœuvres destinées à placer l'administration devant le fait accompli. La loi qui s'oppose à de tels travaux, prévoit des sanctions et la remise des lieux en leur état antérieur. Il est, également, urgent de parer à ces menaces en faisant intervenir rapidement le décret de classement.

L'administration ne peut demeurer indifférente à ce qui se passe. Le préfet qui lui-même rappelle les obligations et interdictions résultant de la loi, est, au premier chef, compétent, sous la haute autorité du ministre de la culture et de l'environnement, pour la faire respecter quels que soient les intérêts privés en cause.

LOUIS PICHAT, conseiller d'Etat, Tourrette-sur-Loup.

BIBLIOGRAPHIE

Marseille entre les deux guerres

Les années 20, les années 30 : l'âge d'or de la cité phocéenne. Son opulence, sa prospérité, éclatent dans tous les domaines : un commerce florissant avec les colonies favorise l'essor de nombreuses compagnies de navigation dont les immenses navires de luxe et de lumière ; les géolittés et les hôtels se pressent dans la passe de Saint-Jean et encombrent le Vieux-Port, tandis que le « nouveau » s'efforce de grandir assez vite pour accueillir le flot grandissant des cargos et des paquebots. D'Indochine et d'Afrique noire arrivent des montagnes de produits tropicaux qui entretiennent le dynamisme industriel : sucre, cacao, arachides, sans oublier, bien sûr, son savoir-répété. Et un jeune inconnu du pétrole, nommé Paul Ricard, fait du port-a-porte pour écouter les premières bouteilles de son esprit enivré.

Epoque, aussi, où une animation fébrile et un lentinel canaille entrent autour de Marseille un halo fascinant et trouble à la fois. Ses hommes politiques concourent à cette renommée presque éternelle que nos voyons, tandis que Pegnot rend universellement célèbres la goulaille et l'essence du Panier.

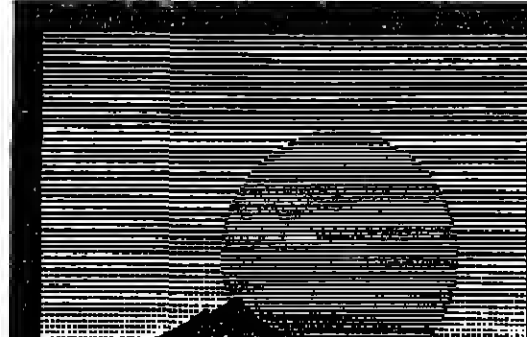
Cette époque de toutes les folies et de toutes les espérances, deux de ceux qui le vécurent nous la restituent merveilleusement dans un livre qui vient de paraître. Photographie, Marcel Baudelaire a fixé à jamais sur ses plaques les plus belles

scènes d'un passé révolu mais qui réchauffe le cœur. Journaliste, auteur de nombreux ouvrages sur sa région, Jean Bazal, à travers un texte fort documenté, plein de passion et de sensibilité, recrée admirablement le climat pittoresque de l'époque.

Tout s'achève sous le soleil de l'été 39 quand des milliers de conscrits et de rappelés gravissent le monumental escalier de la gare Saint-Charles pour s'enterrer dans les plaines du Nord et dans les bunkers de Moselle. Marseille a toujours son port, son quartier réservé, ses César truculents derrière leurs comptoirs à ses marchandes de poissons criardes, mais elle a déjà perdu son âme. Dans l'insouciance, et le soit de plaisirs qui caractérisent les royaumes décadents s'achève l'ère la plus glorieuse de l'histoire de la ville. De la guerre, elle sort accablée, ayant perdu du fait de l'occupation une partie d'elle-même, ce fleuron que représentait le quartier du Panier. Ce n'est que le début d'une agonie qui se poursuivra avec la décolonisation. Finis le savon et l'huile, tandis que son port étoilé commence à se gorgier de pétrole. Un art de vivre a vécu. Des pages de Bazal et Baudelaire n'ont pas eu le cœur de les écrire. Ils prêtent nous offrir un beau livre d'images, un passionnant et poignant livre d'histoire.

JAMES SARAZIN.

* Marseille entre les deux guerres, par Jean Bazal et Marcel Baudelaire ; éditions des Quatre-Saisons, 39, rue Marengo, 33000 Grenoble ; 270 pages, 192 F.



Rêvez de vacances...

La 3^e SEMAINE MONDIALE DU TOURISME ET DES VOYAGES

vous aidera à les réussir

10-19 Février 1978 • PARIS

PALAIS DES CONGRES • PORTE MAILLOT

300 Spécialistes du Tourisme
Films touristiques • Danses folkloriques

ENTRÉE : 10 F
(soit 1 h à 20 h)

Attention !

NOCTURNES jusqu'à 22 h
les vendredis 10 et 17 février

مكتبة الأمل

سكز من الامل

économie

LA CRISE DE L'EMPLOI ET LES CONFLITS SOCIAUX

LA GRÈVE DES POSTIERS

Une certaine reprise du travail était observée mardi matin

Après l'appel lancé par les fédérations C.G.T. et C.F.D.T. des P.T.T. pour l'extension de la grève de protestation des postiers, on a observé lundi 6 février une légère accalmie du mouvement pour l'ensemble de la France; puis, ce mardi matin, une certaine reprise du travail. Celle-ci s'était déjà manifestée dans la soirée de lundi dans les centres de tri de la région parisienne, selon le secrétariat d'Etat aux P.T.T.

De même source, on annonçait qu'à 6 heures, mardi, les centres de tri de Grenoble, Marseille, Montpellier, Nantes, Nice et Toulouse fonctionnaient normalement; et que le nombre de grévistes n'atteignait plus que 30 % en moyenne dans ceux de Bordeaux, Lyon, Saint-Etienne, Nancy et Orléans, 35 % dans

la banlieue parisienne, et 18 % à Paris (contre 32,5 % la veille). Il restait 6 % de grévistes dans les services de distribution du courrier, à Paris, mais tous les bureaux de poste, ajoutait-on, étaient ouverts au public.

Lundi, plusieurs milliers de postiers, souvent très jeunes, avaient manifesté, à Paris, devant le secrétariat aux P.T.T. De son côté, la Fédération générale de la police nationale (C.G.T.), a dénoncé, dans un communiqué, « l'utilisation partisane de la police contre les travailleurs », et a assuré de sa solidarité « tous les travailleurs en lutte, et en particulier ceux du centre de tri de Créteil ». Des consultations du personnel étaient prévues au cours des prochaines heures sur la poursuite de l'action « devant le refus persistant d'une négociation ».

POINT DE VUE

Les P.T.T. à la dérive

par LOUIS PERREIN (*)

L'Ecole nationale supérieure des télécommunications et le recordement du dix millionième abonné au téléphone sont l'occasion, pour le gouvernement, de brasser le projet sur l'administration des P.T.T. C'est d'abord une sorte de préface, mais, quelques jours après cette mise en scène, l'opinion publique s'émue de l'occupation d'un centre de tri postal et de l'ampleur que prend un mouvement de grève à l'origine très localisée. L'autorisation du téléphone que l'on met en lumière, laisse dans l'ombre les carences du réseau, fait que le public ressent très peu les effets d'une grève en matière de télécommunications. En revanche, les effets de travail dans les services postaux perturbent gravement la distribution du courrier dans la région parisienne.

Il est incontestable que l'effort d'équipement du réseau des télécommunications a été considérable. Mais si l'on se félicite des progrès réalisés, on peut se poser un certain nombre de questions sur le prix payé pour rattraper le retard accumulé par la V^e République (c'est M. Maréchal, ministre des postes du général de Gaulle, qui disait que le téléphone était un gadget) et se demander si les investissements répondent à une véritable politique des télécommunications.

Est-on donc incapable de faire en sorte que le service public des postes et télécommunications fonctionne à la satisfaction de tous ? Nous sommes tous usagers de la poste et des télécommunications, et nous sommes en droit d'interroger le ministre sur la déséquation qui s'accroît d'année en année entre la qualité des services postaux et celle des télécommunications.

Malgré tout, les ministres qui se sont succédé à la tête de l'administration des P.T.T. ont proclamé leur volonté de « maintenir l'unité organique des postes et télécommunications ». Devant l'inquiétude soulevée par les organisations professionnelles, les partis de gauche et une partie de la presse, les ministres ont bien voulu reconnaître que leur politique était de faire vivre

les deux grands services dans « une unité souple de fonctionnement ».

Charmant euphémisme qui cache mal une réalité quotidiennement ressentie par tous. Plus grave, nous semble-t-il, est l'absence d'une réelle politique du gouvernement pour les P.T.T.

Les cabinets ministériels qui se sont succédé auprès des secrétaires d'Etat chargés de cette grande administration ont plus été préoccupés de politique politicienne que du service de l'Etat. Aussi les hauts fonctionnaires ont-ils progressivement imposé leurs propres conceptions aux ministères éphémères. En même temps, le poids croissant des cabinets s'est traduit par une politisation accrue de l'administration. Ainsi, à l'indépendance de fait des hauts fonctionnaires vis-à-vis du ministre sont venues se superposer des conflits de tendances, voire des antagonismes de clans. Il est de notoriété publique que tous les secrétaires d'Etat ont placé leurs poulains et que ceux-ci n'ont guère de sympathie les uns pour les autres, pour le plus grand dommage de la cohésion des services centraux.

La presse, dont le Monde, a-t-on fait l'écho de ces querelles, souvent camouflées derrière le réseau de fumée de conceptions différentes sur l'unité de la maison P.T.T.

L'exemple le plus récent, puisqu'il date de novembre dernier, ce sont les propos, étonnants pour les non-initiés, tenus par le directeur général des postes. Alors que le ministre réaffirme devant le Parlement et la presse qu'il n'est pas envisagé de mesures en vue de la séparation des deux grands services, postes, d'un côté, et télécommunications, de l'autre, ce très haut fonctionnaire proclame avec force qu'il lui eût semblé l'administration en deux entités parfaitement autonomes.

Le directeur général des télécommunications se répand, en privé ou en public, en propos identiques. Mais que son homologue des postes, met ses idées en application, réussissant même à faire entériner sa politique par le ministre.

cette démission de l'autorité de l'Etat. Tous sont pour le maintien d'un grand service des postes et télécommunications. Tous condamnent ouverts ou en privé le manque de cohésion des bureaux.

Le malaise est si grand que les dirigeants se font jusqu'à présent les militants des grands partis de gauche. Des communistes, certes, s'accommodent de la situation avec l'argument que le personnel des télécommunications en profite et que cela accroît la combativité des agents de la poste et des services financiers.

Devant la priorité soudaine donnée aux télécommunications, les fonctionnaires de la poste et des services financiers réagissent en créant de nouvelles ou en créant de nouvelles activités. Certes cela aggrave le problème. Mais cela aggrave le problème. Mais cela aggrave le problème.

Mais sous prétexte de renouveler les méthodes, afin de rendre plus efficaces les services, il semble puéril d'avoir introduit la notion — abstraite — de service commercial dans l'administration. Faute d'avoir expliqué aux personnels ce qu'était la notion des coûts, d.s. rendements des performances, les agents de la poste ont compris qu'on voulait leur faire faire du « commerce », au détriment de la

notion traditionnelle de service public.

Nombreux sont les agents de la poste qui considèrent la direction des services commerciaux comme parasitaire de la direction générale des postes. Il est vrai que parfois les plus avertis s'y perdent dans les nombreuses réformes qui se sont succédées à la D.G.P. depuis quelques années, par exemple les innovations structurelles de la D.G.T. On ne sait plus très bien qui fait quoi ! Toutes ces réformes et créations de services ont abouti à presque décupler le nombre de fonctionnaires et agents travaillant au ministère en l'espace de vingt ans (sept cents environ en 1958, plus de six mille en 1978).

Le personnel ne peut plus les multiples réformes et innovations qui se succèdent à une cadence trop rapide pour être assimilées et bien comprises. Bref, le gouvernement n'a pas compris que la poste et les services financiers avaient aussi besoin de crédits accrus pour faire face aux redoutables problèmes que posent les mutations en cours des « communications ». Les chèques postaux et la Caisse nationale d'épargne s'effondrent, parfois moi, mais la mutation est en cours. Le poste, malgré tous les discours, est resté la poste de grand-père.

Que deviendra l'administration des postes et télécommunications ? Certes, il faut des réformes. Certes, les transformations nécessaires n'étaient pas faciles. Mais l'absence d'autorité et de volonté politique n'a fait qu'aggraver la situation.

Les télécommunications doivent continuer leur développement en tenant compte des coûts sans tomber dans la traversée de toute administration qui dispose de larges crédits et se croit obligée de les utiliser même inutilement. La poste et les services financiers ne peuvent pas être les parents pauvres de la maison. Il faut qu'ils se modernisent sans rechercher l'indébit et le sensationnel. Peut-être, même, faut-il envisager trois grands services (et non pas deux).

Il faut que ces trois grands services (postes, télécommunications, services financiers) cohabitent avec le souci de l'intérêt public. Il y a tant de choses qu'ils peuvent le faire ensemble. La communication n'est pas l'apanage des seules télécommunications. La lettre restera longtemps irremplaçable et les télécommunications auront longtemps besoin de bons administrateurs et de bons techniciens.

En tout état de cause, l'Etat doit trancher dans le sens du service public au meilleur coût.

(*) Sénateur du Val-d'Oise (P.S.), rapporteur du budget des P.T.T., ancien directeur des postes du Val-de-Marne.

Stupéfaction à Besançon après le refus du syndic de Lip de vendre les terrains à la municipalité

De notre correspondant

Besançon. — Stupéfaction et colère à l'usine de Palente et à la mairie de Besançon depuis qu'on a appris que le syndic de l'ex-société Lip S.A., M. Robert Jacquot, était revenu sur sa décision de vendre les biens fonciers de Lip à la commune de Besançon. L'accord du syndic avait pourtant été donné le 27 janvier dernier, en présence non seulement du maire de la ville, le sénateur Robert Schwintz, et son adjoint aux affaires économiques, des représentants de l'intersyndicale, de leurs avocats M^{rs} Henri-José Lejeune et François Nativ, mais également du juge commissaire. Or, samedi, le maire de Besançon recevait une lettre dans laquelle M. Jacquot revenait sur sa décision. Il stipule entre autres que les créanciers se sont étonnés de son accord du 27 janvier, qui ne tient aucun compte de l'avis des créanciers et du projet proposé. « Je ne peux négocier », dit le syndic, les observations qui me viennent de créanciers en général modérés et tolérants ».

On doit rappeler que le syndic avait pris la présidence — ce qui n'est guère l'usage — après que le maire avait manifesté son intention de racheter les biens fonciers de Lip, de compléter les créanciers; 63,82 % d'entre eux s'étaient prononcés contre le projet, mais trois cent vingt seulement s'étaient prononcés à la peine de répondre sur mille deux cent cinquante encore sur les rangs. Le syndic avait

donné un délai de deux ans à la commune de Besançon pour payer et l'usine et le terrain, évalués à 9 millions par les Domaines et pour lesquels la ville proposait 8 millions. On doit aussi noter que la ville est, pour l'instant, le seul candidat à l'acquisition de l'usine et des terrains.

Le maire de Besançon, qui a rendu publics, lundi 6 février, cette nouvelle, rappelle dans un communiqué : « La ville a tout mis en œuvre pour racheter, dans le calme et la sérénité, une solution amiable qui donne satisfaction aux créanciers et aux travailleurs de Lip. Nous n'avons négligé ni le temps, ni les moyens, ni les propositions concrètes mais on s'est heurté à la pusillanimité du syndic et aux manœuvres dilatoires ». Le maire ajoute : « Je dénonce très vivement le retournement de M. Jacquot, qui a cédé à des pressions inadmissibles. Les responsables sont les tenants du pouvoir économique et politique, qui ont repoussé la solution s'ouvrant la meilleure pour les intérêts des travailleurs et de Besançon ».

CLAUDE FABERT.

Il y a quelques six cents « Lip » qui, depuis le 3 mai 1976, occupent leur entreprise aux côtés de communistes, une coopérative de production. Ils ont lancé une campagne de souscription pour pouvoir racheter les stocks, les machines, etc., à travers l'Association des amis de Lip, R.P. 961, 25222 Besançon Cedex.

Le maire de Tourcoing s'en prend au patronat du textile du Nord

De notre correspondant

Lille. — A la suite de l'occupation d'une usine en difficulté, les établissements Filpa fils aîné, à Tourcoing (Nord), une vive polémique oppose le patronat à la municipalité de cette ville.


Récemment, M. Maurice Hannart, président du groupement régional des industries textiles, avait critiqué l'attitude de la municipalité dont le maire est M. Guy Chastellier (P.S.), qui avait apporté son soutien à plus de mille travailleurs occupant l'usine. M. Chastellier avait répliqué assez sèchement M. Hannart dit alors une autre déclaration : « Le maire de Tourcoing n'est pas d'un régime où la liberté de parole et de pensée n'existerait plus ? » Ce propos a suscité une nouvelle et vigoureuse prise de position de M. Chastellier qui s'exprime en ces termes : « M. Hannart (se montre) fidèle aux consignes du C.N.P.F. qui financé la campagne contre le programme commun. Au sujet de l'usine Filpa, le discours, celui fois, avec toute l'autorité que me confère l'élection à la première magistrature de cette ville, les opérations de démantèlement

industrielles décidées par des états-majors lottistes ».

« Le patronat textile comptait laisser pourrir le conflit, de façon que les travailleurs se retrouvent dans une situation telle qu'ils abandonnent les négociations dans les pires conditions », ajoute le maire. C'est là que le combat prend son véritable sens. La municipalité se doit d'intervenir pour ne pas laisser commettre une telle injustice. Il ne faut pas oublier que nous approchons de la fin du vingtième siècle et que l'attitude qui consiste à réduire les gens à la misère afin qu'ils puissent se courber ensuite n'est plus de mise aujourd'hui. J'ajoute, comme l'ont démontré du racisme en usant de propos inadmissibles. Je ne lui conseille pas de recommencer. Je n'hésiterai pas un seul instant, les faits étant portés à ma connaissance, à déposer plainte pour menaces racistes et à demander que s'appliquent au syndicat patronal textile les rigueurs des textes » — G. S.

Un Club discret, raffiné dans le moindre détail, pour savourer deux heures de charme et de détente.

RELAX CENTER
261.27.25 - 261.27.97
6 rue de la Paix 75002 Paris
Santé, hammam, soins esthétiques.
Nocturnes jusqu'à 22 heures.



ROGER DU PAGE
Le spécialiste de
L'EXPORTATION

EXTRAIT DU SOMMAIRE

- 1. Les formalités d'exportation
- 2. Les documents nécessaires
- 3. Les procédures administratives
- 4. Les aspects fiscaux
- 5. Les aspects juridiques
- 6. Les aspects commerciaux
- 7. Les aspects techniques
- 8. Les aspects logistiques
- 9. Les aspects financiers
- 10. Les aspects humains

A jour au 30 Nov. 77.

1977

J. Delmas et Co

VIEN DE PARAÎTRE

Tout ce qu'il faut savoir pour surmonter les contraintes administratives et commerciales de l'EXPORTATION

En librairie ou aux Editions

J. DELMAS
10, rue de la Harpe - 75001 Paris - 192-202

Les progrès de la sous-traitance

Par exemple, insidieusement, mais avec ténacité, les « téléboutiques » — qui — fol de ministre — ne devaient être installées que dans les agglomérations où les bureaux de postes étaient saturés, fleurissent un peu partout sans autre politique que de battre en brèche la présence postale.

Petite chose, diriez-vous ? Sans doute. Mais où est donc l'autorité du ministre ? Combien ces gaspillages coûtent-ils à la nation ? Où en est-on de la rationalisation des choix budgétaires chère à notre actuel président de la République, lorsqu'il donnait des conférences à l'ENA ?

Mais l'affaire des téléboutiques risque de nous cacher des dilapidations plus importantes des deniers publics.

Les télécommunications font de plus en plus appel à la sous-traitance (ce qui provoque l'irritation croissante des syndicats). Les raccordements d'abonnés se font presque exclusivement par des entreprises privées. Des études de plus en plus nombreuses sont confiées à des bureaux spécialisés. Je pourrais multiplier les exemples de démantèlement du service public.

Parallèlement, le parc automobile du service des télécommunications s'accroît, alors qu'il devrait diminuer. La direction générale pour bien marquer sa volonté économiciste, change peut-être le couleur de ses véhicules — blanc pour les télécommunications, jaune pour la poste — et son emblème (un cadran de poste téléphonique). Ces jeux puérils coûtent cher au Trésor public.

Sait-on aussi que, progressivement, les statuts mêmes des personnels se différencient ? Ici, ce sont des primes illégales ! Là, des heures supplémentaires fictives. Ailleurs, des frais abusifs de déplacement. Pour attirer les agents de la poste aux télécommunications on leur promet l'usage exclusif d'une voiture de service avec parole à téléphone à bord. J'exagère ? Mais non ! Que l'on interroge les syndicats.

Il y a dans ces pratiques, non seulement un dévouement mortifiant pour le ministre qui voit ses services faire une toute autre politique que celle qu'il proclame — à moins qu'il tienne de n'être pas complice, — mais encore un effet nocif sur le climat social dans ce grand service public.

Les syndicats traditionnels C.G.T., F.O., C.F.D.T. sentent les dangers de

(PUBLICITE)

ERGONOMIE

Etude des accidents du travail, amélioration des conditions de travail STAGE à l'attention des techniciens, ingénieurs, responsables du personnel, travailleurs sociaux (médecins du travail)

Animateur : Jean-Charles SPERANDIO (département de Psychologie)

DU 12 AU 16 JUIN 1978

Inscriptions : Université de Paris-VIII Service de la Formation Permanente, Boite de la Tourne, 75571 PARIS Cedex 12, tél. 274-92-28 et 274-12-50, poste 399.

oc-Roussillon

IT FROID SUR LA LOIRE

DES PAUVRES

IS LA TOURMENT

He entre les deux que

NDIALE DU

VOYAGES

ra à les ré

MOYENS

سكنا من الاجل

TRANSPORTS

Une communication du président de la R.A.T.P.

Trois voies nouvelles pour les transports urbains

M. Roger Balin, président du conseil d'administration de la R.A.T.P., a examiné, lundi 6 février, devant l'Académie des sciences morales et politiques, la question des transports urbains dans le monde d'aujourd'hui.

Après avoir énuméré les raisons qui expliquent la renaissance, depuis 1960, et le développement spectaculaire des transports collectifs dans les grandes agglomérations et leur banlieue, l'orateur a indiqué les trois directions dans lesquelles s'orientent leur évolution :

1) Recherche des techniques nouvelles : personnalisation du transport (petits autobus à la demande, petits véhicules automobiles sur infrastructure épi-

olale, mais ce sont des techniques coûteuses) ; trottoirs roulants, actuellement trop lents, mais qui, dans l'avenir, pourraient être accélérés.

2) Rapprochement de l'unité et de la cohésion des transports urbains : cette tendance est générale dans les grandes agglomérations où coexistent plusieurs moyens de transport exploités par des entreprises différentes et relevant souvent d'autorités publiques diverses.

3) Accroissement de la participation des fonds publics : l'importance de l'enjeu justifie l'effort financier demandé à la collectivité, bien qu'il en résulte une charge qui pèse lourdement sur les budgets des Etats et des municipalités. — J.-M. D.

ENVIRONNEMENT

LA PRÉVENTION DES MARÉES NOIRES

Faut-il équiper les pétroliers de double coque ?

London (A.F.P.). — La conférence maritime internationale de l'IMCO (Intergovernmental Maritime Consultative Organisation), qui s'est ouverte lundi 6 février à Londres, sera marquée par un affrontement entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis à propos de la conception des pétroliers géants, indiquée-t-on dans les milieux maritimes spécialisés.

Les experts américains doivent présenter les propositions du président Carter pour diminuer les risques de pollution pétrolière, notamment en cas de collision ou d'échouage. Les projets américains concernent tous les bateaux de plus de 30 000 tonnes, c'est-à-dire la très grande majorité des pétroliers.

L'administration Carter demande que les tankers soient équipés d'une double coque. La solidité de la coque serait ainsi renforcée, et, en cas d'échouage, les risques de perforation des cuves seraient moindres.

L'autre modification proposée consiste à adopter un système de séparation des cuves (ballasts séparés). Les réservoirs servant à lenter le navire d'eau de mer lorsqu'il navigue à vide seraient différents des cuves servant à transporter le pétrole.

Les Britanniques, soutenus par la plupart des principales nations maritimes, s'opposent à ces projets, essentiellement pour des raisons financières.

L'ÉTAT FREINE LES ACQUISITIONS FONCIÈRES DE LA FONDATION SOLOGNE

Orléans. — De nouvelles difficultés remettent en question l'ouverture de la Fondation Sologne. Au cours d'une réunion le 26 janvier à la Ferté-Saint-Aubin (Loiret), les responsables de la fondation ont annoncé que la cession du domaine de Saint-Maurice, à Lamotte-Beuvron (Loiret-Cher), était retardée. Ce domaine, propriété de l'Etat, avait été mis à disposition de la fondation par le ministre de la Justice, qui avait indiqué son intention de mettre à la disposition de la fondation 400 hectares. L'administration des Domaines s'oppose pour l'instant à cette transaction.

Le conseil régional du Centre que préside M. Pierre Sudreau, a apporté une contribution financière importante à cette fondation, dont le but est d'acquiescer, pour les aménager et les ouvrir aux promeneurs, plusieurs domaines dans une région où la

nature, en de multiples endroits, a été conquise par les chasseurs et les résidents secondaires.

Deux cent trente hectares seulement ont été jusqu'ici acquis par la fondation, au domaine du Ciran, sur le territoire de la commune de Mesmeret-en-Villette (Loiret). En raison de sa richesse écologique, cette propriété devait constituer en priorité une réserve fréquentée par les chercheurs et les classes de nature (Le Monde du 9 juillet 1977).

Les responsables de la fondation, qui ne peuvent pas compter, pour l'instant, sur la propriété de Saint-Maurice, se voient contraints d'ouvrir le domaine du Ciran au grand public : un circuit pédestre de 4 kilomètres y sera aménagé et proposé aux promeneurs au début de l'été prochain, moyennant un droit d'entrée.

A PROPOS DE...

EXPERIENCE EN BANLIEUE PARISIENNE

« Mon » bus arrive

Les villes de banlieue sont souvent mal desservies par les transports en commun. Seuls les axes importants de circulation sont souvent utilisés. Trois communes des Yvelines (Conflans-Sainte-Honorine, Andresy et Maurecourt) ont réagi et se sont regroupées pour créer un service de « busphone » ou « bus à la demande ».

Le principe du busphone est simple : des minibus, de quinze à vingt places, dotés d'un équipement radio, prennent en charge les usagers sur simple appel téléphonique et les conduisent à la destination désirée. Les appels sont reçus à un central et transmis au bus le mieux placé pour satisfaire la demande (il se détournera parfois de son itinéraire). L'attente ne peut excéder vingt minutes. Près de cent points de ralliement existent sur le territoire. Trois véhicules sur un parc de cinq circulent actuellement. La gestion de cette réalisation est assurée par un syndicat intercommunal.

Le prix de la course est déterminé suivant la fréquence d'utilisation : de la simple course à 5 F à l'abonnement qui paiera 2 F par semaine ou dix voyages par semaine. Qui emprunte le busphone ? Les personnes âgées qui se rendent dans le centre du marché, dans les magasins ou les administrations ; les gens chargés de coller les lettres et les enfants qui vont à l'école, à la piscine ou au stade. Bien d'autres encore, et notamment les handicapés. Pour eux, certains bus sont spécialement aménagés.

« Favoriser les relations par l'amélioration des moyens de transport concourt au développement de la vie associative et collective, rompt l'isolement de certains, encourage à sortir de chez soi pour rencontrer les autres », souligne M. Michel Rocard, maire socialiste de Conflans-Sainte-Honorine, lors de l'inauguration du service.

Autre expérience à Nogent-sur-Meuse, où a été mise en place un service intra-muros de deux minibus qui desservent les quartiers périphériques éloignés des principaux centres d'intérêt de la ville (mairie, marchés, centre nautique, pavillon Balard...). La ville et la R.A.T.P. viennent de signer un contrat d'exploitation pour une durée d'un an.

BRANIFF INTERNATIONAL INTERESSEE PAR CONCORDE

New-York (A.F.P.). — La compagnie aérienne américaine Braniff International a eu des

discussions préliminaires avec British Airways en vue de mettre en service Concorde entre New-York et Panama, a indiqué un porte-parole de Braniff. Les négociations proprement dites avec la compagnie aérienne britannique commenceront dans quelques mois, a-t-il indiqué. Braniff dessert à l'heure actuelle la ligne New-York-Panama en DC-8. Ce vol, qui dure cinq heures, n'en prendrait que trois en Concorde. Si le projet aboutit, Braniff pourrait par la suite prolonger la ligne Concorde de Panama jusqu'à Lima et Santiago du Chili.

● Une nouvelle aéroport à Beauvais. — Près de 10 millions de francs vont être investis en 1978 dans l'équipement de l'aéroport de Beauvais-Tillé (Oise) afin de le doter d'une nouvelle aéroport de 6 000 mètres carrés d'entrepôts supplémentaires. La fermeture au trafic international, en mars 1977, de l'aéroport du Bourget a été à l'origine de la forte augmentation des vols sur le seul aéroport commercial de la région Picardie. Ce sont surtout les transporteurs à la demande qui ont été attirés à Beauvais-Tillé. — (Corresp.)

● Des premières classes sur les avions soviétiques. — La compagnie soviétique Aeroflot vient de créer des premières classes sur des lignes intérieures, moyennant un supplément de 20 %. Pour ce prix, les passagers auront droit à un menu gastronomique et d'auront plus à faire que avant d'entrer dans l'avion ou pour reprendre leurs valises.

Le Monde

Services des Abonnements
5 rue des Beaux-Arts
75013 PARIS - CEDEX 05
C.C.P. 5091-21

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE : D.O.M. - E.O.M.
115 F 215 F 305 F 400 F

TOUTS PAYS FRANÇAIS
PAR VOIE NORMALE
125 F 300 F 375 F 450 F

ETRANGER
(par mandat)

I. - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS - SUISSE
125 F 285 F 365 F 510 F

II. - TUNISIE
125 F 300 F 360 F 500 F

Par voie aérienne
Taux sur demande

Les abonnés qui paient par
chèque postal (ou chèque vira-
l) doivent joindre ces chèques à
leur demande.

Changements d'adresse dé-
clarés au préalable (à l'ad-
resse ou plus) : nos abonnés
sont invités à formuler leur
demande une semaine ou deux
avant leur départ.

Joindre la dernière bande
d'envoi à toute correspondance.
Veuillez avoir l'obligeance de
signer tous les envois propres en
capital d'abonnement.

Le Marché s'étend du Marché Les ouvertures du Marché Les relations inter-marché Une vue mondiale du Marché Hanovre, 19-27 Avril 78

"Information totale"
... grâce à ERT - un système élec-
tronique d'informations pour les
visiteurs, dont les terminaux
sont désormais installés en
tous points de la Foire.

Des connaissances
nouvelles nulle part,
aussi proches

- Profitez de l'offre actuelle que vous propose la Foire de Hanovre 78. Pour préparer efficacement votre visite, vous pouvez dès maintenant demander :
- ☐ Le Programme de la Foire et vous renseignez sur le domaine particulier qui vous intéresse.
 - ☐ Groupement 78: Energie - sources, conversion, distribution
 - ☐ Centre de l'équipement de bureau et de l'information (CeBIT)
 - ☐ Recherche et technologie
 - ☐ Aéronautique (froid, climatisation, séchage et dessiccation, dépoussiérage, économie d'énergie)
 - ☐ Traitement des surfaces
 - ☐ Outillage
 - ☐ Transmissions électriques
 - ☐ Alimentation en énergie électrique
 - ☐ Télécommunications
 - ☐ Technique de mesure, de contrôle et d'automatisme
 - ☐ Composants et ensembles électroniques
 - ☐ Installations électriques
 - ☐ Technique de l'éclairage électrique
 - ☐ Electro-acoustique (électronique des loisirs)
 - ☐ Procédés de traitement et d'usinage pour l'électrotechnique
 - ☐ Fer et acier, métaux non-ferreux
 - ☐ Salon de la Sous-traitance (pièces profilées et laquées, blocs et unités de montage, prestations de service)
 - ☐ Transport et circulation
 - ☐ Enlèvement, destruction et utilisation de déchets, technique du nettoyage, l'entretien d'immeubles
 - ☐ Machines de construction, machines pour matériaux de construction
 - ☐ Techniques et fournitures du bâtiment
 - ☐ Objets et produits publicitaires
 - ☐ Porcelaine, céramique, verrerie, bijouterie, horlogerie, argenterie, cadeaux
 - ☐ Promotion économique et implantation d'industries

Veuillez cocher les cases correspondantes et adresser à :
Cie. Commerciale, Continentale S.A., Représentation Officielle de la
Deutsche Messe- und Ausstellungs-AG, 16, Rue Vézelay, 75008 Paris,
tél. 987.95.39/987.51.72, télex 210311 public 577

Nom _____
Rue _____
Ville _____

BM 478-F
Foire de Hanovre 78
Mercredi 19 Avril -
Jeudi 27 Avril

ÉTRANGER

LES MESURES DE SAUVEGARDE DANS L'ACCORD C.E.E.-CHINE

(De notre correspondant.)

Bruxelles. — L'accord commercial C.E.E.-Chine, par lequel le Comité des ministres de la Communauté a autorisé la Chine à augmenter ses importations de produits agricoles, a été signé le 5 février. L'accord, qui est le résultat d'un dialogue régulier entre les deux parties, vise à régler les difficultés liées à la concurrence des produits agricoles chinois sur le marché communautaire.

Cette concession faite par les Chinois est formulée ainsi dans le paragraphe 2 de l'article 5 de l'accord : « Dans le cas exceptionnel où la situation ne permettrait pas de régler les difficultés liées à la concurrence des produits agricoles chinois sur le marché communautaire, chaque partie contractante peut prendre des mesures temporaires de sauvegarde unilatérales ».

● Accord entre la C.E.E. et les îles Féroé. — Les îles Féroé, qui ont obtenu le statut de territoire d'outre-mer de la Communauté européenne, ont obtenu le droit de pêcher dans les eaux de la Communauté. L'accord, qui est le résultat d'un dialogue régulier entre les deux parties, vise à régler les difficultés liées à la concurrence des produits agricoles chinois sur le marché communautaire.

(Corresp.)

En Finlande

La récession améliore la balance commerciale et aggrave le chômage

De notre correspondant

Helsinki. — La balance commerciale de la Finlande a enregistré, en 1977, et pour la première fois en dix ans, un léger excédent de 230 millions de marks (1). Le déficit avait été de 4,1 milliards de marks en 1976 et de 1,9 milliard en 1975. De son côté, la balance des paiements courants s'est soldée par un déficit de 0,7 milliard de marks contre 4,5 milliards de marks en 1976 et 8 milliards en 1975.

L'excédent commercial traduit à la fois une amélioration sensible en valeur (+ 26 %) des exportations et une diminution de 7 % du volume des importations (+ 8 % en valeur). Cette baisse, qui était déjà de 4 % en 1976, résulte d'une forte chute de la demande aussi bien en matières premières qu'en biens d'équipement. Les entreprises fonctionnant à capacité réduite et la production industrielle ayant quelque peu diminué en 1977.

Les exportations du secteur métallurgique ont augmenté sensiblement en valeur (+ 35 % contre + 28 % en 1976). Cette

croissance est due en partie à des livraisons importantes à l'U.R.S.S. de machines et de bateaux. Au total, la métallurgie a représenté l'an dernier 36 % des exportations finlandaises. Cependant, les ventes de l'industrie papetière (30 % du total) ont augmenté en volume de 8 %, tout en restant inférieures au niveau de 1973, l'année d'avant la crise.

Rien n'indique une reprise prochaine de l'activité, sauf pour l'industrie forestière. La construction navale va au-devant d'une crise grave. Le chômage est l'aspect le plus visible de l'enlèvement économique du pays. Officiellement, 196 400 personnes, soit 9 % de la population active.

PAUL PARANT.

(1) 1 mark finlandais = 1,20 franc.

LA SUÈDE RENONCE AU DUMPING SUR LES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION

(De notre correspondant.)

Copenhague. — Les démarches effectuées par la commission de la C.E.E. auprès des autorités suédoises à la suite d'une plainte du gouvernement de Copenhague pour dumping (le Monde du 31 janvier) ont porté leurs fruits. La Suède a renoncé au dumping de matériaux de construction, qui est contrôlée par l'Etat suédois et avait été accusée de pratiquer des prix anormalement abaissés à l'exportation — ce qui menaçait les entreprises danoises — s'est inclinée et a accepté de relever ses prix pour les mettre au niveau des prix danois et britanniques.

M. Niels Anker Kofod, ancien ministre de l'Agriculture libéral, membre du Parlement européen, qui avait pris énergiquement cette affaire en main, a déclaré à l'annonce de ces résultats qu'il s'en réjouissait vivement car « les matériaux de construction suédois sont utiles et efficaces ». — C. O.

La grève des mineurs aux États-Unis

UN ACCORD DE PRINCIPLE EST INTERVENU ENTRE LES SYNDICATS ET LE PATRONAT

Les négociations engagées entre les représentants des syndicats des mineurs de l'United Mine Workers et ceux du patronat pour tenter de mettre fin au mouvement de grève qui paralyse les bassins des Appalaches depuis le 8 décembre ont abouti à un accord de principe qui sera soumis à la base.

Le patronat a fait d'importantes concessions concernant les salaires — une augmentation de 37 % est prévue — et les avantages sociaux. De leur côté les syndicats ont accepté de renoncer à un point capital : celui des grèves sauvages qui ont affecté à maintes reprises les mines de l'est des États-Unis.

Cette question étant considérée comme essentielle par les mineurs qui n'entendent pas voir remettre en cause le droit de grève, certains observateurs se demandent si cet accord de principe sera ratifié par la base.

En toute hypothèse, le processus de ratification devrait prendre un délai de dix jours. Dans ces conditions les approvisionnements dans les régions les plus touchées (Ohio, Pennsylvanie) ne pourraient reprendre leur cours normal avant deux semaines.

(A.G.F.)

LES VOITURES ÉTRANGÈRES SONT MEILLEURES QUE LES NOTRES estiment les Américains

Detroit (U.P.A.). — La plupart des automobilistes américains pensent que les voitures étrangères sont mieux construites, sont plus durables et sont plus agréables que les voitures américaines. Ils estiment cependant que les modèles américains sont plus faciles à entretenir et qu'ils se déprécient moins vite.

Tel est le résultat d'un sondage effectué par l'Association des fabricants de moteurs et équipements d'automobiles. M. William Raftery, président de cette association, conclut qu'il faut tirer la sonnette d'alarme car, à moins d'une reconversion radicale des conceptions américaines, « les petites voitures étrangères s'empareront de 45 % du marché des voitures nouvelles au cours des prochaines années ».

● Les commandes nouvelles de l'industrie américaine ont augmenté de 4 % en décembre, après avoir diminué de 0,4 % en novembre, pour atteindre 120,77 milliards de dollars. Pour l'ensemble de 1977, ces commandes ont progressé de 13,8 % par rapport à 1976. — (A.G.F.)

● La diminution du chômage aux États-Unis s'est confirmée en janvier. Le taux est revenu de 6,4 % à 6,3 % de la population active, après avoir fluctué autour de 7 % pendant les mois précédents. En janvier, le nombre des chômeurs est resté voisin de 6,2 millions ; mais les effectifs employés ont augmenté de 270 000 personnes pour atteindre 93,9 millions. — (A.F.P.)

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SETIMEG - COTONFRAN

Dans un précédent communiqué publié en décembre 1976, les conseils d'administration des sociétés COTONFRAN S.A. (société cotonnière franco-soudanaise) et SETIMEG S.A. (société d'études, de travaux et de gestion) avaient fait part du projet de fusion-absorption de COTONFRAN par SETIMEG.

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de COTONFRAN, réunie le 30 septembre 1977 à Ndjaména (République du Tchad), a décidé la dissolution anticipée de la société et approuvé le projet d'apport-fusion de celle-ci avec SETIMEG.

De son côté, l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de SETIMEG, dans sa séance du 29 décembre 1977, a approuvé le projet d'apport-fusion et son avenant modificatif des 19 juillet et 22 septembre 1977 portant absorption de COTONFRAN par SETIMEG.

Toutefois, cette assemblée générale extraordinaire des actionnaires de SETIMEG, en outre, a décidé de procéder à la fusion-absorption de COTONFRAN qui détenait elle-même des actions de SETIMEG, soit de COTONFRAN.

Ces opérations seront soumises aux actionnaires de SETIMEG lors d'une assemblée générale extraordinaire prévue dans le courant du deuxième trimestre.

Compte tenu des répercussions que ces opérations auront sur le montant définitif du capital de SETIMEG, il a été prévu de différer jusqu'à l'achèvement de ces opérations, et plus tard à la fin du premier semestre 1978, l'échange matériel des titres au porteur de COTONFRAN contre ceux de SETIMEG.

En attendant, les actions de COTONFRAN resteront négociables à la cote officielle.

CRÉDITEL

Dans une lettre aux actionnaires, le président M. Chatelet, a notamment déclaré :

« Au cours de notre dernière assemblée générale, je vous avais présenté les grandes lignes de l'accord conclu avec l'administration des P.T.T. sur les opérations à engager au titre de 1977. Cet accord s'est concrétisé par la signature au début de l'été d'un protocole portant sur 250 millions de francs de nouveaux contrats. Il m'est agréable de souligner que, sur ce montant, 200 millions seront couverts sur fonds propres d'autofinancement, ce qui assure pour plusieurs années et dans de bonnes conditions, le réajustement de la mortu du capital de la société ».

Ces nouvelles opérations étaient engagées en totalité à la fin du dernier exercice, ce qui porte à 2 700 millions de francs le total des engagements cumulés de votre société.

Le chiffre d'affaires réalisé durant les onze premiers mois a atteint 237 millions de francs, soit une augmentation de près de 28 % par rapport à la même période de 1976. Les seuls loyers, dont la part s'élève régulièrement, ont représenté 246,2 millions. Cette progression de 34 % s'explique, bien entendu, d'abord par l'indemnisation des contrats sur fonds propres, dont l'incidence a augmenté du fait de la hausse des tarifs téléphoniques intervenus le 1^{er} janvier 1978. Le produit de l'indemnisation, tel qu'il a été défini dans notre dernier rapport annuel, atteindra le montant annoncé, soit environ 2,7 millions de francs en 1977.

L'ensemble de ces facteurs permet d'anticiper un résultat en progression par rapport à 1976 et, par suite, un nouveau accroissement du dividende.

FONCIER INVESTISSEMENT

En 31 décembre 1977, le capital de la société était de 111 535 062,25 F. La valeur liquidative de l'action de 273 F.

La répartition de l'actif net qui s'élevait à cette date à 111 535 062,25 F, était la suivante : obligations françaises (53,4 %), actions françaises (44,3 %), obligations étrangères (2,9 %), actions étrangères (13,8 %), billes de mobilisation de créances hypothécaires (1 %), liquidités (4,8 %).

Le portefeuille d'actions françaises et étrangères était composé, à hauteur de 28,6 % de l'actif net, d'actions de sociétés fondatrices et immobilières. Les valeurs étrangères étaient réparties entre les SICOMI (8,2 % de l'actif net), les établissements de crédit immobiliers (12,2 % de l'actif net) et divers autres acteurs (9,2 % de l'actif net).

SICAV DU CRÉDIT AGRICOLE

Situation trimestrielle en 31 déc. 1977	Epargne-Vote	Uni-Foncier
Capital social (en millions de francs)...	445,26	111,49
Actif net (en millions de francs)...	394,71	154,71
Nombre d'actions en circulation	2 226 278	557 461
Répartition de l'actif net (en %):		
— Liquidités et placements à court terme	4,32	5,74
— Créances hypothécaires	4,20	2,38
— Obligations françaises classiques	30,98	38,80
— Obligations françaises convertibles	2,33	4,22
— Actions françaises	25,04	40,93
— Valeurs étrangères	32,55	18,73
Valeur liquidative	100,00	100,00
Valeur liquidative	F 267,13	F 277,33

Réservation: 225.99.06+

IRAN AIR

Only Sud

PARIS-LONDRES.

BOEING 747 SP : Mercredi - Dimanche 11 h 00

BOEING 747 : Vendredi 11 h 00

BOEING 707 : Lundi 11 h 00

“Si vous avez de l'argent
à placer aujourd'hui, êtes-vous sûr
de ne pas en avoir besoin demain?”

C'est un message
de la Caisse Nationale de l'Energie
qui offre des bons de caisse
toujours disponibles et remboursables.

En plus, ils sont à intérêt progressif (taux actuariel brut jusqu'à 9,75 %), anonymes, donc discrets, avantageux fiscalement, et ils sont émis par un établissement public national.

Souscrivez auprès de la Caisse Nationale de l'Energie
et de la plupart des guichets de banques.

* Caisse Nationale de l'Energie
pour l'équipement de la France

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ Bas + Haut	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.
\$ U.S.	4,9400 4,9475	+ 100 + 100	+ 250 + 250	+ 350 + 1000
\$ can.	4,4416 4,4488	+ 90 + 130	+ 250 + 300	+ 800 + 830
Yen (100) ..	2,0177 2,0229	+ 100 + 140	+ 210 + 270	+ 630 + 770
D.M.	2,2479 2,2527	+ 140 + 160	+ 380 + 350	+ 950 + 1000
Florin	2,1946 2,1999	+ 70 + 100	+ 170 + 220	+ 610 + 720
F.R.	15,1580 15,1594	+ 300 + 440	+ 750 + 1000	+ 2000 + 2500
F.S.	2,5153 2,5217	+ 170 + 230	+ 480 + 600	+ 1100 + 1500
L. (1 000) ..	5,6884 5,7097	+ 280 + 310	+ 540 + 630	+ 1300 + 1550
F.	5,6541 5,6685	+ 210 + 295	+ 470 + 620	+ 1470 + 1700

TAUX DES EURO-MONNAIES

	2 1/4	2 1/2	2 3/4	2 7/8	3 1/4	3 1/2	3 3/4	3 1/2	3
D.M.	2 1/4	2 1/2	2 3/4	2 7/8	3 1/4	3 1/2	3 3/4	3 1/2	3
\$ U.S.	2 1/4	2 1/2	2 3/4	2 7/8	3 1/4	3 1/2	3 3/4	3 1/2	3
Yen	2 1/4	2 1/2	2 3/4	2 7/8	3 1/4	3 1/2	3 3/4	3 1/2	3
F.R.	2 1/4	2 1/2	2 3/4	2 7/8	3 1/4	3 1/2	3 3/4	3 1/2	3
F.S.	2 1/4	2 1/2	2 3/4	2 7/8	3 1/4	3 1/2	3 3/4	3 1/2	3
L. (1 000) ..	2 1/4	2 1/2	2 3/4	2 7/8	3 1/4	3 1/2	3 3/4	3 1/2	3
F.	2 1/4	2 1/2	2 3/4	2 7/8	3 1/4	3 1/2	3 3/4	3 1/2	3
Fr. franc. 120	2 1/4	2 1/2	2 3/4	2 7/8	3 1/4	3 1/2	3 3/4	3 1/2	3

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

(PUBLI-CITE)

RÉPUBLIQUE DU ZAIRE

SOCIÉTÉ D'ÉTAT

GE CAMINES

Avis d'appel d'offres international

Un avis d'appel d'offres international est lancé
pour la fourniture de :
12.000 M DE VOIES FERRÉES

DÉTAIL DU MATÉRIEL À FOURNIR

1. Rails à 40 kg/m - longueur 12 m	2.000 pièces
2. Traverses à bûches écorcées - longueur 2 m	16.000 pièces
3. Traverses à bûches non-écorcées - longueur 2 m	2.000 pièces
4. Ecrous	4.000 pièces
5. Agrafes M.	41.000 pièces
6. Agrafes N.	41.000 pièces
7. Boulons d'écrous	8.000 pièces
8. Boulons d'agrafes	72.000 pièces
9. Anti-cheminants	12.000 pièces
10. Branclements « aiguille flexible » longueur 1/8" - 7" 7/32"	67 ensembles

★

Le financement est prévu par un prêt sollicité par la Gécamines
auprès de la Banque Mondiale (BIRD)

★

Les firmes intéressées sont invitées à demander
par écrit ou par télex, endéans un mois à dater de la parution
de la présente annonce, les documents de l'appel d'offres à la

Société Générale des Minerais

DIVISION ZAIRE
Réf. APP. 23/DV.

31, RUE DU MARAIS — 1000 BRUXELLES — BELGIQUE
TELEX n° 23.518

LES MA

PARIS FÉVRIER

LES MA	PARIS	FÉVRIER
1.
2.
3.
4.
5.
6.
7.
8.
9.
10.

NOUVELLES	PARIS	FÉVRIER
1.
2.
3.
4.
5.
6.
7.
8.
9.
10.

BOURSE DE PARIS

VALEURS	PARIS	FÉVRIER
1.
2.
3.
4.
5.
6.
7.
8.
9.
10.

VALEURS

VALEURS	PARIS	FÉVRIER
1.
2.
3.
4.
5.
6.
7.
8.
9.
10.

مكزا من الأصل

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS
FABRIE

Coup d'arrêt à la baisse

La déroute redoutée par les boursiers à la veille du week-end ne s'est pas produite ce lundi à la Bourse de Paris, où l'action assez massive des investisseurs institutionnels a même permis un léger redressement des cours. En reply de 0,4 % à l'ouverture de la séance, l'indicateur instantané s'est finalement établi en progrès de 0,15 % environ.

Hausse et baisse se sont donc à peu de chose près, équilibrées à l'intérieur des compartiments sauf aux pétroles et au matériel électrique où les gains ont été les plus nombreux.

Les pertes les plus sévères ont été enregistrées par Sacilor et Pierrefitte-Auby (-7 à 10 %) dont les cotations ont dû être retardées devant l'insuffisance de la demande. Pour la raison inverse, celle de Meci a subi également un léger retard, le titre s'inscrivant finalement en progrès de 10 %.

« Sans les gendarmes », la chute des cours se serait probablement poursuivie », disait-on autour de la corbeille, où un très léger ralentissement du courant de ventes a cependant été relevé. En tout cas, la timide amélioration observée ce lundi a incité nombre de vendeurs à découvrir et racheter précipitamment, leur action venant conforter et amplifier celle des organismes de placement collectifs. Mais le glissement continu du franc n'incite guère aux initiatives nouvelles.

Aux valeurs étrangères, la nouvelle hausse du dollar a permis aux américaines de bien résister, tandis que les mines d'or étaient irrégulières.

Sur le marché de For, où l'activité s'est un peu réduite à 13,96 millions de francs contre 21,77 millions, le lingot s'est inscrit à son plus haut niveau historique officiel à 29 840 francs contre 29 290 francs. Le napoléon, quant à lui, est resté à peu près stable à 300 francs contre 299,90 francs.

BOURSE DE PARIS			
VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALE
2 %.....	34 20	1 888	France I.

LONDRES

Après plusieurs jours de baisse, un redressement s'opère mardi matin et, peu après l'ouverture, l'indice des industrielles enregistre un gain de 5,2 points, à 463,3. Reprise des pétroles (B.P., Shell). Nouvelle avancée des fonds d'Etat. Les mines d'or sont bien orientées.

VALEURS	CLOTURE 0/2	COURS 7/2
Banque	523 ...	527 ...
British Petroleum	760 ...	770 ...
Comptoirs	119 ...	121 ...
De Beers	293 ...	294 ...
Imperial Chemical	342 ...	344 ...
Ho Tinto Zinc Corp.	170 ...	170 ...
Shell	484 ...	480 ...
Vickers	178 ...	178 ...
War Low	122 ...	122 ...
* West. Orient. Ind.	28 1/2 ...	28 1/4 ...
* Western Holdings	22 3/4 ...	22 7/8 ...

Taux du marché monétaire	
Effets privés	10 1/4 %

NEW-YORK

Nouveau repli

Une violente tempête de neige a contraint, lundi, les dirigeants de Wall Street à fermer les portes du marché avec deux heures d'avance sur l'horaire habituel.

Réarmé en fin de semaine, le

meuvantement de repli s'est poursuivi à petite allure et en citrouse, sur le marché des actions. Les cours de la bourse et 531 avaient monté, l'indice des industrielles accusant, de son côté, une nouvelle perte de 2,94 points.

De la liste de nombreux courtiers, l'évolution des cours durant cette séance écourtée n'a pas révélé de grosses variations comme nous l'avons vu, mais la majeure partie des transactions : 1.68 millions d'actions échangées contre 19.40 millions vendus, a été effectuée à l'instigation d'un sentiment était à l'inquiétude. Il s'avère, en effet, que même si le projet de loi de finances et les mesures d'impôts proposées par le président Carter, la croissance serait plus que modérée cette année, et encore plus faible l'année prochaine.

En outre, les investisseurs se sentent encore — et toujours — cette vieille peur de l'inflation, qui rôdait, et qui rôde, dans les esprits. Les anticipations faisaient état d'une accélération de la hausse des prix en janvier.

VALUES	COURS		COTES	
	2 2	7 3		
Alcoa	32 7/8	29 1/8		
A.T.T.	32 1/8	32 1/8		
Banning	27 1/4	28 1/8		
Boeing	104 1/2	105 1/8		
Do Ford Is Monitors	40 5/8	45 1/8		
Eastman Kodak	41 1/8	41 3/8		
Ford	40 3/8	48 3/4		
General Electric	58 3/8	59 1/8		
General Motors	72 1/2	75 1/8		
IBM	23 1/8	23 1/8		
I.T.T.	23 1/8	23 1/8		
Kennecott	28 1/2	28 1/2		
Smith Gil	29 1/2	32 3/8		
Pfizer	29 1/2	27 1/8		
Submarine	58 1/2	56 1/4		
Texas	58 1/2	56 1/4		
U.A.I. Inc.	28 1/2	29 3/8		
Daimler Chrysler	39 1/2	39 3/8		
Westinghouse	18 1/8	17 7/8		
Xerox	46 1/8	45 1/8		

INDICES QUOTIDIENS
 INSEE. Base 100 : 30 déc. 1977.

	3 févr.	3 févr.
Valeurs françaises ..	89,6	89,4
Valeurs étrangères ..	102,5	102,4
Cm OES AGENTS DE CHANGE		
(Base 100 : 29 déc. 1961.)		
Indice général	54,1	54,1

BOURSE DE PARIS -

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	% du nom.	% du coupon
2 %	94 20	0 000	FRAN (S.A.)	.....	.....
3 %	96 00	0 082	RAM (S.R.) Contr.	.....	.....
3 1/2 %	100 00	1 063	SAINT-LOUIS	.....	.....
3 % annuit. 45-54	96 10	0 652	S.A.P. ....	.....	.....
4 1/4 %	104 00	1 362	Alcatel, Bagnon	.....	.....
4 1/2 %	106 00	1 386	Bayou Harvet ..	.....	.....
5 %	105 00	1 735	Bois de France	.....	.....
Emp. N. Eq. 93-95	105 70	2 121	Bouq. Nat. Paris.	.....	.....
5 1/2 %	106 30	2 211	B. et Scand. Ind.	.....	.....
5 1/2 %	114 70	1 196	C.F.I. ....	.....	.....
Emp. R.N. 75-77	114 70	1 196	C.F.I. ....	.....	.....
E.N.F. 5 % 1938 ..	116 90	0 884	Credit .....	.....	.....
— 5 % 1950	117 00	0 877	Credit Ind. Indust.	.....	.....
			Credit Lyonnais ..	.....	.....
			(M) Credit Mobil.	.....	.....
			C.N.A.N. ....	.....	.....
			Crédit .....	.....	.....
			Créd. Ind. Indust.	.....	.....
			Créd. Ind. Indust.	.....	.....
			Crédit Lyonnais ..	.....	.....
			(M) Credit Mobil.	.....	.....
			C.N.A.N. ....	.....	.....
			Crédit .....	.....	.....
			Créd. Ind. Indust.	.....	.....
			Créd. Ind. Indust.	.....	.....
			Crédit Lyonnais ..	.....	.....
			(M) Credit Mobil.	.....	.....
			C.N.A.N. ....	.....	.....
			Crédit .....	.....	.....
			Créd. Ind. Indust.	.....	.....
			Créd. Ind. Indust.	.....	.....
			Crédit Lyonnais ..	.....	.....
			(M) Credit Mobil.	.....	.....
			C.N.A.N. ....	.....	.....
			Crédit .....	.....	.....
			Créd. Ind. Indust.	.....	.....
			Créd. Ind. Indust.	.....	.....
			Crédit Lyonnais ..	.....	.....
			(M) Credit Mobil.	.....	.....
			C.N.A.N. ....	.....	.....
			Crédit .....	.....	.....
			Créd. Ind. Indust.	.....	.....
			Créd. Ind. Indust.	.....	.....
			Crédit Lyonnais ..	.....	.....
			(M) Credit Mobil.	.....	.....
			C.N.A.N. ....	.....	.....
			Crédit .....	.....	.....
			Créd. Ind. Indust.	.....	.....
			Créd. Ind. Indust.	.....	.....
			Crédit Lyonnais ..	.....	.....
			(M) Credit Mobil.	.....	.....
			C.N.A.N. ....	.....	.....
			Crédit .....	.....	.....
			Créd. Ind. Indust.	.....	.....
			Créd. Ind. Indust.	.....	.....
			Crédit Lyonnais ..	.....	.....
			(M) Credit Mobil.	.....	.....
			C.N.A.N. ....	.....	.....
			Crédit .....	.....	.....
			Créd. Ind. Indust.	.....	.....
			Créd. Ind. Indust.	.....	.....
			Crédit Lyonnais ..	.....	.....
			(M) Credit Mobil.	.....	.....
			C.N.A.N. ....	.....	.....
			Crédit .....	.....	.....
			Créd. Ind. Indust.	.....	.....
			Créd. Ind. Indust.	.....	.....
			Crédit Lyonnais ..	.....	.....
			(M) Credit Mobil.	.....	.....
			C.N.A.N. ....	.....	.....
			Crédit .....	.....	.....
			Créd. Ind. Indust.	.....	.....
			Créd. Ind. Indust.	.....	.....
			Crédit Lyonnais ..	.....	.....
			(M) Credit Mobil.	.....	.....
			C.N.A.N. ....	.....	.....
			Crédit .....	.....	.....
			Créd. Ind. Indust.	.....	.....
			Créd. Ind. Indust.	.....	.....
			Crédit Lyonnais ..	.....	.....
			(M) Credit Mobil.	.....	.....
			C.N.A.N. ....	.....	.....
			Crédit .....	.....	.....
			Créd. Ind. Indust.	.....	.....
			Créd. Ind. Indust.	.....	.....
			Crédit Lyonnais ..	.....	.....
			(M) Credit Mobil.	.....	.....
			C.N.A.N. ....	.....	.....
			Crédit .....	.....	.....
			Créd. Ind. Indust.	.....	.....
			Créd. Ind. Indust.	.....	.....
			Crédit Lyonnais ..	.....	.....
			(M) Credit Mobil.	.....	.....

FÉVRIER - COMPTANT

[illegible]

MARCHÉ A TERME

[illegible]

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de proposer, à cotation des valeurs ayant fait l'objet de transactions entre 14 h. 15

[illegible]

COTE DES CHANGI

[illegible]

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MARCHANDS ET DEVISES	COURS péc.	COURS s/2
Or (le kilo en barre)	25250 ..	25750
Or fin (le kilo legot)	25250 ..	25840
Pièce française (20 fr.)	229 50	229 50
Pièce française (10 fr.)	225 50	225 50
Pièce suisse (20 fr.)	229 25	228 00
Pièce helvète (10 fr.)	227 50	225 00
Genevaalt	.....	.....
Pièce de 20 dollars	1358	1210 50
Pièce de 10 dollars	678	688
Pièce de 5 dollars	432 50	.....
Pièce de 50 roubles	1258 50	1290 ..
Pièce de 10 roubles	275 ..	274 90

